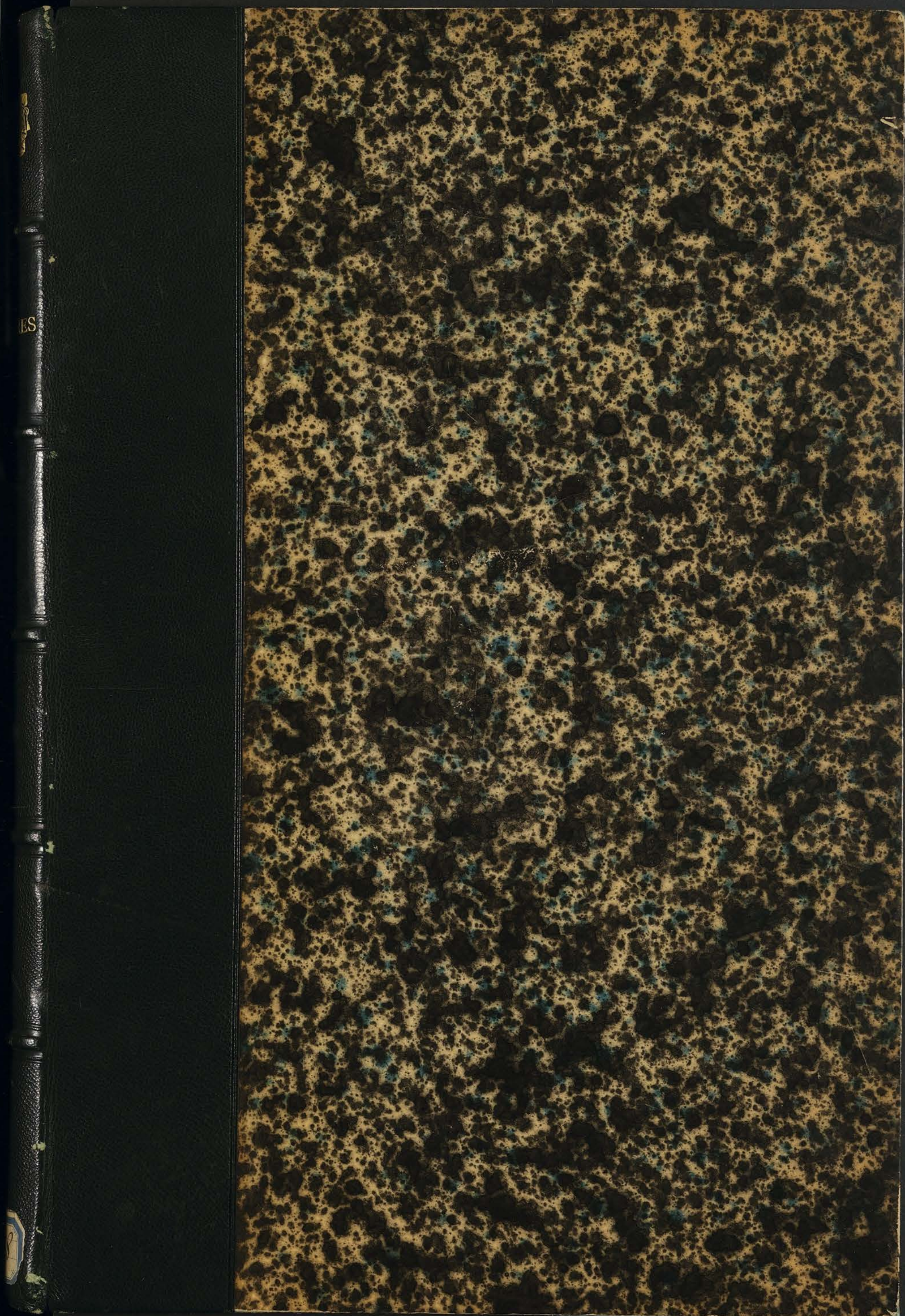




MÉMOIRES

D
—
2

9468



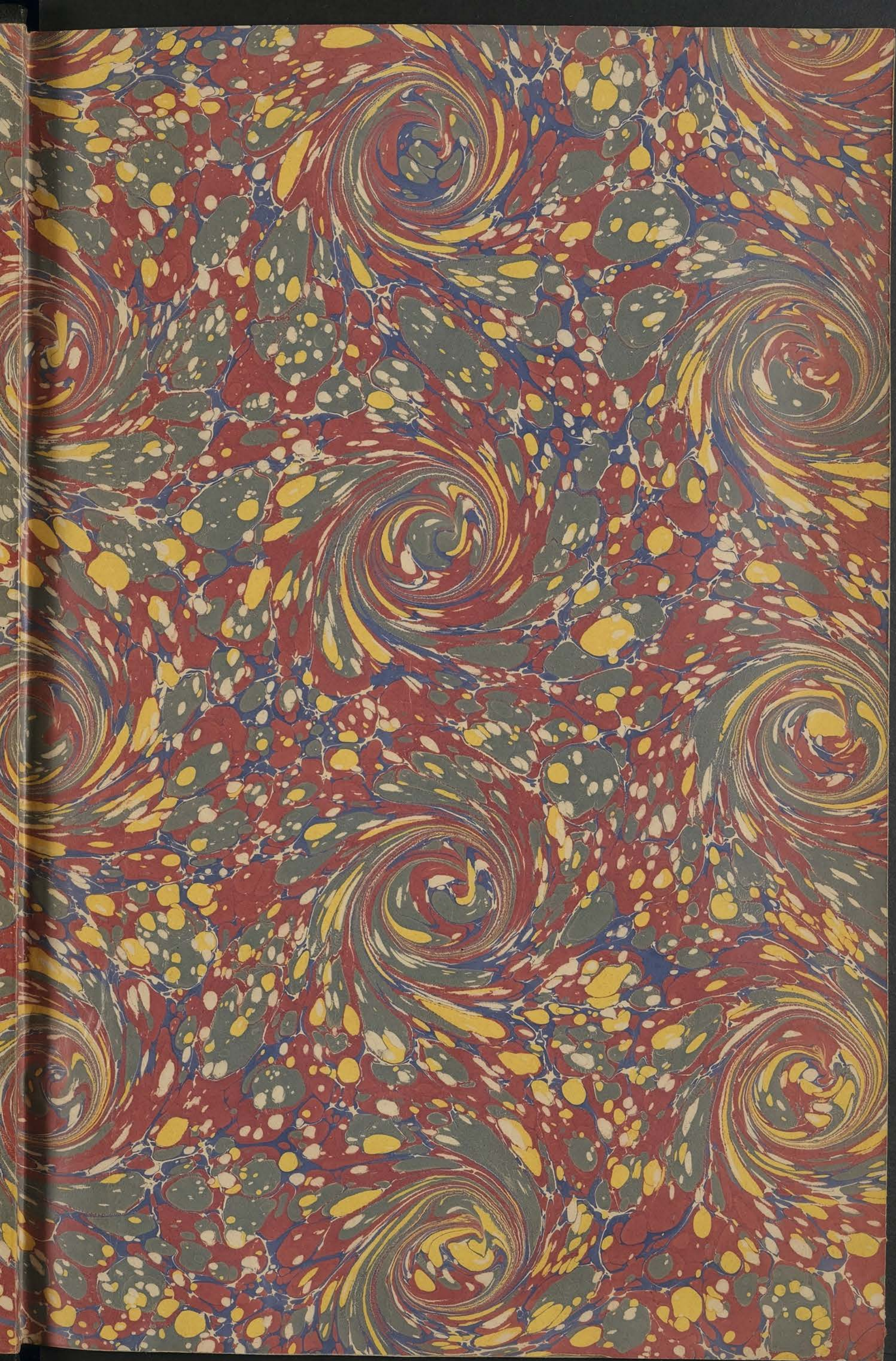
ES

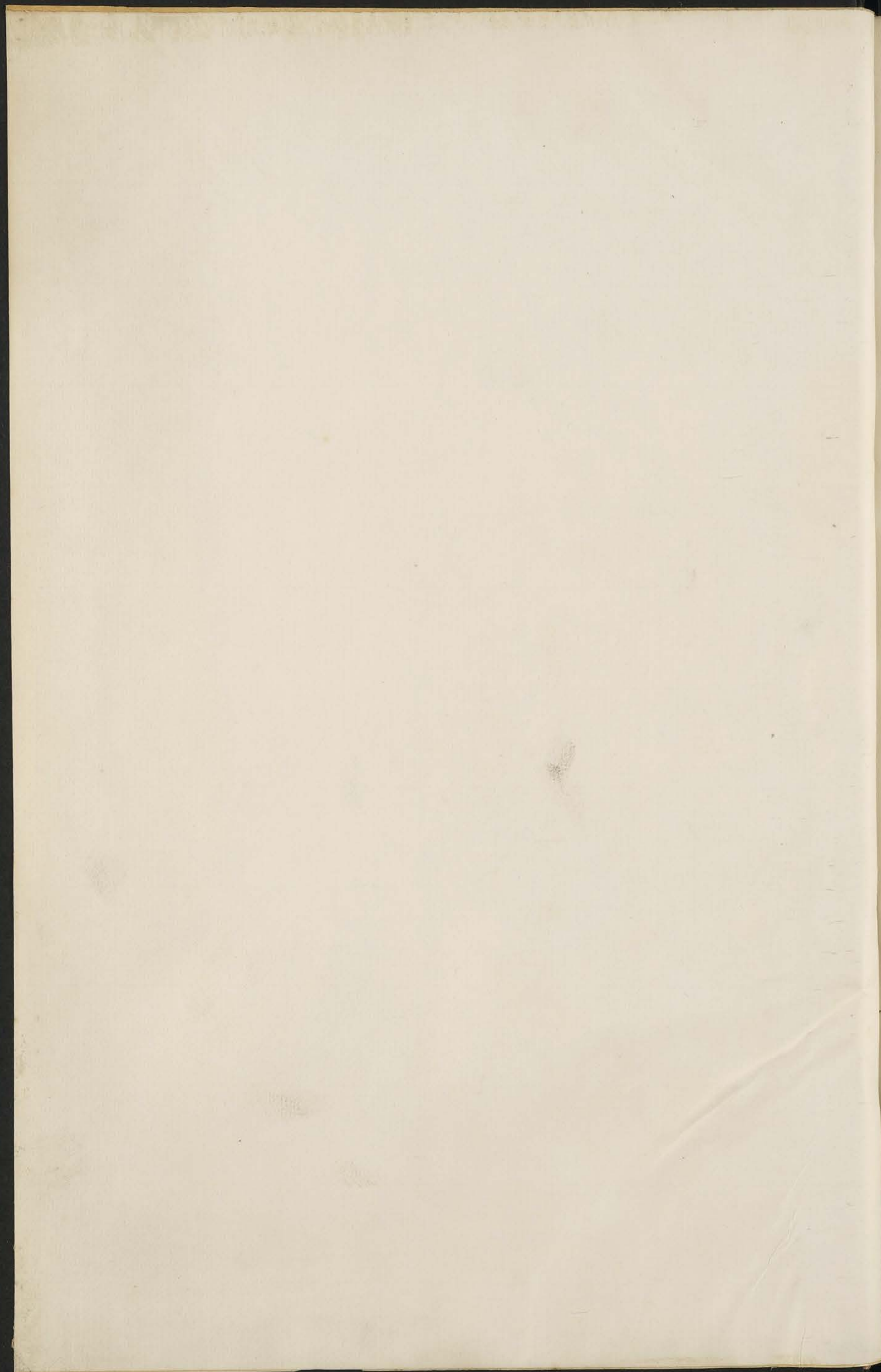
BIBLIOTHEQUE DU SENAT



S0000000267122

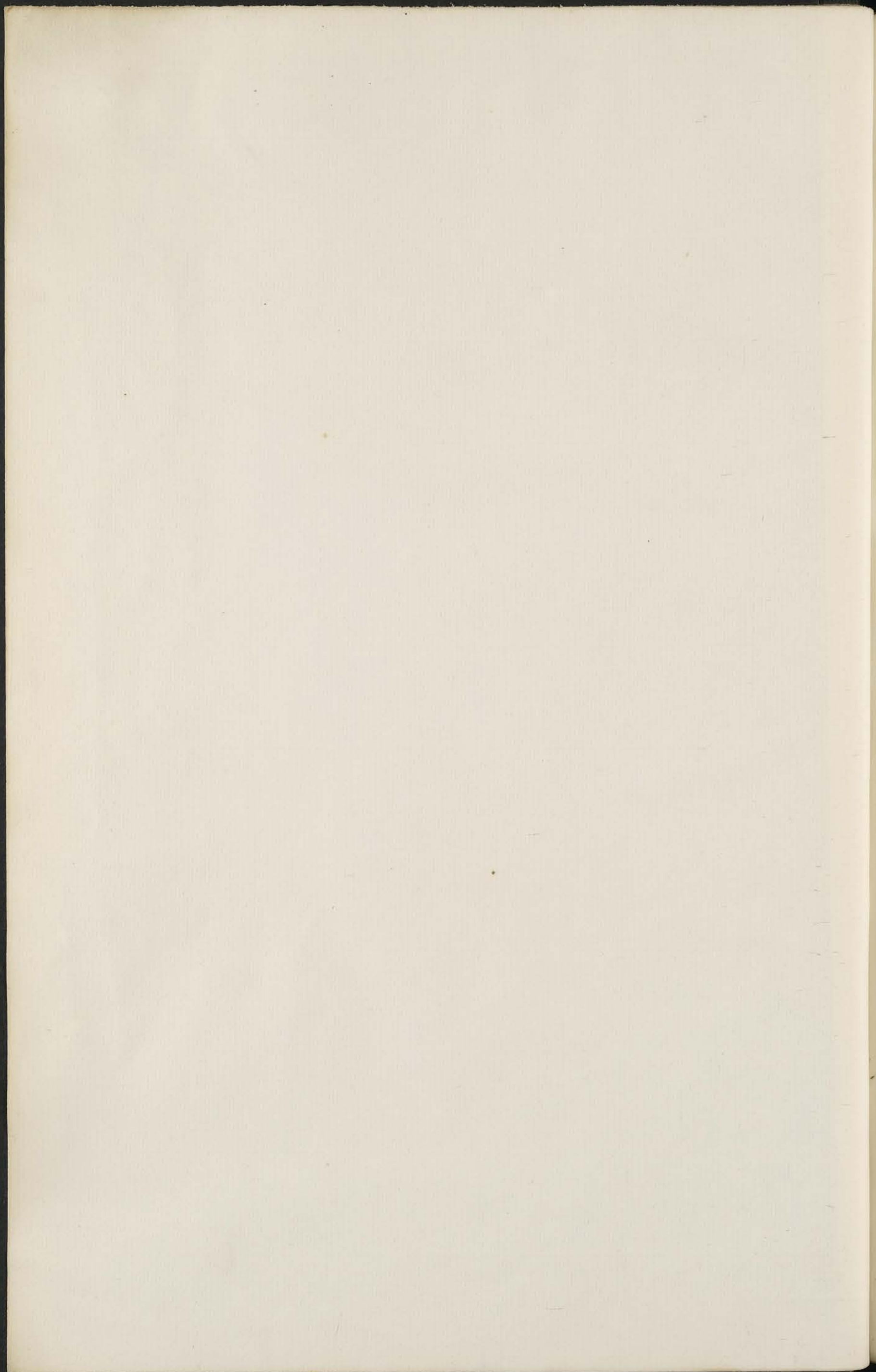
3FPM1153

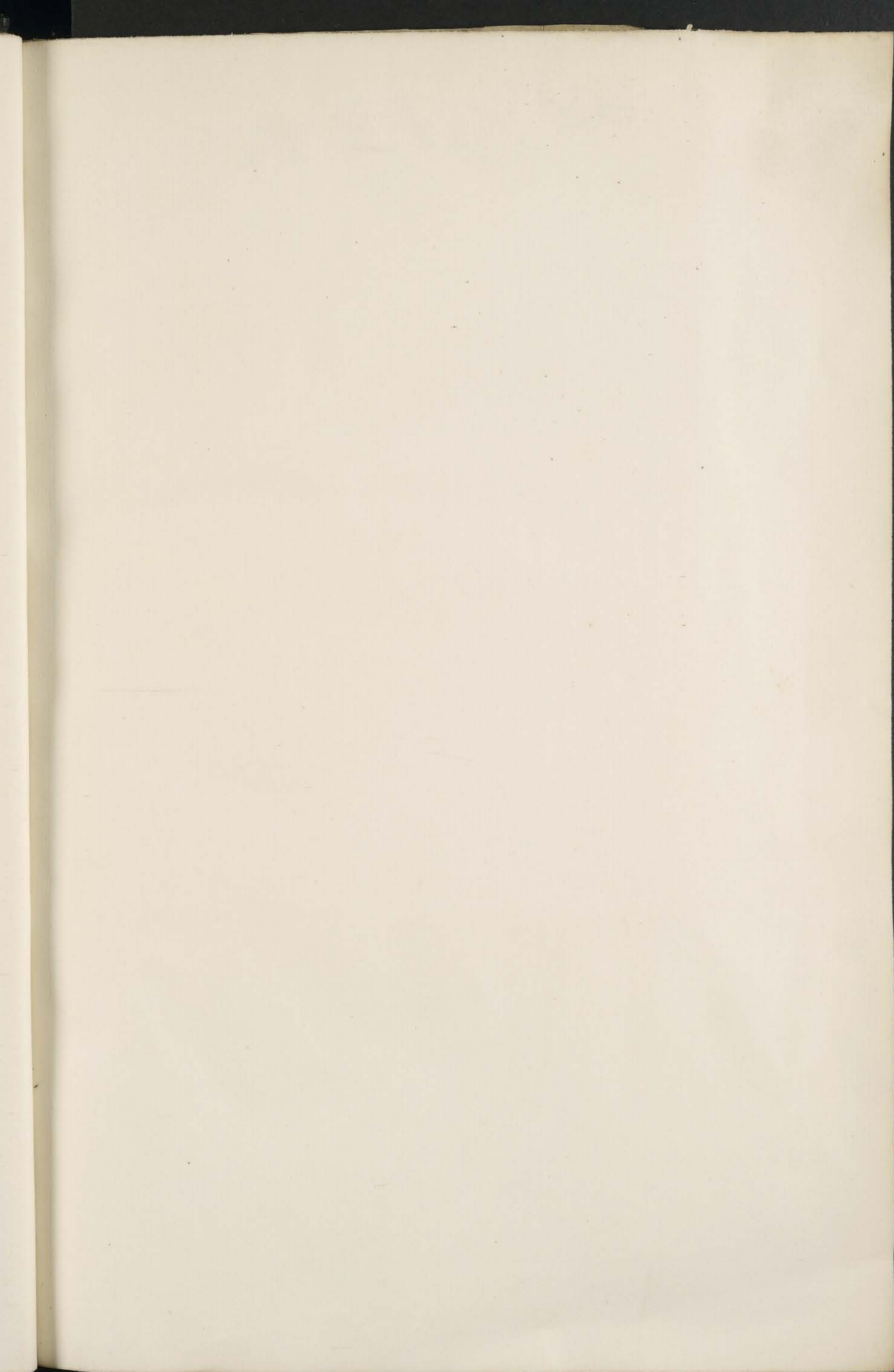


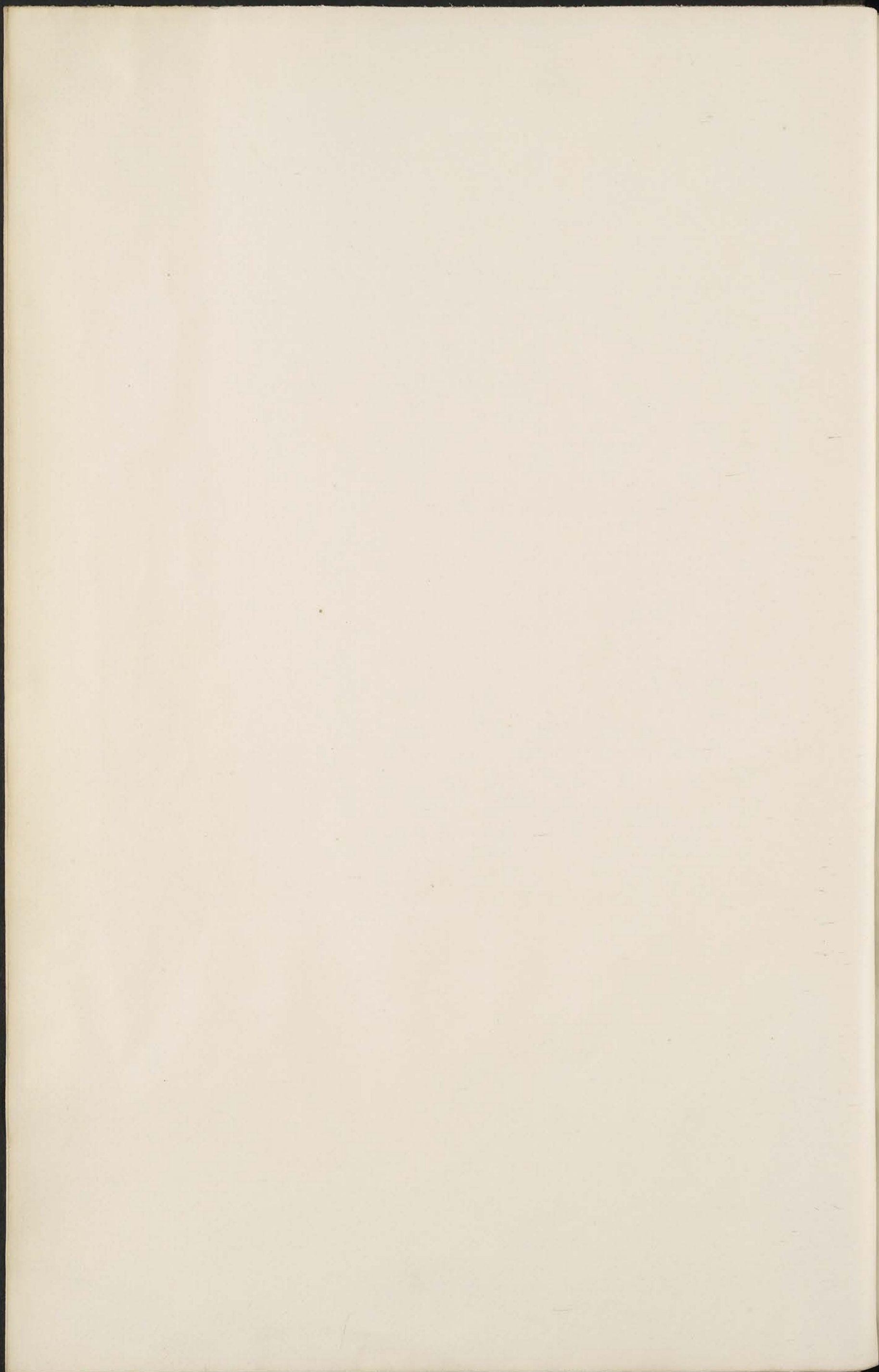


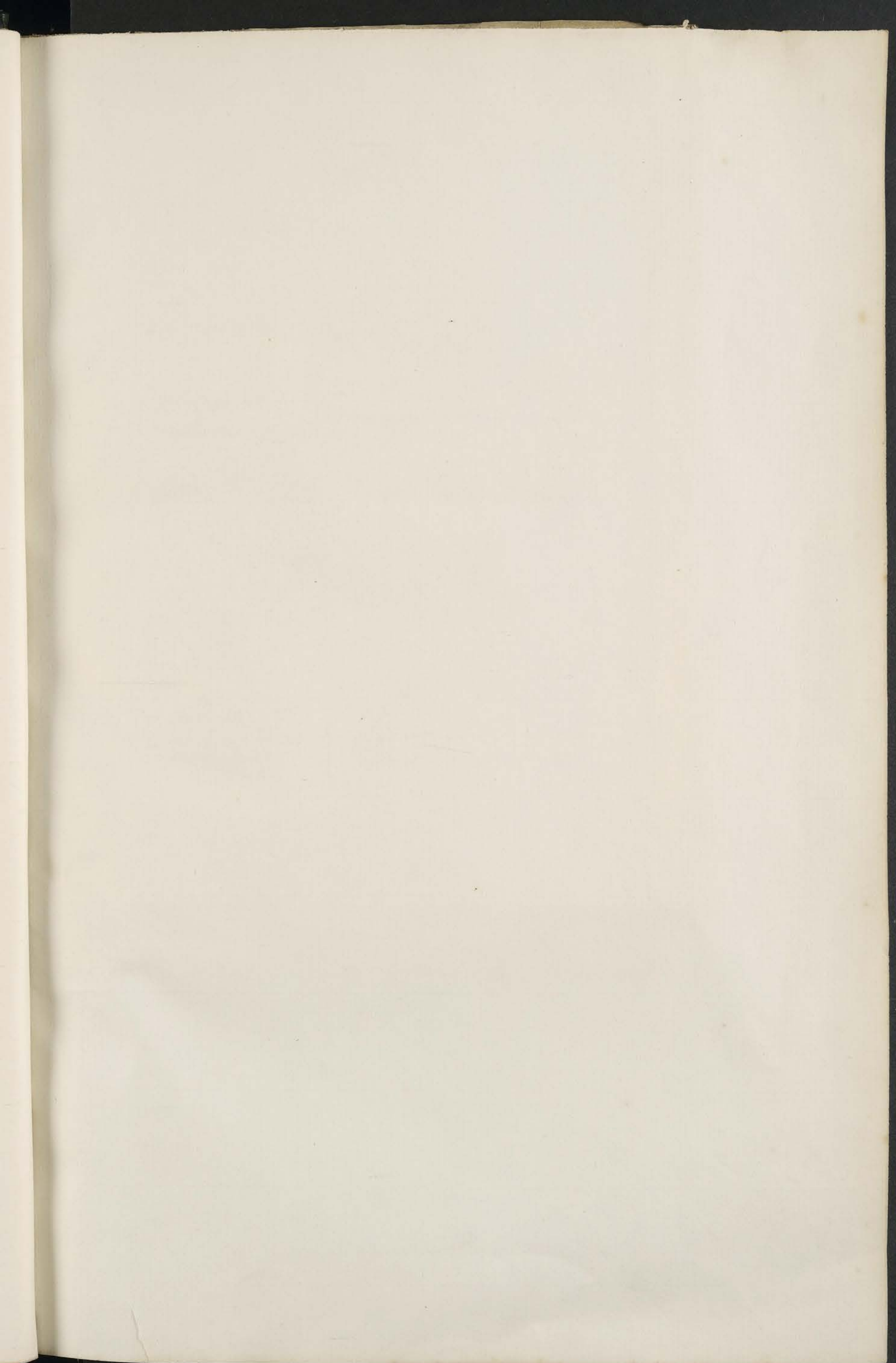
1080

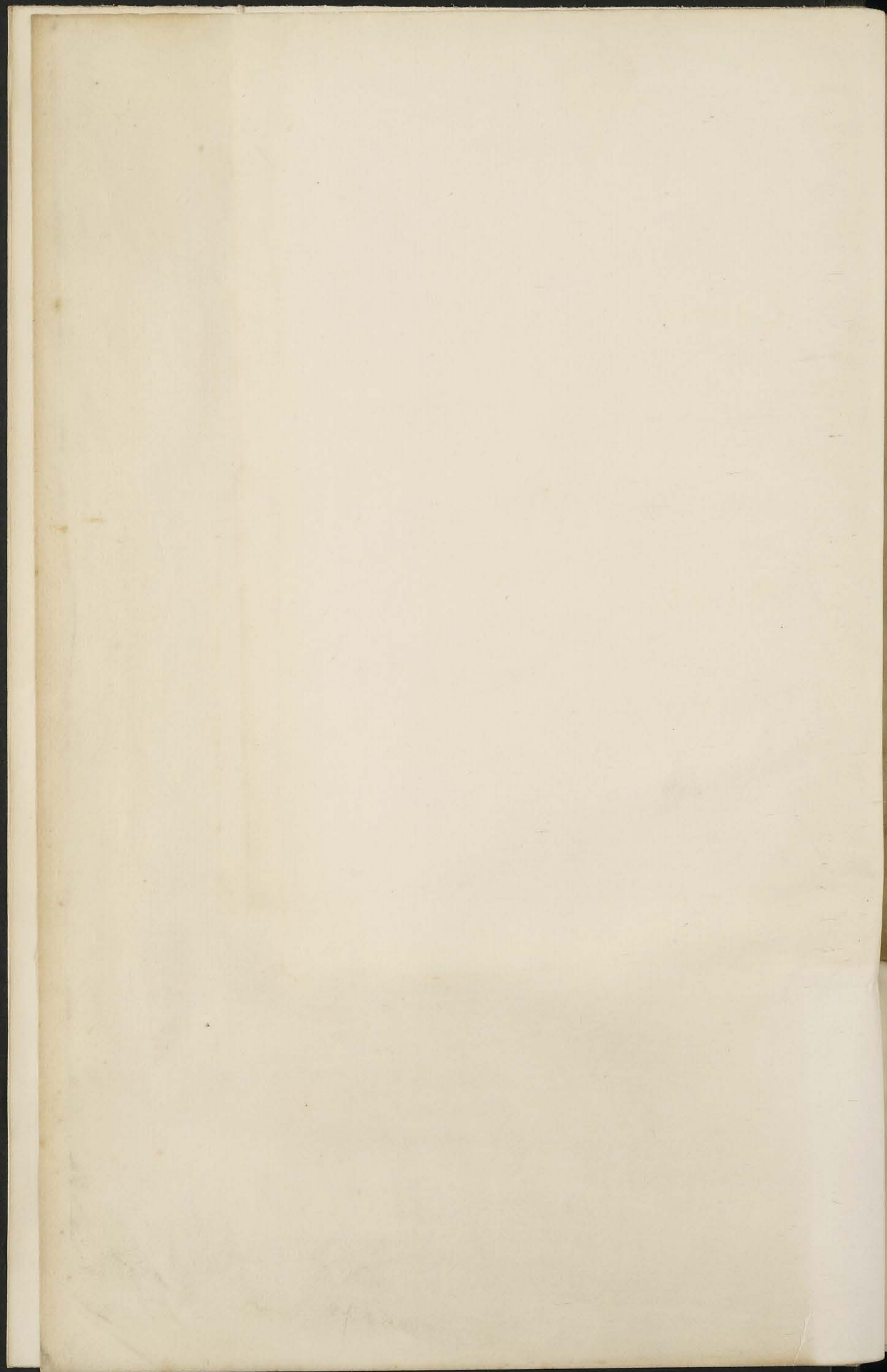
1080













Devolut

1786 Diffamation } mémoire p^r. M. Duyné de p^r. maus
commise par un avocat

Diffamation commise } contre le Lieut. Géral. de Clermont.
par un avocat

Directe

1785 - Directe de } jugée en faveur de Larchevêché
Larchevêché sur le terrain } par arrêt du 1^{er} juillet 1785
de Larchevêché. Quelos des
XV vingts

21

D

Directe — usages communaux

Directe — cens et rente

D.

2

Direction - crers, marquis de Bray

Direction

14

2

1800

1800

1800

Devolut

Barle Duc

Devolut



MEMOIRE

POUR les RELIGIEUX de l'Abbaye de Saint
Mihel.

CONTRE le sieur LEFEVRE.

DU jugement que la Cour va prononcer dans cette affaire , dépend le sort d'une Communauté qui existe depuis près de sept cens ans, & qui n'est pas moins recommandable par le nombre de ses services , que par l'ancienneté de son origine.

En 1088 , la Comtesse Sophie , qui avoit succédé à Frédéric II , son pere , dernier Comte de Bar , héréditaire de la premiere branche , fit une donation à l'Abbaye de Saint Mihel , Ordre de Saint Benoît , située dans le Diocèse de Verdun , sous la condition d'envoyer & d'entretenir à Bar un certain nombre de Religieux qui vaqueroient à la priere le jour & la nuit.

Pibon , alors Evêque de Toul , s'empressa de seconder les vues de la Princesse , & pour rendre plus

A

6. 2
utile encore l'établissement qu'elle vouloit faire, il donna à l'Abbaye de Saint Mihel tout ce qui composoit la dotation de la Paroisse de Bar, l'Autel, l'Eglise, les dixmes, &c. il voulut que l'Office des Religieux devînt l'Office Paroissial, & réserva seulement l'administration du spirituel au dehors, à un Vicaire perpétuel, qui seroit présenté par les Abbés de Saint Mihel, & institué par les Evêques de Toul.

L'acte même de la donation, faite par la Comtesse Sophie, n'existe pas : mais il se trouve rappellé dans le décret de Pibon, qui est de la même année 1088 ; le décret ne laisse rien à desirer ni sur les conditions de la donation ni sur la véritable nature de l'établissement qui en étoit l'objet. Voici les termes dans lesquels Pibon s'explique en parlant de la fondation de la Princesse : *CELLULAM quippe Monachorum in nostrâ Parochiâ, scilicet apud Barivillam placuit sibi ædificare & Cænobio Sancti Michaëlis in Episcopatu Viridunensi, super mosam subjectam facere ut ex eodem cænobio Fratres predictæ CELLULÆ providerentur, qui nocturnis laudibus atque diurnis summo Regi Christo famularentur.*

L'Abbaye de Saint Mihel, exacte à acquitter les charges de ces donations, a constamment entretenu à Bar un nombre suffisant de Religieux, qui dans tous les tems ont été gouvernés par un Prieur qu'elle a commis, & qui n'a jamais eu d'autre droit que celui d'un simple Administrateur sujet à rendre compte, & révocable *ad nutum*, le seul qu'il pût avoir aux termes de la fondation.

Dom Maur Bresson, dernier commis à l'adminis-

7
eration du Prieuré de Bar, remplissoit depuis plusieurs années l'objet de sa commission, lorsque le 2 Juillet 1764, le sieur Lefevre, à peine dans sa dix-huitième année, & déjà connu par l'éclat d'un dévolut des plus odieux, a demandé le Prieuré en Cour de Rome, comme vacant, avec la clause *cum voto profitendi*.

Sur ces provisions, & en conséquence du *visa* qui lui a été accordé par M. l'Evêque de Toul, il a pris possession le 3 Avril 1765; il a dénoncé cette prise de possession aux Fermiers & Receveurs du Prieuré, & a fait des oppositions & saisies entre leurs mains.

Les Religieux de Saint Mihiel, étonnés de l'entreprise, se sont empressés d'en arrêter les progrès; & sur les preuves qu'il leur a été facile de rapporter que le Prieuré de Bar n'étoit point un bénéfice, mais une simple obédience, une pure administration, la Cour, par Arrêt du 28 du mois d'Août suivant, les a reçus appellans comme d'abus de toutes provisions que le sieur Lefevre pourroit avoir surprises, & leur a fait provisoirement main-levée des saisies & oppositions, sous la caution du temporel de leur Abbaye.

Alors le sieur Lefevre a interjetté appel comme d'abus d'une Bulle par laquelle il prétend que le Prieuré de Bar a été uni en 1480, à l'Abbaye de Saint Mihiel, & qui fait la base de sa prétention. Selon lui, cette Bulle prouve qu'à l'époque de la date qu'elle porte, le Prieuré de Bar, qu'il convient n'avoir été dans l'origine qu'une obédience, étoit devenu un titre de bénéfice, puisqu'il est certain que les titres de bénéfices sont seuls susceptibles d'union ainsi que d'impétration

8 en Cour de Rome. Mais en même tems cet Adversaire soutient que cette Bulle est abusive, d'où il conclut qu'elle n'a transmis aucun droit à l'Abbaye sur le Prieuré de Bar, & que la commission donnée à Dom Maur Bresson, n'empêchoit pas que le Prieuré ne fût réellement vacant au mois de Juillet 1764.

Depuis cet appel comme d'abus, le sieur Lefevre, qui n'étoit rien moins que disposé à remplir la condition de ses premières provisions, celle de faire profession en Religion, a demandé & obtenu des provisions en commende.

S'il étoit possible qu'il parvînt à être maintenu en vertu de ces provisions, la Communauté des Religieux de Bar seroit nécessairement anéantie. Les revenus dont elle jouit suffisoient à peine pour en entretenir trois, quoique cependant l'Abbaye de Saint Mihel ait augmenté de ses propres biens ceux du Prieuré; comment ces Religieux, réduits au tiers par le partage qu'ils seroient obligés de faire avec un Prieur Commendataire, pourroient-ils subsister? Ils n'auroient constamment d'autre parti à prendre que de se retirer dans l'Abbaye de Saint Mihel; que deviendroient alors & la fondation de la Comtesse Sophie & celle de l'Evêque Pibon? Quel bouleversement dans l'Eglise de Bar, que ces Religieux gouvernent depuis sept cens ans, où ils font l'Office Paroissial, où ils sont seuls chargés de la prédication, & où ils ne cessent de se consumer dans les travaux les plus pénibles du ministère! A quel degré d'évidence ne faudroit-il pas que le sieur Lefevre portât la validité du droit qu'il poursuit pour pouvoir se flatter de l'emporter sur tant de considérations si puissantes?

5

9

Mais ce n'est pas par ces considérations seules que les Religieux de Saint Mihel prétendent l'écarter. Ils ont à lui opposer deux moyens également décisifs qu'ils établiront en deux Propositions. 1^o. Le Prieuré de Bar n'est qu'une simple obédience. 2^o. Fût-il un bénéfice, le sieur Lefevre seroit non-recevable dans sa demande en maintenue. Ses provisions sont obreptices & subreptices.

PREMIERE PROPOSITION.

Le Prieuré de Bar n'est qu'une obédience.

Ici les Religieux ont un grand avantage : d'un côté ils prouvent par le titre même du Prieuré de Bar, qu'il n'a été dans l'origine qu'une simple administration, *cellula*; & leur Adversaire est forcé d'en convenir : de l'autre on retrouve aujourd'hui le Prieuré gouverné comme dans son origine, & conformément à sa fondation, par un Religieux commis. Cet accord du dernier état & de la possession avec le titre primordial, est certainement ce qu'on peut opposer de plus fort à une prétention de la nature de celle du sieur Lefevre, puisque toutes les fois que la possession est conforme au titre, elle est de droit réputée en être la conséquence & l'effet.

Lorsque le sieur Lefevre a impétré en Cour de Rome le Prieuré de Bar, qu'il convient n'avoit été dans l'origine qu'une simple obédience, ce Prieuré étoit gouverné par un Religieux de Saint Mihel, qui le possédoit en vertu d'une commission de l'Abbaye.

10 Pour soutenir que cette commission avoit un autre cause, un autre principe que le titre même de fondation, il faudroit donc que le sieur Lefevre rapportât les preuves les plus claires du changement survenu dans le Prieuré; il faudroit qu'il établît sur des pieces aussi authentiques que le décret de 1088, que le Prieuré de Bar étoit devenu un titre de bénéfice.

La base de sa prétention à cet égard est, on l'a dit, la Bulle de 1480, qui sur la résignation de Dom Portier, a uni le Prieuré à l'Abbaye de Saint Mihiel; d'où il conclut que ce Prieuré étoit donc alors un titre de bénéfice.

Les Religieux de Saint Mihiel conviendront avec le sieur Lefevre que les bénéfices sont seuls susceptibles d'union, ils conviendront même qu'une Bulle qui unit un Prieuré, donne lieu de présumer que le Prieuré étoit un bénéfice: mais il faut que cet Adversaire convienne aussi avec eux que toutes les Bulles d'union possibles ne rendroient pas bénéfice un Prieuré qui ne le seroit pas, & que si l'on avoit par erreur uni une simple administration, on auroit fait une opération absolument inutile, incapable de produire aucun effet. L'administration demeureroit ce qu'elle étoit, & n'éprouveroit aucun changement: d'où il résulte que si, à l'époque de la Bulle dont il s'agit, le Prieuré de Bar conservoit encore la qualité primitive qui lui avoit été donnée de simple obédience, cette Bulle n'a pas pu la lui faire perdre, & n'a point empêché que l'Abbaye n'ait continué de le posséder au même titre.

Mais d'abord il est certain que le Prieuré de Bar n'auroit pu devenir bénéfice que par l'une de deux voies,

ou par un décret de l'Evêque qui l'auroit érigé en titre, ou par la possession de trois titulaires consécutifs, pendant l'espace de 40 années.

Or, 1°. de décret d'érection, le sieur Lefevre ne prétend pas qu'il y en ait jamais eu ; l'Evêque n'auroit pu même en rendre un sans abus. Eh ! pourquoi ? Parce que l'établissement des Religieux de Saint Mihel à Bar, étant une fondation laïque, il ne pouvoit être permis d'y porter la plus légère atteinte. La Comtesse Sophie avoit donné à l'Abbaye de Saint Mihel, sous la condition expresse que les Religieux qu'elle députeroit, qu'elle enverroit à Bar, demeureroient dans sa dépendance : *Cellulam placuit sibi ædificare, & cænobio Sancti Michaelis SUBJECTAM facere.* L'objet de cette condition étoit de prévenir les abus qui auroient pu naître à la longue de l'irrévocabilité d'un Prieur, d'assurer d'une manière plus particulière la régularité dans le petit Monastere, en laissant à l'Abbé de Saint Mihel sur tous les Religieux qui le composeroient, & cela sans distinction, la même autorité qu'il avoit sur eux lorsqu'ils demeuroient dans l'Abbaye. Evidemment, un décret qui auroit érigé en titre de bénéfice le Prieuré de Bar, auroit été contraire aux vues & à l'esprit de la fondation, & eût été par conséquent essentiellement nul & abusif.

2°. A l'égard de la possession, loin que le sieur Lefevre puisse prétendre qu'elle ait changé l'état du Prieuré de Bar, les Religieux de Saint Mihel sont en état de prouver qu'elle a été constamment conforme au titre, & qu'à l'époque de la Bulle d'union, le Prieuré

12/ n'étoit, comme dans son origine, qu'une simple administration.

Leur défense entraîne ici dans des détails qu'ils simplifieront autant qu'il leur sera possible; les actes qu'ils vont citer sont produits en originaux.

En 1106, Paschal II donne une Bulle de confirmation des donations faites par la Comtesse Sophie & par Pibon. A qui adresse-t-il cette Bulle? A l'Abbé & aux Religieux de Saint Mihel, à qui seuls les donations avoient été faites.

En 1120, Ricuin, successeur de Pibon à l'Evêché de Toul, rend un décret, dont l'objet principal paroît être de régler la portion qui appartiendra au Curé Vicair perpétuel de la Paroisse de Bar, dans les biens de cette Paroisse; mais comme c'est à l'Abbaye de Saint Mihel que ces biens ont été donnés, comme c'est à elle qu'ils appartiennent & non pas au Prieuré de Bar qui n'en a que l'administration, c'est à l'Abbé de Saint Mihel que Ricuin adresse son décret; non-seulement il confirme le don qui a été fait à l'Abbaye, mais il reconnoît comme un point qui ne peut souffrir aucune espece de difficulté, que c'est à l'Abbé de Saint Mihel qu'appartient le droit de présenter un Sujet pour remplir la vicairie perpétuelle.

En 1145, Bulle du Pape Eugene III, adressée à l'Abbé & aux Religieux de Saint Mihel, par laquelle il les confirme aussi dans la propriété & possession de tous les biens qui leur ont été donnés. Au nombre de ceux qu'il croit devoir exprimer, est la celle de Bar, *Cellulam apud Barrum*. Le Prieuré de Bar n'étoit donc
encore

encore à cette époque qu'une simple administration.

En 1194, décret de Eudes de Vaudemont, lors Evêque de Toul, qui confirme l'Abbaye dans la propriété des biens & droits qui lui appartiennent, entr'autres l'Eglise de Bar, *Ecclesiam de Barivillâ*.

Il résulte évidemment de ces actes, qu'à la fin du douzième siècle, le Prieuré de Bar n'avoit encore reçu aucune altération; les Souverains Pontifes, les Evêques du Diocèse s'accordoient à le regarder comme une Celle, dont tous les biens appartennoient à l'Abbaye de Saint Mihiel, & dont les Prieurs n'avoient que l'administration. On va voir que les siècles suivans n'y ont apporté aucun changement.

En 1256 contestation s'élève entre le Prieur, le Curé de Bar & les Freres Hospitaliers, au sujet des offrandes & des dixmes. Cette contestation se termine par une transaction, dans laquelle assurément le Prieur, s'il eût été titulaire, n'auroit pas manqué de parler comme une des Parties des plus intéressées; mais point du tout, le Curé de Bar & le Maître des Hospitaliers jurent d'observer les articles de la transaction: on ne demande point au Prieur son serment. On exprime le consentement de l'Abbé & des Religieux de Saint-Mihiel, on néglige celui du Prieur. Les Abbé & Religieux de Saint-Mihiel, le Curé de Bar, les Maître & Freres Hospitaliers scellent l'acte de leurs sceaux: le Prieur n'y appose point le sien. Que conclure de ces circonstances réunies, sinon que le Prieur de Bar n'étoit qu'un administrateur dont le concours étoit absolument inutile pour la perfection des actes qui intéressoient les droits du Prieuré, lorsque les vrais proprié-

14
 taires, l'Abbé & les Religieux de Saint-Mihel, y paroissent-ils ?

Veut-on des preuves plus frappantes encore ? On les trouve dans deux actes du même siècle.

Par le premier, qui est de 1270, Frere Gaultier, Abbé de Saint-Mihel, & le Couvent, donnent à la Cierie, bourgeoise de Bar, six septiers de froment, à prendre chacun an, pendant sa vie, à la Saint-Martin, *au Prieuré de Bar*, en récompense de ce qu'elle a donné audit Prieuré six jours de terre.

Nulle mention dans cet acte du Prieur de Bar ; il n'étoit donc pas titulaire : autrement, de quel droit l'Abbé & les Religieux de Saint-Mihel auroient-ils pu disposer ainsi d'une partie des biens de son Prieuré sans l'appeller, sans lui donner aucune communication de ce qui se faisoit, sans reconnoître qu'il eût le plus léger intérêt de s'opposer ou de consentir à l'aliénation ?

Le second, de l'an 1276, est un acte d'échange que les Abbé & Couvent de Saint-Mihel font avec le Doyen & l'Eglise de Saint-Maxe, de cinq septiers de bled d'un bichet de froment, & de 20 deniers tournois qu'ils percevoient annuellement à raison, est-il dit, *de leur Prieuré de Bar*.

Dans cet acte nulle mention encore du Prieur de Bar. Ce sont les Abbé & Couvent de Saint-Mihel seuls qui traitent, qui échangent, qui disposent des biens du Prieuré. C'est à eux seuls aussi que les Doyen & Eglise de Saint-Maxe promettent & garantissent la jouissance de ce qu'ils donnent en échange : *que nous avons, disent-ils, promis & promettons audit Abbé & à tout le Couvent dessus dit garantir envers toutes gens.*

Constamment si en 1276 le Prieur de Bar eût été titulaire, les Doyen & Eglise de Saint-Maxe se seroient bien donné de garde de conclure l'échange sans son consentement, sans lui en avoir donné aucune communication; & lui de son côté n'auroit pas manqué de réclamer contre tout ce qui auroit été fait aussi irrégulièrement & au préjudice de ses droits.

Si des actes du treizieme siecle on passe à l'examen de ceux du quatorzieme, on voit les Abbé & Couvent de Saint-Mihel exercer toujours les mêmes droits sur les biens du Prieuré de Bar, & maintenir les Prieurs dans la dépendance qui caractérise des Religieux simples administrateurs.

En 1324 le Chapitre de l'Abbaye de Saint-Mihel s'assemble pour dresser des Statuts. Il étoit composé, non-seulement de l'Abbé, du Prieur claustral, des Officiers du Couvent & des autres Religieux qui y résidoient, mais aussi des Prieurs du dehors, du nombre desquels étoit le Prieur de Bar, quoiqu'il n'y soit pas plus nommé que les autres. Tous ces Prieurs, ainsi que les autres Membres du Chapitre, se soumettent à l'exécution des réglemens qui vont être faits.

Eh! que regle-t-on? Au nombre des articles qu'on arrête, il en est trois qui méritent sur-tout d'être remarqués.

Par le premier on arrête que les Prieurs du dehors & autres Officiers des autres Monasteres, auxquels on les assimile, auront la liberté de passer des baux pour neuf ans, encore met-on pour condition qu'ils le feront *sans fraude ni barat*.

Par un second article on soumet ces Prieurs du de-

hors à la correction, comme les simples Religieux du Couvent. Nulle différence dans la maniere dont on s'explique sur les uns & sur les autres : *Mémement si les Prieurs de fors en ce méprennent, que sa n'aveigne, que par nous Abbé devant dit ils soient punis selon la qualité ou quantité dou délit, & que par l'espace d'un an ils n'aient point de voix en Chapitre.*

Enfin, ce qui mérite singulierement d'attention, il est enjoint aux Prieurs du dehors de rendre compte tous les ans de leur administration, & l'on fixe même la somme jusqu'à concurrence de laquelle il leur sera permis d'emprunter : *Item nous ordonnons que le lendemain de la fête S. Mihel les Prieurs de fors annuellement compteront fiablement, & qu'ils révelent en public toutes les dettes, & combien y a, cui ils sont tenus : & si aucuns sont tenus des dettes jusques à la concurrence de 20 livres fors, ou avoir compté plus qu'il ne doit outre la somme devant dite, il soit privé de sa voix en Chapitre par deux ans.*

Le sieur Lefevre multipliera inutilement les efforts & les subtilités pour écarter les inductions qui résultent de ces Statuts, jamais il ne parviendra à affoiblir la preuve qu'ils renferment, qu'à l'époque de leur date les Prieurs de fors, & conséquemment le Prieur de Bar, soumis aux mêmes loix, puisqu'il n'est pas excepté, n'étoient, comme dans l'origine, que de simples administrateurs. A quels traits plus frappans pouvoit-on marquer leur véritable qualité? Si les Prieurs eussent été titulaires, se feroient-ils soumis à la correction, comme de simples Moines de l'Abbaye? Eût-on cru qu'ils eussent besoin d'être autorisés par le Chapitre, pour passer des baux? Se fût-on permis de mettre des bornes à cette partie même de leur administration, &

de prévoir l'abus qu'ils pourroient en faire? Enfin leur eût-on imposé l'obligation de rendre les comptes les plus rigoureux, les-eût-on menacés d'une punition exemplaire, dans le cas où ils auroient contracté des dettes au-delà d'une somme fixe & déterminée? Il est impossible de concilier les dispositions de ces réglemens avec les droits qui appartiennent à des Prieurs en titre.

Autres preuves. En 1338 le Comte de Bar, en amortissant les biens donnés par un sieur Thomas de Hairenville, pour la fondation d'une Chapelle dans l'Eglise de Bar, s'étoit réservé la collation de cette Chapelle. L'Abbé de Saint Mihel réclame en 1340 contre cette réserve, & sur quel fondement? Sur ce que *la Chapelle est fondée & assise en l'église de son Prieuré de Bar*; le Comte de Bar sent toute la justice de sa réclamation, & consent de ne nommer qu'alternativement avec lui. S'il y eût eu à Bar un Prieur en titre, l'Abbé de Saint-Mihel auroit-il pu appeller le Prieuré *son Prieuré*? Le Comte de Bar eût-il partagé avec lui la collation de la Chapelle? eût-il manqué de lui opposer son défaut de qualité?

En 1343 l'Evêque de Toul veut que le Pourvu de la Chapelle Saint-Jacques ne puisse dire la Messe dans cette Chapelle, les jours de fête, qu'après la fin de l'Office divin; & les autres jours, qu'à l'heure fixée par le Prieur. Il exige, pour cet effet, le consentement du Prieur, qui certainement, s'il eût été titulaire, étoit plus que suffisant; mais il porte la précaution plus loin, & demande le consentement de l'Abbé de Saint-Mihel. Sera-t-on tenté de regarder comme titulaire, un Prieur dont le consentement & l'autorité ne suffisoient pas pour fixer l'heure d'une Messe dans son Eglise?

18

Les Religieux de Saint-Mihel ont produit encore un acte passé entre eux & un Duc de Bar, relativement à l'établissement des Augustins à Bar, duquel il résulte bien clairement que sur la fin du 14^e siècle, en 1375, on étoit bien éloigné de regarder le Prieur comme titulaire; & que, par rapport à ce qui concernoit le temporel, on ne mettoit aucune différence essentielle entre lui & les autres Religieux résidans dans le Prieuré.

Il ne nous reste donc qu'à prouver que l'état du Prieuré de Bar n'a pas reçu plus d'altération dans le quinzième siècle que dans les précédens. Dans le nombre des actes que les Religieux pourroient citer ici, on en choisit quatre qui suffisent pour porter la preuve jusqu'à la démonstration.

Le premier, de 1403, est un bail dans lequel Frere Jacques de Bouvigny, alors Prieur de Bar, prend la qualité de *Moine de l'Eglise de Saint-Mihel*; qualité qui suppose nécessairement qu'il se regardoit lui-même comme amovible & révocable, comme devoient l'être en effet, aux termes de la fondation de 1088, les Religieux que l'Abbaye députerait à Bar, même ceux d'entre eux qu'elle choisiroit pour gouverner les autres.

Le second, de 1436, est un titre de fondation d'une Chapelle dans l'Eglise de Bar. Le fondateur, Bourgeois de Bar, termine son acte par une supplique adressée à l'Abbé de Saint-Mihel, & conçue dans des termes infiniment remarquables: *Priant & requérant à Révérend Pere en Dieu, M. l'Abbé de Saint-Mihel, que le contenu ci-dessus, en tout ce que dit est, comme CHEF DE LADITE EGLISE, il lui plaise consentir & agréer.*

A la vérité on trouve à la suite une acceptation de

la fondation faite par Frere Simon de Bouzier, Prieur de Bar, en date du 23 Août de la même année; mais dans quels termes? Ils méritent encore toute l'attention de la Cour. D. Bouzier reconnoît qu'il n'est Prieur de l'Eglise de Bar, & qu'il n'y préside que sous l'obédience de l'Abbé de Saint-Mihel: *Cui, licet immeritus, SUB OBEDIENTIA Monasterii Sancti-Michaelis . . . à quo prædicta Ecclesia immediatè dependet, præsideo.*

Aussi faut-il que l'Abbé de Saint-Mihel ratifie & consomme par son autorité l'acceptation faite par D. Bouzier, ce qu'il fait par un acte qui se trouve aussi sur la même copie, & dans lequel, en parlant de ce Prieur, il se sert de ces expressions, *nostri Monasterii Comm-nachi*; expressions qui achevent de prouver qu'on n'avoit jamais perdu de vue les dispositions & l'esprit de la fondation de 1088, & qu'on avoit toujours regardé les Prieurs de Bar comme des Moines du Couvent de Saint-Mihel, & comme pouvant conséquemment y être rappelés à la volonté de l'Abbé.

Ainsi en 1436, d'un côté le peuple de Bar ne voyoit dans les Prieurs que de simples administrateurs, & ne connoissoit d'autre Chef de son Eglise que l'Abbé de Saint-Mihel, puisque c'est à lui qu'un Bourgeois de cette Ville s'adresse pour assurer la fondation qu'il veut faire d'une Chapelle. D'un autre côté le Prieur lui-même n'hésitoit point à reconnoître dans des actes publics qu'il n'étoit qu'un simple obédientiaire. Enfin l'Abbé de S. Mihel ne parloit de ce Prieur que comme d'un Religieux du Couvent, qui ne cessoit pas d'en être membre & d'en faire partie, quoique député à Bar.

Voilà donc trois témoignages réunis dans un seul & même acte.

En voici cependant un dont l'autorité peut paroître en quelque sorte plus considérable, à raison de la source dont il émane. Ce sont des Lettres d'amortissement accordées en 1443 à Jean Thibaut de Chalons, lors Prieur de Bar, pour une piece de vigne acquise par un de ses prédécesseurs. Il est nécessaire d'en mettre les termes mêmes sous les yeux de la Cour :

« Loys, fils de Roi de Jerusalem & de Sicile, Marquis du Pont, Lieutenant de Monf. en ses Duchés de Bar & de Lorraine. A tous ceux, &c.

» Humble supplication de religieuse personne, Frere
» Jean Thiebaut de Chalons, Prieur du Prieuré de
» Notre-Dame de Bar, avons reçue, contenant que
» comme feu Frere Simon de Bouzier son prédécesseur
» Prieur, eût de pieça acqueté... une piece de vigne...
» & il soit ainsi que peu de tems en ça le Procureur Général de mondit Seigneur ait fait ladite vigne saisir,
» empêchier & arrêter en sa main, comme à lui appartenante. . . . Et dit outre que assez tôt après le trépas
» dudit feu Prieur, il avoit ladite signification duement
» faite à la personne de Frere Nicolas Damance, Religieux de Saint-Mihel, *qui pour lors se portoit Prieur*
» *& commis au gouvernement dudit Prieuré pour les Religieux, Abbé & Couvent de Saint-Mihel, dont ledit*
» *Prieuré dépend*, lequel, ne aussi lesdits Religieux n'avoient fait aucune diligence de transporter ladite
» vigne. . . . savoir faisons que », &c.

Les Religieux ont présenté avec confiance ces Lettres,

tres, qu'ils rapportent en original, comme le titre le plus décisif en leur faveur, c'est à-dire comme la preuve la plus concluante qu'à l'époque de leur date, en 1443, le Prieur de Bar n'étoit qu'un simple Commis, comme il y est qualifié.

Et, en effet, de deux choses l'une, ou Nicolas Damance prenoit lui-même la qualité de Commis au gouvernement du Prieuré, ou cette qualité lui étoit donnée par le Procureur Général du Duché de Bar, dont le dire est rapporté dans les Lettres. Si c'étoit Nicolas Damance qui se qualifioit lui-même de Commis, constamment il n'étoit pas titulaire: on ne se trompe point à son désavantage dans l'énonciation de ses titres & qualités. Veut-on que la qualité de Commis lui fût donnée par le Procureur Général du Duché de Bar, l'induction que les Religieux tirent des Lettres n'en sera pas moins forte; on ne peut pas présumer que ce Magistrat le fît sans une parfaite connoissance de cause, d'autant plus que, suivant les Loix de Lorraine & de Bar, on ne pouvoit mettre à exécution aucuns Mandemens, Bulles, &c. sans Lettres-patentes du Souverain. D'ailleurs il n'est pas possible d'équivoquer ici, comme on le feroit s'il ne s'agissoit que d'un mot, d'une expression unique & isolée qui auroit pu échapper. Les Religieux argumentent d'une phrase toute entière, dont les expressions se rapportent parfaitement les unes aux autres, & se fortifient réciproquement, *Prieur & Commis au gouvernement du Prieuré*; à quoi l'on ajoute, *pour l'Abbé & les Religieux de Saint-Michel*; & encore, *dont ledit Prieuré dépend*.

Le sieur Lefevre a senti toute la conséquence de

22
cette pièce, si voisine de l'époque de l'union; aussi fait-il les plus grands efforts pour affoiblir les inductions qui en résultent.

Lisez tout, nous dit-il, & vous verrez votre preuve s'anéantir. Vous verrez que le Prieur acquéroit pour lui & pour ses successeurs, & que c'est pour Jean Thiebaut & ses successeurs que le Duc amortit. Nicolas Damance, Jean Thiebaut étoient donc Prieurs en titre.

Mais, ou le sieur Lefevre se trompe évidemment, ou les Lettres d'amortissement renfermeroient la contradiction la plus singulière & la plus frappante.

Si Nicolas Damance n'étoit, comme il l'exprime, ou comme l'exprime le Procureur Général du Duché de Bar, qu'un *Commis au gouvernement du Prieuré*, il est impossible d'admettre ni de supposer qu'il fût titulaire de ce Prieuré: cela est évident. Que faire donc? Prendre le parti de juger que ce Religieux étoit Prieur en titre sans le savoir, ou que, ne pouvant ignorer qu'il l'étoit, il a bien voulu néanmoins se dire simple Commis, cela est encore impossible. Il faut, bon gré malgré, reconnoître que puisque Nicolas Damance s'est dit simple Commis au gouvernement du Prieuré, il n'étoit réellement qu'un Commis, qu'un simple Administrateur; & il est évident que si Jean Thiebaut, son successeur immédiat, eût été Prieur en titre, comme il eût été le premier de ce genre, il n'eût pas manqué de le bien exprimer dans une circonstance aussi marquée.

Que résulte-t-il donc de ce que dans les lettres de 1443, il est dit que l'amortissement est fait pour le

Prieur de Bar & ses successeurs : cela ne signifie évidemment autre chose, sinon que la piece de vigne amortie accroîtroit à la glebe du Prieuré, que le Prieur de Bar & ses successeurs en jouiroient comme des autres biens qui en faisoient partie. Mais jamais on n'en pourra conclure que le Prieur de Bar étoit titulaire, quoiqu'il soit dit expressément qu'il ne l'étoit pas ; jamais il n'a été & ne sera permis de sacrifier ce qu'il y a de plus clair dans un acte à l'interprétation d'une clause que l'intérêt seul fait trouver équivoque.

L'amortissement fait à Jean Thiebaut & à ses successeurs se concilie très - aisément avec la qualité de simple Commis de l'Abbaye, parce que tout Administrateur a les pouvoirs suffisans pour faire le bien du Propriétaire au nom de qui il administre. Les Commandeurs de l'Ordre de Malthe ne sont que de simples Administrateurs ; & cependant personne n'ignore qu'ils acquierent en leur nom, & que ce qu'ils acquierent, accroît à leurs Commanderies : mais il seroit impossible de supposer que le Prieur de Bar eût pris la qualité de Commis, s'il eût été Prieur en titre : donc nécessairement il faut reconnoître qu'il ne l'étoit pas. L'objection du sieur Lefevre n'a donc aucun fondement.

Et pour achever de la détruire sans ressource, les Religieux de S. Mihel ont produit deux actes qui prouvent que depuis 1480, depuis l'union, les Prieurs de Bar, quoiqu'incontestablement révocables & amovibles, agissoient, acquéroient en leur propre & privé nom, soit en acceptant des fondations, soit même en transigeant sur des droits du Prieuré, & en faisant des échanges : on ne citera ici qu'un seul de ces actes.

En 1606, Dom Maillet, Prieur de Bar, en vertu d'une commission qui le constitue Procureur de l'Abbaye, & qui contient la clause de révocabilité, Dom Maillet transige, en son propre & privé nom, avec le Duc de Lorraine. Il échange un droit d'affouage dans les bois du Prieuré, contre une somme de 300 francs Barrois. Le Duc se sert, dans cet acte, des mêmes expressions qui se trouvent dans les lettres d'amortissement de 1443; *accordons & octroyons au susdit Prieur suppliant, & à ses successeurs audit Prieuré la somme de 300 livres, à eux payable.*

D'après ces exemples, il est évident que quand bien même le Prieur de Bar ne seroit pas qualifié dans les lettres de 1443, de Commis au gouvernement du Prieuré, on ne pourroit tirer aucune conséquence de ce que l'amortissement est fait à lui & à ses successeurs. Cela ne prouveroit autre chose, sinon que les Administrateurs peuvent, comme nous l'avons dit, améliorer le bien qui leur est confié, & qu'ils ont, à cet égard, tous les pouvoirs nécessaires. Mais combien cette circonstance, relevée par le sieur Lefevre, mérite-t-elle peu d'attention, lorsqu'on voit dans les mêmes lettres que le Prieur de Bar ne se disoit que *Commis au gouvernement du Prieuré pour l'Abbé & les Religieux de Saint Mihiel, dont ledit Prieuré dépend!*

Il doit donc demeurer pour constant, qu'en 1443 les Prieurs de Bar n'étoient que des obédientiaires, & que l'état primitif du Prieuré n'avoit reçu aucune altération. On pourroit ici mettre à l'écart tous les titres qui prouvent que dans le douzième, le treizième & le

quatorzieme siecle, ce Prieuré n'a été qu'une simple obédience; on auroit pu les passer sous silence.

Et en effet, il est certain, & même avoué par le sieur Lefevre, que ce Prieuré n'étoit, dans l'origine, qu'une pure administration; & voilà que nous le retrouvons, dans le quinzieme siecle, ce qu'il étoit par la fondation qui lui a donné l'existence. Un acte des plus authentiques, prouve qu'en 1443, le Prieur de Bar n'étoit que *Commis au gouvernement du Prieuré, pour l'Abbé & les Religieux de Saint Mihel*. Arrêtons-nous ici:

Quel est le fondement de la prétention du sieur Lefevre? C'est que le Prieuré est aujourd'hui un titre de bénéfice! Et comment entreprend-il de le prouver?

1°. Dit-il, Dom Portier l'a résigné en 1480; on ne résigne point une simple administration. 2°. Sur la résignation de ce Religieux, le Prieuré a été uni à l'Abbaye de Saint Mihel, donc il étoit devenu bénéfice; d'où il conclut que si, comme il le soutient, la Bulle de 1480 est abusive, ce bénéfice étoit vacant en 1764, quoique Dom Maur Bresson en eût été nommé Administrateur par une commission de l'Abbaye.

Mais, nous l'avons déjà dit, une simple obédience ne peut devenir bénéfice que de deux manieres, ou par la voie d'un décret d'érection, ou par la possession de trois titulaires consécutifs, dans l'espace de 40 ans. De décret, il n'y en a point eu qui ait érigé le Prieuré de Bar. Il ne pouvoit donc devenir bénéfice que par la possession; mais il n'y a qu'à compter de 1443 à 1480: le calcul est facile, il n'y a que trente sept ans; ainsi en supposant même que Dom Portier, sur la résigna-

tion duquel la Bulle paroît avoir été donnée , eût été Prieur en titre dès 1443 , dans la même année où les lettres d'amortissement ont été accordées , le Prieuré n'a pas pu , dans cet intervalle , devenir bénéfice , de simple obédience qu'il étoit : cela est impossible , soit parce que dans cette hypothèse il n'y auroit eu qu'un titulaire , & qu'il en faut trois , soit qu'il n'y auroit pas eu le tems nécessaire pour la prescription de l'état de ce Prieuré. Il faut 40 ans , il n'y en a que 37.

Mais il y a plus , les Religieux de Saint Mihiel sont en état de prouver que Dom Portier lui-même ne possédoit le Prieuré que comme l'avoient possédé ses prédécesseurs ; leur preuve à cet égard résulte de deux actes dont il est nécessaire de rendre compte.

En 1464, Domagin Houffet , Bourgeois de Bar , fonde par testament une Chapelle dans l'Eglise de Bar. Mais pour assurer l'exécution de sa fondation , il ne se contente pas du consentement de Dom Portier , il prend la même voie qu'avoit prise trente ans auparavant Robinet le Corvisier , dans un acte qui avoit le même objet , & dont on a parlé : il ne s'adresse à Dom Portier , que comme à un représentant de l'Abbé de Saint Mihiel , & à un fondé de procuration ; il prie ce Prieur *qu'il donne ses lettres à Révérend Pere en Dieu M. l'Abbé de S. Mihiel, dont est ledit Prieuré dépendant, qu'il, par ses lettres, les veuille ratifier & agréer.*

Constamment , si Dom Portier eût été Prieur en titre , & reconnu pour tel ; Domagin Houffet n'eût pas imaginé de s'adresser à l'Abbé de Saint Mihiel , pour lui faire accepter une fondation dans l'Eglise du Prieuré.

Mais ce qui mérite encore plus d'être remarqué, c'est la conduite que tient dans cette occasion Dom Portier. Naturellement, si, comme on le prétend, il eût possédé en titre, il devoit, pour maintenir ses droits, ou regarder comme inutile & superflue la précaution prise par le fondateur, ou se borner à demander le consentement de l'Abbé, comme une chose de pure forme, & sans entrer avec lui dans aucun détail.

Mais point du tout, ce prétendu titulaire reconnoît la nécessité de l'agrément de l'Abbé de Saint Mihiel, il lui rend compte comme simple Administrateur, & de la fondation, & des motifs qui devoient déterminer à l'accepter: il l'assure qu'elle ne blesse en rien les droits de son Prieuré; & en conséquence, l'Abbé donne son consentement par des lettres qui en supposent bien la nécessité, & qui prouvent que Dom Portier n'avoit pas le pouvoir d'assurer l'exécution d'une fondation dans l'Eglise du Prieuré: il n'étoit donc pas titulaire.

Un acte de 1476 acheve de lever tout doute sur ce point.

Ricuin, Evêque de Toul, en confirmant, comme on l'a vu en 1120, les donations faites à l'Abbaye, & par la Comtesse Sophie & par Pibon, avoit imposé au Curé, Vicaire perpétuel, qui devoit être présenté par l'Abbé, la loi de prêter à cet Abbé & à ses successeurs, comme Chefs de l'Eglise de Bar, une espece de serment de fidélité. Naturellement, si, en 1276, le Prieuré eût été bénéfice, le Prieur se trouvant

alors le véritable Chef de l'Eglise de Bar, c'étoit à lui qu'eût dû être prêté ce serment ; cependant nous voyons qu'Aimé Robinet, nommé à la Vicairerie perpétuelle, non-seulement prête le serment accoutumé à l'Abbé de Saint Michel, mais que Dom-Portier lui-même accepte la commission que l'Abbé lui donne pour le recevoir, & qu'il ne le reçoit réellement que comme commis & député à cet effet. *Per dictum dominum Abbatem deputatum & commissum.*

Ainsi, quatre ans seulement avant l'époque de la Bulle d'union, l'Abbé de Saint Michel étoit encore reconnu par Dom Portier lui-même, pour le véritable Chef de l'Eglise de Bar, & comme devant jouir de tous les droits dans lesquels Ricuin avoit confirmé en 1120, & l'Abbé & les Religieux. Nulle exception, nulle protestation faite par Dom Portier ; en un mot, aucune précaution prise pour prévenir les conséquences qui pouvoient résulter de la commission.

Est-ce porter assez loin la preuve qu'à l'époque de la résignation faite par Dom Portier, & de la Bulle donnée sur cette résignation, le Prieuré de Bar n'avoit point changé de nature, & qu'il n'étoit encore, comme dans son origine, qu'une pure administration.

Cependant le sieur Lefevre vient de produire une piece qu'il a nouvellement découverte, qui dément, à ce qu'il prétend, tous les actes que l'on vient de citer, & anéantit toutes les conséquences qui paroissent en résulter.

Cette piece est une collation faite en 1394 d'une des Chapelles de l'Eglise de Bar par Jacques de Revigne,

gné, par Jean de Neufchâtel Cardinal, Evêque d'Ostie, & Administrateur de l'Evêché de Toul, & en même tems titulaire du Prieuré de Bar.

Cette collation vaut aux yeux du sieur Lefevre un décret d'érection du Prieuré. Il ne voit pas qu'il soit possible d'après cela de douter que dès 1394 ce Prieuré étoit un véritable Bénéfice. Mais rien n'est plus facile à écarter que l'autorité de cette piece, & sur-tout la conséquence qu'en tire le sieur Lefevre.

1°. Aucun des Auteurs qui ont écrit la vie de Jean de Neufchâtel ne l'a reconnu pour Prieur de Bar, quoique tous ils aient parlé des différens bénéfices qu'il possédoit. L'Auteur de l'histoire de l'Evêché de Toul*, Duchesne histoire des Cardinaux François**, Calmet histoire de Lorraine***, parlent des Prieurés de Saint Pierre d'Abbeville, d'Arbois, & même d'une simple Chapelle qu'il possédoit : pas un mot du Prieuré de Bar.

* Page 496.
** Livre 2,
page 674.
*** Tome 3,
nouv. édition,
pag. 471.

2°. De quel œil pourroit-on regarder cet acte de la part de Jean de Neufchâtel, si l'on fait attention aux circonstances dans lesquelles on se trouvoit alors? Ce Cardinal étoit cousin de l'anti-Pape Clément VII, qui avoit donné lieu au schisme & aux vues duquel il étoit entièrement dévoué. Profitant du brigandage que le schisme favorisoit, il avoit réuni sur sa tête un grand nombre de bénéfices par des voies qui n'étoient rien moins que canoniques. S'il a jamais possédé le Prieuré de Bar, ce n'a été que comme intrus : aussi n'est-il resté aucune trace de sa possession, & a-t-on vu que dès 1403, peu de tems après sa mort, le Prieuré étoit possédé

comme auparavant par un Religieux obédientiaire de l'Abbaye.

3°. Quand on supposeroit pour un moment que Jean de Neufchâtel eût réellement possédé en titre le Prieuré de Bar en 1394, quel avantage en résulteroit-il pour le sieur Lefevre, puisqu'il est certain que l'état d'un Prieuré ne peut être changé que par la possession de trois titulaires consécutifs, & qu'il est prouvé que ce Prieuré n'a été, depuis comme auparavant, possédé que comme pure administration. D'ailleurs où est la preuve que le pourvu par le prétendu titulaire du Prieuré de Bar, ait joui de sa chapelle, & qu'on ait reconnu la validité des provisions qui lui en avoient été données?

Ces observations décisives dispensent de porter plus loin la critique d'une piece également suspecte, & par la source d'où on l'a tirée, & par une foule d'autres circonstances que les bornes dans lesquelles on est obligé de se renfermer, ne permettent pas de relever.

La preuve qu'à l'époque de la Bulle d'union le Prieuré de Bar conservoit encore son premier état, subsiste donc dans toute sa force.

Les Religieux de Saint-Mihel n'ont donc aucun intérêt à examiner s'il est vrai, comme on le prétend, que cette bulle soit abusive. Si elle formoit leur titre au Prieuré de Bar, ils ne seroient point embarrassés de la défendre; ils prouveroient que cette bulle n'ayant fait que rétablir le Prieuré de Bar dans son état primitif, d'où il n'avoit pu sortir que par abus, on ne pourroit l'attaquer sous prétexte de défaut de formalités, qui

n'ont été introduites que pour prévenir les abus, & non pour servir de prétexte à la cupidité. Mais encore une fois les Religieux sont ici absolument sans intérêt; quand le sieur Lefevre parviendrait à démontrer qu'elle renferme autant d'abus que de mots, à quoi cela le conduiroit-il? A faire déclarer nulle l'union qu'elle prononce; mais comment, puisqu'il est constant que le Prieuré de Bar n'a jamais été titre de bénéfice? Où il n'y a point de bénéfice, il est impossible qu'il y ait une union, ni par conséquent une union abusive.

La bulle de 1480 est une bulle par laquelle le Pape paroît véritablement avoir voulu unir; mais ce n'est qu'un projet impossible dans l'exécution, faute d'objet. Pour que cette bulle pût même donner lieu à un appel comme d'abus, il faudroit qu'elle eût eu, ou du moins pu avoir quelque exécution de maniere ou d'autre, & qu'en la déclarant nulle & abusive on pût réparer quelque mal qu'elle auroit produit. Mais, de bonne foi, quel mal a produit cette bulle? Elle a laissé les choses absolument dans l'état où elles étoient. Elle dispose d'un titre qui n'existe pas: cela n'est certainement pas un mal: elle unit à l'Abbaye de Saint-Mihel des biens qui lui appartenoient depuis cinq siècles. Où existe l'abus, où le trouvera-t-on pour y appliquer le remede?

De ce que le Pape a paru vouloir unir un Prieuré de simple obédience, en conclura-t-on que le Prieuré est devenu un titre, & qu'il faut le donner au sieur Lefevre, parce que si le Prieuré eût existé réellement en titre en 1480, l'union prononcée par la bulle auroit été nulle & abusive? La conséquence seroit trop absurde.

72
Que le sieur Lefevre développe donc tant qu'il jugera à propos les grands principes sur les formalités des unions, nous ne les lui contesterons pas, mais nous l'arrêterons par une question bien simple. Que demandez-vous, & quel est l'objet de tant de mouvemens que vous vous donnez, de tant d'efforts & de recherches que vous faites? C'est de parvenir à enlever aux Religieux de Saint-Mihel le titre du Prieuré de Bar; mais il n'y en a jamais eu. Vous voulez qu'il ait existé, parce qu'en 1480 on a cru qu'il existoit & qu'on a donné une bulle qui, s'il eût existé, l'auroit uni; mais il est démontré qu'en 1480 ce Prieuré n'étoit, comme par le titre de sa fondation, qu'une simple obédience. Vous demandez donc une chose qui n'existe point. Laissez subsister la bulle, ou faites-la déclarer infectée de tous les abus possibles: cela nous est absolument égal, puisqu'il est certain que nous possédons aujourd'hui les biens qui nous ont été donnés en 1088, non en vertu d'une union, mais en vertu de la donation qui nous en a rendus propriétaires.

Mais, objecte le sieur Lefevre, comment se persuader qu'on eût sollicité à Rome une bulle d'union du Prieuré de Bar, si ce Prieuré n'eût pas été possédé en titre? Ne faut-il pas nécessairement le supposer?

La réponse à cette objection est bien simple. On n'admet point de supposition contre des preuves. Or, il est prouvé, & l'on peut dire démontré, qu'en 1480 le Prieuré de Bar ne pouvoit avoir acquis le caractère de bénéfice: ce point est établi singulièrement par les lettres d'amortissement de 1443, dans lesquelles le Prieur de Bar est dit expressément *Commis* au gouver-

nement du Prieuré, pour les Religieux de Saint-Mihel. Il n'y a ni suppositions ni présomptions qui puissent renverser la force de ce témoignage, ni arrêter les conséquences qui en résultent. Le Prieuré de Bar n'étoit point un bénéfice en 1480, dont Portier lui-même n'en étoit qu'Administrateur. Tout est dit, les Religieux n'ont plus rien à desirer de plus, ils laissent au sieur Lefevre à chercher & à deviner comment & pourquoi on a pu chercher à l'unir.

C'est ici que cet adversaire, dans le désespoir de parvenir à prouver que le Prieuré de Bar ait acquis le caractère de bénéfice, soit par la voie d'un décret d'érection, soit par la possession, cherche à se sauver dans le système présenté à la Cour par le ministère public, & qui consiste à soutenir que les décrets du concile de Vienne, tenu en 1312, ont rendu titres de bénéfices toutes les obédiences & simples administrations, & que depuis ce Concile on doit regarder comme vacant tout prieuré régulier qui n'est pas possédé en titre, à l'exception seulement de ceux qui sont *de mensâ prælatorum*.

« Il paroît, dit le sieur Lefevre, que le Prieuré de Bar étoit dans son origine une pure administration, dépendante de l'Abbaye de Saint-Mihel; mais quand il n'auroit pas changé de nature avant le Concile de Vienne, il est certain qu'au moins il seroit devenu un titre de bénéfice en 1313, à plus forte raison l'étoit-il à la fin du quinzième siècle, lorsqu'a été faite l'union ».

Quel vaste champ pour la cupidité, ouvre ici le sieur Lefevre! Car, malgré la confiance avec laquelle il s'ex-

24

prime sur les dispositions du Concile de Vienne, combien de Prieurés, qui ne sont encore aujourd'hui que pures administrations ! Quelle révolution se feroit tout-à-coup dans un grand nombre d'Abbayes du Royaume, s'il étoit une fois jugé que depuis ce Concile tous les Prieurés réguliers sont des titres de bénéfices !

Les Abbayes de Flandres & d'Artois se sont conservées dans la pureté de la premiere discipline, & les Prieurés qui en dépendent ne sont encore que de pures administrations révocables *ad nutum Superioris*. Les Prieurs sont comptables des revenus, & pourvus par de simples commissions.

Une foule d'Arrêts & de Jugemens rendus relativement aux Prieurés dépendans de l'Abbaye d'Anchin, prouvent que les Prieurés n'ont jamais été regardés comme des Bénéfices.

L'Abbaye de S. Martin de Tournay est encore dans la même possession à cet égard, pour les Prieurés de S. Simon S. Jude de Chanterude, Diocèse de Laon, & de S. Amand de Machemond, Diocèse de Noyon.

Les Abbayes de Flandres & d'Artois ne sont pas les seules qui aient conservé les restes de l'ancienne discipline. Cette discipline est encore en vigueur dans l'Abbaye de S. Victor, dans celle de S. Jean des Vignes de Soissons, dans celle de S. Hubert. Que de Bénéfices à impétrer !

Eh ! comment le sieur Lefevre, à même de choisir dans un si grand nombre, la plûpart d'un revenu considérable, a-t-il donc choisi par préférence le Prieuré de Bar, qui fournit à peine à l'entretien du nombre

de Religieux nécessaire pour en acquitter les charges? Il faut bien qu'il compte peu sur les principes qu'il donne pour certains.

Et en effet, que ces principes sont contraires à ceux qui ont toujours été enseignés & suivis; qu'ils sont contraires en particulier à ceux qu'établissoit en la Cour M. Talon portant la parole le 28 Août 1649!

Le Droit commun, disoit ce Magistrat, est que toutes supériorités régulières sont Offices manuels, amovibles & destituables, soit par un certain tems, ou par la nécessité du Monastere, étant certain que l'établissement de tous les Offices réguliers en bénéfices formés, est un abus des derniers siècles, lequel est toléré par l'usage, MAIS QUI NE DOIT PAS ÊTRE AUTORISÉ FACILEMENT.

Ce n'est que par abus que ceux des Prieurés réguliers qui sont aujourd'hui des bénéfices, le sont devenus, & le sieur Lefevre veut que le Concile de Vienne non-seulement ait consacré cet abus, mais qu'il l'ait même étendu & rendu universel, de maniere qu'aucun Prieuré régulier ne puisse plus sans abus être possédé par un simple Administrateur, conformément à la pureté de l'ancienne discipline; & que tous ceux qui existent en cet état, doivent être regardés comme vacans, & devenir la proie de la cupidité & de l'ambition. Y a-t-il donc dans le Concile de Vienne quelque décret qui ait érigé tous les Prieurés réguliers en titres de bénéfice?

Les décrets que cite le sieur Lefevre, sont les Clémentines si connues, *Quia regulares, & Ne in agris Domini*. Mais que portent ces décrets? Le premier qui est

le plus considérable, contient différentes règles sur les Prieurés réguliers, tant ceux qui par abus étoient devenus des titres, que ceux qui s'étoient conservés dans leur premier état. Il exprime d'abord le motif de ces règles: ce motif est de remédier à la négligence des Abbés qui laissoient passer les six mois prescrits par le Concile de Latran pour conférer les bénéfices, sans conférer ceux qui étoient à leur collation, ou sans commettre aux administrations qui dépendoient d'eux.

Quia regulares Prælati Prioratus, Ecclesias, administrationes, aut quævis alia beneficia ad eorum dispositionem spectantia cum vacant interdum COMMITTERE negligunt vel conferre.

Qu'ajoute le décret pour remédier à cet abus? Déclare-t-il qu'à l'avenir tous les Prieurés réguliers seront regardés & conférés comme bénéfices? Mais l'abus s'étendoit à ceux qui l'étoient devenus, ainsi qu'aux autres, puisque le Concile reproche aux Abbés la même négligence à conférer qu'à commettre, *committere negligunt vel conferre*. Ainsi l'abus qu'il veut bien faire cesser, ne venoit pas de la différence qui subsistoit entre les titres & les pures administrations. Et ce n'étoit pas à cette différence qu'il falloit s'en prendre: il venoit également de ce que les bénéfices étoient sans titulaires, comme du défaut d'Administrateurs dans les Prieurés de simple obédience. Aussi le décret ne prononce-t-il autre chose, sinon que lorsque les Abbés auront laissé passer six mois sans conférer ou sans commettre, selon la différence des Prieurés, alors les Evêques des lieux pourront conférer. Il ne fait qu'établir pour tous

ces Prieurés indistinctement , mais sans prétendre aucunement en changer la nature , la dévolution établie par le Concile de Latran.

Intra tempus in Lateranense Concilio constitutum Diocesani . . . negligentiam super hoc suppleant . . . Prioratus , Ecclesias , ADMINISTRATIONES & beneficia hujusmodi , illa videlicet quæ consueverunt per sæculares Clericos gubernari sæcularibus Clericis , alia verò quæ Religiosis duntaxat COMMITTI sunt solita , vel conferri Religiosis Monasteriorum quorum Prælati hujusmodi negligentes fuerint , conferendo.

La dévolution étendue par ce décret à tous les Prieurés réguliers indistinctement , n'a donc lieu que lorsque les Abbés ont laissé passer six mois sans conférer les Prieurés en titre , ou sans commettre aux administrations. L'objet du Concile est , que tous ces Prieurés soient remplis chacun suivant son état & sa nature ; mais certainement il est impossible de soutenir qu'il ait prétendu autoriser les Evêques à conférer une simple administration dans le cas où l'Abbé de qui elle dépendroit , se seroit contenté d'y commettre.

Le décret renferme trois autres dispositions : par la première il autorise les Evêques à empêcher que les Abbés ne réunissent les Prieurés à leurs manfes. Il déclare ensuite que les regles qu'il établit , ne s'appliquent qu'à ceux qui ont coutume d'avoir des Administrateurs particuliers , encore que les Administrateurs soient révocables , & qu'elles ne regardent point les Prieurés qui sont *de mensâ Prælatorum* ; enfin il renouvelle deux constitutions du Pape Boniface VIII , dont l'une défend aux Abbés de s'approprier les revenus des Prieu-

28
rés dépendans de leurs Abbayes ; l'autre défend à un Religieux de réunir sur sa tête plusieurs Prieurés ou Eglises à charge d'ames. Rien , comme on voit dans ces dispositions , qui favorise le système du sieur Lefevre , ni qui mérite qu'on s'y arrête.

La Clémentine *Ne in agro Domini*, renferme-t-elle quelque chose de plus précis , de plus positif sur le changement d'état des pures administrations ? Elle n'a pour objet que d'assurer la plus grande régularité dans tous les Prieurés indistinctement.

Elle défend aux Prieurs d'y résider seuls : elle veut que dans le cas où le Prieuré ne sera pas suffisant pour la subsistance de plusieurs Religieux, il soit fait des unions. Elle fixe à 25 ans l'âge nécessaire pour posséder un Prieuré conventuel , & à 20 celui des autres Prieurs. Elle veut qu'ils se fassent promouvoir à l'ordre de Prêtrise dans l'année. Elle déclare privés de leurs Prieurés ceux qui n'observeront pas ces regles. Elle défend de conférer ces Prieurés à ceux qui n'ont pas fait profession dans l'Ordre Religieux. Enfin elle oblige les Prieurs à résider dans leurs Prieurés.

Loin que ce décret renferme rien dont le sieur Lefevre puisse tirer le plus léger avantage , on y retrouve au contraire la même distinction qu'on a remarquée dans le précédent entre les Prieurés devenus bénéfices au tems du Concile , & ceux qui étoient demeurés simples administrations , & aussi les expressions relatives à ces deux sortes de places , conférer ou commettre.

Quod si, cessante rationabili causâ, non fecerunt eo ipso nullâ monitione præmissâ, prædictis Prioratibus sint privati, qui ipsis iterum eâ vice conferantur, SIVE PRIORA-

TUS ALIQUIS, SIVE ADMINISTRATIO *committi alicui sive conferri non possit, nisi expressè professus fuerit Ordinem Monachalem, neque Prioratus aut administrationes* extrà Monasteria obtinentes permittantur in Monasteriis, sed teneantur in ipsis Prioratibus, seu Administrationibus. . . .

Comment le sieur Lefevre peut-il donc avancer avec tant de confiance, & donner comme un point constant dans la Jurisprudence ecclésiastique, que le Concile de Vienne a consommé la révolution commencée long-tems auparavant, relativement aux Prieurés réguliers, & de manière qu'il faut absolument les regarder tous comme Bénéfices? A-t-on vu dans les Décrets cités, rien qui autorise à reprocher à ce Concile d'avoir ainsi mis lui-même le sceau à l'abus?

Mais comment concilier ce système avec le nombre de pures administrations qui existent encore aujourd'hui, & dont on a parlé? Comment le concilier avec l'usage constant & général où sont en Allemagne tous les Abbés, de commettre quelques Religieux, au nombre de deux ou trois, dont l'un a la qualité de Prieur ou de Prevôt, & tous ensemble le nom d'Exposés, tous comptables & révocables, sans aucune espèce de formalités? Comment le concilier avec la Jurisprudence de la Cour, dont on pourroit citer ici une foule d'Arrêts qui ont maintenu des Abbés dans le droit, non-seulement de commettre, mais de révoquer *ad nutum*?

Non, jamais le sieur Lefevre ne parviendra à faire juger que le Concile de Vienne ait rendu Bénéfices tous les Prieurés qui subsistoient encore dans l'état de simples administrations. Il n'a eu pour objet, & on ne

40
l'a jamais entendu autrement, que de pourvoir à ce qu'elles fussent aussi exactement remplies que les Bénéfices mêmes. Donc, pour juger si un Prieuré régulier est Bénéfice ou simple Obédience, il faut examiner comment il étoit possédé avant le Concile, & comment il l'a été depuis. Si à l'époque de ce Concile il n'avoit qu'un administrateur, & qu'il ait continué à être rempli de cette manière constamment, il doit être jugé simple administration. Dans le doute on devroit encore le réputer tel, puisque, comme le disoit M. Talon, « le Droit commun est que toutes Supériorités » régulières sont Offices manuels, amovibles & destituables étant certain que l'établissement de tous » les Offices réguliers en Bénéfices formés, est *un abus* » des derniers siècles, lequel est toléré par l'usage, *mais ne doit pas être autorisé facilement* ».

Si donc à l'époque du Concile de Vienne le Prieuré de Bar n'étoit encore, comme dans son origine, qu'une simple Obédience, il a pu & dû, suivant les maximes établies par M. Talon, continuer d'être rempli par des administrateurs, & il l'étoit par Dom Maur Bresson, lorsque le sieur Lefevre l'a impétré.

Or c'est un point sur lequel il ne peut y avoir aucun doute, d'après les titres & actes dont on a rendu compte.

Qu'on laisse, si l'on veut, à l'écart tous ceux du douzième & du treizième siècles; mais que répondre aux Statuts de 1324, époque si voisine de celle du Concile? Si tous les Prieurs réguliers fussent devenus tout-à-toup titulaires par les décrets de ce Concile, eussent-ils manqué de se prévaloir d'une loi tout-à-la-

fois si avantageuse pour eux, & si respectable? D'un autre côté, une Abbaye aussi considérable que celle de Saint-Mihel, eût-elle osé s'élever contre cette loi dans un Chapitre général, arrêter & dresser des Statuts tout contraires? Et cependant les choses se passent comme s'il n'y avoit pas eu de Concile dix ans auparavant, & en présence des Prieurs de fors, qui auroient pu réclamer. On fait des réglemens qui non-seulement les supposent de simples administrateurs, mais qui mettent des bornes & des conditions à leur administration. Ces Prieurs, & en particulier celui de Bar, n'étoient donc de tout tems que de simples Obédientiaires; & pour faire aujourd'hui du Prieuré de Bar un Bénéfice, il faut que le sieur Lefevre cherche d'autres autorités que celle du Concile de Vienne.

Il l'a senti, aussi a-t-il eu recours au témoignage d'un Historien de l'Abbaye, qui parle du Prieuré de Bar comme d'un Bénéfice. Mais quel est cet Historien? C'est Dom Delisle, bon Religieux, qui ne s'est jamais fait imprimer qu'au mépris des regles & des statuts de la Congrégation, dont il n'avoit pu obtenir la permission de faire paroître ses misérables ouvrages. C'est de lui que nous vient l'histoire du Capitaine Iggi. Il faut que le sieur Lefevre soit étrangement dénué de ressource, pour essayer de se faire une autorité du témoignage de Dom Delisle. Au surplus, Dom Delisle cite-t-il quelque acte, quelque piece? Eh! comment l'auroit-il fait? Il n'a jamais consulté, pour composer sa prétendue histoire, qu'un ancien cartulaire de l'Abbaye, qu'on remarque dans plusieurs endroits qu'il n'a pas pu lire, & qui ne contient aucun titre au-delà de

la fin du treizieme siecle, aussi n'en cite-t-il pas de plus modernes. Seroit-ce donc le témoignage d'un pareil Auteur qui pourroit l'emporter sur une foule d'actes qui depuis 1324 prouvent que le Prieuré de Bar a été possédé comme simple administration ?

Le sieur Lefevre a fait encore une découverte. C'est une Sentence rendue au Bailliage de Bar le 29 Septembre 1738, qui a ordonné que les Religieux de Saint Mihiel laisseroient jouir leur Abbé de la moitié des revenus du Prieuré de Bar, *conformément à la Bulle d'union de 1480*, d'où il conclut que cette Bulle a eu son exécution. Mais les Religieux répondent à cette Sentence par un Arrêt de la Cour du 22 Juin 1741, qui l'a infirmée, & duquel ils concluent que la Bulle n'a point eu d'exécution, & cela avec d'autant plus d'avantage, qu'on voit par les demandes visées dans l'Arrêt, que la Sentence auroit dû être confirmée si la Bulle eût été jugée pouvoir être exécutée : il faut avouer que le sieur Lefevre n'est pas plus heureux que riche en autorités.

Concluons. Le Prieuré de Bar a été dans son origine une simple obédience, il l'étoit encore en 1324, postérieurement au Concile de Vienne; de droit commun il est présumé avoir conservé cet état qu'il n'auroit pu perdre sans abus. Pour le faire réputer aujourd'hui titre de Bénéfice, il faudroit que le sieur Lefevre rapportât les preuves les plus positives qu'il l'est devenu soit d'une maniere soit d'une autre.

La résignation faite par Dom Portier, ne peut pas tenir lieu de ces preuves, puisque d'un côté les Religieux prouvent que Dom Portier lui-même ne possédoit pas

en titre, & que d'un autre, quand il eût réellement possédé comme Titulaire, sa possession seule n'eût pas suffi pour donner au Prieuré la qualité de Bénéfice. Il auroit fallu trois Titulaires consécutifs pendant l'espace de quarante ans.

La Bulle d'union sollicitée par Dom Portier, n'est qu'une suite de cette résignation, & ne pouvoit pas avoir plus d'effet. Si ce que ce Religieux résignoit n'étoit pas un Bénéfice, sa résignation n'avoit point d'objet. L'union manquoit par le même principe. Point de Bénéfice, point d'union. Qu'auroit uni le Pape? Des biens qui appartenoient à l'Abbaye, qui n'appartenoient qu'à elle, & qui ne pouvoient pas lui appartenir davantage après qu'avant la Bulle d'union.

Inutile donc, comme on la dit, d'entrer dans l'examen des clauses de cette Bulle. Inutile même de chercher à pénétrer le motif qui a pu engager les Religieux à la solliciter.

Au surplus, il est vraisemblable qu'ils l'ont demandée, non pour changer leur état ni celui du Prieuré, mais pour conserver l'un & l'autre, en prévenant des tentatives que quelques exemples leur donnoient lieu de craindre pour l'avenir.

Et en effet, dans la même année 1480, l'Archevêque de Rhodes avoit obtenu une Bulle de Rome, qui lui conféroit le Prieuré de Bar, comme vacant. Il chargea Guillaume du Châtelet, l'un des plus puissans Seigneurs de Lorraine, de prendre possession en son nom. Guillaume du Châtelet vint au Prieuré à main armée, escalada les murs & enfonça les fenêtres. Dom Portier donna sa procuration à Dom de Poix, Vicaire

444
& Admodiateur du Prieuré, pour défendre ses droits : celui-ci reprit & continua des procédures déjà commencées tant à Rome qu'en la Cour.

Guillaume du Châtelet, assigné à jour compétent, vit bien qu'il ne pourroit conserver sa conquête, il désampa le Prieuré. L'Archevêque de Rhodes, sommé le 12 Septembre par deux Notaires, de déclarer s'il entendoit avouer ce qui avoit été fait sous son nom, ne voulut point s'expliquer.

D'après un pareil événement, il est facile de concevoir que les Religieux de Saint Mihel eussent imaginé, pour faire perdre toute espérance d'envahir ce Prieuré, qui avoit été demandé à Rome comme un titre, & empêcher qu'à l'avenir on ne surprît de nouveau la religion du Pape, de solliciter une Bulle d'union à l'Abbaye.

Au surplus, cet événement donne lieu à trois observations : 1°. on voit ici paroître Dom de Poix comme Admodiateur du Prieuré de Bar, & l'on a vu qu'en 1460, Dom Portier ne pouvoit pas traiter des biens de ce Prieuré sans le consentement de l'Abbaye : on a vu qu'en 1476 il agissoit comme commis & député. Ce Dom de Poix étoit donc Admodiateur pour l'Abbaye, & non pour le Prieur.

2°. L'Archevêque de Rhodes avoit obtenu le Prieuré de Bar comme vacant, quoique Dom Portier en fût Administrateur depuis plus de vingt ans. Il savoit donc qu'il ne le possédoit pas en titre ; & puisqu'il a abandonné sa prétention, il a donc reconnu que ce Prieuré n'étoit pas un Bénéfice, & qu'il étoit rempli comme il devoit l'être : autrement, d'après le système du sieur Lefevre,

Lefevre, le droit de l'Archevêque de Rhodes auroit été incontestable.

Une troisieme observation c'est que le Pape n'a pas pu n'être pas instruit de l'abandon fait par l'Archevêque de Rhodes de ses prétentions sur le Prieuré de Bar, puisque c'est sur la résignation de Dom Portier, qu'il a donné la Bulle d'union : d'où il faut conclure qu'en la donnant, il a su l'usage que les Religieux de Saint-Mihel en vouloient faire, qui n'étoit que de dérouter les coureurs. Et delà la forme dans laquelle cette Bulle a été rédigée, la seule dont elle fût susceptible, puisqu'il auroit été impossible de la mettre à exécution.

Ces observations achevent de prouver ce qu'on doit penser de cette Bulle & combien elle doit paroître indifférente dans la contestation. Il faut nécessairement en revenir à ce point décisif, le Prieuré de Bar n'étoit point un Bénéfice en 1480. L'union qui en a été prononcée est quelque chose de chimérique, qui n'a jamais existé qu'en projet sur une feuille de parchemin. Le titre, le seul en vertu du quel l'Abbaye de Saint-Mihel jouit du Prieuré de Bar, est la fondation de 1088. La possession, conforme depuis sept cents ans à ce titre, ne peut être présumée avoir une autre cause. Ce Prieuré étoit, lorsque le sieur Lefevre l'a impétré en Cour de Rome, rempli comme il devoit l'être, même aux termes du Concile de Vienne. De-là, par une conséquence nécessaire, résulte l'abus des provisions de cet Adversaire.

Ajoutons que quand le Prieuré de Bar seroit un véritable Bénéfice, il ne pourroit encore se flatter d'y être maintenu.

SECONDE PROPOSITION.

Les provisions du sieur Lefevre sont obreptices & subreptices dans les points les plus essentiels, & sur lesquels il étoit de la plus grande rigueur qu'il instruisît le Pape. Il a dissimulé la véritable qualité du Prieuré, il en a dissimulé les charges.

Et d'abord il a demandé ce Prieuré comme conventuel, *forfan habitu*; & il est incontestable que conventuel, dans son origine, il subsiste encore dans le même état.

Que le Prieuré de Bar ait été conventuel dans l'origine, il ne faut, pour le prouver, que la charte de 1088, dont on a rendu compte, qui oblige l'Abbaye à envoyer & entretenir à Bar un certain nombre de Religieux *qui nocturnis atque diurnis laudibus summo Regi Christo famularentur*.

On est en état de justifier que depuis cette époque jusqu'à nos jours il y a toujours eu à Bar une Communauté de Religieux de Saint-Mihiel; que l'Office s'y est toujours fait; qu'il y a toujours eu des lieux réguliers subsistans.

La ratification de la fondation de la Chapelle Saint Jacques, par l'Evêque de Toul en 1343, astreint le Chapelain à chanter les heures canoniales le jour & la nuit, comme l'un des Religieux.

En 1449 Nicolas de Veel, en faisant son serment, promet honneur & révérence aux Religieux du Prieur.

Sous Dom Louis Portier, tous les sermens faits par les Chapelains, rappellent les Religieux qui composoient la Communauté du Prieuré.

Une suite des mêmes sermens prêtés dans le siècle suivant, attestent l'existence des Religieux, vivans sous un Prieur régulier.

Dans le 17^e siècle à ce même genre de preuves, les Religieux en ajoutent une foule d'autres de toute espece. Une transaction passée en 1625 prévoit le cas où la Communauté pourroit être composée de plus de dix Religieux. Les commissions données aux Administrateurs contiennent pouvoir de gérer, tant au spirituel qu'au temporel. Il est prouvé que le Prieuré faisoit corps avec la Congrégation de Saint Vannes, que les Visiteurs y ont fait des actes de visites comme dans les autres Monasteres, & que les Religieux s'assembloient capitulairement.

On retrouve cette même conventualité dans le siècle présent. Des baux de 1710, 1724 & 1740 prouvent que les assemblées capitulaires n'ont pas cessé de se tenir. Les lieux réguliers subsistent, on y voit une infirmerie, un réfectoir, un chapitre. La clôture y est aussi exacte que dans les maisons les plus nombreuses, & toutes les commissions données aux Prieurs prouvent l'existence des Religieux.

Qu'oppose le sieur Lefevre à tant de preuves? Il oppose la Bulle même de 1480, dans laquelle il est dit que le Prieuré n'est pas conventuel. N'est-ce pas une autorité bien puissante, qu'une Bulle qu'il prétend abusive dans tous ses points? Mais cette Bulle suppose aussi le Prieuré bénéfice, & cependant il est prouvé qu'il ne l'est pas. Elle ne détruira pas non plus les preuves de la conventualité.

Mais si le sieur Lefevre avoit cru lui-même cette

autorité décisive, auroit-il supposé dans sa supplique le Prieuré conventuel *habitu* ? & dès qu'il ne croit pas pouvoir contester la conventualité originaire, de quel secours peut lui être ici l'expression contraire qui se rencontre dans la Bulle ?

Il doit donc demeurer pour certain que le Prieuré de Bar est un Prieuré conventuel *actu*, & dès-là les provisions qu'en a obtenu le sieur Lefevre sont essentiellement & radicalement nulles.

En effet, c'est une maxime enseignée par tous les Auteurs & consacrée par la Jurisprudence de toutes les Cours, que quand un Prieuré est conventuel, il faut nécessairement exprimer cette qualité dans la Supplique faite au Pape. Et si, disoit M^e d'Héricourt dans une Consultation, si on a tû cette qualité, les provisions qu'on obtient en Cour de Rome soit en commende, soit en regle, *sont absolument nulles, la Jurisprudence de tous les Parlemens est constante à cet égard.*

« L'impétrant dit M^e. Piales, traité de la prévention, » tom. 2, part. 3, chap. 7, l'impétrant, quel qu'il soit, séculier ou régulier, est assujetti à déclarer si le bénéfice est » conventuel ou simple, & si par fraude ou par erreur » il a déclaré simple un Prieuré qui est conventuel *actu* » ou *habitu*, il ne pourra se maintenir dans la possession » du bénéfice ainsi obtenu, s'il vient à être attaqué par » un dévolutaire ».

M^e Piales cite un grand nombre d'Arrêts qui ont confirmé cette maxime : mais elle est si généralement reconnue, qu'il seroit superflu de l'appuyer d'autorités. On ne croit pas que le sieur Lefevre lui-même ose la contester ; & si le défaut d'expression qui se trouve

49

dans ses provisions, donneroît lieu au dévolut sur lui ; combien plus puissant ce moyen doit-il être contre lui, qu'on peut regarder ici comme un des plus odieux dévolutaires, puisqu'il ne tend à rien moins qu'à enlever aux Religieux de Saint Mihiel, un Prieuré dont ils sont en possession depuis sept cens ans ?

Un second vice, que renferme ses provisions, c'est qu'il a avancé au Pape que le Prieuré de Bar n'avoit aucune charge d'ames ; en quoi il n'en a pas moins imposé que sur l'article de la conventualité.

Et en effet les fonctions curiales sont partagées entre le Prieur de Bar, & le Vicaire perpétuel, & le partage prend sa source dans le décret de Pibon.

Ricuin, dans son décret de confirmation de 1120, ne permet au Vicaire perpétuel, que de dire une Messe basse, *in Missâ privatâ quam cantabit*. Ce qui a été confirmé en 1145 & 1194, & subsiste encore aujourd'hui.

Depuis l'établissement des Religieux de Saint Mihiel à Bar, on a fondé successivement dans leur Eglise huit Chapelains, qui font l'Office avec eux, & forment une espece de Chapitre, dont le Prieur est le Doyen : il a sur eux droit de juridiction & de correction.

Il est de plus leur propre Curé ; lui seul a droit de leur administrer la Communion Paschale, & les derniers Sacremens. L'Administrateur actuel a administré le sieur Gerard, un de ces Chapelains, & l'a inhumé le 19 du mois dernier.

Le Prieur & les Religieux ont été maintenus dans tous ces droits, par différens Arrêts, contre les Vicaires

perpétuels, depuis même la Déclaration qui a restreint l'exercice des droits des Curés primitifs, aux quatre principales Fêtes de l'année.

En 1759, l'Evêque de Toul rendit une Ordonnance, portant que l'Eglise de Bar seroit tenue de se pourvoir de Livres à l'usage du Diocèse. Et sur l'appel comme d'abus, interjetté par les Religieux, de cette Ordonnance, la Cour, par Arrêt de 1763, a fait défense de l'exécuter.

Le sieur Lefevre en a donc étrangement imposé au Pape, en exposant dans sa Supplique, que le Prieuré étoit sans charge d'ame! Nouvel abus dans sa provision; & d'ailleurs, le sieur Lefevre est à peine dans sa dix-huitième année, & par conséquent incapable d'acquitter les charges de ce Prieuré.

En voilà, sans doute, plus qu'il n'en faut pour écarter un Adversaire aussi peu favorable, & dont le triomphe auroit entraîné la ruine de l'Eglise de Bar, en anéantissant une Communauté de Religieux, qui depuis sept cens ans en a fait la splendeur, & a été pour elle une source de biens & d'édification.

Mais, ce qui doit sur-tout fixer l'attention de la Cour, que seroit donc devenu la fondation de la Princesse Sophie? Son objet direct & unique, a été qu'il y eût à Bar des Religieux de Saint Mihel, qui vaquassent à la priere le jour & la nuit: il n'y en auroit plus eu; trois qui y résident, n'ont, comme ils offrent de le prouver, que le nécessaire: s'ils avoient un Prieur commendataire, ils n'auroient d'autre parti à prendre que de se retirer dans l'Abbaye de Saint Mihel. La fondation se trouveroit donc entièrement anéantie.

L'intérêt de l'ordre public se réunit donc ici à celui des Religieux. La Cour ne sacrifiera pas à la cupidité d'un jeune Clerc, un établissement qui est l'ouvrage de la piété d'une Princesse souveraine, & qu'elle a maintenu & protégé en différentes occasions, par des Arrêts qu'on est en état de produire.

« Les fondations, disoit M. d'Aguesseau en 1691, sont de droit public, incapables d'être effacées par le nombre des années, ou détruites par la possession; on ne peut violer les sages dispositions d'un fondateur, & mépriser ses saintes intentions, sans commettre une espèce de sacrilege ».

Monsieur PASQUIER, Rapporteur.

M^e LEMOINE DE LA CLARTIERE, Avocat.

LORGERY, Procureur.

521

1786 - Diffamation

Memoire de
M. Dupré de St Maur

M É M O I R E
A C O N S U L T E R
E T
C O N S U L T A T I O N ,

POUR M. DU PRÉ DE SAINT-MAUR,
Conseiller honoraire en la Grand'Chambre du
Parlement de Paris ;

ET le Sieur DU PRÉ DE CHAMBERJOT,
Lieutenant en premier du Régiment des Gardes-
Françoises, Chevalier de l'Ordre Royal &
Militaire de Saint-Louis.

MEMOIRE

A CONSULTER

ET

CONSULTATION.

POUR M. DU PAYS DE SAINT-MARTIN,
Conseiller honoraire en la Grande Chambre du
Parlement de Paris;

Et le Sieur du PAYS DE CHAMBERLOT,
Lieutenant en premier du Régiment des Gardes
Françaises, Chevalier de l'Ordre Royal &
Militaire de Saint-Louis.



MÉMOIRE A CONSULTER ET CONSULTATION,

*POUR M. DU PRÉ DE SAINT-MAUR, Conseiller
honoraire en la Grand'Chambre du Parlement de Paris ;*

*ET le Sieur DU PRÉ DE CHAMBERJOT, Lieutenant
en premier du Régiment des Gardes - Françaises, Chevalier
de l'Ordre Royal & Militaire de Saint - Louis.*

M. DU PRÉ DE SAINT-MAUR, Conseiller honoraire en la Grand'Chambre, & le sieur du Pré de Chamberjot, son frere, Lieutenant en premier du Régiment des Gardes-Françaises, sont dénoncés au public comme des spoliateurs de la fortune de M. Bellanger, Conseiller d'Etat, leur oncle. Ils sont accusés d'ingratitude envers leur bienfaiteur, de manque de délicatesse dans leurs procédés. M. du Pré de Saint-Maur l'est en particulier de calomnie envers la Compagnie respectable dont il a l'honneur d'être membre. Les libelles imprimés, les Ouvrages sans nom d'Auteur qui contiennent ces imputations outrageantes, cachotent au moins à MM. du Pré de Saint-Maur la main injuste & barbare qui lançoit contr'eux ces traits empoisonnés ; mais des lettres signées adressées à M. le Premier Président, à M. le Procureur

56

reur Général, à M. le Lieutenant Criminel, à M. du Saufay, Major des Gardes Françoises, à quatorze Officiers du même Régiment, à plusieurs Membres distingués du Conseil du Roi, leur montrent leur ennemi à découvert; & les décrets d'assignés pour être ouïs décernés contre le sieur Garnier d'Ars & son frere, leur apprennent que ce sont leurs propres neveux qui les calomnient.

A ce nom, MM. du Pré de Saint-Maur s'arrêtent & délibèrent sur le parti qu'il leur convient de prendre. Suivront-ils la plainte qu'ils ont rendue contre les Auteurs jusqu'alors inconnus des libelles répandus contr'eux? Pourfuivront-ils la réparation des outrages qu'on leur fait? Imploreront-ils le secours des Loix? Leur sévérité les effraie. Ils craignent d'avoir à pleurer le succès qu'ils obtiendront contre des parens aussi proches. C'est leur sang, c'est celui de leur sœur qui coule dans les veines des coupables.

Mais comment laisser sans réponses les reproches que ces neveux injustes se permettent de leur faire? Resteront-ils sous le poids des outrages dont ils les accablent? La probité soupçonnée, l'honneur compromis, permettent-ils que dans la crainte de perdre des calomniateurs, on se condamne au silence? L'opinion publique commande à tout, elle est plus forte que les liens du sang, elle tient à notre propre existence. Ce n'est point assez de pouvoir se dire à soi-même: je suis innocent; que seroit la vie sans l'estime de ses chefs & l'amitié de ses égaux! L'existence civile est dans l'opinion que l'on a de nous, & il n'est point d'être au monde qui puisse exiger qu'on la lui sacrifie.

MM. de Saint-Maur ne se proposent point d'attirer sur la tête des coupables les peines que prononce la Loi, ni d'obtenir d'eux une réparation proportionnée à l'offense qu'ils en ont re-

17

3

que; ils feront les premiers à demander à la Justice la grâce des accusés, à implorer pour eux son indulgence. Leur unique objet est de mettre leur conduite au grand jour, de soumettre leurs actions à la censure de leurs Confreres, de leurs Chefs; & si après avoir lu le récit qu'ils vont faire de ce qui s'est passé entre M. Bellanger, leur oncle, les sieurs d'Ars & eux, on les trouve sans reproches, il leur suffira qu'on les plaigne. Ils dévoreront dans le silence les chagrins que leur ont causés leurs neveux, & souhaiteront que cet exemple, fâcheux sans doute, les fasse rentrer dans les bornes du devoir dont ils se sont trop souvent écartés à leur égard.

F A I T S.

Le sieur Garnier d'Ars, Sous - Lieutenant aux Gardes-Françoises, épousa en 1753 la demoiselle du Pré de Saint-Maur. Il eut de son mariage trois enfans, deux fils & une fille. Il fut tué le 29 Février 1760 dans les Mers d'Irlande, sur le vaisseau où le Capitaine Thurot perdit également la vie.

Sa veuve ne trouvoit pas dans la fortune médiocre qu'il laissoit, de quoi fournir à l'éducation de ses enfans. Sa famille lui tendit les bras. La maison de Madame du Pré de Saint-Maur fut ouverte pour elle. Ses freres joignirent leurs sollicitations aux siennes, & elle parvint à faire entrer sa fille à Saint Cyr, l'aîné de ses fils dans la Marine, & le cadet dans les Pages de M. le Duc de Penthièvre (1).

En sortant de l'Ecole Militaire & des Pages, les sieurs

(1) La famille de M. du Pré de Saint-Maur a l'honneur d'être attachée depuis long-tems à M. le Duc de Penthièvre. M. du Pré de la Grange, leur oncle, M. l'Abbé d'Héricourt, leur cousin, tous deux Conseillers de Grand'Chambre au Parlement de Paris, ont été successivement Chefs de son Conseil.

d'Ars font venus chez Madame du Pré de Saint-Maur leur aïeule ; jamais ils n'ont eu d'autre domicile que le sien ; c'est chez elle qu'ils ont passé, depuis qu'ils sont entrés au service, tout le tems qu'ils n'étoient point en course ou à leur garnison. Il feroit difficile d'exprimer avec quelle bonté on les traitoit, jusqu'où Madame du Pré de Saint-Maur portoit l'attention & les soins.

Ce feroit peut-être ici le lieu de peindre l'ascendant que les sieurs d'Ars avoient pris sur l'esprit de Madame du Pré de Saint-Maur, avec quel despotisme ils la gouvernoient, combien elle a eu à souffrir de leur manque d'égards & de leurs emportemens. C'étoit à l'affervir sous leurs loix qu'ils osoient prétendre. Les représentations que la dame d'Ars leur mere crut devoir leur faire ne tarderent point à leur devenir importunes : ils l'expulserent de la maison maternelle, & sa retraite au couvent avec sa fille les laissa maîtres absolus des volontés de leur aïeule.

Une circonstance fit éclater les projets qu'ils avoient conçus. M. Bellanger, Conseiller d'Etat, leur grand-oncle, perdit, au mois de Juin 1784, la demoiselle de Bréhan sa petite-fille. Une mort prématurée l'avoit d'abord privé de ses quatre enfans ; il avoit vu périr successivement trois petits-enfans, l'espoir de sa famille ; & après ~~s'être cru~~ ^{avoir été} pere d'une postérité nombreuse, il ne lui restoit pour héritiers que des collatéraux.

On conçoit aisément l'effet que produisirent sur M. Bellanger ces pertes multipliées. L'ame trop souvent agitée par de violens chagrins, finit par tomber dans l'apathie : alors tout est à charge, tout déplaît ; la possession des biens, auxquels on étoit le plus attaché, devient fatigante, & la vie elle-même n'est plus qu'un fardeau.

Les sieurs d'Ars envifageoient la fortune de M. Bellanger comme la proie du premier occupant ; c'étoit ainfi qu'ils s'en expliquoient en présence de toute leur famille afsemblée : affidus auprès de lui , exacts à le fuivre aux promenades & à la campagne , ils parurent fe rendre néceffaires , & fubjuguerent bientôt fes volontés & fa perfonne.

M. Bellanger , féparé de fa femme , fentoit le befoin d'une fociété continuelle. Il fongea pendant quelque tems à réunir la maifon de Madame du Pré de Saint-Maur à la fienne. Des raifons de fanté , des différences dans la maniere de vivre , parurent s'y oppofer. Ce fut l'inftant que faifit le fieur d'Ars l'aîné pour jeter les fondemens de la fortune de fon frere & de la fienne. Il présenta à M. Bellanger le tableau flatteur d'une jeune femme qui viendrait tenir fa maifon , qui en feroit les agrémens , en même temps qu'elle y rétablirait l'ordre , & qui , fans cefse occupée de lui , réparerait toutes les pertes qu'il avoit faites.

Pour réalifer ces idées , il ne s'agiffoit que de trouver un parti convenable au fieur d'Ars. Il feroit , pour plaire à fon oncle , le facrifice de fa liberté ; le defir de lui être agréable pouvoit feul vaincre la répugnance qu'il avoit toujours eue pour le mariage.

Mais ce parti , comment le trouver ? Comment le chercher même , fans avoir une fortune fuffifante pour l'obtenir ? Plus cette fortune feroit importante , plus il pourroit porter loin fes vues ; le bonheur de M. Bellanger en croîtroit d'autant , & l'affurance que cet oncle lui donneroit d'une dot confidérable , deviendrait l'époque de fon bonheur.

La bonté facile de M. Bellanger ne fçut pas fe garantir de ce piège ; il promit ce qu'on voulut ; il donna , le 7 Dé-

cembre 1784, 240,000 livres. Il faut entendre l'Auteur d'un des libelles répandus dans le Public contre MM. de Saint-Maur, rapporter le discours du sieur d'Ars l'aîné à son frere, qu'il engageoit à se marier, & à recevoir une nouvelle donation de M. Bellanger. « Je veux que tu te maries; » je l'exige; j'en ai le droit, puisque c'est moi qui t'ai fait » donner 240,000 livres: je te promets même de faire » ajouter à cette donation de notre grand-oncle, & d'ob- » tenir de nos mere & grand-mere une augmentation à la » dot. Voici pourquoi je me conduis ainsi. M. Bellanger, » après t'avoir marié, sentira que ses infirmités l'empêche- » ront de suffire à une belle-niece, jeune & aimable; il lui » donnera une compagne, en me mariant, & me dotera » aussi avantageusement que toi; ce qui fait que nous serons » également traités. Le Chevalier se rend à contre-cœur aux » desirs de son frere, lui représentant encore que son projet » fera celui de Perrette la Laitiere. *On trouve femme au » Chevalier, & le voilà Vicomte* ».

Les sieurs d'Ars ont exécuté en effet tout ce qu'on annonce dans ce libelle. Le Vicomte a reçu une premiere donation de 240,000 livres. Il n'en a parlé ni à sa mere, ni à Madame du Pré de Saint-Maur son aïeule, dans la maison de laquelle il continuoit toujours d'habiter. Une libéralité aussi grande que celle qu'avoit exercée M. Bellanger à son égard, auroit satisfait les desirs de gens moins ambitieux, que ne le sont les sieurs d'Ars; mais le succès qu'ils avoient eu, les porta à de nouvelles tentatives. C'étoit peu d'avoir spolié l'oncle, il falloit tâcher de tirer parti de la mere & de l'aïeule.

Le Vicomte va faire des demi-confidences à l'une & à

à l'autre. Il leur dit que par un coup de fortune inespéré, il peut obtenir la main d'une Demoiselle jeune, aimable, riche, bien alliée; que sa dot sera de 220,000 livres, & que ses espérances iront beaucoup plus haut; qu'on demande seulement de lui qu'il justifie d'une fortune honnête. La dame sa mere & son aïeule peuvent le traiter d'autant plus favorablement, que son frere aîné, suivant lui, a renoncé au mariage, & qu'elles n'auront point à le doter.

Madame du Pré de Saint-Maur avoit déjà donné au Vicomte d'Ars 18,000 livres pour lui acheter sa Compagnie de Dragons. Elle s'étoit seulement réservée 600 livres de rente viagere. La bonté de son cœur la porte à faire dans la circonstance un sacrifice plus important. Elle promet de donner 42,000 livres en considération du mariage proposé. La dame d'Ars y joint 12,000 livres, & l'on forme par ce moyen une dot de 54,000 livres au Vicomte. Il hésite, pendant quelque tems, à l'accepter, & finit cependant par se déterminer à la prendre, croyant, dit-il, que cette somme & les 100,000 livres que M. Bellanger veut bien lui donner, pourront convenir aux parens de la personne qu'il recherche.

C'étoit la premiere fois que Madame du Pré de Saint-Maur & la dame d'Ars entendoient parler de cette donation de 100,000 livres que devoit faire M. Bellanger. Loin de la prendre en mauvaise part, elles féliciterent leur fils d'avoir obtenu de leur grand oncle ce bienfait inattendu. Et le sieur de Chamberjot lui en témoigna en particulier sa satisfaction.

Quel fut l'étonnement de toute la famille, lorsqu'à la signature des articles, on vit que, non-seulement M. Bellanger donnoit par contrat de mariage au Vicomte d'Ars

une somme de 100,000 livres, mais qu'il lui avoit fait une précédente donation de 240,000 livres, de sorte que le Vicomte, né avec environ 1500 livres de rente, se trouvoit avoir en mariage plus de 400,000 livres, qu'il s'assuroit au préjudice de sa mere, de sa grand'mere, de ses oncles & de leurs enfans. Ce n'étoit pas encore assez; abusant de la foiblesse de M. Bellanger, il s'étoit fait donner pour lui tenir lieu des intérêts d'une partie de ce qui lui étoit promis, le logement, la nourriture dans l'hôtel de M. Bellanger, pour lui, sa femme, les enfans qu'il pourroit avoir, ses chevaux & ses valets.

Madame du Pré de Saint-Maur crut que cette libéralité de son frere excédoit les justes bornes d'une donation réfléchie. Elle passa chez lui, lui rendit compte de la conduite que le sieur d'Ars avoit tenue à son égard: avec quel mystere n'avoit-il pas conduit toute cette intrigue? Lui convenoit-il d'accaparer ainsi une succession à laquelle il n'étoit appelé qu'en troisieme ligne dans l'ordre de la nature, & dont la Loi ne lui assuroit qu'une foible partie? Devoit-il, après avoir reçu 240,000 livres, venir demander à son aïeule de contribuer à sa dot, & obtenir, en lui cachant cette donation, le sacrifice d'une partie de sa fortune, dont il avoit moins besoin que ses oncles qu'il dépouilloit?

M. Bellanger, quelque attention qu'eussent eue les sieurs d'Ars de le préparer contre les plaintes de Madame du Pré de Saint-Maur qu'ils avoient prévues, avoua qu'elles étoient fondées; il observa que l'aîné des sieurs d'Ars ayant renoncé à se marier, il avoit cru pouvoir verser ses bienfaits avec plus d'abondance sur le cadet; que son intention n'étoit point

point de faire tort à M. du Pré de Saint-Maur & à son frere qui n'avoient ni l'un ni l'autre démérité de lui; qu'il persévéroit dans la résolution qu'il avoit prise depuis long-tems, de donner sa terre d'Ostel au sieur du Pré de Chamberjot, dont il avoit tenu le fils sur les fonts de baptême. Il ajouta qu'il destinoit à M. du Pré de Saint-Maur, Conseiller de Grand'Chambre, des biens de pareille valeur; qu'il vouloit faire le partage de sa fortune avant de marier le Vicomte d'Ars, & qu'il indiqueroit à ce sujet une assemblée de famille.

Les projets qu'annonçoit M. Bellanger privoient Madame du Pré de Saint-Maur personnellement de la succession de son frere, s'il venoit à mourir avant elle; mais uniquement occupée de l'intérêt de ses enfans, il lui suffisoit qu'ils conservassent ce que la Loi leur avoit permis d'espérer. Elle remercia donc M. Bellanger des dispositions où il étoit pour sa famille, & le jour de l'assemblée fut définitivement fixé au Dimanche 2 Janvier 1785.

M. Bellanger desira qu'elle se tint chez Madame du Pré de Saint-Maur, la chargea de rassembler chez elle ceux de ses enfans qui étoient alors à Paris, & d'inviter particulièrement M. du Pré de Saint-Maur, son neveu, lors Intendant de Guyenne, & aujourd'hui Conseiller d'Etat, qui avoit déjà été consulté sur ce partage.

Son intention n'étoit point, à ce qu'il paroît, que le sieur d'Ars l'ainé parût à cette assemblée. Mais le sieur d'Ars étoit trop bien servi par les gens qui entouroient son oncle, pour n'être pas instruit de toutes ses démarches. Il se rendit donc d'abord chez la dame du Pré de Chamberjot, & fut de-là avec les autres parens chez Madame du Pré de Saint-Maur.

M. Bellanger ouvrit l'assemblée en annonçant la résolution où il étoit de faire de son vivant le partage de ses biens, dont il ne vouloit retenir que l'usufruit, & de donner la terre d'Ostel au sieur du Pré de Chamberjot. A peine ce nom fut-il prononcé, que le sieur de Chamberjot interrompit M. Bellanger, & le supplia, tant en son nom qu'en celui de M. du Pré de Saint-Maur, son frere, lors absent, de ne faire en leur faveur aucune disposition qui pût préjudicier à Madame du Pré de Saint-Maur, leur mere, sa seule & unique héritiere. Il ajouta que mettant à part l'intérêt de Madame sa mere, il n'accepteroit point la donation de la terre d'Ostel, à moins que M. son frere, qui étoit son aîné, n'y consentît formellement, & n'en fût indemnisé.

M. Bellanger répondit qu'il se croyoit maître de disposer de sa fortune en faveur de qui bon lui sembloit; que dans une conférence qu'il avoit eue précédemment avec Madame du Pré de Saint-Maur, elle avoit approuvé l'arrangement qu'il vouloit faire, & qu'elle ne feroit plus fondée à s'en plaindre. Madame du Pré de Saint-Maur prit de-là occasion pour exprimer de nouveau combien elle étoit reconnoissante de ce que son frere faisoit pour ses enfans, & elle exigea du sieur de Chamberjot qu'il acceptât ses bienfaits.

M. Bellanger tira de sa poche une lettre, dans laquelle M. du Pré de Saint-Maur, Conseiller au Parlement, annonçoit sa soumission aux volontés de son oncle, & le prioit de donner à son frere la terre d'Ostel, se trouvant d'avance satisfait de ce qu'il avoit bien voulu lui destiner.

Ce fut d'après ce combat d'honnêteté entre la mere & les deux fils, que M. Bellanger, persistant dans sa résolution premiere, déclara vouloir que la terre d'Ostel passât en en-

tier au sieur de Chamberjot, à la charge d'une substitution envers son fils, & désigna ceux de ses autres immeubles qu'il destinoit à M. du Pré de Saint-Maur, pour l'égaliser à son frere.

M. l'Intendant de Bordeaux crut devoir lui représenter qu'il étendoit trop loin ses libéralités; qu'il avoit déjà disposé de 340,000 livres en faveur du Vicomte d'Ars; que la terre d'Ostel, dont il entendoit faire donation au sieur de Chamberjot, valoit au moins 500 ou 550,000 livres; qu'il pouvoit trouver dans sa fortune des fonds suffisans pour égaler l'aîné au cadet; mais qu'il devoit songer à en déduire 5 à 600,000 livres, tant pour les reprises de Madame Bellanger, que pour le paiement de ses dettes personnelles: il lui conseilloit, en conséquence, de se borner à faire pour M. du Pré & pour le sieur de Chamberjot, ce qu'il avoit fait pour le Vicomte d'Ars. En donnant à MM. du Pré la terre d'Ostel sur le pied de 540,000 livres, & l'hôtel de Carnavalet pour 140,000 livres, ces deux objets monteroient à 680,000 livres, dont moitié pour chacun d'eux donneroit 340,000 livres, somme égale à celle qu'il avoit assurée au Vicomte d'Ars; par ce moyen il rétablirait l'égalité entre les trois branches des enfans de Madame sa sœur; & si, par la suite, d'après un examen plus approfondi de la valeur de ses biens, il croyoit pouvoir exercer des libéralités nouvelles envers eux, il feroit un second partage, par tiers, de ce qui lui resteroit.

M. l'Intendant de Bordeaux ajouta que dans le cas où M. Bellanger auroit, après le paiement de ses dettes, des fonds dont il voulût encore disposer, il paroïssoit juste que le sieur d'Ars l'aîné & la demoiselle sa sœur profitassent seuls

de la part afférente à leur ligne dans ces objets ; qu'il n'y avoit pas d'apparence que leur frere cadet, qui avoit obtenu un traitement si avantageux de son grand-oncle, imaginât de la leur disputer.

Enfin, M. l'Intendant de Bordeaux, pour remplir plus exactement les intentions de M. Bellanger, qui étoient de faire passer la terre d'Ostel en entier au sieur de Chamberjot, proposa de le charger envers M. du Pré de Saint-Maur, son frere, d'un retour de 200,000 livres, qui, joint aux 140,000 livres, prix de l'hôtel de Carvanalet, complèterient ses 340,000 livres.

Ce n'étoit certainement point dans la vue d'avantager MM. du Pré au préjudice des sieurs d'Ars, que M. l'Intendant de Bordeaux, leur cousin-germain, donnoit à M. Bellanger ce conseil, puisqu'il tendoit à réduire considérablement la donation qu'ils s'étoit proposé de leur faire ; mais ce parti étoit conforme à la raison & à l'équité. La famille assemblée avoua qu'on ne pouvoit mieux faire que de le suivre ; & M. Bellanger alloit prononcer, lorsque le sieur d'Ars aîné, qui, jusqu'alors, avoit paru prendre peu de part à la conversation, éleva la voix, se plaignit de ce qu'on ne s'occupoit point de ce qui le concernoit, & observa que M. Bellanger lui avoit fait espérer qu'il lui donneroit 200,000 livres.

M. l'Intendant de Bordeaux répliqua qu'il ignoroit entièrement cette prétendue promesse de M. Bellanger ; mais par suite des principes d'équité qui avoient déterminé son opinion, il soutint qu'il n'étoit pas naturel que le plus clair de la fortune de M. Bellanger passât aux sieurs d'Ars. tandis que les dispositions des Coutumes la déféroient presque toute entière à M. du Pré ; qu'il avoit été au pou-

voir du sieur d'Ars l'aîné, de partager avec son frere les 340000 livres qu'il lui avoit fait assurer; qu'il en avoit tiré vanité lui-même, en étalant aux yeux du public le sacrifice qu'il avoit fait de ses droits; qu'au fond l'assurance de la Terre d'Ostel & de l'Hôtel de Carnavalet, ne formoient pas pour la branche du Pré de Saint-Maur l'équivalent des 340000 livres, assurées au Vicomte, puisque cette branche n'avoit qu'une expectative éloignée, tandis que le Vicomte d'Ars étoit déjà en jouissance de sa donation (1).

Le sieur de Chamberjot, sans chercher même à pénétrer les intentions de M. Bellanger son oncle, s'empresça de donner en cette occasion une nouvelle preuve du desir qu'il avoit que le sieur d'Ars fût pleinement satisfait. Il offrit de lui remettre 200000 livres sur la Terre d'Ostel, pourvu que son frere aîné fût dédommagé par le don de quelques autres fonds. Mais une personne qui ne devoit assurément pas être suspecte au sieur d'Ars (la dame sa mere) remercia le sieur Bellanger de ce qu'il avoit fait pour ses enfans, & insista pour qu'il s'en tint à ce qui avoit été proposé par M. l'Intendant de Bordeaux, sauf à avantager son fils aîné sur les biens qui lui resteroient libres après ses dettes acquittées.

M. Bellanger adopta ce projet; il ajouta seulement qu'il desiroit établir la substitution, de maniere que ses biens

(1) On n'entend pas dire ici que le Vicomte d'Ars ait touché à l'instant les 340000 livres qui lui ont été assurées; mais M. Bellanger, en s'obligeant de lui donner pendant sa vie cinq mille francs par an, de le loger & nourrir, lui, sa femme, les enfans qu'il pourroit avoir, ses gens & ses chevaux, lui fournit chaque année plus que les intérêts d'un capital de 340000 livres.

passassent au survivant des deux freres & à ses enfans, dans le cas où le premier mourant ne laisseroit point de postérité.

Le sieur de Chamberjot témoigna à M. son oncle la reconnoissance dont il étoit pénétré, & l'assemblée se sépara.

Depuis ce moment on ne s'occupa que des apprêts du mariage du Vicomte d'Ars : il fut célébré le 8 Janvier 1785, & dès le lendemain M. Bellanger donna à M. du Pré de Saint-Maur & au sieur de Chamberjot l'Hôtel de Carnavalet & la Terre d'Ostel, aux conditions précédemment arrêtées. M. du Pré de Saint-Maur & le sieur de Chamberjot ont en quelque sorte exigé de Madame leur mere qu'elle acceptât une déclaration de leur part, qui la mit à portée de jouir de ces objets, si M. Bellanger son frere mouroit avant elle. Ils lui devoient à tous égards cette marque de reconnoissance & de respect.

Cependant le sieur d'Ars conservoit dans son cœur un vif ressentiment de tout ce qui s'étoit passé. Furieux d'avoir manqué l'occasion de s'enrichir, il se livroit dans la maison de Madame du Pré de Saint-Maur son aïeule, à des emportemens qui en troubloient la tranquillité. Cette mere respectable lui fit des représentations; il n'en tint compte, & son humeur s'aigrissant de jour en jour, elle se vit contrainte de s'en séparer.

Le sieur d'Ars ne quitta son aïeule que pour se retirer auprès de M. Bellanger son oncle : il se peignit à ses yeux comme un fils infortuné, chassé de la maison maternelle, qui venoit lui demander un asyle. Il travestit en mauvais procédés les remontrances d'une mere offensée : il s'en fit

un moyen pour indisposer le frere contre la sœur ; & son empire sur l'esprit d'un oncle qu'il gouvernoit depuis longtemps , étant devenu absolu , il ne chercha plus que les moyens de s'assurer les 200000 livres qu'il avoit résolu d'avoir à quelque prix que ce fût.

Son premier soin fut de dresser l'état de la fortune de M. Bellanger. Le travail qu'il fit avec les Gens d'affaire lui présenta un résultat peu satisfaisant. Loin que M. Bellanger pût disposer de 200000 livres, il ne lui restoit pas , toutes dettes payées, de quoi former le fonds des 10000 livres de rentes viageres dont il étoit chargé , & les donations qu'il avoit faites pouvoient être entamées par ses Créanciers.

Cet obstacle n'arrêta point le sieur d'Ars ; il sçavoit que son oncle avoit des contrats sur le Roi. Il forma le projet de s'en approprier pour 260000 livres par la voie de la reconstitution ; voie qui , comme l'on sçait , purge toutes les hypotheques. M. Bellanger eut la facilité de les lui remettre , & de recevoir de lui un simple billet , portant promesse de lui faire 10400 livres de rente viagere.

Déjà les contrats étoient entre les mains du Négociateur de la reconstitution , lorsque M. du Pré de Saint-Maur & le sieur de Chamberjot en furent instruits. On conçoit aisément quel préjudice une pareille opération leur portoit. Il étoit démontré que les biens réservés par M. Bellanger ne suffisoient pas à l'acquittement de ses dettes ; ainsi tout ce dont M. Bellanger disposeroit, diminueroit d'autant les donations antérieures , & pouvoit les réduire à rien. La reconstitution projetée étoit d'autant plus dangereuse, qu'éteignant toutes les hypotheques, les immeubles qui leur avoient été donnés restoit seuls chargés du paiement des dettes antérieures à leur donation.

70

Il étoit donc pour eux de la dernière importance de la prévenir.

Avant de prendre un parti qui pouvoit déplaire à M. Bellanger, ils crurent devoir assembler des Jurisconsultes en possession de la confiance du public. Ces Jurisconsultes décidèrent unanimement qu'ils ne pouvoient, sans compromettre leurs droits & ceux de la substitution, dont ils étoient grevés, se dispenser d'arrêter la reconstitution des contrats. On suivit leurs conseils, & les projets du sieur d'Ars furent déconcertés.

Il seroit difficile de peindre la fureur dans laquelle entra le sieur d'Ars, en apprenant que les oppositions formées au Greffe des Hypothèques faisoient obstacle à la reconstitution des rentes sur sa tête : il fit passer dans l'ame de son oncle une partie des sentimens qu'il éprouvoit. Le sieur de Chamberjot, dans une visite qu'il rendit à M. Bellanger, à dessein de lui expliquer les motifs qui l'avoient porté à former cette opposition, éprouva de sa part, ce qu'un oncle, qui se croit offensé, peut se permettre de reproches contre son neveu, dont il est le bienfaiteur. Le sieur de Chamberjot y fut sensible, & donnant trop de confiance à des états où l'on prétendoit prouver que les biens réservés par M. Bellanger étoient plus que suffisans pour acquitter ses dettes, il signa un écrit, dans lequel il s'engageoit,

1°. A donner main-levée de l'opposition formée, tant par lui, que par M. du Pré de Saint-Maur, son frere :

2°. A n'en plus former à l'avenir :

3°. A faire valoir au sieur Garnier d'Ars une somme de 208,000 livres, que M. Bellanger vouloit lui assurer, à la charge par lui de contribuer au paiement des dettes, dans la proportion seulement de ces 208,000 l,

4°.

4°. De payer seul les arrérages de rentes viagères qui se trouvoient dues par la succession de M. Bellanger.

Cet écrit étoit terminé par ces mots, qu'avoit exigé le sieur d'Ars. « Fait à Paris, & promis d'honneur, ce 14 » Février 1785. »

M. Bellanger s'engageoit par cet écrit, à ne plus faire de donations au sieur d'Ars, & à ne créer de nouvelles rentes viagères que jusqu'à concurrence de 2,000 liv. pour récompenser ses domestiques.

Le sieur du Pré de Chamberjot s'étoit fait fort de M. du Pré de Saint-Maur, son frère, alors à vingt lieues de Paris. Il lui importoit donc d'avoir promptement sa ratification : il partit à l'instant, fut le joindre, & lui présenta l'acte qu'il venoit de signer.

M. du Pré de Saint-Maur ne put s'empêcher de lui faire des représentations sur la légèreté avec laquelle il avoit contracté un engagement de cette nature.

En avoit-il senti toute l'étendue ?

Promettre de faire valoir au sieur d'Ars la donation de 208,000 livres, c'étoit la lui assurer sur ses biens personnels. Etoit-ce là l'intention des Parties ? Pouvoit-on raisonnablement le supposer ?

Se charger seul du paiement des arrérages des rentes viagères, qui monteroient à 12,000 livres, n'étoit-ce pas altérer sa fortune personnelle, & les immeubles donnés fourniroient-ils, après un prélèvement de 200,000 livres, de quoi les acquitter ?

Donner main-levée de l'opposition formée, & s'engager à n'en plus former à l'avenir, n'étoit-ce pas laisser le sieur d'Ars maître de faire reconstituer des contrats sur sa tête, &

entamer d'autant les donations qu'avoit faites M. Bellanger ?

Le sieur du Pré de Chamberjot avoit-il pu prendre cet engagement, lui qui n'étoit donataire de son oncle qu'à la charge d'une substitution ? Ignoroit-il que la substitution une fois établie, ne pouvoit être altérée par aucune espèce d'engagement ultérieur ? M. Bellanger, le sieur d'Ars lui-même avoient-ils entendu absorber la fortune entière du sieur du Pré de Chamberjot, dont les biens personnels pouvoient seuls garantir de pareilles obligations ?

Enfin, en supposant que le sieur du Pré de Chamberjot, par respect pour sa parole, consommât à jamais la ruine de sa postérité, M. du Pré de Saint-Maur, son frere, lui déclaroit qu'il croyoit devoir à la justice, à sa fille, à lui-même, de ne point ratifier un acte, dont aucune des Parties qui l'avoient signé n'avoit prévu les conséquences ; qu'il étoit grevé de substitution comme lui ; qu'il sçavoit que les substitutions ne pouvoient être entamées, & qu'il n'étoit point dans l'intention de se ruiner, pour garantir au sieur d'Ars une donation de 200,000 livres, que M. Bellanger avoit été hors d'état de pouvoir lui faire.

Le sieur de Chamberjot lui répondit, que quelques fussent les conséquences de l'acte qu'il avoit signé, il étoit déterminé à l'exécuter dans tous les points ; qu'il devoit s'imputer à lui-même son ignorance en affaires ; qu'il ne connoissoit que l'honneur, & n'hésiteroit jamais à le conserver aux dépens de sa fortune entière.

Mais si M. Bellanger, si le sieur d'Ars n'ont point entendu que vous fussiez engagé sur vos biens personnels, lui dit M. du Pré de Saint-Maur, refuserez-vous d'entrer en explication avec eux, & de rectifier un acte, qui me paroît être la suite

de l'erreur où étoient tous les contractans? Non sans doute, répondit le sieur du Pré de Chamberjot. Eh bien, que les mêmes chevaux qui vous ont amené, nous emmenent. Je vais trouver M. Bellanger & le sieur d'Ars, & connoître le véritable esprit dans lequel l'acte que vous me présentez a été fait.

M. du Pré de Saint-Maur revient à Paris : il va chez M. Bellanger. Avez-vous entendu, mon oncle, lui demande-t-il (en présence du sieur d'Ars), que nos biens personnels garantissent la donation que vous avez voulu faire à Monsieur? Le sieur d'Ars fut le premier à répondre que non; que les seuls biens donnés antérieurement devoient assurer les donations postérieures. Eh bien, Monsieur, répliqua M. du Pré de Saint-Maur, rendez, par écrit, cet hommage à la vérité. Le sieur d'Ars réfléchit un instant, & refusa d'écrire. M. du Pré de Saint-Maur insista, & après une conversation assez longue, toutes les Parties convinrent de s'en rapporter à deux anciens Avocats. M. Bellanger & le sieur d'Ars nommerent M^e Aubry; M. du Pré de Saint-Maur & le sieur de Chamberjot choisirent M^e Tronchet.

L'intérêt pécuniaire n'avoit point guidé les démarches de MM. de Saint-Maur. Ils déclarerent aux Arbitres qu'ils verroient sans peine réduire leurs donations, pourvu que leur patrimoine ne fût point hypothéqué aux engagemens qu'on leur feroit prendre, que les droits de la substitution ne fussent pas altérés, & que le sieur d'Ars consentît de payer, au *prorata* de son émolument, les dettes de M. Bellanger qui excéderaient la valeur des biens libres qu'il laisseroit au jour de son décès.

Ce fut sur ces données que les Arbitres opérèrent, &

74
 après avoir observé qu'il s'en falloit de 6,864 livres 5 sols 6 deniers qu'il ne restât alors à M. Bellanger de quoi payer ses dettes, prélèvement fait des donations du Vicomte d'Ars & de MM. du Pré de Saint-Maur ses neveux, que même 9,870 livres de rentes viagères portoient à faux, ils se réunirent à dire « qu'il convenoit de chercher un tempérament » qui pût remettre les choses au même état qu'elles auroient dû être, si M. Bellanger avoit connu les forces & les charges de sa fortune. « Qu'il avoit voulu donner 340,000 livres au Vicomte d'Ars, autant à chacun de MM. de Saint-Maur, & 200,000 livres au sieur d'Ars l'aîné, mais qu'il n'avoit pu être dans son intention que MM. de Saint-Maur supportassent, attendu l'insuffisance de ses biens, tout le poids de cette donation, & que la Justice exigeoit que le déficit fut contribué entre tous les donataires ».

Ils ajouterent » qu'on ne pouvoit réformer la donation faite au Vicomte d'Ars par contrat de mariage, ni celle de M. du Pré de Saint-Maur qui étoit grevée de substitution.

Ils estimerent donc :

« 1°. Qu'il falloit faire au sieur d'Ars une donation de contrats en nature, & non par voie de reconstitution.

» 2°. Que comme cette donation, qui se trouveroit postérieure en date, seroit seule exposée à supporter l'insuffisance des biens, il seroit passé, entre le sieur d'Ars & MM. du Pré de Saint-Maur, un acte par lequel MM. du Pré de Saint-Maur s'obligeroient de payer, au marc la livre de leurs donations, les dettes qui auroient été contractées avant elles.

» 3°. Que M. Bellanger, pour tranquilliser ses donataires

» sur le paiement des dettes qui existoient , devoit faire ,
» tant au sieur d'Ars qu'à MM. du Pré de Saint-Maur , une
» donation du surplus de ses biens , à la charge de payer
» ses dettes actuelles , dont l'état feroit annexé à la minute
» de la donation » .

Enfin, les Arbitres invitoient le Vicomte d'Ars , premier donataire , à entrer dans tous ces arrangemens , à accepter, ~~comme eux~~, la donation du surplus des biens de M. Bellanger , & à contribuer à la nouvelle libéralité que l'on vouloit exercer envers son frere.

Le Vicomte d'Ars s'y refusa , il voulut conserver ses 340,000 l. dans leur entier, & lorsqu'on étoit rassemblé dans l'étude de M^e Boulard , pour signer l'acte par lequel on consentoit de prendre, l'avis des deux Arbitres, pour base des opérations ultérieures, le sieur d'Ars l'aîné, quoique M. Bellanger & lui-même se fussent soumis à cet avis sans restriction , & que M. du Pré de Saint-Maur eût signé, jugea à propos d'apposer trois conditions nouvelles à la signature qu'il donnoit. Il vouloit d'abord que la donation fût de 208,000 livres au lieu d'être de 200,000 liv. ; il prétendoit ensuite que ces 208,000 liv. lui fussent payées en argent à la mort de M. Bellanger. Enfin , il n'entendoit pas contribuer au paiement des rentes viagères , dont la succession de M. Bellanger feroit chargée.

Ce procédé , auquel on n'avoit pas lieu de s'attendre , surprit toute l'Assemblée. On représenta au sieur d'Ars qu'il s'écartoit des conventions arrêtées d'après l'avis des Arbitres. Nouveaux débats , discussion nouvelle. M. du Pré de Saint-Maur , accoutumé à faire des sacrifices , céda sur l'article des rentes viagères , & l'on convint que l'on se conformeroit

76

strictement, sur les autres points, à l'avis des Arbitres qui se chargeroient eux-mêmes de la rédaction de tous les actes.

Le sieur d'Ars a signé ce compromis le 24 Février 1785; mais le croiroit-on? Le 26 du même mois, au mépris de l'acte qu'il avoit fait, abusant de l'ascendant qu'il avoit pris sur l'esprit de M. Bellanger, il se fit faire une donation de 208,000 livres payable en argent après le décès de son donateur.

Trois mois s'écoulerent encore sans que les Arbitres pussent lui faire sentir l'injustice de ce procédé; mais M. Bellanger & le sieur d'Ars étant revenus enfin à l'exécution pure & simple du compromis, il fut passé, le 11 Juin 1785, chez M^e Boulard, sous les yeux des Arbitres, deux actes; le premier contient une donation au profit du sieur d'Ars, de contrats au capital de 272,000 livres, produisant 10,000 livres de rente, avec réserve d'usufruit: & le second, une donation universelle de tous les biens meubles & immeubles de M. Bellanger en faveur, tant de Mr du Pré de Saint-Maur, du sieur du Pré de Chamberjot son frere que du sieur d'Ars l'aîné.

M. Bellanger se réserve l'usufruit de tous ces objets. Il appose ensuite pour condition à sa donation que les donataires payeront ses dettes, montantes alors à 93,860 liv. y compris la donation faite au Vicomte d'Ars.

On prévoit le cas où les biens compris dans cette dernière donation ne suffiroient pas pour acquitter les dettes, & alors le surplus sera payé par les trois donataires; mais dans la proportion de leurs donations.

Messieurs du Pré de Saint-Maur se chargent seuls du

paiement des rentes viagères, objet de 12,300 livres par année : ils renoncent à leur priorité d'hypothèque, & le sieur d'Ars se défit de toutes les donations que M. Bellanger auroit pu lui avoir faites jusqu'alors.

Le résultat de cette donation est de faire passer aux donataires des biens d'une valeur au plus de 792,869 livres, de les charger de 938,500 livres de dettes, & de faire supporter à Messieurs de Saint-Maur, outre les deux tiers de ces dettes, 12300 livres de rentes viagères, au paiement desquelles le sieur d'Ars n'est point obligé de contribuer. Le sieur d'Ars, donataire du tiers de ces biens, paye, à la vérité, le tiers des dettes; mais comme on a prévu le cas où les dettes excédroient la valeur des biens, & que le sieur d'Ars ne fournit de fonds qu'à raison de 200,000 livres, tandis que Messieurs de Saint-Maur contribuent pour 680,000 livres, le sieur d'Ars se trouve assuré de la majeure partie des 272,000 livres qui lui avoient été données en contrats.

Les sieurs d'Ars n'avoient à espérer dans l'ordre ordinaire des choses, que 50 à 60 mille francs chacun de la succession de M. Bellanger leur grand oncle; déjà ils sont propriétaires de 540,000 livres au préjudice de leur mère & de leur aïeule, sans comprendre les 60,000 livres dont le Vicomte a trouvé moyen de se faire doter par celles-là même qu'il dépouilloit. Que souhaitent-ils encore? Leur ambition n'est-elle pas satisfaite? Non. Le sieur d'Ars l'aîné, à qui le projet d'un mariage avoit réussi auprès de M. Bellanger, employé de nouveau ce stratagème. Il écrit au mois d'Octobre dernier, à Madame du Pré de Saint-Maur son aïeule, la lettre la plus infidieuse. Il ne craint pas de lui proposer de lui faire deux donations, l'une de 100,000

78

livres pour n'en jouir qu'après sa mort, l'autre de 200,000 livres sous différentes conditions qu'il prescrit. Madame du Pré de Saint-Maur rejette cette proposition avec l'indignation qu'elle devoit faire naître dans le cœur d'une mere sensible, à qui un petit-fils propose de dépouiller ses autres enfans pour l'enrichir seul d'un patrimoine commun. Dès ce moment la maison de M. Bellanger est livrée au pillage; on ne paye ni fournisseurs ni rentiers; les capitaux remboursés ne sont pas remplacés; on écarte les conseils dont l'austérité incommode; on enleve le linge du château d'Ostel; on coupe les bois; on dévaste les terres; on fait main-basse sur tout ce qui peut être converti en argent. Des bordures anciennes avoient été réservées par M. Bellanger pour l'ornement de la terre d'Ostel; ces bordures sont adjudgées à vingt-quatre particuliers différens, moyennant 12,000 liv. & les adjudicataires y mettent à l'instant la coignée.

La substitution dont cette terre est grévée, n'a pas permis à Messieurs du Pré de Saint-Maur de garder le silence sur des déprédations de cette espece, & ils se sont vus réduits à la cruelle extrémité de paroître s'opposer aux dispositions de leur bienfaiteur, quand ils ne sont dans la vérité, qu'arrêter les spoliations de ceux qui l'obsèdent. C'est l'opposition qu'ils ont formée, d'après l'avis de leurs Conseils, à l'exploitation de ces bordures qui sert de prétexte à la diffamation horrible que les sieurs d'Ars se sont permis contr'eux. La Capitale & la Province ont été inondées de libelles imprimés où la calomnie les a peints sous les plus noires couleurs. Elle n'épargne ni leur probité ni leurs mœurs; elle s'attache avec fureur à toute leur personne. Entr'autres traits échappés à leur rage, voici ce qu'on lit, page 9 d'un de ces libelles.

» Rien

79

» Rien ne doit surprendre de M. du Pré de Saint-Maur,
 » Conseiller honoraire au Parlement, depuis qu'il a ca-
 » lomnié son Corps, en disant que sa délicatesse seule l'avoit
 » empêché d'entrer à la Grand'Chambre; son motif véritable
 » étoit la crainte d'être humilié par de grands Seigneurs qui,
 » venant solliciter leur procès, auroient vu que M. du Pré
 » ne pouvoit rien y comprendre, &c. &c. &c.»

L'Auteur du libelle présente M. du Pré de Saint-Maur
 & son frere, comme des spoliateurs de la succession de
 M. Bellanger. Il les accuse d'avoir pratiqué, pour s'em-
 parer de ses biens, *des manœuvres criminelles, d'avoir pro-
 jecté l'interdiction volontaire de leur mere, si Elle n'avoit con-
 senti que son fils, le Conseiller au Parlement, vint demeurer
 avec elle, au lieu du Marquis d'Ars.* Il impute person-
 nellement au sieur du Pré de Chamberjot d'avoir fait son
 coup d'essai il y a douze ans, en faisant interdire sa belle-
 mere pour confisquer à son profit la moitié de son revenu. La
 haine aveugle du sieur d'Ars ne respecte rien. Elle attaque
 jusqu'au parent irréprochable de Messieurs du Pré de Saint-
 Maur, qui, appelé par M. Bellanger lui-même, a rempli
 le rôle de conciliateur, & n'a eu d'autre intérêt que
 d'entretenir la paix dans sa famille.

Long-tems Messieurs du Pré ont hésité à rendre publics
 les écarts de leurs neveux; mais des Mémoires envoyés à
 M. le Premier Président, à M. le Procureur Général, à M.
 le Lieutenant Criminel, dans lesquels on les dénonce comme
 des usurpateurs & des ingrats; des lettres adressées à M. le
 Marquis du Sauzay, à quatorze Officiers du Régiment des
 Gardes, à plusieurs de MM. les Conseillers d'Etat, toutes signées
 du sieur d'Ars, ne leur ont pas permis de garder plus long-

80

tems le silence. Son audace s'accroît par l'impunité ; & si les Loix n'y mettoient un frein , il seroit difficile de prévoir à quels excès elle pourroit se porter.

La plainte que Messieurs du Pré de Saint - Maur ont rendue contre les auteurs anonymes des libelles , a été suivie d'une information , les deux freres sont décrétés d'assignés pour être ouïs. Ils ont dû subir interrogatoire. Quelle marche convient-il à Messieurs de Saint - Maur d'observer ? Quelle fuite doivent-ils donner à cette affaire ? Ils prient les Conseils de guider leurs pas , de ne pas oublier que les Accusés sont leurs neveux , & que dans de pareilles circonstances , il est affreux pour les Accusateurs de poursuivre les coupables.

Signé DU PRÉ DE SAINT-MAUR,
DU PRÉ DE CHAMBERJOT.

M^e DEBONNIERES, Avocat.

CONSULTATION.

LE CONSEIL souffigné qui a vu le Mémoire à consulter ci-dessus, ensemble les originaux de tous les Actes, Lettres, Mémoires & Etats qui y sont cités,

ESTIME que MM. du Pré de Saint-Maur n'ont pu se dispenser de rendre plainte contre les Auteurs des libelles répandus contr'eux dans le public. Les expressions injurieuses qu'ils renferment, les imputations calomnieuses qu'on y a rassemblées, ne leur permettoient pas de garder le silence sans paroître mériter une partie des reproches qu'on leur a faits.

Les lettres adressées aux Chefs des Compagnies où MM. de Saint-Maur ont l'honneur de servir, celles remises à MM. les Officiers du Régiment des Gardes & à MM. les Conseillers d'Etat sont de véritables dénonciations que l'on a faites de leurs personnes comme coupables, non-seulement d'ingratitude envers leur bienfaiteur, mais de manœuvres criminelles pour s'emparer des biens de M. Bellanger leur oncle. Le style de ces lettres, les pensées qu'on y trouve, les termes dans lesquels on s'y exprime, ont tous les caractères de la fureur.

C'est un malheur sans doute pour MM. du Pré de Saint-Maur d'avoir pour dénonciateurs les sieur d'Ars leurs neveux, mais les liens du sang qui les unissent à ceux qui les outragent, ne dispensent point MM. du Pré de Saint-Maur de

se justifier. La voie qu'ils ont prise est la seule qui leur fût ouverte, puisque les libelles répandus contr'eux ne portent ni nom d'Auteur ni nom d'Imprimeur, & qu'ils sont les premiers corps de délit de cette affaire.

Plus on réfléchit sur la conduite de MM. du Pré de Saint-Maur, plus on la trouve irréprochable. Ce ne sont point eux qui ont sollicité de M. Bellanger, leur oncle, les premières donations qu'il a faites; ce sont les sieurs d'Ars qui, au préjudice des droits que leur mere & leur aïeule avoient avant eux sur la succession de M. Bellanger, ont à l'insçu de l'une & de l'autre trouvé moyen de se faire faire une donation de 240,000 livres, & d'obtenir l'assurance de cent autres mille francs par contrat de mariage.

L'expérience a trop prouvé que l'intention du Marquis d'Ars, en procurant cet avantage à son frere puîné, étoit d'en avoir d'aussi considérables au moins. La conduite qu'il a tenue est l'exécution des projets que l'Auteur d'un des libelles lui fait annoncer dans le discours qu'il tient à son frere lorsqu'il l'invite à se marier.

MM. d'Ars étoient au moment d'envahir presque la totalité des biens libres de M. Bellanger, lorsque Madame du Pré de Saint-Maur sa sœur, est venue réclamer pour ses enfans la justice de son frere, & s'opposer à l'exécution des projets de MM. d'Ars. Une pareille démarche n'a rien qui blesse la délicatesse. Elle prouve la sensibilité de Madame du Pré de Saint-Maur, & l'égalité de ses sentimens pour ses enfans.

M. Bellanger ne se plaint pas qu'on l'ait contraint de disposer de ses biens. C'est lui qui volontairement en a fait le

partage de son vivant. Madame du Pré de Saint-Maur sa sœur, étoit sa seule héritière. Elle avoit trois enfans. Les sieurs d'Ars en représentent un : que pouvoit-on faire de plus sage, que de partager la fortune du bienfaiteur en trois parts égales ? & puisque le Vicomte d'Ars avoit eu déjà 340,000 livres de son oncle, n'étoit-il pas juste que chacun des deux autres enfans de Madame du Pré de Saint-Maur en eût autant ? de quel droit enfin le sieur d'Ars l'aîné prétend-il que sa branche doive avoir le double des autres ?

C'est cependant cette prétention injuste, qui a donné lieu à tous les débats qui se sont élevés dans l'intérieur de la famille. M. Bellanger avoit plus de 600,000 liv. de dettes, & ses biens pouvoient à peine fournir à ses premières donations qui montoient à 1,020,000 livres. C'est en cet état, que le Marquis d'Ars a voulu se procurer 200,000 livres. Il est évident que cette donation ne pouvoit être prise que sur celle de MM. de Saint-Maur, puisqu'ils étoient les derniers donataires, comme tels chargés de payer les dettes antérieures à leur donation ; & les biens qu'avoit réservés M. Bellanger, ne suffisoient pas pour les éteindre. Il a donc été de leur devoir, comme grevés de substitution, de s'opposer à la reconstitution des contrats, dont le Marquis d'Ars vouloit s'emparer, parce que ces contrats, une fois distraits de la fortune de M. Bellanger, ne pouvoient plus servir à acquitter ses dettes, & rejettoient les créanciers sur la donation de la terre d'Ostel & sur celle de l'hôtel Carnavalet.

MM. de Saint-Maur, par respect pour la volonté de leur oncle, ont sacrifié une partie des donations qu'ils en avoient reçues. Le sieur du Pré de Chamberjot n'a donné que trop

de preuves de sa soumission aveugle aux ordres de son oncle. L'écrit inconsideré qu'il avoit signé, ne permet pas de douter de son désintéressement & de sa loyauté. Toutes les Parties ont reconnu que les engagements qu'on lui avoit fait prendre, ne pouvoient subsister. La loi & la raison s'élevoient contre eux. Ils ont été soumis à l'examen des Arbitres, & refondus depuis dans d'autres actes qui sont devenus la loi invariable de tous les Contractans.

On ne voit rien dans tous ces actes qui puisse blesser la délicatesse la plus scrupuleuse, & l'on peut dire avec certitude que MM. du Pré de Saint-Maur sont les seuls qui aient souffert de tous ces traités, puisque la dernière donation que M. Bellanger leur a faite, ainsi qu'au sieur d'Ars, du surplus de ses biens, est épuisée, & beaucoup au-delà, par l'obligation qu'il leur impose de payer ses dettes; & comme ils contribuent au paiement de l'excédent pour des sommes beaucoup plus considérables que le Marquis d'Ars, ils sont obligés de reprendre sur leur première donation de quoi libérer la succession, afin que le Marquis d'Ars jouisse plus complètement des 272,000 liv. qui lui ont été données en contrats. Ils restent de plus chargés seuls de 12,000 livres de rentes viagères.

De pareils procédés n'avoient rien dont le Marquis d'Ars dût s'offenser, & il devoit en être d'autant plus reconnoissant, que ceux qui agissoient ainsi étoient ses oncles.

Quant au reproche qu'il leur fait de s'être opposés à ce que M. Bellanger abattît les bordures des bois d'Ostel, il n'est nullement mérité. La Terre d'Ostel est grevée de substitution; les bordures sont des réserves faites par le pere de

85

famille, & qui, par cela seul, font partie du fonds. Ces bordures contiennent des bois futaie, & ne tombent point dans l'exploitation annuelle des coupes ordinaires.

MM. du Pré de Saint-Maur seroient bien éloignés, sans doute, de refuser à M. Bellanger les secours momentanés que le prix de ces bois lui procureroit, s'ils pouvoient penser qu'ils lui fussent nécessaires. La reconnaissance dont ils sont pénétrés pour lui, lui donne des droits certains sur tout ce qu'ils possèdent. Mais M. Bellanger a conservé tous ses revenus; ils ne sont diminués que par la pension qu'il fait & les nourritures qu'il donne au Vicomte d'Ars & à toute sa maison. Il ne seroit pas juste que MM. d'Ars, à qui M. Bellanger paroît avoir abandonné l'administration entière de ses biens, détérioraient, sans nul avantage pour M. Bellanger, les terres que ce Magistrat n'a données que pour jouir, de son vivant, du plaisir de les perpétuer dans sa famille. Les vingt-quatre adjudications de ces bordures, qu'on dit avoir été faites en un même jour à des personnes qui y ont mis la coignée à l'instant, marquent une précipitation qui ne s'accorde point avec une administration réfléchie.

Il ne convenoit à aucuns égards à MM. d'Ars de répandre des libelles contre l'honneur, la probité les mœurs de leurs oncles. Les lettres adressées à plus de vingt personnes constituées en dignité, & signées du Marquis d'Ars, contiennent des injures atroces & la plus odieuse diffamation.

MM. du Pré de Saint-Maur doivent, dans la circonstance, après que les interrogatoires auront été subis, solliciter la civilisation du procès & le renvoi de la Cause à l'Audience; mais la

86

moindre réparation qui leur soit dûe, est la suppression de ces libelles, comme injurieux & calomnieux, avec défenses d'en faire de pareils à l'avenir, des dommages & intérêts, applicables, de leur consentement, aux pauvres, l'impression & l'affiche de l'Arrêt.

Délibéré à Paris le 11 Mars 1786. D'OUTREMONT.
TRONCHET. COLLET. TARGET. DEBONNIERES.

A PARIS, chez P. G. SIMON, & N. H. NYON, Imprimeurs
du Parlement, rue Mignon, 1786.

87

88



M É M O I R E

POUR M^e BENOIT CHAMERLAT, Ecuyer, Lieutenant-
Général au Bailliage & Sénéchaussée de Clermont-Ferrand,
Demandeur ;

CONTRE M^e PREVOT DUPUITS, Avocat en la même
Sénéchaussée, Défendeur.

DES vues de justice & d'équité avoient déterminé le sieur
Taillandier, parent de M^e Chamerlat, à lui vendre la nue
propriété d'un très-petit fief. Le sieur Taillandier vouloit
payer les légitimes qu'il devoit à ses freres & sœurs ; le prix
leur en étoit délégué.

Cependant on n'a pas tardé à informer M^e Chamerlat que
cette vente faite pour l'utilité de la famille, alloit occasionner
des procès contre des freres & sœurs, & sur le champ lui-même
en a demandé la résiliation.

Néanmoins un avocat au Bailliage de Clermont, le sieur

A

Prevôt Dupuis , travaillant dans sa propre cause , a composé des volumes pour empoisonner une conduite si honnête & si pure. Sans intérêt , même sans prétexte , il s'est livré contre son supérieur à tout ce que la diffamation peut présenter de répréhensible & de criminel.

Comptable à ses concitoyens , & à la Cour elle-même de l'honneur avec lequel il doit remplir , & remplit en effet ses fonctions , M^e Chamerlat , Chef d'un grand Siege , n'a pu se dispenser d'implorer l'autorité des Loix & des Magistrats qui en sont les organes , contre des calomnies qui n'ont eu d'autre objet que celui de dégrader , d'avilir le caractère de Juge , de Lieutenant-général , dont il est revêtu.

F A I T S.

Anne de Bord avoit épousé en première nocces le sieur Taillandier. Il n'est issu de ce mariage qu'un fils.

Devenue veuve , elle a contracté un second mariage avec le sieur Prevot. Ils ont eu 6 enfans ; elle a survécu son second mari.

En mariant le sieur Taillandier , son fils du premier lit , elle lui a fait donation de tous ses biens , à la charge de payer les légitimes de ses freres & sœurs , & l'on prétend qu'elle a stipulé un droit de retour , soit à son profit , soit au profit des enfans du second lit , ou de leurs descendans.

Il paroît qu'après le décès d'Anne de Bord , il y eut des procès entre le sieur Taillandier & ses freres & sœurs sur la fixation de leur légitime. Elle fut fixée à la somme de 3700 livres.

91

D'un autre côté, le sieur Prevot de Bord, fils aîné du second lit, paya des dettes de la succession; il en devint créancier. Le sieur Taillandier, hors d'état de s'acquitter des charges de la donation, fut saisi réellement dans tous ses biens, à la requête de son propre frere utérin.

Tout alloit être dévoré par les frais d'une poursuite judiciaire, lorsque le sieur Taillandier, pour se libérer, prit le parti de souscrire une vente volontaire de la majeure partie d'un petit fief, appelé de *la Courtade*.

Cette vente fut faite au sieur de Chauvassagne moyennant 16000 liv., avec délégation au profit du sieur Prevot de Bord, saisissant.

Instruit par ce qu'il venoit d'éprouver, le sieur Taillandier, pour éviter une nouvelle saisie-réelle & un ordre en justice, s'est déterminé à faire une seconde vente à l'amiable du peu de bien qui lui restoit. Il a fait cette vente à M^e de Chamerlat son parent, non pour en toucher le prix lui-même, mais pour le déléguer directement à ses freres & sœurs.

Comme on prétend trouver dans ce contrat une acquisition de droits litigieux, il est indispensable d'en rapporter les termes; cela seul suffira pour faire disparaître cette imputation.

Ce contrat est du 13 Juin 1783. Le sieur Taillandier vend à M^e Chamerlat le fief & château de la Courtade; le prix est de 9000 livres, & 600 livres pour pot-de-vin. La délégation en est faite aux freres & sœurs du vendeur, pour leurs légitimes, & à tous autres créanciers privilégiés du chef de la mere commune.

La vente est faite en outre, à la charge de payer à la femme du sieur Taillandier, 5000 liv. qu'il a reconnu avoir reçues

92
sur sa dot, les gains & avantages matrimoniaux à elle attribués par son contrat de mariage.

Le vendeur se réserve l'usufruit.

La vente contient la promesse de *garantir, fournir & faire valoir*.

La Cour voudra bien avoir la bonté de remarquer que ce contrat n'étoit pas destiné à être caché aux freres & sœurs du vendeur; c'étoit pour eux & à leur profit, que la vente étoit faite; il falloit nécessairement qu'elle leur fût connue.

S'ils la croyoient avantageuse à l'acquéreur, ils avoient la faculté d'en exercer le retrait.

Six oppositions ont été formées au bureau des hypotheques, par les freres & sœurs du vendeur, & une septieme par sa femme. Du nombre des ces opposans, est le sieur Prevot Dupuits; aucun deux n'a sur-enchéri; tous étoient convaincus que le prix étoit porté à sa juste valeur.

Ici commence la procédure. M^e Chamerlat a présenté une requête le 2 Août 1783, pour assigner les opposans, & voir dire qu'il lui seroit donné acte des offres qu'il entendoit réaliser à l'audience, des 9000 liv., prix de l'acquisition, pour que les opposans pussent ensuite se la distribuer entr'eux, & en conséquence le subroger en leur lieu & place, & lui donner main-levée de leur opposition, sinon qu'il seroit & demeureroit tenu pour délégué.

M^e de Chamerlat a aussi demandé la permission de faire assigner le sieur Taillandier pour qu'il eût à faire cesser les oppositions, rapporter les main-levées, & le consentement de ses freres & sœurs à la pleine & entiere exécution de la vente; comme aussi de faire cesser leurs prétentions à la propriété actuelle ou éventuelle du bien vendu.

92

Cette demande n'avoit été formée que parce que M^e de Chamerlat, depuis son acquisition, n'avoit cessé d'entendre répéter par le sieur Dupuits, que c'étoit lui qui, d'après le droit de retour, pouvoit se regarder comme ayant la propriété éventuelle des biens vendus par lui Taillandier.

Le sieur Taillandier s'est expliqué le premier. Il a demandé que les sieurs Prevot de Bord & Dupuits, ses freres, & ses quatre sœurs, fussent tenus de *recevoir le principal des sommes à eux dues, en principal, intérêts & frais, quoi faisant tenus de consentir la pleine & entiere exécution de la vente.*

On ne s'étoit pas encore expliqué de la part des autres Parties, lorsque M^e de Chamerlat, autant par caractère que par principe, & ne voulant pas se trouver dans le feu de toutes les discussions que six freres & sœurs d'un second lit alloient avoir contre leur frere du premier lit, a donné une requête, par laquelle il a conclu à la résiliation de la vente qui lui avoit été faite par le sieur Taillandier.

On ne pouvoit porter plus loin la justice & la modération. Vouloient-ils leur payement ? M^e Charmelat le leur offroit.

Vouloient-ils que le bien rentrât dans les mains de leur débiteur ? M^e Chamerlat y consentoit.

Le sieur Prevot de Bord & les quatre sœurs, se sont expliqués les premiers. Ils ont dit qu'ils avoient d'autres créances que celles qui résultoient de leur légitime; qu'ils vouloient bien en toucher le montant, mais qu'ils ne donneroient point main-levée de leurs oppositions, & ne consentiroient point à l'exécution de la vente.

De son côté, le sieur Dupuits a aussi fait signifier des écritures. Il n'a point imité la brieveté avec laquelle ses freres

94
& sœurs s'étoient expliqués. Il a été long ; il vouloit dire beaucoup d'injures. Nous devons ici faire l'analyse de son écrit.

Le sieur Dupuits a parlé du droit de *retour* stipulé dans la donation ; il a dit que cette donation avoit été faite à la charge , 1°. de l'usufruit que la mere donatrice s'étoit réservée ; 2°. de payer les legitimes à ses freres & à ses sœurs ; 3°. de payer toutes ses dettes , & encore sous les conditions que dans le cas où le sieur Taillandier donataire , viendrait à décéder sans enfans , ou ses enfans sans descendans , les biens donnés *retourneroient* à la dame donatrice , & si elle étoit décédée , à ses enfans du second lit , ou à leurs descendans.

Nous n'avons point cette donation sous les yeux ; ce n'est que d'après le sieur Dupuits que nous en parlons : ce qui vient d'être rapporté , est copié dans son écrit.

Il dit que le droit de *retour* a d'abord été donné en dot par la mere commune , au sieur Prevôt de Bord ; & que le sieur de Bord y ayant renoncé , ce même droit de *retour* a servi depuis à constituer sa dot à lui-même , à l'exclusion des quatre sœurs , quoiqu'appellées par la donation à en recueillir le bénéfice.

Il dit qu'un sieur Pradier a prétendu qu'il y avoit une partie des biens donnés qui lui appartenoit ; que cela avoit donné lieu à procès entre lui & le sieur Taillandier ; & que pour mettre fin à cette discussion , il avoit acheté du sieur Pradier , pour 2400 l. le procès qu'il faisoit au sieur Taillandier ; procès dont il espéroit retirer 35000 liv.

Ces premiers faits commencent à faire connoître le sieur Dupuits. Cela ne suffit pas , il faut le connoître entièrement au moins quant à son génie pour les injures.

95

Dans les mêmes écritures , il parle ainsi du fleur Taillandier son frere : *mais le fleur Taillandier dont le mauvais cœur s'est manifesté dans tous les tems , & dont l'humeur processive dirige tous les mouvemens , depuis la mort de sa mere , sa bienfaitrice , dont il profane les bienfaits & la mémoire , par les méchancetés les plus méditées , encouragé par des aides de chicanes , &c.*

Ailleurs il dit que le fleur Taillandier , se conduit suivant l'intérêt de sa fourberie.

» Que sa conduite est celle de l'ingratitude la plus odieuse ,
 » & de la méchanceté la plus réfléchie qu'il agit par
 » une malice inconcevable ; que son humeur processive
 » avoit allumé des procès entre ses freres & ses sœurs ».

Plus bas , le fleur Dupuis ajoute : « que la vente est nulle ,
 » de plein droit , parce qu'elle est faite à fonds perdu » , & cette idée si bisarre , il la répète plusieurs fois. Il donne le nom de vente à fonds perdu , à une vente faite moyennant 9000 liv. , & avec délégation au profit des créanciers du vendeur.

Dans beaucoup d'autres endroits des mêmes écritures , le fleur Dupuis présente le fleur Taillandier comme un *vendeur de mauvaise foi* : ce qui signifioit bien clairement qu'il lui imputoit d'avoir trompé M^e Chamerlat ; car par-tout où le vendeur est de mauvaise foi , l'acquéreur est nécessairement de bonne foi.

La Cour vient d'avoir la bonté de remarquer que dès le premier pas , & comme on le dit communément *d'entrée de cause* , M^e Chamerlat avoit conclu lui même à la résiliation de la vente. Cela n'empêche pas que le fleur Dupuis , en parlant de M^e Chamerlat & du fleur Taillandier , ne les appelle *ses adversaires*.

96 En quoi M^e Chamerlat étoit-il donc l'adversaire du sieur Dupuits ?

Le sieur Dupuits ajoute qu'il va former des demandes en nullité de toutes les ventes consenties par le sieur Taillandier , & il ne manque point d'affirmer *qu'il n'est point un poltron* , & qu'il ne craint pas d'avoir un procès contre le Lieutenant-général du Siege.

Ce qu'il importe sur-tout d'observer dans le premier écrit du sieur Dupuits , c'est ce qu'il y dit sur la demande formée contre lui par le sieur Taillandier , à fin d'exécution de la vente : *d'après cette marche, un plaideur qui auroit de l'humeur , & qui aimeroit à tirer des inductions malignes , croiroit que M^e Chamerlat commande au sieur Taillandier de susciter un procès au Suppliant , pour le faire déchoir de ses droits ; mais un Magistrat tel que M^e Chamerlat , dont la candeur , la générosité , & sur-tout le désintéressement sont si connus , est exempt d'un pareil soupçon.*

Voici maintenant les conclusions qu'il prend. Il demande que M^e Chamerlat & le sieur Taillandier soient *déclarés non-recevables dans leur demande en ratification de la vente.*

Pourquoi ces conclusions contre M^e Chamerlat ? Sans-doute & dans l'origine, il avoit conclu à ce qu'au moyen du paiement du prix de la vente qu'il entendoit faire, ceux qui recevraient ce paiement , seroient tenus de ratifier la vente. Mais cette demande ne subsistoit plus ; M^e Chamerlat avoit déclaré que s'il y avoit des difficultés , il n'entendoit pas conserver la qualité d'acquéreur , & il avoit conclu lui-même à la résiliation du contrat de vente.

Dès-lors nuls débats, nulle contestation n'existoient entre lui & le sieur Dupuits.

On

On lui a répliqué. Le Procureur de M^e Chamerlat a fait ce que l'on fait quelquefois dans les affaires où l'on a des garants formels. Il a prouvé, d'après les meilleurs Jurisconsultes, que le droit de *retour* conventionnel ne pouvoit pas produire les effets d'une substitution solennelle.

Mais le Procureur de M^e Chamerlat n'en a pas moins persisté dans ses conclusions à fin de résiliation ; conclusions dont il a demandé l'adjudication.

Ainsi, à l'égard de M^e Chamerlat, le sieur Dupuits n'avoit point d'adversaire. Il n'en avoit même pas dans le sieur Taillandier qui étoit demandeur, & qui ne produisoit pas.

Cet état de procédure, d'après les reglemens les plus connus, ne permettoit point au sieur Dupuits de faire autre chose qu'un simple inventaire de production.

Cette marche lui a paru trop simple ; il a fait signifier à toutes les Parties, des écritures de sa composition, en 95 roles, moins pour faire preuve de sa fécondité, que pour justifier ce qu'il avoit dit dans ses défenses, jusqu'où pouvoit être portée la passion d'un plaideur qui a de l'humeur, & qui aime à tirer des inductions malignes.

Il débute dans son avertissement en disant, « qu'il n'avoit » regardé dans le principe la conduite de M^e Chamerlat que » comme un épouvantail, dont se servoit le sieur Taillandier » pour intimider ses freres & sœurs dans la recherche de leurs » droits ; en conséquence, il avoit défendu à la demande de » ses adversaires, sans se permettre aucune réflexion contre » ce Magistrat, convaincu qu'il n'étoit pas un ennemi bien redoutable, par le peu d'intérêt qu'il étoit censé devoir prendre dans cette affaire.

« Mais l'obstination qu'il met à persister dans des préten-

98
 » *tions ridicules* ; la grande confiance qu'il paroît avoir dans
 » des moyens *absurdes* ; la sécurité qu'il montre dans le public
 » sur le succès favorable qu'il attend de sa cause ; *la trame*
 » *qu'il ourdit dans cette affaire* , les *paradoxes* , les allégations
 » qu'il a hasardées , annoncent de sa part , un *système dé-*
 » *cidé* , une guerre ouverte , qui ne doit se terminer que
 » par les voies judiciaires.

Il dit que M^e Chamerlat a cherché à lui *ravir* son patri-
 moine , & à le frustrer des droits les plus légitimes, qui lui
 » ont été transmis par l'amitié & la bienveillance d'un proche
 » parent ; par la tendresse d'une mere respectable ; qu'il
 » conteste ou fait contester pour lui , contre un *héritier du*
 » *sang* ».

Il suppose que la demande en résiliation de la vente , n'est
 qu'une tournure de procédure de la part de M^e Chamerlat ;
 qu'il n'a prétendu renoncer à la propriété *qu'il mandie* , qu'au-
 tant qu'il ne pourroit obtenir l'anéantissement des prétentions
 actuelles & éventuelles du sieur Dupuits. Que dans ce cas de
 déchéance , M^e Chamerlat s'est réservé une porte de derriere
 non-seulement pour couvrir sa conduite , mais encore pour
 éviter une condamnation de dépens , qu'il a cherché par
 cette tournure à faire refluer sur son vendeur. C'est ce
 qu'on appelle , dit le sieur Dupuits , ne pas perdre la tête.
 C'est très-bien entendre ses intérêts ; c'est vouloir profiter des
 fruits & des lauriers de la guerre , sans s'exposer à être blessé.

Il dit : « que M^e Chamerlat oubliant que son rôle devoit
 » être passif dans cette affaire , animé de son projet , est de-
 » venu *acteur* lui-même ; il s'agit pour son *partenaire* ; il
 » embrasse avec zèle ses intérêts , & le parti qu'il lui a fait
 » prendre . . . Peu importe que l'on pense qu'il a fait une

» fausse démarche ; les rayons de la vérité & les regards de
 » la justice ne l'intimident point ; il ne redoute nullement le
 » choc du combat. Il faut absolument qu'il entre en lice ;
 » mais crainte *que sa proie lui échappe* , il indique au sieur
 » Taillandier les pièges dont il doit se servir pour la retenir ».

Il dit que M^e Chamerlat est le *moteur, l'arc-boutant de la*
 » *chicane* que le sieur Taillandier fait à son frere.

» En récapitulant sur la conduite de M^e Chamerlat , on le
 » voit d'abord Conseil du sieur Taillandier ; ensuite deve-
 » nir son Juge ; quelque tems après , abdiquer cette fonction ,
 » prendre la qualité de *parent* de son *protégé* , & acheter *sous*
 » *les auspices de la parenté* , à fonds perdu , sans nécessité ni
 » intérêt de la part de son vendeur.

On ne rapportera plus qu'un passage des écritures du sieur
 Dupuis. « Parcourons , dit-il , le dédale immense que renfer-
 » ment les Loix ; si l'on en trouve d'applicables à l'espece pré-
 » sente , ce n'est que pour prononcer contre M^e Chamerlat ,
 » une prohibition absolue d'acheter , en connoissance de cause ,
 » des biens sur lesquels il y a ou peut y avoir procès.

» En effet il n'étoit pas rare de voir chez les Romains com-
 » me *parmi nous* , des hommes qui , abusant de l'étude des
 » loix , de la connoissance qu'ils avoient dans les affaires , &
 » qui sachant appliquer à propos l'art sinistre de la chicane ,
 » se faisoient céder des contestations équivoques dont ils ti-
 » roient ensuite le plus grand parti , en traînant dans les tri-
 » bunaux , & en vexant de toutes sortes de maniere ceux
 » sur qui frappaient les actions qu'ils avoient à diriger , où
 » à faire diriger pour eux. L'Empereur Anastase remédia à
 » cet abus par la fameuse loi *per diversas & ab Anastasio* . . .
 » Il paroît , par les expressions de cette loi , que cet Empe-

400
 » reur voulut transmettre à tous ses lecteurs les sentimens
 » de haine & d'indignation dont il s'étoit pénétré contre
 » ces hommes avides qu'il regardoit comme le fléau de ses
 » peuples, & dont il cherchoit à purger son empire. . . .

» On trouve continue-t-il, plusieurs arrêts qui en ont ad-
 » mis & canonisé les dispositions, & notamment celui du
 » grand Conseil, rapporté par Denisart au mot *droits liti-*
 » *gieux*, qui semble être rendu pour l'espece que nous trai-
 » tons, qui comprend M. de Coriolis Président à Mortier
 » du Parlement d'Aix, dans l'anathème prononcé par la
 » loi *per diversas & ab Anastasio*.

» La Cause de M. de Coriolis étoit bien plus favorable
 » que celle de M^e Chamerlat, attendu que le transport des
 » objets litigieux n'avoit été fait qu'à son fils, & qu'il n'é-
 » toit point partie contractante dans l'acte. Mais il avoit com-
 » me M^e Chamerlat, avant le transport fait à son fils, pris
 » connoissance des discussions qui étoient pendantes en son
 » tribunal, relatives aux objets cédés, & quoiqu'il n'eût
 » point acheté lui-même, l'arrêt lui fit défenses de recevoir
 » directement ou indirectement des transports de droits liti-
 » gieux dans toute l'étendue de sa juridiction.

» M^e Chamerlat est donc dans une espece bien plus critique
 » que celle de M. Coriolis, puisqu'il avoit été, avant son
 » acquisition, le Conseil & le Juge de son vendeur, relative-
 » ment aux objets litigieux qu'il a acquis.

» Le sieur Dupuits termine en disant que sa tâche est
 » enfin remplie. Mais quoiqu'il se soit renfermé dans les bor-
 » nes d'une défense légitime & modérée, il n'a pu se dispen-
 » ser de dire des vérités désobligeantes à M^e Chamerlat, par-
 » ce qu'elles sont de sa cause. Ce Magistrat doit s'imputer

» d'en avoir rendu la publication nécessaire. La marche qu'il
» a tenue dans cette affaire; le zèle qu'il a manifesté pour la
» Cause du sieur Taillandier, les moyens qu'il a employés,
» d'autres circonstances, *d'autres faits qu'on a lus, parce*
» *que ce n'est pas encore le moment de tout dire*, n'étoient
» point faits pour faire prendre le change sur ses projets,
» malgré les conclusions prises contre son vendeur, qui ne
» sont, comme on l'a prouvé, qu'une *tournure* pour déguiser
» ses intentions: le sieur Dupuits a donc dû, pour conserver
» sa fortune, qu'une *main téméraire* vouloit lui ravir, faire
» usage de tous les moyens qui devoient la retenir.

» Si M^e Chamerlat n'eût voulu que la moitié des biens
» du sieur Dupuits, celui-ci auroit sans doute pu, par
» égard pour l'homme en place, passer sous silence quelques
» faits qui le compromettent; mais il veut le tout, cela n'est
» pas raisonnable.

M^e Chamerlat n'a pu ni dû être insensible à toutes ces
atrocités. Il a demandé la suppression de ce libelle diffamatoire.
En réponse, le sieur Dupuits a fait imprimer & distribuer
dans toute la province un autre libelle aussi répréhensible que
le premier.

Cependant l'affaire n'étoit pas, à beaucoup près, en état
d'être jugée, lorsque ce nouveau libelle a paru. Le sieur Tail-
landier, l'une des principales Parties du procès, n'avoit point
satisfait à l'appointement. Il en a interjeté appel en la Cour,
où il a demandé l'évocation du principal.

Jusques là il ne s'étoit point expliqué sur la demande en
résiliation de la vente; formée par M^e Chamerlat. Le parti
qu'il a pris a été fort simple, c'a été de consentir à cette ré-
siliation. Par-là, tout prétexte de contestation dispa-
roît. Le

102
 fleur Dupuits veut une saisie réelle. Il veut faire vendre en justice les biens de son frere. Cette satisfaction si précieuse pour lui, ne lui échapera pas: il en jouira. La question entre lui & le fleur Taillandier se réduit aux dépens.

Cet état des choses na point rallenti l'acharnement du fleur Dupuits. Il a fait signifier en la Cour une Requête, où il répète toutes les calomnies qu'il avoit écrites & imprimées en cause principale. Cette Requête est encore son ouvrage; le même caractère, la même passion s'y montrent à chaque phrase. Nous nous garderons bien d'imputer un pareil écrit à M. Sirjean son Procureur, dont l'honnêteté, la délicatesse & la prudence sont connues,

Le Lieutenant-Général de Clermont-Ferrant demande la suppression de ces trois libelles, avec les qualifications qu'ils méritent, des défenses de récidiver, à peine de punition corporelle... des dommages & intérêts applicables aux pauvres de la Ville de Clermont-Ferrant, l'impression & l'affiche de l'Arrêt.

Déjà les faits dont on vient de rendre compte, établissent la justice de ces conclusions. Il ne s'agit plus que d'y ajouter quelques réflexions.

M O Y E N S.

AUTANT il est nécessaire de laisser aux Parties la plus grande liberté de soutenir leurs droits dans les Tribunaux; autant il est indispensable de les punir lorsqu'elles sortent des bornes d'une défense legitime.

Le respect dû à la justice doit bannir de son sanctuaire la licence & le crime: la calomnie en est un. La dignité des Juges seroit à tout instant dégradée, si malgré eux ils devenoient les témoins des désordres de la diffamation.

S'il faut que celui contre lequel une action est dirigée se défende; il faut aussi que le citoyen qui a des droits à exercer ne soit point retenu par la crainte de se voir injustement attaqué dans son honneur. On ne peut se trouver placé dans cette alternative, ou de renoncer à ses droits, ou de ne les diriger qu'en s'exposant à tout ce que la diffamation peut avoir de plus cruel.

En matieres d'injures, on commence toujours par considérer la qualité de la personne qui offense, & la qualité de la personne offensée.

Les libelles dont la suppression est ici demandée, sont l'ouvrage d'un Avocat, exerçant sa profession en la Sénéchaussée de Clermont-Ferrant.

Et ces libelles sont faits contre le chef de cette Sénéchaussée.

Tous les hommes sans doute, quel que soit le rang qu'ils occupent dans la société, ne doivent point être diffamés. La protection des Loix sous lesquelles ils vivent, les met à l'abri des atteintes qu'on voudroit leur porter par des écrits injurieux. Et de-là cette prohibition si sévère, de composer, de distribuer des libelles diffamatoires.

Le caractère de juge aggrave encore le délit de diffamation; la puissance publique qu'il exerce sur ses concitoyens; puissance que le Roi lui a communiquée, doit nécessairement contenir ceux-ci dans les bornes d'un respect inaltérable. On ne peut insulter les Juges sans insulter la Justice elle-même. On ne pourroit avilir, dégrader leur personne sans avilir, sans dégrader le caractère dont ils sont revêtus.

Ces vérités n'ont pu être ignorées du sieur Dupuits. Il est Avocat; & qui fait mieux que cette classe de citoyens consa-

crés & dévoués à l'étude des Loix, jusqu'à quel point les Juges, qui par état sont les objets de la vénération publique, doivent être en même-temps l'objet du respect de chaque citoyen en particulier ?

C'est ici son juge, son supérieur, le chef du siege que le sieur Dupuits a calomnié: jamais la volonté de diffamer, cette volonté dans laquelle consiste le délit, n'a été plus manifeste.

On vient de copier les termes dont il s'est servi. Il en résulte une masse effrayante de diffamation & de calomnies.

Me Chamerlat n'a acquis les biens du sieur Taillandier son parent, que pour que son nom & sa qualité devinssent un épouvantail capable d'intimider une famille entiere & la mettre dans le cas de ne point oser s'occuper de ses droits.

« C'est une TRAME OURDIE par le chef du siege, une guerre ouverte, une tentative imaginée pour ravir au sieur Dupuits tout son patrimoine, en le frustrant des droits les plus légitimes »,

« Le Lieutenant-Général n'est point intimidé par les rayons de la justice, & les regards de la vérité.

« Il craint que sa proie ne lui échappe : c'est lui qui est le moteur, l'arc-boutant des chicanes du sieur Taillandier, son parent ; il veut tout écraser sous le poids de sa qualité & de son opulence ».

« D'abord Conseil, ensuite Juge, il abdique ces fonctions, prend la qualité de parent de son protégé. Il est tombé dans une prévarication aux Loix du Royaume qui défendent aux Juges d'acheter des droits litigeux. L'homme puissant & riche veut opprimer le foible pour lui ravir, d'une main téméraire, jusqu'à ses espérances ».

105

Et pour ajouter encore à une diffamation aussi atroce , le sieur Dupuits déclare qu'il n'a pas tout dit , parce qu'il n'est pas encore tems de tout dire.

Puisqu'il méconnoît ses devoirs , comme Avocat & comme Partie, il faut les lui rappeler.

L'Avocat fait combattre non par des injures , mais par des raisons : *non convitiis sed rationibus decertandum.*

Advocati , dit une des Loix , *debent agere quod causa desiderat , temperare se ab injuriis ; neque in male dicendi aut conviciandi , licentiam prorumpere ; nec probris certare , sed rationibus.* L. quisquis ff. de Postul.

Mais il est , dit le sieur Dupuits , en abusant des termes qu'employoit un grand Magistrat , « une noble véhémence , » une sainte hardiesse , qui fait partie du ministère de l'Avocat. » Il est des crimes que l'on ne peut peindre avec des couleurs » trop noires pour exciter la juste indignation des Magistrats , » & la rigueur des Loix. Même en matière civile , il est des espèces où on ne peut défendre la cause sans offenser la personne , attaquer l'injustice sans attaquer la Partie. Dans ces » cas , les faits injurieux , dès qu'ils sont exempts de calomnie , » sont la cause même , bien loin d'en être les dehors , & la » Partie qui s'en plaint doit plutôt accuser le dérèglement de » sa conduite , que l'indiscrétion de l'Avocat ». Discours de M. de Portail , en 1707.

Ces grandes & importantes vérités sont sans doute la base de la liberté de l'Avocat , & la liberté de l'Avocat est une des bases sur lesquelles reposent l'honneur des citoyens , la sûreté de leurs propriétés.

Mais elles contiennent en même tems les limites dans lesquelles cette liberté doit être renfermée , pour qu'elle ne dégénere point en une licence dangereuse & meurtrière. Dailleurs

106
il ne faut point oublier ce que disoit le même Magistrat, que s'il échappoit à l'Avocat des expressions trop hardies ou trop peu ménagées, il étoit de la prudence & de la religion du Magistrat, de venger la dignité de son Tribunal.

Donner le nom de *noble véhémence*, de *sainte hardiesse*, à une diffamation semblable à celle que s'est permise le sieur Dupuits; c'est profaner ces expressions sublimes, c'est insulter à la Justice.

Il est, disoit M. de Portail, des especes où l'on ne peut défendre *une cause*, sans offenser la personne.

Il faut donc qu'il y ait *une cause*, qui, par sa nature, force & contraigne celui qui la soutient, à déshonorer malgré lui la Partie,

Dans ces cas, ajoutoit le Magistrat, les faits injurieux, *mais qui sont exempts de calomnie*, sont la cause même.

Delà deux maximes bien simples; la premiere, *il doit y avoir une cause*; la seconde, lors même qu'il y a *une cause*, les faits employés pour la défendre *doivent être exempts de calomnie*.

Ici, nulle contestation n'existoit entre Me Chamerlat & le Sr Dupuits. Faire des offres réelles du prix d'un bien que l'on a acquis, à des créanciers & délégués opposans, ce n'est point là plaider, ce n'est point là soutenir un procès. Demander que ceux qui recevront le prix, approuvent la vente, c'est demander une chose qui est de droit, & ce n'est pas là plaider encore.

Auroit-on voulu que Me Chamerlat payât, & qu'il restât exposé à ne pas jouir de ce qu'il avoit acquis de bonne foi?

Au surplus, quel parti prend-il, lorsque son oreille est frappée de ces prétentions des sieurs & demoiselles Prévost? Il

renonce à son acquisition, en concluant à la résiliation du contrat. Sa conduite se réduit au dilemme le plus simple : ne voulez vous pas, dit-il au sieur Dupuits, que mon acquisition ait lieu ? « J'y consens. Voulez vous qu'elle subsiste ? J'y consens encore ».

C'étoit constituer le sieur Dupuits Juge dans sa propre cause ; c'étoit rendre l'événement dépendant de sa volonté.

Avant même la demande en résiliation formée par le Lieutenant-Général de Clermont-Ferrant, il n'y avoit point de cause. Depuis cette demande, il y en avoit bien moins encore. Et voilà néanmoins le moment que saisit le sieur Dupuits pour outrager, pour calomnier le premier Juge d'une Sénéchaussée considérable, qui ne lui demande rien, qui ne soutient contre lui aucune contestation, & qui a tout mis en usage, pour ne point avoir le plus léger différend avec lui.

Ainsi, c'est à l'instant où le Lieutenant-Général ne demandoit rien au sieur Dupuits, où celui-ci ne demande rien au Lieutenant Général, & où il ne peut lui rien demander, que se développe la diffamation.

Quel est donc ce nom que l'on doit donner aux écrits injurieux & calomnieux composés par le sieur Dupuits ? On ne peut les regarder comme destinés à une instruction judiciaire : il n'y avoit point de contestation judiciaire. Dès-lors ces écrits sont nécessairement, & ils ne peuvent être autre chose, que des libelles diffamatoires. Cela seul suffit pour en assurer la proscription.

Ce n'est pas tout : le sieur Dupuits est encore dans le cas du second principe établi par M. Portail, que lors même qu'il y a une cause, la défense doit être exempte de calomnie. Rien en effet n'est plus calomnieux, que tout ce qu'a dit le sieur Dupuits contre M^e Chamerlat.

On peut réduire à trois assertions principales, tout ce qu'il a écrit, signifié & imprimé.

Il impute à M^e Chamerlat, 1^o. d'avoir été Conseil & Juge.

2^o. D'avoir formé le projet de lui ravir sa fortune.

3^o. D'avoir pour consommer ce projet, acheté des *droits litigieux* à fonds perdu.

Ces trois assertions sont autant de calomnies.

I. Il est faux que M^e Chamerlat ait été Conseil & Juge. Dans quelle affaire prétend on qu'il ait réuni ces deux qualités?

Le sieur Dupuits va sans doute répondre que ç'a été dans l'affaire entre les sieurs Taillandier & Pradier, que le sieur Dupuits dit représenter aujourd'hui, comme ayant acheté le procès qu'il faisoit au sieur Taillandier.

Or, il est certain, & il est même aujourd'hui avéré de la part du sieur Dupuits, que M^e Chamerlat s'est déporté de la connoissance de cette affaire, aussi-tôt qu'il a entendu prononcer le nom du sieur Taillandier son parent.

M^e Chamerlat aura, si l'on veut, donné des conseils à son parent; il aura, si l'on veut encore, rédigé une demande. Tout ce que l'on pourroit induire de cette supposition, seroit qu'en effet il auroit donné des conseils, & en cela il n'auroit fait que ce que l'on fait tous les jours en pareil cas.

Mais a-t-il été juge? Non. Il n'a rien jugé; quelque chose de plus, il n'y a point eu de jugement à rendre.

Cette premiere calomnie est donc évidente.

II. La seconde calomnie n'est pas moins certaine, & pas moins punissable.

M^e Chamerlat, dit le sieur Dupuits, a formé le projet de » lui ravir son patrimoine, de le frustrer des droits les plus » légitimes qui lui avoient été transmis par l'amitié & la bien-

109

» veillance d'un proche parent, que M^e Chamerlat conteste
» ou fait contester, après avoir acheté à fonds perdu, & sans
» nécessité de la part du vendeur ».

Cette idée d'*acquisition à fonds perdu*, répétée dix fois par le sieur Dupuits, est d'une fausseté révoltante; l'acquisition a été faite pour un prix certain.

Au moins, dit le sieur Dupuits, la vente a été faite sans nécessité.

D'abord, cela seroit vrai, qu'il n'y auroit rien à imputer au Lieutenant-Général de Clermont-Ferrant. La vente est un contrat qui ne dépend que de la volonté du vendeur.

D'un autre côté, l'inculpation est encore d'une fausseté insigne; le sieur Dupuits ne peut la regarder comme fondée, qu'autant qu'il penseroit qu'il n'est pas nécessaire de payer ses dettes, & que l'on ne doit point acquitter les légitimes, que l'on doit à ses freres & sœurs. Si c'est la sa morale, il n'y a rien à lui répondre.

Le mot *ravir*, le mot *violence*, sont synonymes; quelle est donc la violence que l'on pourroit imputer à M^e Chamerlat? On n'articule, on n'allegue contre lui aucun fait de cette nature.

Mais il a acheté du sieur Taillandier! sans doute. Est-il donc défendu à un Juge de faire des acquisitions?

Dire que le sieur Taillandier étoit un vendeur de mauvaise foi, c'est prouver que M^e Chamerlat étoit un acquéreur de bonne-foi.

Vainement, ajoute-t-on, qu'il ne pouvoit pas vendre. Supposons-le pour un instant; & tout ce qui résulteroit de-là encore, seroit que l'on auroit à imputer une faute au vendeur & non pas à l'acquéreur.

La calomnie sur laquelle le sieur Dupuits insiste le plus, est que la demande à fin de résiliation de la vente formée par M^e Chamerlat, n'étoit qu'un jeu; & il ajoute, que M. Chamerlat fournissoit des moyens au sieur Taillandier pour le mettre en état de soutenir qu'il avoit pu vendre valablement.

1^o. Et dans le fait, le sieur Taillandier n'a rien soutenu; car depuis sa demande il n'a signifié aucun écrit.

2^o. Dans le droit, M^e Chamerlat en soutenant que le sieur Taillandier avoit pu & dû vendre, avançoit une chose indubitable.

3^o. M. Chamerlat en se conduisant ainsi, n'a fait que ce que font tous les jours ceux qui sont garantis du trouble qu'ils éprouvent, & qui, lors même que personnellement ils ne veulent soutenir aucune contestation, indiquent alors les moyens dont le garant peut faire usage. Il n'y a dans cette marche rien que de légitime & dont on ne voie tous les jours des exemples dans les Tribunaux. Y trouver des prétextes à cet amas de calomnie, c'est vouloir tout confondre & tout corrompre.

Mais enfin, M^e Chamerlat a-t-il ou non-demandé la résiliation de la vente? Oui, il l'a demandée, lorsqu'il auroit pu s'en dispenser. Que pouvoit-il faire de plus? Sa conduite pure, honnête, louable, inspirée par la délicatesse la plus scrupuleuse, est donc ainsi transformée en crime par le sieur Dupuits. Il dénature les choses, empoisonne les faits les plus innocens, & calomnie ensuite: voilà sa marche.

III^o. L'imputation faite à M^e Chamerlat d'avoir acquis des droits litigieux n'est pas moins révoltante, pas moins calomnieuse.

Le sieur Dupuits doit néanmoins connoître ce qui caractérise

cette acquisition. Par exemple, la cession qu'il a prise qu'il a sollicitée du sieur Pradier, est une cession de droits litigieux : il a acheté un procès contre ses freres & sœurs.

La définition de ce que l'on peut appeller droits litigieux, se trouve dans les loix citées par le sieur Dupuis : les Loix *per diversas & ab Anastasio* disent que les acquéreurs de droits litigieux, sont ceux qui achètent des procès ; elles les appellent *redemptores litium*. Le procès même fait la chose vendue. L'acquéreur se met ainsi au lieu & place de celui qui avoit un procès engagé, pour le soutenir ensuite à ses risques, périls & fortune, au lieu & place du vendeur. En un mot, il est acquéreur de droits litigieux, parce que par les termes de son contrat il achete une chose litigieuse.

Lisons le contrat d'acquisition que M^e Chamerlat avoit faite. Tout y exclut l'idée de procès, & par conséquent de choses litigieuses ; le sieur Taillandier vend avec toute garantie le très petit fief de la Courtade.

Dès-lors, M^e Chamerlat n'est point acquéreur de droits litigieux. Il ne peut donc être dans la classe de ceux dont parlent les Loix *per diversas & ab Anastasio*, puisqu'il n'est point *redemptor litium*.

Allons plus loin, son titre repugne absolument à l'idée d'acquisition de choses litigieuses ; il en est essentiellement exclusif.

Le sieur Dupuits prétend que ce n'est point dans le contrat que l'on doit chercher s'il a ou s'il n'a pas les caracteres d'une acquisition de choses litigieuses ; ce sont les intentions qu'il dit que l'on doit juger, après avoir examiné si M^e Chamerlat devoit savoir, & s'il savoit en effet que les biens qu'il acqueroit étoient grevés de procès. Le sieur Dupuits fait une longue

112
dissertation pour prouver que M^e Chamerlat a dû connoître, & qu'il connoissoit réellement que les biens acquis étoient litigieux.

Après avoir posé des bases fausses, il n'est pas difficile d'en induire de fausses conséquences. Et comme s'il ne suffisoit pas au sieur Dupuits d'en imposer sur les faits, il va aussi calomnier les intentions.

D'abord c'est une erreur monstrueuse de prétendre qu'en cette matière on doit voir dans les actes des choses toutes contraires à ce qu'ils portent; nous ne dirons pas que l'équité, la probité, les mœurs ne permettent pas de soupçonner le mal; mais nous dirons que les Loix s'y opposent avec la plus grande force. Elles veulent que la preuve de l'acquisition des choses litigieuses soit dans le contrat même; plus leur prohibition est rigoureuse, plus on doit se renfermer dans les bornes de l'exception qu'elles établissent.

En admettant, au reste, ce système si bizarre du sieur Dupuits, tout se réduiroit donc, suivant lui à deux choses. La connoissance présumée de procès existans, & même la certitude que ces procès existoient.

Pour ne pas perdre de tems en discussion avec un pareil plaideur, nous soutenons que M^e Chamerlat n'a pas sçu qu'il y eût des procès. Il ne pouvoit même le savoir, puisqu'il n'y en avoit point.

Nous soutenons encore que s'il y en avoit eu & qu'il les eût connus, cela ne donneroit point à son acquisition le nom d'acquisition de *droit litigieux*.

On prétend trouver deux preuves de litige: la première dans la stipulation du droit de retour. La seconde dans ce procès qu'a acheté le sieur Dupuits.

Inutile ici d'entrer dans aucune dissertation sur la question de

de savoir si celui qui jouit avec la stipulation du droit de retour, est un ou non propriétaire incommutable. Ce n'est pas là sans doute une substitution : elle n'en a ni le caractère ni la publicité, ni les effets.

En tout cas, que le sieur Dupuits regarde s'il le veut cette reversion conventionnelle, comme substitution, & même s'il le veut comme renfermant plus de degrés que la substitution la plus formelle, est-ce donc que le grevé n'est pas propriétaire ? N'est-il pas de Jurisprudence qu'il jouit en effet, comme ayant la propriété ?

S'il n'est pas instruit de ces vérités, au moins doit-il savoir qu'il n'y a point de substitution tant que les dettes de celui par qui elle a été établie, ne sont point acquittées : la première chose que l'on ait à faire, c'est de les payer, en vendant des biens de la substitution.

Il doit en être de même sans doute, & à plus forte raison, lorsqu'il n'y a de stipulé qu'un simple droit de retour. Le donataire doit payer les dettes du donateur. Cette obligation est de droit. La donation même dont il s'agit l'imposoit au sieur Taillandier. Elle portoit qu'il payeroit les dettes de la donatrice, & singulièrement les légitimes de ses frères & sœurs. Jusqu'au paiement des dettes, jusqu'au paiement des légitimes, il n'y a point de donation.

Or, qu'a-t-on fait, dans l'espèce actuelle ? Le sieur Taillandier a vendu, non pour s'approprier le prix, mais d'après la nécessité la plus pressante, celle d'acquitter les dettes de la donatrice.

Voilà ce que l'on auroit à dire, si M^e Chamerlat eût vraiment connu cette reversion conventionnelle. On pourroit porter les choses plus loin encore ; discuter le point de droit en lui-même, & démontrer que le droit de retour conven-

tionnel n'empêche le donataire d'affecter, hypothéquer & aliéner, qu'autant qu'il se trouve à cet égard dans la donation la prohibition d'aliéner.

Mais cela n'est point nécessaire : il ne s'agit pas ici de dettes contractées par le sieur Taillandier ; il s'agit des dettes contractées par la donataire elle-même.

Au surplus, & dans la vérité, M^e Chamerlat a cru & a dû croire, d'après des faits, d'après des actes publics, que le sieur Taillandier jouissoit, comme plein & absolu propriétaire.

Les preuves de cette vérité ne sont point étrangères à la famille du sieur Dupuits, ni à lui-même. Le sieur Prevot de Bord, son frere, avoit fait saisir les biens ; on pouvoit donc les vendre judiciairement, & dès-lors on pouvoit les vendre volontairement.

Aussi, la plus forte partie, après la saisie-réelle, avoit été vendue volontairement au sieur de Chanvassaigne. Le sieur Dupuits n'a point attaqué la saisie-réelle, comme faite *super non domino*. Il n'a pas attaqué non plus la vente volontaire ; il étoit donc certain & notoire que le sieur Taillandier vendoit & pouvoit vendre.

Ainsi dans le droit, & suivant les loix, il n'est point permis de regarder comme une acquisition de choses litigieuses, une acquisition dont le contrat ne porte pas l'empreinte, les termes, les expressions qui caractérisent une acquisition de cette espece.

Dans le fait, M^e Chamerlat n'a traité que d'après la foi publique, tout le monde croyoit, tout le monde devoit croire que le sieur Taillandier avoit le droit de vendre, il devoit vendre en effet, & eût-il été grevé de substitution, il auroit dû vendre encore pour payer des dettes aussi sacrées que l'étoient les légitimes de ses freres & sœurs.

115

Sur ce point il n'y avoit pas de procès ni existans, ni à naître; il ne pouvoit même y en avoir. Comment donc pouvoir appliquer le vice de *litige*, à une vente de cette espece?

Mais ce vice, dira-t-on peut être, existoit au sujet du procès qu'avoit le sieur Pradier, & que le sieur Dupuits avoit acheté en y faisant inférer que les loix *per diversas & ab Anastasio*, n'auroient point d'autorité contre lui.

Un pareil argument s'écroulera toujours par cela seul, que la vente n'a point été faite à Me Chamerlat, à la charge de soutenir ce prétendu procès, à ses périls & risques.

Encore un coup, il n'en faut pas davantage pour établir qu'il n'y a point d'acquisition de droits litigieux.

Le vendeur, dit-on, devoit faire jouir, au moyen de la garantie; il se seroit défendu contre le sieur Dupuits, par là le procès auroit été discuté & jugé.

N'est-il donc pas permis de se défendre contre le sieur Dupuits? Est-ce là un délit, un crime? On voit bien qu'il veut se rendre terrible dans ses attaques, effrayer, par ses calomnies, ceux qui pourroient avoir des débats contre lui. Ce n'est pas là une raison pour renoncer à des droits acquis, & à la liberté naturelle de se défendre.

Quel est donc après tout, ce procès qu'il a acheté, & dont il se sert pour fabriquer des armes si dangereuses?

Le silence qu'il a gardé sur ce point dans ses énormes écritures, nous a fait désirer de savoir en quoi consistoit ce procès dont il parle sans cesse, & dont il laisse toujours ignorer l'origine, la cause & l'objet. Une note trouvée dans le sac du sieur Taillandier, rend compte des faits; & les voici tels que cette note les fournit.

En 1727, Jacqueline de Bord, & Jean Pradier, son mari,

ont vendu à Charlotte Sugier , veuve en premieres nocces d'Antoine de Bord , leur part & portion dans la succession de ce particulier , moyennant 5000 liv.

Jacqueline de Bord & Jean Pradier son mari , ont obtenu des lettres de rescision contre cette vente. Ellès ont été entéri-nées par Sentence , confirmées par Arrêt.

Mais après la Sentence & l'Arrêt , nouveau traité le 9 No-vembre 1737 , entre Jacqueline de Bord & Jean Pradier , avec Charlotte Sugier , veuve d'Antoine de Bord. Les vendeurs ont confirmé , au moyen d'un supplément de prix , la vente qu'ils avoient faite. Un Arrêt du 18 Juillet 1783 l'a homo-logué.

En conséquence , Charlotte Sugier , ayeule du sieur Du-puits , sa mere , & le sieur Taillandier son frere , ont toujours joui de ce bien , acquis en 1727.

Cependant en 1777 , cette même Jacqueline de Bord fait assigner le sieur Taillandier & le sieur Prevot de Bord , ses deux neveux , comme héritiers de leur mere , qui étoit héri-tiere de leur ayeule , en délaissement de ces biens , vendus en 1727 , & en restitution de fruits. Il y a eu un appointement sur cette demande. On croyoit vraisemblablement que le Sr Taillandier ne retrouveroit pas ni le traité de 1737 , ni l'Ar-rêt d'homologation de 1738. On s'est trompé : le traité , l'Arrêt ont été opposés ; le sieur Pradier qui avoit repris au lieu & place de sa mere , n'a plus voulu plaider.

C'est dans cet état , qu'il a cédé ses prétendus droits au sieur Dupuits. Croit-il donc que l'on regardera comme un procès existant, une contestation terminée par une transaction, par un arrêt , & par 50 ans de possession de bonne foi de la part de ses pere & mere ? De l'Im

117

Ainsi, & à toutes sortes d'égards, il est démontré que le Lieutenant général de Clermont-Ferrant ne peut être considéré comme un acquéreur de droits litigieux. La justification de ce chef de la Sénéchaussée de Clermont-Ferrant, est aussi complète que les outrages, qui lui sont faits, sont graves, injurieux & calomnieux. Dans tous les tems la Cour l'a honoré de sa protection. Il s'en est toujours rendu digne. Que l'on consulte les personnes les plus qualifiées de sa province, ils feront l'éloge de sa conduite. Néanmoins le voilà diffamé, décrié par un Avocat de son siege. Plus cet Avocat a étudié l'art de calomnier, plus il a fait d'efforts pour accréditer ses calomnies, & plus il devient indispensable de le punir comme calomniateur, & comme auteur de libelles diffamatoires.

Monsieur JOLY DE FLEURY, Avocat-Général.

M^e HUTTEAU, Avocat.

BUSCHE, Procureur.



MEMOIRE

SIGNIFIÉE.

POUR le Comte de RIANCOURT, & Dame ANTOINETTE
DE TIERCELLIN sa femme, fille & unique héritière de
Messire ETIENNE, Comte de Tiercellin, Chevalier, Sei-
gneur de Beaucourt, & de Douleger : Intimés.

CONTRE NICOLAS TILLETTE, Ecuyer, Seigneur &
Patron de Longvillers, Seigneur d'Offincourt & autres lieux, Ap-
pellant de Sentence rendue au Bailliage d'Amiens, le 7 Juillet 1748.



A directe, sur un demi arpent de terre, placé au
centre du fief de Douleger, a engagé la contesta-
tion d'entre les Parties. Le Comte de Tiercellin,
auteur du Comte de Riancourt, servi & reconnu
dans tous les tems, & par tous les tenanciers, a vû
passer ce demi arpent dans la main du Seigneur de
Longvillers, il l'a sur le champ revendiqué.

Le combat n'a pas été de longue durée, le Comte de Tiercellin,
avoit des titres généraux & particuliers, des titres, précis & absolus,
le Seigneur de Longvillers opposoit des actes ténébreux, équivoques
& suspects à tous égards, la préférence a été décidée en faveur du
Comte de Tiercellin.

Si l'expérience n'apprenoit pas que souvent en procès, l'évidence
des principes, la clarté des titres, la raison même, ne servent qu'à
aigrir un Adversaire, on seroit étonné que le Seigneur de Longvillers
eût pensé à se pourvoir, & soutenir en la Cour une prétention qui
est autant contraire aux usages de la féodalité, que la Sentence qu'il
a proscrite, y est analogue; il veut se faire un petit établissement,
s'ériger une Seigneurie, une directe particulière, au milieu d'un fief
qui appartient au Comte de Riancourt, l'idée est revoltante; quoi-
qu'il en soit, il attaque la Sentence, c'est à la possession, aux titres
respectifs, qu'il appartient de la justifier.

Le Comte de Riancourt en réunit de deux especes. Titre général, fondé sur l'enclavé du fief, titres particuliers, fondés sur des déclarations censuelles des enfaînemens, des aveux & dénombremens, revêtus des formes prescrites par les loix; l'analyse de ces titres va commencer la discussion; leur parallèle avec ceux du Seigneur de Longvillers doit la terminer.

P R E M I E R E P A R T I E.

Il est constant au Procès que le demi journal de terre contentieux est placé au milieu du fief de Douleger, & que les tenemens qui l'environnent, payent le cens au Seigneur de ce fief, il n'est pas moins certain que le territoire de ce fief circonscrit & limité.

Or il est de principe qu'un Seigneur qui est fondé dans le droit de territoire circonscrit & limité, est réputé Seigneur direct de tous les héritages que son territoire embrasse.

Pour détruire cette présomption, il faut des titres clairs & précis; car dans le doute, le combat se décideroit en sa faveur.

Parmi les titres dont on peut attaquer cette présomption de droit, un acte de foi solitaire, une déclaration, un dénombrement ne suffiroit pas, surtout en roture; des déclarations mêmes triplées, suivies de perception de cens pendant 30, ou 40 ans, qui auroient été passées entre le Seigneur & le Censitaire partout ailleurs que dans un terrier fait en conséquence des Lettres dûment vérifiées, seroient suspectes de clandestinité, d'autant plus, dit Guyot en son Traité des Fiefs, Chap. 4, Tit. des prescriptions, qu'en roture, les ouvertures n'éclatent pas comme en fiefs, & que par succession le Seigneur n'a rien, si ce n'est en pays où il y a relief de roture, d'où il conclut que de pareils actes sont insuffisantes.

Tel est encore le sentiment de Loizeau Traité des Seigneuries, Chap. 12, il soutient qu'il n'y a que des titres peremptoires qui puissent disputer la directe à une Seigneurie enclavée. M. le Prestre, Cent. 3. Chap. 48, dit que le Seigneur du territoire est fondé de droit commun, surtout de ce qui est de l'étendue de son territoire. Dumoulin ce flambeau de notre Droit Coutumier, & qui a plus approfondi que personne la matière des fiefs. Après avoir balancé sur l'art. 68 de la Coutume de Paris, N. 4 & 5 les raisons que l'on pouvoit opposer au principe. Conclud. . . . *quod habens territorium limitatum in certo jure sibi competente in illo territorio est fundatus jure communi in eodem jure, in qualibet parte sui territorii Tunc habet fundatam intentionem, quod quilibet possessor fundi in illo territorio, teneatur eum agnoscere infendum, vel in censum, & quod res non ab alio movens, nisi hoc clarè per possessorem probetur.*

Auzanet sur l'article 124 de la Coutume de Paris est de même avis, il cite à ce sujet un Arrêt rendu en faveur du droit d'enclave sur l'autorité de Loizeau. On pourroit citer une foule d'autres auteurs, mais la force du droit d'enclave, est si connue parmi nous, qu'elle ne peut permettre aucuns doutes; c'est un titre général & ab-

121
 solu, qui reclame perpétuellement la directe sur son territoire, qui porte toujours avec lui la preuve de cette directe, il n'a besoin d'aucun secours, & si quelqu'un veut détacher quelques portions, il faut qu'il prouve comment il est devenu Seigneur, qu'il fasse voir le titre qui lui a procuré la portion de Seigneurie, qu'il prétend, & le démembrement de l'enclave; mais comment se prouve l'enclave? Faut-il rapporter un Procès-verbal de bornage? Non, il suffit de prouver qu'une universalité de terre étant de proche en proche qu'un certain climat contenu fait le service, autrement, dit Loizeau, Tit. des Seigneuries, Chap. 12 p. 101, il y auroit peu de Seigneurs, qui eussent droit de territoire, s'il falloit qu'ils fissent apparoir, ou de bornes visibles, ou de titres anciens justificatifs des bornes de leur territoire.

Telle est l'espèce où se trouve le Comte de Riancourt, il n'y a pas un tenancier, dans l'étendue du fief de Douleger, qui ne reconnoisse le Comte de Riancourt, & ne lui paye le Cens; il a donc pour lui l'enclave, & par quelle fatalité le demi journal en question ne le serviroit-il pas, puisque tous les héritages qui l'environnent tous ceux qui sont dans les limites du fief le servent? Comment a-t-on détaché ce tenement du fief? Comment le Seigneur de Longvillers a-t-il pu percer la Seigneurie, s'établir au milieu, & s'y faire un établissement d'un demi journal de terre? L'énigme est indissoluble.

Mais, dit le Seigneur de Longvillers, il sembleroit à vous entendre que vous seriez Seigneur de tout le territoire, vous allez même jusqu'à prétendre que vous êtes Seigneur de la Paroisse, & il y a dans le canton six fiefs qui ne relevent pas de vous, vous n'êtes pas même Haut-Justicier, & actuellement je cherche des titres, pour vous faire voir que le demi journal dont il s'agit, tient d'un côté à Boquet, & que j'ai la directe sur le tenement de Boquet.

Ces objections sont peu importantes; 1°. quoiqu'il y ait dans la Paroisse nombre de fiefs, cela n'empêche pas que l'Eglise ne soit bâtie sur le territoire de celui de Douleger, & comme les auteurs du Comte de Riancourt ont toujours possédés ce fief, il ont dans tous les tems jouit exclusivement des droits honorifiques de l'Eglise, & été regardés comme les Seigneurs primitifs de la Paroisse.

Que le fief de Douleger soit environné d'autres fiefs, il a cela de commun avec toutes les Seigneuries du Royaume; mais cela n'empêche pas qu'il n'ait un territoire circonscrit & limité. Quand on supposeroit même qu'il ne seroit pas décoré de la Haute-Justice, ce qui est contre toute vérité; cela seroit encore indifférent; car le Comte de Riancourt ne reclame pas la directe à cause de sa Justice, mais à cause de l'enclave du fief même.

Il y a deux sortes d'enclaves, celle de la Haute-Justice, celle de la directe Seigneurie; la première donne au Seigneur Haut-Justicier la grande main sur tout le territoire qui se trouve enveloppé dans sa Justice, tellement qu'il en est présumé Seigneur directe.

La seconde est celle de la directe Seigneurie quand elle paroît, elle exclut le Haut-Justicier, parce qu'il n'a pour lui qu'une présomp-

tion, laquelle doit céder à une vérité prouvée; c'est ce qui est encore disertement traité par Loizeau, traité des Seigneuries, Chap. 12. p. 104.

A l'égard de la troisième objection, on attend que le Seigneur de Longvillers ait fait ses recherches, on est dispensé de répondre à la proposition d'un futur contingent, qui est plus l'aveu de sa défaite, qu'un moyen de défense.

On observera seulement que quand il seroit autant vrai, qu'il est supposé que le tenement de Boquet, auquel celui en litige, tient immédiatement, seroit sous la puissance du Seigneur de Longvillers, il n'en resulteroit rien contre l'enclave, parce que le tenement de Boquet se trouveroit encore au centre de la Seigneurie, & l'un & l'autre seroient environnés de toutes parts d'autres tenemens, que le Seigneur de Longvillers reconnoît être dans les limites de la Seigneurie de Douleger; par conséquent, l'enclave n'en seroit ni détruite, ni affoiblie. * D'où il résulte que le Comte de Riancourt, a en sa faveur un titre général de directe sur la totalité du fief de Douleger; mais il n'est point borné à ce titre, il en a une foule de particuliers qui se referent au terrain contentieux, & qui tous concourent également à assurer les droits d'une manieres invariable.

* Voir le plan qui est joint au procès, & auquel le Seigneur de Longvillers n'a reproché aucune inexactitude, & les registres des aveux & dénombremens, qui sont produits, tous prouvent l'enclave.

Analise des titres particuliers du Comte de Riancourt.

Pour l'intelligence de ces titres, il faut observer que dans le principe, le tenement sur lequel le demi journal de terre en question s'étend, étoit composé de trois journaux; il a été partagé, & on voit par les titres que dans le seizième siècle, Pierre le Sot possédoit moitié, pour laquelle Jeanne le Sot sa fille, conjointement avec Pierre Boquet son mari, reconnurent en 1706 les auteurs du Comte de Riancourt; la même chose a été faite en 1733 par Jean Boquet leur fils, c'est pour ce tenement que le Seigneur de Longvillers dit qu'il cherche des titres.

L'autre moitié étoit possédée par Jean Scellier, lequel en passa déclaration le 19 Septembre 1669, elle fut reçue par le Greffier & le Bailli de la Justice de Douleger; elle est produite au Procès; c'est dans cette moitié que le demi journal en question est placé.

Le 18 Juillet 1691, le Seigneur de Douleger donna son aveu & dénombrement au Seigneur de Ribaucourt son Suzerain, dans la forme des Coutumes, & l'on y trouve F^o. 7 R^o. les trois journaux en deux articles, dont un journal & demi possédé par Jean Scellier, l'autre par les héritiers de Jacques le Sot, chaque moitié chargée de 13 s. 6 d.

Dans trois cueuilloirs successifs, qui remplissent l'espace de près d'un siècle, & dont le dernier a commencé en 1733, on y retrouve ce tenement suivant l'ordre de division qu'il avoit reçue par succession de tems.

Jean de Brailly ayant acquis un demi journal, dans le journal & demi

128

3
demi possédé par Jean Scellier, par Contrat du 3 Août 1693, il la présenta aux Officiers de la Justice de Douleger le 27 Mars 1694, qui l'ensaisinerent. Et le 22 Juin 1706, il donna sa déclaration, laquelle fut encore reçue par les mêmes Officiers.

Le 2 Juillet de la même année 1706, Pierre Caulier, & Noël Doneger, mari & bail de Marguerite Caulier, sœur de Pierre, tous deux enfans & héritiers de Jacques Caulier, qui avoit acquis de Jean Scellier, donnerent dans la même forme leur déclaration d'un journal de terre, lequel joint au demi journal de Jean de Brailly, remplissoit le journal & demi de Jean Scellier. *

* Fol. 38 rect.
Registre des
aveux de cette
année.

Le 20 Mars 1733, François Gricourt, tant en son nom comme commune, que comme tutrice de ses enfans mineurs, & de Pierre Caulier, donna sa déclaration en la Justice de Douleger pour un demi journal, du journal & demi que Jean Scellier son mari tenoit de la succession de Jacques Scellier son pere, & pour un autre demi journal qu'ils avoient acquis de Jean de Brailly pendant leur Communauté.

Cette chaîne de titres, dont la forme publique ne permet rien à la critique, ne laisse aucuns doutes sur la directe de Douleger, c'est le siège de la Seigneurie, c'est là où le service s'est toujours fait, non seulement par les tenanciers voisins du tenement en litige, mais par tous ceux qui l'ont possédé successivement.

Mais, dit le Seigneur de Longvillers, toutes vos déclarations quoique présentées & reçues par les Officiers de votre Justice, ne sont que des actes privés, dès qu'il n'y a pas de loi qui oblige à fournir ces actes aux Justices des Seigneurs. D'ailleurs la redevance qu'elles énoncent, n'est qu'un droit foncier; car on ne trouve dans aucunes le mot *cens* exprimé, non plus que ses accessoires.

Peut-on de bonne foi hasarder de pareilles objections? Des déclarations fournies & reçues par les Officiers d'une Justice, seront des actes privés; on refusera à l'ouvrage même de la Justice l'autenticité qui est accordée à celui d'un Notaire d'un Tabellion; les Officiers n'ont donc plus de caractère de fonctions publiques, qu'est-ce donc qui ignore que le principe de toutes les Justices seigneuriales, a été de faciliter le service, la prestation des droits & devoirs attachés à la Seigneurie? Que c'est par cette raison que tous les actes domaniaux se passent en leur Justice, c'est leur Tribunal naturel, il n'a été institué que pour eux. Qui peut ignorer encore, que les Officiers des Seigneurs ont dans leurs fonctions un caractère de foi publique, parce que leur Ministère est public, parce qu'il partage de la puissance publique; c'est une émanation du Souverain, une portion de son autorité qui leur est confiée, il est la source dit Loizeau d'où dérivent toutes les Justices; & comment peut-on traiter d'actes privés, & pour lesquels les Officiers des Seigneurs n'ont pas de caractère, des actes qui ont une relation directe aux droits constitutifs de la Seigneurie, aux fonctions, au principe, à la cause unique de l'institution de la Justice? Cela est pitoyable.

La seconde objection n'est pas plus solide; la Coutume d'Amiens

* Dans la première déclaration qui est de Jean Scellier, il reconnoît devoir, pour raison de son héritage qu'il tient, dit-il, *cottièrement*.

ne connoît que deux sortes de mouvances, la féodale & la cottière; & pour les distinguer, elle n'indique d'autres termes que ceux de *vassal*, ou *tenancier cottier*, ou *tenement cottier*, articles 181, 189, & 198. Dans les articles 181 & 198, quand elle veut parler de l'héritage censier, du censitaire, elle ne se sert pas d'autres termes que de *tenement cottier*, *tenancier cottier*. Or dans les déclarations fournies par les censitaires, & dans les aveux & dénombremens que les auteurs du Comte de Riancourt ont donnés aux Suzerains, on trouve par-tout que le tenement en question est tenu *cottièrement*. * On a donc parlé le langage de la loi; & dès qu'elle a attaché aux mots *tenancier cottier*, *tenement cottier*, l'aveu d'un héritage roturier, tenu à cens, on n'a pas eu besoin d'autres expressions pour marquer, désigner la censive.

Au reste, que le terme de *tenancier* soit générique, qu'il signifie le cens, le fucens, le champart, ou toute autre redevance & charge foncière, qu'il laisse des doutes sur le genre de la redevance, ce sera toujours à la possession, à l'usage à lever le doute, à expliquer le droit. Or l'usage de la redevance que doit le tenement en question, caractérise formellement une directe; les enfaisinemens qu'il a produits en sont une preuve complète. L'exemple des autres tenemens qui composent le corps du Fief vient au secours & achève la conviction; tous payent le cens, tous produisent des lods & ventes, des enfaisinemens. Peut-il être d'une condition différente, se trouvant ainsi enveloppé de toutes parts d'héritages servans, placés au milieu d'une circonscription qui porte avec elle la directe générale sur toutes les terres qu'elle contient? Il est donc prouvé que le Comte de Riancourt a des titres généraux & particuliers; il a encore une possession qui ne lui est pas contestée: donc la directe lui appartient; & si on prétend l'attaquer, on ne le peut faire qu'avec des titres péremptoirs & une possession suivie, publique & tranquille. Voyons si le Seigneur de Longvillers se présente de cette manière.

S E C O N D E P A R T I E.

Le Seigneur de Longvillers se fonde principalement sur trois déclarations ou aveux qui ont été rendus à ses Auteurs en 1550, 1588, & 1669, & un prétendu dénombrement que ses Auteurs ont donné à leur Suzerain le 15 Octobre de la même année 1669. Qu'il a peu à se promettre de ces pièces!

La forme dans laquelle elles sont, doit les faire rejeter du Procès. Elles sont sous signature privée; par conséquent on ne pourroit les opposer à leurs propres Auteurs qu'autant qu'elles seroient reconnues avec eux, & leur signature constatée; à plus forte raison ne peut-on pas s'en faire des titres contre le Seigneur de Riancourt, qui n'y a aucune part non plus que ses Auteurs. *Quando catalogus*, (dit Dumoulin, *verb. denomb. §. 11.* & non pas art. 10. & 11. de la Coutume, comme on a prétendu, par erreur, que le passage étoit indiqué,) *non habet formam publicam & autenticam, & tunc, cum sit scriptura privata, de se neque probat, neque prejudicat, etiam inter easdem partes.*

7

L'ancienneté de la pièce n'a pû captiver le suffrage de cet Auteur par les inconvéniens qui en résulteroient ; & quand elle n'a pas d'autres preuves particulieres , il soutient qu'elle ne forme pas la plus légère présomption. *Et teneo , continue-t-il , si est omni alio adminiculo destituta , quod nullum gradum probationis faciet , nec etiam simplicem præsumptionem.*

Il ne faut pas non plus présenter de pareilles pièces à Guyot , puisqu'il ne les admettroit pas contre une enclave , quand même elles seroient passées pardevant Notaires , dès qu'elles ne se trouveroient pas dans un Terrier fait en conséquence de Lettres publiées & vérifiées.

Loiseau , qui veut des titres péremptoires , n'en feroit pas plus de cas ; finalement la Coutume les rejette absolument. Celle de Paris , art. 8. veut que l'aveu & dénombrement soit en forme probante & authentique ; celle d'Amiens , qui régit les Parties , art. 14. exige la même forme , ou au moins il faut qu'il soit accompagné du scel du vassal. Ainsi le texte de la Loi , les Auteurs , tout conspire également contre les pièces du Seigneur de Longvilliers.

Oh mais , ces articles ne s'appliquent qu'aux Fiefs. Dupleffis , en son Livre 5. s'est chargé de la réponse.

» Comme ès Fiefs le dénombrement est dû pour conserver la con-
 » sistance de la tenure , aussi la déclaration est due pour les censives
 » & doit être baillée *en forme probante & authentique* , aux frais du sujet ,
 » & contenir toute la consistance de l'héritage censif par tenans &
 » aboutissans , la qualité du cens dont il est chargé , & le jour auquel
 » il est dû.

» Cette Coutume n'a pourtant point du tout parlé de cette déclara-
 » tion ; mais il se faut régler en cela sur l'esprit général du Droit
 » François , joint l'exemple des rentes dont le titre nouvel se doit tou-
 » jours bailler ; car s'il en est ainsi des simples rentes , volantes , cela
 » doit avoir lieu à plus forte raison pour les charges & redevances
 » non-seulement réelles , mais aussi *Seigneuriales* , dès que la déclara-
 » tion est véritablement titre nouvel.

D'après cet Auteur , il n'y a aucune différence entre la forme des déclarations censuelles , & celle des aveux & dénombremens. En effet , les uns & les autres ont le même objet , de conserver toutes les parties de la Seigneurie , & qu'il ne puisse s'en éclipser aucunes sans le consentement du Seigneur féodal ou censier ; & c'est ce qui a porté Guyot à penser qu'il falloit des déclarations passées à un Terrier , autrement il les regarde comme des actes ténébreux , concertés entre le Seigneur & le Censitaire. Et si en effet on admettoit des pièces sous feing-privé , faites *in gremio Domini* , il n'y a point de Seigneur , comme le dit Dumoulin , qui avec le tems , ne pût se faire des titres à discrétion , *alioquin sequerentur inconvenientia quod quis posset lapsu temporis sibi probationes fabricare.*

C'est en vain que pour donner quelque crédit à ses pièces , le Seigneur de Longvilliers prétend qu'elles doivent faire foi tant qu'elles ne sont pas déniées , que l'Edit de 1684 y est précis ; car cet Edit n'a eu en vûe que les actes qui émanoient de la personne assignée , &

contre laquelle on poursuit la condamnation ; cela se voit par le premier de ses articles , qui porte que celui qui demandera le paiement d'une promesse , ou l'exécution d'un autre acte , sera tenu &c.

» L'art. 4. dit ensuite que si le Défendeur , dénie dans la plaidoirie de » la cause ou devant l'instruction d'un procès , la vérité des pièces sous » seing-privé &c. L'article 11. prononce une amende contre ceux qui déniront leurs propres écritures & signatures.

Ainsi il est évident que cet Edit n'a entendu parler que des actes propres à la personne assignée , & point du tout de ceux où elle n'a point parlé , non plus que ses auteurs. La peine de l'amende portée en cet Edit fait voir qu'on ne peut pas lui donner un autre sens ; car cette amende ne peut être prononcée que contre celui qui désavoue sa signature , son ouvrage , c'est en haine de sa mauvaise foi. Et si on donnoit un sens plus étendu à l'Edit , le Défendeur marcheroit toujours entre deux écueils également dangereux : car ou il seroit obligé par crainte de reconnoître une signature qui pourroit être fausse ; ou s'il la désavouoit & qu'elle fût vraie , il encoureroit l'amende. Et pourquoi cela ? Parce qu'il auroit obéi à une Loi qui l'auroit forcé de s'expliquer sur une vérité qu'il ne pouvoit pas sçavoir , sur des écritures & signatures qu'il lui seroit physiquement impossible de connoître ; des écritures , comme dans l'espece de celles en question , qui ont plus de deux siècles , & qui sont à tous égards étrangères au Comte de Riancourt & à ses auteurs ; des écritures enfin sur lesquelles il ne pourroit parler qu'avec la même indiscretion , soit qu'il les niât , ou qu'elles fussent avouées. Or peut-on supposer à l'Edit de 1684 , un point de vue aussi injuste , sans donner dans l'absurdité ? Il a bien eü pour objet de donner à une écriture privée un état de certitude qu'elle n'a pas , mais jamais de forcer celui à qui la piece est opposée à la nier ou la reconnoître , au hazard , sans connoissance & sans être instruit.

Aussi ce n'est pas ainsi que cela se pratique ; car quoi qu'une signature-privée n'acquière le caractère de foi que par la reconnoissance ou la vérification , pour sçavoir si celui auquel on l'oppose doit la nier ou la reconnoître , on distingue :

Lorsqu'il s'agit d'écritures ou de signatures personnelles , nul doute qu'il faut une dénégation expresse ; mais quand il s'agit de celles dont un tiers est auteur , il suffit à celui contre lequel on veut s'en servir de dire *qu'il ne les reconnoît pas*. Denisart , *verb. ver.*

Ce juste milieu prévient tous les abus ; car obliger une personne à reconnoître ou désavouer sa signature , cela est juste , parce qu'il est en état de la connoître ; mais obliger à pareille chose pour des actes inconnus , où l'on n'a pris aucune part , & qui par leur ancienneté ne permettent pas même que l'on puisse s'instruire sur leur sincérité , ce seroit le comble de l'injustice : ce qui fait suffisamment voir que l'application que l'on voudroit faire de l'Edit de 1684 , à notre espece , est absolument déplacée , avec d'autant plus de raison , qu'il n'oblige point du tout à reconnoître comme pieces capables de prouver une directe Seigneurie , & de l'enlever au Seigneur qui a le droit d'enclave , des déclarations & des aveux qui ne sont point de son fait , qui sont pu-
rement

127

rement l'ouvrage d'autrui, & souvent faits à dessein de le dépouiller, & surtout quand ces actes ne sont pas dans la forme prescrite par les Loix : défaut qui leur ôte tout caractère de foi, & qui les représente comme des actes mandés & qui ne méritent aucune confiance. Ainsi tout ce qui résulte de l'objection du Seigneur de Longvilliers, c'est qu'en voulant obliger le Comte de Riancourt à avouer ou désavouer les pièces qu'il a produites, il est convenu que ces pièces, dans l'état où elles sont, n'ont aucun caractère de foi ; de manière que s'il veut le leur donner, il doit les faire vérifier, c'est son affaire : encore cela ne serviroit à rien ; car tel que fût l'événement, elles se trouveroient combattues par celles du Comte de Riancourt ; & dans le doute l'Enclave feroit pencher la balance en faveur du dernier : cela est incontestable.

Si les pièces du Seigneur de Longvilliers pèchent en la forme, si elles sont suspectes par le défaut d'authenticité ; combien les soupçons n'augmentent-ils pas quand on les examine en elles-mêmes ? Cette discussion va mettre le sceau à la défense du Comte de Riancourt.

La première, datée du 15 Juillet 1550, est une déclaration sous signature-privée donnée par Thomas Scellier, Prêtre, du tenement en question, à cause du Fief *Populo*, dans laquelle Scellier reconnoît devoir 6 s. 6 d. pour & au lieu de l'affranchissement du droit de rente dont le manoir étoit chargé.

La première observation sur cette pièce, est que le Seigneur de Longvilliers ne possède pas le Fief *Populo* ; c'est le sieur Gaillard. La seconde : Ce Fief n'a jamais eu de droits sur le territoire de Douleger, & le sieur Gaillard n'en a jamais prétendu : ce qui sappe le système du Seigneur de Longvilliers jusques dans ses fondemens ; car que le demi arpent en question ait été anciennement sous la puissance du Fief *Populo*, dès qu'il ne le possède pas, sa prétention n'a plus de cause, & par conséquent d'effet.

Pressé par cette réponse, à laquelle il n'y a pas de réplique, il nous dit que le nom du Fief est indifférent, qu'il lui suffit de retrouver à Douleger le tenement sur lequel cette déclaration lui donne la directe. Mais c'est un sophisme ; car ce n'est pas le Fief *Populo* qui doit ; ce n'est pas le tenement en question qui s'appelle *Populo*, mais c'est ce tenement qui doit au Fief *Populo* ; c'est comme propriétaire, Seigneur, & à cause de ce Fief que la redevance de 6 s. 6 d. est due & reportée au Seigneur de Longvilliers : donc il ne peut pas séparer la redevance du Fief, posséder l'un sans l'autre ; par conséquent il ne lui suffit pas de retrouver l'héritage servant dans les titres, il faut qu'il prouve qu'il possède le dominant, celui qui doit être servi, & à qui la redevance est due. Et comme elle appartient au Fief *Populo*, & qu'il ne jouit pas de ce Fief, il ne peut pas avoir la redevance. Le nom du Fief n'est donc pas indifférent ; au contraire, il est décisif, le Seigneur de Longvilliers ne peut pas diviser son titre : prétendre la redevance qu'il annonce sans posséder le Fief à qui elle est due, cela est incontestable.

Ces réflexions prouvent évidemment que la déclaration de 1550, est de ces actes mandés, où le Seigneur de Longvilliers s'est fait re-

connoître dans l'obscurité une Seigneurie , des droits qu'il desiroit avoir , mais qu'il n'avoit pas ; & voilà le germe de toutes les variations qui se trouvent dans les actes qui ont suivi : car dans la déclaration que Jean Scellier a donnée le 26 Août 1588 , & dans celle de son fils donnée le 29 Octobre 1669 , non plus que dans l'aveu & dénombrement que le Seigneur de Longvilliers donna à son Suzerain le 15 Octobre de la même année 1669 , on ne retrouve plus ce Fief *Populo*. Mais combien d'autres n'en va-t-on pas voir ?

Par le dénombrement de 1669 , les terres qui le servent doivent le sixieme denier en cas de vente ; & dans la déclaration de 1550 , il est parlé de seize deniers. Le dénombrement reporte un droit de venterolles : la déclaration n'en parle pas.

La déclaration de 1588 n'est pas plus d'accord. 1°. Au lieu d'un cens de six sols six deniers , elle porte six sols tournois ; elle ne parle ni de vente , ni de venterolles , ni du relief & autres droits ; tout est borné à six sols de redevance.

Enfin la déclaration de Jean Scellier , Clerc , donnée le 29 Octobre 1669 , ne s'accorde point du tout avec l'aveu & dénombrement fourni quinze jours avant au Suzerain , non plus qu'aux déclarations fournies en 1550 & 1588 ; elle ne parle point du cens , mais d'une redevance de six sols pour l'affranchissement de rente ; elle parle d'un relief , dont celle de 1588 ne dit pas un mot ; ensuite on y voit une exemption de mort , vif-herbage , afforage , thoulieux & colombier , & elle se termine par donner le droit au Seigneur de venir chasser par son Meûnier , avec un mulet & non d'autre espece , ayant une sonnette ou clochette pendue à son col.

Il faut convenir qu'il n'est pas aisé d'expliquer les énigmes que cette pièce renferme. Car que signifient ces affranchissemens , qui s'étendent jusqu'au colombier ? Scellier prétend-t-il priver les pigeons du Seigneur de se promener sur son tenement ? ou à la faveur d'un journal & demi de terre en roture , prétend-t-il avoir droit de colombier ? C'est ce qu'on ne sçait pas.

Que veut encore dire ce droit de chasser , qu'il reconnoît appartenir au Seigneur , qu'il avoue avec son Meûnier , un mulet , & non d'autre bête , pourvû qu'il ait une clochette ou sonnette pendue à son col ? Il n'y a point de bannalité à Douleget ; & Scellier , avec son journal & demi de terre , a-t-il prétendu en former une , ou donner la faculté de chasser en conséquence d'une qui n'existoit pas ? Ou , étoit-ce Scellier lui-même qui prétendoit avoir la bannalité sans moulin , ou en affranchir le Seigneur de Longvilliers ? En vérité une pareille piece est le chef-d'œuvre du ridicule. Aussi , que l'on parcoute le dénombrement que le Seigneur avoit donné à son supérieur peu de jours avant , il n'y est pas dit un mot de tous ces droits ; il parle seulement d'une redevance de 6 s. pour l'affranchissement d'un champart roturier , de maniere que ces quatre pieces se croisent les unes & les autres ; & si elles ont quelque rapport ensemble , ce rapport tend uniquement à anéantir la prétention du Seigneur de Longvilliers : C'est ce que l'on va voir.

La déclaration de 1550, porte 6 l. 6 d. de redevance « pour & au lieu de l'affranchissement du droit de rente dont ledit manoir étoit chargé : celle de 1588 s'explique dans les mêmes termes.

Celle de Jean Scellier, du 29 Octobre 1669, dit « pour l'affranchissement d'une maison amazée de granges & étables ; pour prix & tenemens, contenant journal & demi de terre, par six sols de reconnaissance pour lesdits affranchissemens quelconques.

Or, quelle étoit cette redevance qui se trouve affranchie, & dont les 6 l. forment le prix de l'échange ? Ce ne pouvoit pas être une redevance en argent ; car c'eût été argent pour argent, six sols pour six sols ; & alors il n'y auroit eu ni affranchissement ni conversion d'une redevance en une autre. Mais c'étoit un champart roturier que le Seigneur de Longvilliers avoit droit de recueillir sur les héritages du tenement avant qu'on y eût fait bâtir ; & comme depuis la construction des bâtimens il n'avoit pas pû prendre son champart, qui ne peut se recueillir que sur les grains ; il avoit évalué & converti ce champart en une redevance en argent, qui étoit payée par les maisons bâties sur le tenement. Pour prouver cette vérité nous allons puiser dans les propres piéces du Seigneur de Longvilliers : Voici comme il parle dans son aveu & dénombrement du 15 Octobre 1669.

Item. J'avoue encore avoir droit de Champart au terroir de Douleger, tel que de huit gerbes l'une, à l'encontre des Seigneurs de Douleger.*

Ainsi, du propre aveu du Seigneur de Longvilliers, il n'est pas Seigneur de Douleger, puisqu'il reporte un champart sur les Seigneurs de ce Fief. L'argument est sans réponse.

Le même dénombrement, deux feuillets plus haut, porte en ti re, Champart tel que d'une gerbe pour cent. Au-dessous est placé l'article de Jean Scellier, en ces termes.

» Jean Scellier de Douleger, pour l'affranchissement de journal & demi de jardin, de présent amarré de maisons, tenant d'un côté à Pierre le Sot, & par devant sur la rue, doit par an à la Saint Remy argent six sols.

L'article de le Sot suit immédiatement ; il est exactement dans les mêmes termes que celui de Scellier.

D'après cette piéce qui est l'ouvrage même du Seigneur de Longvilliers, il est étonnant qu'il nous dise que Pierre le Sot & Jean Scellier n'ont jamais possédé qu'un terrain amazé de maisons, & qu'ils n'ont jamais dû le champart, à la vérité son dénombrement parle d'un tenement amazé de maisons, & ce sont elles qui doivent ; mais pourquoi ? Parce qu'elles se trouvent bâties sur un terrain qui devoit originairement, parce qu'en prenant sa place, elles l'ont rendu infructueux, & par conséquent elles doivent payer pour lui ; voilà ce que signifie son aveu, quand il dit pour *affranchissement du journal & demi de jardin, de présent amarré de maisons*. Donc dans l'origine, la terre devoit, & cette terre n'étoit pas bâtie, donc elle n'a celle de devoir, que quand les maisons ont pris sa place, cela est évident ; donc ce n'est pas un cens qui est dû au Seigneur de Longvilliers,

* Dans ce dénombrement, il n'est pas dit un mot d'aucuns à Douleger, non plus que dans la déclaration de Jean Scellier de la même année.

mais une redevance foncière, qui a remplacé un champart roturier qu'il avoit droit de recueillir sur les fruits du tenement.

Ainsi quand on examine toutes ces pièces, on y trouve des inégalités qui prouvent qu'ils n'ont jamais été l'ouvrage de la réflexion, ni l'aveu de droits certains, dont le Seigneur fût en possession; on y voit d'ailleurs un champart exprimé, & un Seigneur reconnu par le Seigneur de Longvillers lui-même; mais, dit-il, à quoi intéressent ces contradictions quand elles ne frappent pas sur le cens, mais seulement sur les accessoires; car partout le cens est reconnu, & il n'y a de contradiction que sur le droit de lods & ventes, sur celui de relief & quelqu'autres dont il n'est aucunement question; ainsi la critique que l'on fait est déplacée, j'ai des titres qui expriment le cens, ils sont antérieurs à ceux du Comte de Riancourt, la préférence m'est due. Et je dois paroître d'autant plus favorable, que je suis Acquéreur par decret, decret à la vérité que je me dispense de représenter, parce qu'il ne dit rien sur l'objet dont il s'agit, & il seroit contre l'usage qu'il en parlât, car on ne voit jamais dans une saisie-réelle le détail des droits & prérogatives d'un fief & d'une censive, ni les objets sur lesquels ils peuvent s'étendre; la réponse à toutes ces objections est facile.

1^o. L'état d'un fief, ou d'une censive étant par sa nature invariable, les titres qui établissent les droits & les prérogatives de l'un ou de l'autre, doivent être uniformes, c'est cette unité, cette uniformité, qui peut seule faire présumer que les droits qu'ils énoncent, sont justes & légitimes, & que leur reconnaissance n'est pas l'effet de la surprise, ou de cette puissance que les Seigneurs se sont souvent arrogés sur leurs hommes; mais bien celui d'une volonté libre, qui confesse une vérité certaine, un droit qui a une cause juste, & connue telle par celui qui en passe la déclaration; si cette unité ne se trouve pas, surtout dans des actes privés, & qui se sont passés *in gremio Domini*, si ces actes varient, il en résulte une incertitude nécessaire, & cette incertitude fait crouler le titre; & s'il en étoit autrement, ce seroit admettre les suppositions pour des faits, l'erreur pour principe, & l'aveuglement pour règle de décision; mais comme la justice ne se décide que sur des choses constantes, elle est scrupuleuse sur l'uniformité des titres, si elle y trouve des variations, tantôt un droit, tantôt un autre, tantôt plus, tantôt moins étendu, elle ne balance pas à rejeter tous les droits que les titres énoncent, parce qu'elle ne peut pas penser qu'un Seigneur qui a été servi, puisse varier sur des objets qui de leur nature sont stables & immuables, & dès-lors elle présume qu'il ne les a jamais possédés, de manière que les variations que l'on reproche aux titres du Seigneur de Longvillers seront toujours l'écueil des ses prétentions, parce qu'ils ne peuvent pas être considérés comme un ouvrage de réflexion, l'aveu de vérités certaines, qui sont unes, & ne changent jamais, mais comme des actes hazardés, où la surprise & l'ambition, ont présidé qui ont été surpris à des paysans, qui ne connoissoient ni la force des droits que le Seigneur se faisoit reporter, ni à quel titre ils étoient dûs.

Nous

Nous en sommes au decret dont le Seigneur de Longvillers prétend se faire un moyen, c'est un lieu commun, une pensée usée, qui est toujours la dernière ressource de ceux qui aspirent à quelques droits, & qui manquent de titres pour les justifier; je suis Acquéreur par decret, la Partie saisie n'a eu garde de me remettre ses titres, on n'entend que cela; la réponse est prompte, vous êtes Acquéreur par decret à la bonne heure, on n'exige pas de vous d'autres titres que votre decret, pour tout ce qu'il contient; mais si vous portés vos prétentions plus loin, vous êtes sans action. Ainsi mal-à-propos le Seigneur de Longvillers se refuse-t-il à l'invitation qui lui a été faite de produire son decret, sous prétexte qu'il ne dit rien de particulier sur l'objet en question, c'est une défaite.

En effet si l'on a vendu avec Longvillers une censive à Douleger, & le fief Populo, auquel elle étoit attachée suivant la déclaration de 1550, nulle difficulté que le fief & la censive sont exprimés dans le decret; mais s'il n'en parle pas, le Seigneur de Longvillers ne peut pas dire qu'il les possède, ils ne lui ont pas été vendus; quoique souvent dans une saisie-réelle, on ne détaille point les droits incorporels d'un fief ou d'une censive, ni les objets sur lesquels ces droits peuvent s'étendre, cela n'empêche pas que ce qui forme corps d'héritages, tel qu'un fief, une censive ne soient exprimées; sans quoi il seroit impossible qu'ils fussent compris dans l'adjudication, parce qu'elle est bornée à ce que la saisie-réelle embrasse; ainsi de deux choses l'une, ou le fief Populo, & la censive qu'il avoit à Douleger suivant la déclaration de 1550 ont été compris dans la saisie-réelle du fief de Longvillers, & ont été vendus avec lui, ou ils ne l'ont pas été; s'ils l'ont été, le Seigneur de Longvillers doit le justifier par la représentation de la grosse de son decret, s'ils ne l'ont pas été, il n'est Propriétaire ni de l'un, ni de l'autre, & par conséquent il est sans droit & sans qualité pour le réclamer; de manière que le moyen qu'il prétendoit se faire de son decret, se retorque absolument contre lui.

A l'égard de la priorité des titres, dont les effets sont si vantés par le Seigneur de Longvillers, & pour lesquels il invoque le suffrage des auteurs, la Jurisprudence, on n'est point divisé; & l'on convient qu'elle est très importante dans les combats de fiefs; mais qu'entendent les Auteurs par titres? La concession, des reconnoissances qui rappellent la concession faites en forme authentique, à des terriers précédés d'affiches & publications, une possession publique & tranquille, & qui ne soit point combattue par un autre, des aveux publiés & en forme; mais on n'a jamais donné pour titres des chiffons pareils aux pièces du Seigneur de Longvillers, & en reprenant les auteurs qu'il a cités, on va voir qu'ils ont pour la production le plus souverain mépris.

Toutes ses pièces sont sous signature privée; & Dumoulin ne leur permet pas même de former des présomptions, Guyot ajoute à Dumoulin, & exige que les déclarations qu'elles portent, soient faites à un terrier, Loizeau veut des titres péremptoires, Dupleffis les veut au moins devant Notaires; en un mot, tous les Auteurs sont d'accord

182/ à rejeter tous les actes sous feing-privés; par conséquent, la production du Seigneur de Longvillers ne forme aucune preuve en sa faveur, ce sont des actes clandestins, irréguliers en la forme, & qui sont au fonds remplis de contradictions & d'absurdités; on l'a fait voir plus haut.

Oh! mais va nous dire le Seigneur de Longvillers, François Gri-court m'a fourni le 19 Avril 1733 sa déclaration devant Notaires, nous avons à répondre que cette même femme le 20 Mars de la même année en avoit donné une au Comte de Tiercellin, laquelle avoit été reçue par les Officiers de la Justice; ainsi déclaration, pour déclaration, celle qui est donnée & reçue par les Officiers de la Justice seigneuriale, méritera toujours la préférence, c'est le lieu destiné aux actes domaniaux, le siège où ces actes doivent être passés.

Faisons maintenant le parallèle de ces titres, & voyons s'ils peuvent balancer ceux du Seigneur de Douleger.

Son premier titre est d'être Seigneur du fief, il est reconnu tel par le Seigneur de Longvillers dans son dénombrement de 1669; il a la Justice de la Seigneurie, il est fondé en territoire circonscrit & limité, tous ceux qui tiennent à l'héritage en question le servent, & le Seigneur de Longvillers ne reclame rien sur eux; pour titres particuliers, il a des aveux successifs, un ensaisinement, tous reçus en sa Justice, une chaine de cueillerets, qui prouvent la prestation du cens; & à tant de titres qu'oppose-t-on trois déclarations & un dénombrement sous signatures privées, par conséquent quatre pièces informes, qui se croisent les unes & les autres, & si elles ont quelque relation, elle tend à anéantir la prétention du Seigneur de Longvillers, parce que toutes s'accordent à prouver que la redevance qu'il prétend, provient d'un champart roturier, & n'a aucun trait à la directe; c'est avec de pareilles pièces que le Seigneur de Longvillers viendra couper l'enclave du Comte de Riancourt, & se faire une censive au milieu de son fief, ces idées nouvelles lui étoient réservées; mais pourquoi s'il a cette censive, a-t-il souffert la saisine qui a été donnée par les Officiers de Douleger le 27 Mars 1694 à Jean de Brailly; sans reclamer? Cette réflexion est importante, car on peut penser qu'un Seigneur néglige le cens qui est une redevance modique, & à laquelle il ne donne pas toujours toute son attention, mais on sçait que tous ont les yeux ouverts sur les mutations, c'est le véritable intérêt d'une directe, aussi tous les Auteurs regardent l'inaction en ce cas, comme un abandonnement du droit, surtout quand il est reporté à un autre, & que le rapport & le service qui se fait à cet autre est public; de maniere que la saisine dont nous parlons est un moyen absolu, & qui seul l'importeroit sur tous les titres du Seigneur de Longvillers, avec d'autant plus de raison qu'il n'a point ignoré le changement de censitaire, & la mutation, puisque l'on trouve Jean de Brailly au F^o. 98 de son cueilloir commencé en 1685 pour une redevance de 2 s. à cause du demi journal de terre dont il s'agit.

Or en 1685, le Seigneur de Longvillers a acquis par decret son fief, c'est en 1695 que de Brailly acquiert le demi journal de terre,

en 1694 il est ensaisiné en la Justice de Douleger, & néanmoins comme il devoit 2 sols de redevance au Seigneur de Longvillers, il est employé sur son cueilleret; on demande si dans un tems aussi voisin de l'adjudication de Longvillers, & si le decret avoit porté la directe sur le tenement en question, il n'auroit pas revendiqué de Brailly Acquereur, & s'il auroit gardé le silence sur la saisine des Officiers de Douleger, cela n'est pas presumable, d'où il faut conclure que le silence du Seigneur de Longvillers sur cette mutation est la preuve la plus forte, que son decret ne lui a jamais donné le droit de directe sur aucunes des terres de Douleger, & que s'il lui donne quelques droits, c'est tout au plus le champart en question.

Le Seigneur de Longvillers a cru effacer les vices dont ses titres sont infectés par la possession; mais peut-il en changer la cause, la diviser de ses titres? Non. Au reste en examinant les actes qu'il en a produits, nous y allons retrouver ce champart.

Il a produit un cueilleret, où l'on trouve F^o. 98 r^o. l'état des rentes qui ont été payées à cause du journal & demi de terre, dont le demi journal en question fait partie.

On y trouve F^o. 39 Jean Scellier de Douleger pour un journal & demi amazé de maisons tenant à Pierre le Sot.

Le premier reçu est pour l'année 1685, & selon le Seigneur de Longvillers, les payemens ont continué jusqu'en 1703 sur l'ancien Livre.

Ensuite il dit que vers l'année 1704, le journal & demi ayant été divisé entre Pierre Caulier, Marguerite Caulier, & Jean de Brailly, qui l'avoit acquise de Jean Scellier, il est fait mention en marge du Registre F^o. 98, de ce journal & demi qu'il est dit dans le Registre, *pour journal & demi de présent amazé provenant de Jean Scellier, tenant, &c. doit deux sols.* Qu'on lit immédiatement après. » J'ai ce jourd'hui » compté avec Pierre Caulier pour tous les arrerages de censives qu'il » me devoit pour le demi journal, depuis 1685, tout déduit, & compté » ce qu'il m'a payé depuis ce tems, jusques & compris 1700, viennent ensuite les reçus jusqu'en 1720, & depuis 1720, jusqu'en 1744.

Que de Brailly s'y trouve de même, & qu'il a été compté depuis 1685, jusqu'en 1720, & qu'il s'est trouvé quitte, depuis 1700, jusqu'en 1720, & depuis 1720, jusqu'en 1744.

Mais qu'a-t-on reproché à cet acte; 1^o. que les reçus depuis 1701, jusqu'en 1706, étoient de la même main, de même plume, & de même encre, ainsi que l'arrêté depuis 1685, jusqu'en 1701, qu'il en étoit de même de ceux de 1708 & 1709, tandis que ceux de 1706 & 1707, étoient d'une autre encre.

Qu'à l'article de Pierre Caulier, on voyoit qu'il y avoit Jean Scellier, & que c'étoit par surcharge qu'on avoit mis Pierre Caulier, & tous ces reproches sont justifiés par le cueilloir original que le Seigneur de Longvillers a produit sur l'appel; il y a d'autres défauts, car il n'est pas naturel de penser que de Brailly ait payé en 1685 comme le porte le cueilloir, puisqu'il n'a acquis qu'en 1693, & n'a été ensaisiné qu'en 1694. Mais au reste à quoi peut servir ce cueilloir qui est une

pièce domestique, qui n'a point été décrétée par le Juge, & qui par cette raison ne peut former aucun degré de preuve.

Et qu'y voit-on enfin, que Pierre Caulier doit deux sols pour l'affranchissement d'un journal & demi de jardin de présent amazé, ce qui suppose toujours la conversion d'un champart en une redevance en argent: à la vérité le mot *censive* se trouve à l'article; mais cette expression ne change pas la nature du droit, & le Seigneur de Longvillers n'a pas été le maître de se faire une directe sur son propre témoignage, il n'a pas pû changer la cause de sa possession, & comme dit Salvaing de l'usage des fiefs, le point le plus important en toutes choses, est de regarder l'origine de la chose, & la possession doit être réglée par le titre, & dès qu'il apert, la présomption qui venoit de l'ancienneté du tems, le cede à une vérité connue; de maniere que les aveux & dénombrements du Seigneur de Longvillers rappelant une gerbe de champart, il en faut conclure que le champart est la redevance originaire, voilà d'où il faut partir, dès qu'on voudra se permettre l'examen de ces pièces, examen dont on est dispensé par les vices de forme dont elles sont remplies.

Maintenant on n'est plus inquiet sur le sort de la Sentence dont est appel; elle a refusé la directe au Seigneur de Longvillers sur un tenement qui est dans l'enclave du fief de Douleger, parce qu'il n'est pas Seigneur de ce fief, que le Comte de Tiercellin, auteur du Comte de Riancourt étoit reconnu seul, servi par tous les Censitaires, parce qu'il étoit encore Seigneur de la Paroisse, qu'il avoit des titres généraux & particuliers en bonne forme, & une possession publique, parce que ceux du Seigneur de Longvillers en la forme étoient dignes du plus souverain mépris, & au fond ils n'offroient qu'incertude, variations & absurdités, tandis que pour rompre l'enclave du Comte de Riancourt, il falloit des titres précis & péremptoires étant contre la nature de l'enclave de souffrir & d'avoir aucun établissement de directe dans l'étendue de son territoire, parce qu'enfin, malgré la qualification de *censive* que quelques-uns des titres du Seigneur de Longvillers donnoient à la redevance qu'il réclamait, néanmoins on voyoit clairement que cette redevance étoit le prix d'un champart *cottier*, & qui ne pouvoit jamais entraîner la directe; de maniere qu'on lui a rendu une exacte Justice.

Monsieur COCHIN, Conseiller, Rapporteur.

M^e. GIFFARD, Avocat.

DEMAHIS, Proc.

1788 - Directe
de L'archeveche
Sur le terrain
de l'ancien Enclos
des 15 viugt

123
Jugée en Savant
de L'archeveche
Par arrêt du
... Juillet 1788 —

Nota - L'administration
des Domaines seit prouvée
en Cotation

Nota
Vois les autres memorien
Complets dans un Cartouche
de L'archeveche

136

1. The first part of the document is a list of names and dates, which appears to be a record of some kind. The names are written in a cursive script, and the dates are in a more formal, printed style. The list is organized into two columns, with names on the left and dates on the right.

This image shows a blank, aged, cream-colored page, likely an endpaper or flyleaf from an old book. The paper has a slightly textured appearance and is covered with numerous small, dark brown spots, known as foxing, which are characteristic of old paper. There are also a few larger, faint stains, particularly along the right edge. The page is otherwise empty of any text or markings.

1871
 1872
 1873
 1874
 1875
 1876
 1877
 1878
 1879
 1880
 1881
 1882
 1883
 1884
 1885
 1886
 1887
 1888
 1889
 1890
 1891
 1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900



SECONDE MÉMOIRE

POUR M. L'ARCHEVÊQUE DE PARIS,

SERVANT DE RÉPONSE

Au Mémoire manuscrit

Des Sieurs SEGUIN & BOUILLEROT.

RIEN de plus simple, & en même tems de plus péremptoire que les Principes & les Moyens sur lesquels M. l'Archevêque a fondé la demande qu'il a formée contre les Acquéreurs des Bâtimens appartenans aux Quinze-Vingts, en payement des lods & ventes du prix de leur acquisition, à raison seulement du Terrain & des Bâtimens qui formoient au jour de la vente l'enclos particulier de cette Communauté.

Tout le Terrain, qui s'étend depuis le vieux Louvre jusques au Roule & qui est compris entre la rue Saint-Honoré & la riviere, avoit toujours fait partie de la

A

Seigneurie qui appartient depuis des siècles au Siège Episcopal de cette Ville.

En 1687, Louis XIV a exigé de M. du Harlay la cession, à titre d'échange, de la mouvance sur une grande partie de ce Terrain ; mais cet échange a été fait but à but, d'après des estimations préalables, non de Terres en masse, mais de la part du Roi, *de telles & telles Maisons* dénommées, contre *telles & telles Maisons ou Terres* cédés par l'Archevêque. Il étoit dans la nature d'un pareil échange, que chaque Partie ne perdît que les droits estimés & cédés *singulatim* en échange des droits qui lui étoient cédés pour un prix égal : aussi l'Acte porte-t-il expressément que » le présent Contrat ne pourra être » tiré à conséquence, ni préjudicier à Sa Majesté & audit » Seigneur Archevêque pour les autres droits de Directe » & Censive qui appartiennent à chacun d'eux sur d'autres » Maisons, Terres & Héritages, & autres biens non- » compris en icelui Contrat «.

M. l'Archevêque a observé que ce Terrain, qui formoit l'enclos particulier des Quinze-Vingts, n'avoit été ni estimé ni compris dans l'Acte d'échange. Dès-lors tout se réduit au point de savoir à qui, du Roi ou de l'Archevêque, appartenoit la mouvance sur ce même Terrain avant l'échange, qui ne l'a pas pu enlever à l'Archevêché, si elle lui appartenoit alors.

Mais cette question ne peut faire la matière d'un doute raisonnable d'après les faits & les titres qui ont été développés dans notre premier Mémoire. Nous y avons

139
prouvé le droit de Seigneurie de l'Archevêché ; 1^o. par le droit d'enclave , c'est-à-dire , par la possession générale de la mouvance sur tout ce qui environnoit & enfermoit l'Enclos personnel des Quinze-Vingts ; 2^o. par les titres & la possession particulière de la Seigneurie & Censive sur cet Enclos spécialement.

Tout sembloit annoncer que des moyens aussi décisifs , n'éprouveraient aucune contradiction. Les Adjudicataires n'exercent que les droits du Roi. Ils ont expressément reconnu dans leur Contrat , qu'il y avoit des portions dans leur acquisition qui n'étoient point dans la mouvance du Roi : le Roi , par ses Lettres-Patentes confirmatives , ne leur a cédé que les droits qui pouvoient lui appartenir , & a réservé ceux des autres Seigneurs. M. le Procureur Général , auquel seul il appartiendroit de soutenir les droits du Roi , n'a point jugé à propos de prendre le fait & cause des Adjudicataires. Déjà ceux-ci , convaincus de la légitimité de la réclamation de M. l'Archevêque , demandoient une remise , & sembloient vouloir entrer en composition , lorsqu'ils ont communiqué un Mémoire manuscrit , suivi d'une Consultation , datée à Paris , du 20 Septembre 1782 , dont l'objet a été de contester la demande à laquelle ils n'avoient point encore défendu judiciairement.

Si l'on en croit les Auteurs de ce Mémoire , on sera étonné que l'affaire entamée contre eux ait pu seulement exister.

Au début , on seroit tenté de croire qu'ils ont entrepris

de contester à l'Archevêché la mouvance antérieure à l'échange de 1687, qu'ils ont découvert les titres péremptoires qui établissent les droits du Roi antérieurement à ce dernier titre commun, & qui prouvent la fausseté de ceux invoqués par l'Archevêque, ou leur défaut d'application.

Point du tout : les anciens droits de l'Archevêché sont respectés, ou du moins, si l'on a tenté de les critiquer, ce n'a été que par des *on pourroit dire, ou pourroit élever des doutes.*

Quel est donc le moyen qui a pu inspirer aux Adjudicataires ce ton de confiance magistrale ? C'est dans l'Acte même d'échange qu'ils prétendent le puiser. » *Tout est écrit (disent-ils) tout est décidé d'avance par des Actes précis, par des Actes contradictoires avec l'Archevêché, c'est à-dire, par l'échange. Le croira-t-on, ajoutent-ils ? Il n'étoit question que de lire avec une virgule une ligne, dans laquelle on ne veut pas la voir, & dans laquelle il est cependant impossible de la méconnoître.* «

Voilà donc le grave moyen qui doit décider une contestation aussi importante, qui doit donner au Roi & enlever à l'Archevêché sa mouvance sur une propriété de la valeur de plusieurs millions ! Une *virgule* doit décider ce grand Procès ! A la vérité, le Conseil de l'Archevêché ne la pouvoit & ne la devoit pas lire, puisqu'elle n'existe pas dans le texte. Mais, si l'on en croit les Adjudicataires, il étoit impossible de ne la pas sup-

pléer. La nécessité de suppléer cette virgule, a échappé à l'attention d'un Conseil nombreux, composé de Jurisconsultes éclairés; elle a aussi échappé à l'attention de M. le Procureur Général: il étoit réservé aux Adjudicataires de faire cette importante découverte, & de faire sentir la légèreté & l'indiscrétion de la demande, à laquelle ils étoient sur le point d'acquiescer avant d'avoir fait cette observation grammaticale.

Nous supplions le Lecteur de s'armer d'un peu de patience; nous le mettrons bientôt en état de juger de quel côté est la légèreté & l'indiscrétion. Après avoir détruit sans ressource ce moyen capital, dans lequel les Adjudicataires ont mis toute leur confiance, nous ne négligerons pas cependant de discuter quelques autres objections qu'ils ont hasardées, & qui sont même contradictoires avec leur système principal.

R É P O N S E

Au Moyen capital des Adjudicataires.

Nous l'avons déjà observé plusieurs fois, l'échange de 1687 a été fait *singulatim* d'articles détaillés, contre d'autres articles détaillés. Le Roi a cédé de sa part *les maisons qui s'ensuivent*; savoir, telles & telles maisons dans telle rue. L'Archevêque a cédé de même *les maisons qui s'ensuivent*; savoir, *telles & telles maisons dans telle rue*. Les droits respectifs des deux Parties contractantes ont été réservés sur tout ce qui n'a pas été expressément compris dans l'échange.

** Voyez le Plan
gravé.*

L'Enclos personnel des Quinze-Vingts étoit enclavé *,
au ~~couchant~~ ^{levant}, par la rue S. Thomas-du-Louvre & la ligne
des maisons du côté des Quinze-Vingts ; au midi , en
partie par l'Hôtel Longueville , donnant sur la rue Saint.
Thomas & le surplus des maisons , jusqu'à la rue des
Orties , & en partie par un terrain qui avoit formé au-
trefois l'ancien Hôtel de Bretagne , & qui s'étend entre
la rue des Orties , celle S. Nicaise , & l'emplacement des
rues de Maignon & du Cloître S. Thomas ; au ~~levant~~ ^{Couchant},
par la rue S. Nicaise & la ligne des maisons qui étoient
le long de l'Enclos des Quinze-Vingts ; enfin au nord ,
par la rue S. Honoré & la ligne des bâtimens qui est au-
devant de l'Enclos.

*** Voyez le
Plan gravé.*

Dans l'échange , l'Archevêque a cédé au Roi , article
pour article , tout ce qui enclavé l'Enclos des Quinze-
Vingts , à l'exception du terrain qui formoit l'ancien
Hôtel de Bretagne : nous en dirons dans la suite les rai-
sons. Ainsi , dans la rue S. Thomas-du-Louvre **, il y avoit
sur la ligne qui borde l'Enclos , y compris l'Hôtel de
Longueville , jusques à la rue des Orties , dix-sept mai-
sons , qui ont été cédées articles par articles , avec le nom
des Propriétaires. Dans la rue S. Nicaise , à partir du
coin de la rue S. Honoré , jusques à la Place du Carou-
sel , où commence l'emplacement de l'ancien Hôtel de
Bretagne , il y avoit dix maisons , ~~dont une seule à un~~
~~Particulier , & neuf autres~~ ^{appartenantes} aux Quinze-Vingts , mais
qui formoient une propriété distincte de leur Enclos per-
sonnel. Enfin , sur la rue S. Honoré , entre celles Saint-

148

Thomas & S. Nicaise, il y avoit treize maisons ou bâtimens, non-compris l'Eglise & le passage pour entrer à l'Hôpital. Les maisons étoient, en partant du coin de la rue S. Thomas, celles des sieurs Crenou, Laplanche, de la demoiselle Laville, de la veuve Boulon, du sieur Margeret & des demoiselles Dubois; la huitième, la neuvième, la dixième & la onzième appartenoient à l'Hôpital des Quinze-Vingts, mais formoient une propriété distincte de leur Enclos d'habitation : cette dernière *s'étendoit au-dessus du passage de l'entrée de l'Hôpital*. Venoit ensuite l'Eglise de l'Hôpital, & enfin une autre maison faisant le coin de la rue S. Nicaise, mais qui ne faisoit point partie de l'Enclos de l'habitation des Quinze-Vingts. Ces treize maisons ont été cédées au Roi, comme toutes celles qui enclavoient l'Enclos de l'Hôpital sur les rues S. Nicaise & S. Thomas.

Ces faits posés, il faut faire à présent connoître en quoi consiste le raisonnement de M. l'Archevêque, & l'objection de ses Adversaires.

On a parcouru & cédé, nommément toutes les maisons qui enclavoient l'Hôpital, & l'on n'a point énoncé cet Enclos, ni l'Eglise. En cédant ces maisons qui enclavoient l'Hôpital, on les a désignées par cette expression, *aboutissantes par derriere audit Hôpital*; désignation exclusive de l'Hôpital : donc, concluons-nous, l'Hôpital n'a point été compris.

Nos Adversaires prétendent au contraire trouver dans ce titre une ligne qui comprend l'Hôpital & l'Eglise.

Il faut mettre ici sous les yeux le texte même.

Après avoir parcouru les dix maisons sur la rue Saint-Honoré, à partir du coin de la rue S. Thomas-du-Louvre, le texte porte :

» Celle suivante, appartenant audit Hôpital des
» Quinze-Vingts, consistant en un corps-de-logis, cour
» & lieux, *aboutissant par derriere audit Hôpital*, ledit
» corps-de-logis *ayant son étendue sur le passage ci-*
» *après* ».

» Item, & sur le fond du passage de l'Hôpital & Eglise
» des Quinze-Vingts.

» Item, sur une maison étant ensuite de ladite Eglise,
» appartenant audit Hôpital, consistant en un corps-
» de logis, cour & lieux, *aboutissant par derriere audit*
» *Hôpital des Quinze-Vingts*.

» Celle suivante, & faisant l'encoignure de la rue
Saint-Nicaise & de la rue Saint-Honoré, appartenant
» audit Hôpital, consistant en un corps de logis, cour
» & lieux, *aboutissant par derriere audit Hôpital*.

C'est dans cette ligne, & sur le fond du passage de
l'Hôpital & Eglise des Quinze-Vingts, que les Adjudi-
cataires prétendent trouver la cession expresse du fond
de l'Enclos même de l'Hôpital & de son Eglise. Il faut,
selon eux, suppléer deux virgules dans cette ligne, la lire
comme si elle étoit ainsi ponctuée : *Et sur le fonds du*
passage, de l'Hôpital, & Eglise des Quinze-Vingts :
alors le mot *fonds* régira les trois substantifs, passage,
Hôpital, Eglise ; en sorte qu'on doive lire comme s'il y
avoit :

145
 avoit: *Item & sur le fond du passage, sur le fond de l'Hôpital, sur le fond de l'Eglise des Quinze-Vingts.*

Il suffiroit peut-être de répondre qu'il n'est pas permis de dénaturer les contrats en y suppléant des virgules qui n'y existent pas; qu'il faut lire les actes *comme ils sont*, & non pas *comme s'il y avoit*; & qu'alors tout Grammairien ne verra dans l'acte, que la cession du simple fonds du passage dont il est parlé dans l'acte précédent, sur lequel s'étend la maison expressément cédée, & qui sert d'entrée à l'Hôpital & à l'Eglise.

Mais il est une réponse plus accablante, & qu'il n'est pas permis à M. l'Archevêque de négliger dans une cause aussi importante.

Ce n'est point une subtilité grammaticale qui peut décider une question aussi grave. Il y a trop d'artifice à substituer une question de mots à une question de fait.

Est-il vrai, ou non, que l'Archevêque ait cédé au Roi la mouvance sur tout ce qui composoit l'enclos personnel de l'Hôpital des Quinze-Vingts, que le Roi ait eu l'intention de l'acquérir, & l'ait acquis? Voilà certainement la question de fait.

Or cette question ne pourra pas faire la matière d'un problème, si nous prouvons 1°. que l'échange de mil six cent quatre-vingt-sept a été fait but à but, à livres, sols & deniers, au moyen d'états & d'estimations préalables, qui ont fixé la valeur de chaque objet cédé, & reçu en échange. 2°. Que l'Enclos de l'Hôpital & l'Eglise ne sont point entrés dans l'estimation des objets qui ont été pris

sur l'Archevêché pour former la balance de la valeur de ce qui avoit été estimé de la part du Roi.

Si nous établissons ces deux points de fait, nous aurons démontré invinciblement la subtilité & la mauvaise foi de la défense des Adjudicataires ; puisqu'il sera impossible de supposer que le Roi ait acquis, & voulu acquérir une mouvance aussi importante, dont il n'auroit donné à l'Archevêché aucune contre-valeur.

Pour établir les deux points de fait que nous venons d'annoncer, il suffira de rendre compte des actes qui ont précédé, accompagné & suivi l'échange, & qui (pour nous servir des expressions du Procureur du Roi,) *ont été déposés au Greffe du Conseil comme un titre commun aux Parties intéressées*, puisqu'il devoit servir à perpétuité à expliquer l'acte dont-ils étoient la base, & avec lequel ils forment un tout indivisible. Ce détail sera peut-être un peu long & fastidieux ; mais l'importance de l'objet ne permet pas d'omettre rien de ce qui peut concourir à la défense des droits de l'Archevêché.

A N A L Y S E

Des Actes qui ont précédé, accompagné & suivi l'échange de 1687.

Le projet de l'échange ayant été formé entre le Roi & M. de Harlay, alors Archevêque de Paris, il fut fait plusieurs Plans, Mémoires & Projets pour parvenir à

examiner la nature & la valeur de chacune des Maisons , Places & Héritages qui pouvoient entrer respectivement dans ce projet.

Et par un Arrêt du Conseil du 31 Décembre 1678, il fut ordonné » que les plans, états & mémoires faits & » dressés, seroient mis ès mains des sieurs Poncet & » Puffort Conseillers d'Etat, Hotman, Intendant des » Finances, & Berrier, Secrétaire d'Etat, que le Roi a » commis & députés, pour, sur la justification du con- » tenu en iceux, entendre le Procureur du Roi du Tré- » sor, les Contrôleurs - Généraux & Fermiers des » Domaines, ensemble les Officiers & Fermiers, & » Admodiateurs de l'Archevêché de Paris & autres pré- » posés de l'Archevêque, & du tout dresser leur Procès- » verbal, lequel, avec leur avis de la forme & des con- » ditions auxquelles ils estimoient que ledit échange se » pourroit faire, ils rapporteroient à Sa Majesté, par » laquelle, au rapport du sieur Colbert, il seroit pourvu » ce qu'il appartiendrait.»

Le Procès-verbal, ordonné par cet Arrêt, fut ouvert le 21 Juin 1679.

Le Procureur du Roi, de la Chambre du Trésor, les Contrôleurs - Généraux des Domaines pour le Roi, & deux Députés pour l'Archevêque, représentent » qu'ils » ont, avec toute l'application possible, examiné les Mai- » sons, Places & Héritages prétendus être dans la Cen- » sive du Roi ou de l'Archevêque, dont l'échange se pour- » roit commodément faire ; qu'ils en ont fait dresser des

» plans, états & mémoires, contenant, à l'égard de
 » celles sur lesquelles il s'est rencontré des contestations
 » à cause des prétentions respectives, les moyens des
 » uns & des autres, même la représentation des an-
 » ciens Titres sur laquelle la Censive & Seigneurie di-
 » recte pouvoit être réglée appartenir à l'un & à l'autre,
 » & qu'ils représentent les plans, états & mémoires, pour
 » que les Commissaires en prennent une connoissance
 » particuliere, ensemble des contestations & des rai-
 » sons, moyens & titres de chacun respectivement, &
 » ordonnent ce qu'ils jugeront à propos. »

En conséquence, de la part du Roi, on représente un
 état intitulé, « *Etat des Maisons dont le Roi peut délais-*
 » *ser la Censive & Seigneurie directe à M. l'Archevêque*
 » de Paris pour l'échange proposée à faire; & de la part
 » de l'Archevêque, on représente ensuite un second état
 » intitulé: « *Etat des Maisons & Jardins, Couvents &*
 » *dépendances desquelles M. l'Archevêque cédera la Cen-*
 » *sive, & tous droits Seigneuriaux au Roi.* »

Ces deux états sont transcrits: on y suit, rue par rue,
 le détail de chaque maison, ou place, que l'on se propose
 de faire entrer dans l'échange.

Lorsqu'il s'élève quelques difficultés sur le point de
 savoir si telle ou telle maison peut entrer, à cause de la
 mouvance que le Roi prétend y avoir, on expose les
 raisons de part & d'autre, & on les termine presque tou-
 tes en disant: *il a été reconnu.... on est tombé d'accord....*
il a été réglé; on est convenu de telle chose.

On distingue dans chaque rue, les fonds qui appartiennent à des Gens de main-morte, & ceux qui appartiennent à des particuliers par ces expressions : *main-morte* & *main-vive*, & en conséquence à chaque rue on calcule tant de maisons, *dont tant en main-vive, tant en main-morte.*

Il seroit aussi fastidieux qu'inutile de parcourir tous ces détails, sur-tout pour ce qui concerne les rues & maisons comprises dans l'état fourni de la part du Roi; mais il n'est pas indifférent de faire connoître le procédé qui a été suivi à l'égard de l'Archevêque, & spécialement les détails, relatifs à tout ce qui concerne le Terrain qui enclave les Quinze-Vingts.

Le détail des maisons que l'Archevêque projette de céder, commence dans la rue St.-Honoré, au coin de l'Autruche^H, (un peu au-dessus des Peres de l'Oratoire,) & on suit toute la longueur de la rue Saint-Honoré à gauche, jusques à l'endroit où étoit alors la porte Saint-Honoré; après quoi retournant pour prendre les rues de traverse, on revient successivement aux rues du Coq, du Champ-Fleury, du Chantre, de Jean-Saint-Denis, de Froidmanteau, de Saint-Thomas du Louvre, des Orties, de Saint-Nicaise, &c.

D'après ce procédé, l'on voit que les parties de l'Etat qui concernent, 1°. La rue Saint-Honoré entre celles Saint-Thomas & Saint-Nicaise. 2°. Celle Saint-Thomas du Louvre, du côté des Quinze-Vingts, 3°. Celle des Orties, 4°. Celle Saint-Nicaise du côté des Quinze-Vingts, forment l'enclave total du lieu où étoit situé l'Hôpital.

H. a present le Cul De Sac Des PP. de l'Oratoire.

150

Examinons les détails de l'Etat, sur ces quatre parties.

I.

Depuis ladite rue Saint-Thomas, jusques à la rue Saint-Nicaise.

1. *Le sieur Cresnon, faisant le coin de ladite rue Saint-Thomas.*
2. *Le sieur de la Planche, enseigne, le Singe-vert.*
3. *La Demoiselle Laville.*
4. *Le sieur de la Planche,*
5. *Le sieur Bruslon.*
6. *Le sieur*
7. *Les Demoiselles Dubois.*
8. *Les Quinze-Vingts.*
9. *Eux.*
10. *Eux.*
11. *Eux.*
12. *Eux.*
13. *Eux.*
14. *Eux faisant le coin de ladite rue Saint-Nicaise.*

Nombre. Quatorze Maisons, savoir :

*En main-vive, sept,
En main-morte, sept.*

*Rue Saint-Thomas du Louvre , non compris le coin de
la rue Saint-Honoré , du côté des Quinze-Vingts ,
appartenant au sieur Cresnon , ci-devant Employé.*

Le sieur Dumetz.

La Demoiselle Bruslon.

La Demoiselle Daquin.

Elle.

Le sieur Dufour.

Lui.

M. Desieux.

M. Montauzier.

L'Hôtel Longueville.

La Dame de Congis , à présent le sieur Lucas.

Le sieur Pilot , à présent le sieur le Clerc.

M. de Longueville.

La Dame Millet.

Elle.

Le sieur Melique.

*Au Doyenné de Saint-Thomas , faisant le coin de la rue
neuve Saint-Thomas.*

Au Chapitre , faisant le coin de la rue des Orties.

Nombre. Dix-sept Maisons , savoir :

En main-vive , quinze.

En main-morte , deux.

152

Rue des Orties , le long de la grande Gallerie du Louvre. Depuis , & non compris la Maison faisant le coin de la rue Froidmanteau , appartenant au sieur Duchesne , ci-devant Employé.

Le sieur Denis.

La Demoiselle le Tellier , enseigne Saint-Claude.

En cet endroit est l'Eglise Saint-Nicolas.

Le sieur Baslin , appartient au Roi.

Le sieur Berthelot.

Le sieur de la Coste , faisant le coin de la rue de Matignon.

La Dame de Covry , faisant l'autre coin de la ruelle Matignon.

Les sieurs Vatet & de Lavaux , faisant l'autre coin de ladite ruelle,

Nombre. Huit Maisons , dont ôté celle du sieur Baslin , qui appartient au Roi , reste sept Maisons compris la place de l'Eglise Saint-Nicolas.

*L'état s'arrête ici à la ruelle de Matignon , & ne continue point le reste de la rue , jusques à celle Saint-Nicaise. Le Procès-verbal en rend raison par l'observation qui suit , & dans laquelle on établit , que la partie sur la rue des Orties , comprise entre la rue neuve Saint-Thomas ,
(aujourd'hui*

(aujourd'hui celle du Cloître) & la rue Saint-Nicaise ,
avoit été donnée en 1428 , par Jean Duc de Bretagne , à
à l'Eglise Saint-Thomas du Louvre , de laquelle elle a
passé au sieur Valenciere , au sieur Pinat , & au Maré-
chal de Matignon , de qui , ou ses héritiers , le Roi l'a
acquis en 1597 , & l'a donnée en partie en 1611 à bail à
cens , au Président Jeannin , & le surplus à d'autres par-
ticuliers. Ce qui étant demeuré pour constant , on est con-
venu de n'employer au présent état aucune des Maisons
bâties sur la Place , où étoit autrefois ledit Hôtel de
Matignon , anciennement apellé de la petite Bretagne.

I V.

*Rue Saint-Nicaise , du côté des Quinze-Vingts , & de
la rue Saint-Thomas , non compris le coin de ladite
rue , & de celle St. - Honoré , ci-devant Employée.*

L'Hôpital des Quinze-Vingts.

Ledit Hôpital.

Ledit Hôpital.

Ledit Hôpital.

Ledit Hôpital.

Ledit Hôpital.

Ledit Hôpital.

Ledit Hôpital.

Ledit Hôpital.

Ledit Hôpital.

Nombre , dix Maisons , qui sont en main-morte.

La partie du Procès-verbal que nous venons d'extraire, donne lieu à deux observations très-importantes.

Premièrement le détail, qui y est fait de toutes les Maisons qui sont dans la Censive de l'Archevêché, prouve que la Directe portoit sur tout ce qui est enclavé, entre les quatre rues Saint-Honoré, Saint-Thomas du Louvre, Saint-Nicaise, & des Orties.

Vainement observeroit-on qu'il fut reconnu, que la Censive appartenoit au Roi, sur le Terrain de l'Hôtel Matignon, & la Maison du sieur Baslin.

1°. Quant à l'Hôtel de Matignon, l'on vient de voir qu'il n'a passé sous la Censive du Roi, qu'en conséquence de l'acquisition qu'il en avoit faite en 1597, acquisition qui avoit éteint la directe de l'Archevêché, au moyen de l'indemnité qui lui en avoit été payée.

2°. A l'égard de la Maison du sieur Baslin, c'étoit sans doute une pareille acquisition qu'avoit faite le Roi.

Secondement, il est évident que l'Enclos particulier de l'Hôpital & de l'Eglise des Quinze-Vingts, n'est point compris dans l'état des fonds qui doivent être cédés par l'Archevêque. On ne prétendra pas sans doute, que c'est cet enclos qui est désigné par cette expression sur la rue Saint-Honoré, *les Quinze-Vingts, Eux, Eux* &c. ni par celle-ci, sur la rue Saint-Nicaise, *ledit Hôpital*, répété jusques à dix fois.

Cela est évident pour cette dernière expression qui,

répétée dix fois, ne désigne que les dix Maisons particulières, qui aboutissoient par derrière, sur l'Enclos de l'Hôpital, & qui formoient des propriétés particulières, indépendantes, qu'ils louoient à des particuliers. Cela n'est pas moins évident par les sept articles énoncés sur la rue Saint-Honoré sous ce titre : *Les Quinze-Vingts, Eux, Eux, &c.* Le premier article ne désigne évidemment que la huitième des Maisons qui étoient sur la rue Saint-Honoré, après les sept qui appartenoient à des particuliers. Quant à l'expression *Eux* répétée ensuite six fois, il faut observer qu'il y a erreur dans ce Procès verbal, où l'on compte quatorze maisons, dont sept aux Quinze-Vingts. Cette erreur a été réformée par les Procédures postérieures. Il n'y avoit que treize maisons, dont sept à des particuliers, & six aux Quinze-Vingts. La première est désignée par cette expression : *les Quinze-Vingts* ; & l'expression *Eux*, qui n'auroit dû être répétée que cinq fois, ne désigne que les cinq maisons, qui leur appartenoient, devant leur enclos ; savoir, quatre avant l'entrée du passage de l'Hôpital & l'Eglise, & deux entre la rue Saint-Nicaise & l'Eglise. Si l'on eût eu intention de comprendre l'Enclos de l'Hôpital & de l'Eglise, avec les maisons qui en étoient indépendantes, ou l'on n'eût employé qu'une seule fois *les Quinze-Vingts*, ou l'on n'eût pas négligé d'énoncer spécialement l'Enclos de l'Hôpital & de l'Eglise. Il est même évident qu'alors on n'auroit pas pu compter 13 ni 14, mais seize maisons ; puisque l'entrée de l'Hôpital & ensuite le fonds de l'Eglise auroient formé

quinze ou seize articles différens. Aussi verra-t-on bientôt que le fonds de l'Enclos, ni l'Eglise, n'ont reçu aucune estimation.

Il doit donc demeurer pour constant que l'Enclos de l'Hôpital & l'Eglise n'ont point été compris dans le projet & l'état des fonds que l'Archevêque devoit céder. Cependant, & c'est la troisième observation, ce ne fut pas parce que le Roi réclamoit la directe sur le terrain. Le Procès-verbal ne contient à cet égard aucune observation, quoiqu'il contienne plusieurs autres réclamations plus importantes; & cela n'est pas étonnant, puisque l'Archevêché avoit la possession paisible de la directe sur le terrain, ainsi qu'on l'a démontré par le premier Mémoire.

Les Commissaires, après avoir examiné les deux Etats & Mémoires qui leur avoient été représentés, déclarent, » qu'ils ont jugé qu'il étoit nécessaire de faire *priser &* » *estimer la valeur* de toutes lefdites maisons, *pour éva-* » *luer avec une plus certaine connoissance de cause la va-* » *lidité de l'échange* «.

Les représentans de Roi & l'Archevêque nomment deux Experts, & les Commissaires rendent le 5 Juillet une Ordonnance, portant que les Experts comparoîtront pour prêter serment; ce qui s'est fait le 13 du même mois.

Les Experts ont ouvert le Procès-verbal d'estimation le 17 du même mois, & l'ont rapporté devant les Commissaires, le ^{29 avril} ~~3 Mai~~ 1680.

Dans ce Procès-verbal, les Experts ont suivi la même

152

marche qui avoit été suivie dans le précédent, c'est-à-dire, qu'ils ont pris d'abord l'état des maisons que le Roi se proposoit de céder, & ensuite celui des maisons que l'Archevêque s'étoit proposé de céder; & que sur chaque état ils ont estimé, article par article, chacune des maisons que, les états avoient indiqué pour entrer dans l'échange. Il suffit de se fixer ici à la partie des estimations, qui contiennent les quatre rues qui enclavent l'Enclos de l'Hôpital. Voici ce que l'on trouve littéralement dans cette partie du Procès-verbal.

On parcourt d'abord, comme au premier Procès-verbal, toute la ligne gauche de la rue S. Honoré dans toute sa longueur. Arrivé à la rue S. Thomas, les Experts s'expriment ainsi.

Depuis la rue S. Thomas-du-Louvre jusques à la rue S. Nicaise,

Une maison d'encoignure, faisant le coin de la rue Saint-Thomas du-Louvre & de la rue S. Honoré, appartenant au sieur Cresnon, & consiste en un corps-de-logis d'encoignure, &c. prisee 30,000 liv.

Suivent les six autres maisons, ayant face sur la rue S. Honoré, qui appartenoient à des Particuliers, & qui sont estimées 25,000 liv. 14,000 liv. 30,000 liv. 45,000 l. & 26,000 liv.

Viennent ensuite les maisons appartenantes aux Quinze-Vingts, mais indépendantes de leur Enclos, lesquelles sont ainsi décrites.

Une autre maison appartenant à l'Hôpital des Quinze-

Vingts, consistant en un corps-de-logis de devant, deux boutiques, allée, deux escaliers dans œuvres, deux étages quarrés au-dessus du rez-de-chaussée, une cour ensuite, aux deux côtés de laquelle sont deux cabinets; escalier, corps-de-logis de derriere, appliqué à deux salles, deux étages de chambre au-dessus, terres & dépendances, aboutissant par derriere aux Quinze-Vingts, prisee . . . 40,000 liv.

Une maison ensuite, appartenant audit Hôpital des Quinze-Vingts, consiste en un corps-de-logis de devant . . . corps de-logis de derriere, cour, lieux & dépendances, aboutissant par derriere auxdits Quinze-Vingts, prisee 18,000 l.

Une autre maison ensuite, appartenant audit Hôpital des Quinze-Vingts, consistant en un corps-de-logis de devant . . . corps-de-logis de derriere. . . . aboutissant par derriere auxdits Quinze-Vingts, prisee 18,000 liv.

Une autre maison suivante, appartenant audit Hôpital des Quinze-Vingts, consistant en un corps-de-logis de devant, une boutique, une salle, trois étages de chambres au-dessus, lesquelles s'étendent au-dessus du passage de l'entrée de l'Hôpital. & cour, lieux & dépendances, aboutissant par derriere auxdits Quinze-Vingts, prisee 19,000 l.

Arrivés au lieu où se trouve l'entrée de l'Hôpital & le terrain occupé par l'Eglise, les Experts se contentent de les désigner ainsi.

Ensuite est l'entrée de l'Hôpital & Eglise des Quinze-Vingts.

Sans donner aucune estimation.

Après quoi ils reprennent les deux maisons qui étoient

après l'Eglise, entre l'Eglise & la rue S. Nicaise, en ces termes :

Ensuite de ladite Eglise est une autre maison appartenant audit Hôpital, consistant en un corps-de-logis de devant..... aboutissant par derriere audi Hôpital desdits Quinze-Vingts, prisee ; . . . 15,000 liv.

Une autre maison ensuite, & faisant l'encoignure de ladite rue S. Nicaise & de ladite rue S. Honoré & Saint-Nicaise, appartenant audit Hôpital, consistant en un corps-de-logis de devant aboutissant par derriere aux Quinze-Vingts, prisee 30,000 liv.

Il est déjà bien évident que ce n'est point dans cette partie du Procès-verbal que l'on peut trouver une estimation de l'Enclos de l'Hôpital & de l'Eglise, & conséquemment un projet de cession de la directe sur ces fonds.

Les six maisons, qui sont estimées comme appartenant aux Quinze-Vingts (au lieu de sept que l'on avoit compté par erreur dans le premier Procès-verbal), ne sont évidemment que celles dont les Quinze-Vingts jouissoient distinctement de leur Enclos, & qu'ils affermoient à des Particuliers : l'estimation de ces maisons n'a rien de commun avec l'Enclos de l'Hôpital, dont toutes sont désignées par une description inapplicable à l'Hôtel des Quinze-Vingts, & qui sont toutes désignées par cette expression, *aboutissant par derriere auxdits Quinze-Vingts.*

Quant à l'Hôpital en lui-même & à l'Eglise, les Experts n'en ont parlé que pour indiquer que l'entrée de

cet Hôpital étoit sous la onzième des maisons estimées, & que cette entrée & l'Eglise se trouvoient entre la onzième & la douzième des treize maisons, qu'ils ont seulement estimées sur la rue S. Honoré.

Sera-ce donc dans la partie du Procès-verbal qui concerne les trois autres rues, c'est-à-dire, des rues S. Thomas, S. Nicaise & des Orties, que l'on cherchera l'estimation de l'Hôpital & de l'Eglise? Cela n'est pas vraisemblable, puisque l'Hôpital & l'Eglise n'avoient point d'entrée sur les rues. Mais au surplus, si l'on passe à ces trois autres parties du Procès-verbal, on n'y trouvera rien qui puisse s'appliquer à l'Hôpital.

Rue S. Thomas-du-Louvre, du côté des Quinze Vingt, le coin de la rue & de la rue S. Honoré non-compris, pour être employée comme dessus.

Les Experts décrivent & estiment neuf maisons, jusques & compris l'Hôtel Longueville, comme appartenant à des Particuliers, & ils désignent celles d'entr'elles qui aboutissent sur les Quinze-Vingt; les autres aboutissent sur les maisons de la rue S. Honoré, & ces neuf maisons sont estimées distinctement; la première, 36,000 liv.; la seconde, 48,000 liv.; la troisième, 40,000 liv.; la quatrième, 60,000 l.; la cinquième, 44,000 liv.; la sixième, pareille somme; la septième, 50,000 liv.; la huitième, 160,000 liv.; & l'Hôtel de Longueville, 400,000 liv.

Cet Hôtel s'enfonçoit derrière les Quinze-Vingt, qu'il bornoit en grande partie au midi; dès-lors il est évident que

que le surplus du Procès-verbal relatif à cette rue, devient indifférent, toutes les maisons au-delà de l'Hôtel de Longueville ne pouvant plus rien avoir de commun avec l'Enclos de l'Hôpital.

Il en est de même de la partie du Procès-verbal, qui concerne les maisons sur la rue des Orties, lesquelles ne pouvoient avoir rien de commun avec l'Hôpital, dont elles étoient séparées par un grand nombre de maisons.

Quant à ce qui concerne la rue S. Nicaise, on a déjà vu que les Quinze-Vingts y possédoient dix maisons (non-compris celle qui fait l'encoignure de cette rue & de la rue S. Honoré); mais ces maisons n'avoient rien de commun avec l'Enclos de l'Hôpital, sur lequel elles aboutissoient par derriere.

Les Experts les décrivent & les estiment toutes successivement 20,000 liv., 20,000 liv., 18,000 liv., 20,000 l., 5000 liv., 24,000 liv., 16,000 liv., 20,000 liv., 20,000 l., & ils ont soin d'indiquer qu'elles *aboutissent toutes par derriere aux Quinze-Vingts*, pour les distinguer de l'Enclos de l'Hôpital, auquel les estimations ne peuvent recevoir aucune application.

Le Procès-verbal est terminé par une récapitulation générale en ces termes :

» *La totalité des prisées des maisons déclarées au Mé-*
 » *moire & Etat ci-dessus, dont le Roi cédera la censive à*
 » *Monseigneur l'Archevêque, monte à . . . 7,064,100 liv.*
 » *Et la totalité des prisées & estimations des maisons &*
 » *héritages mentionnés au Mémoire ci-dessus, & dont*

162

» Monseigneur l'Archevêque cédera la censive au Roi,
» monte à 7,066,000 liv. ».

Le résultat paroissoit présenter dans le projet une égalité presque parfaite de valeur entre les objets qui y devoient entrer ; mais le Procès-verbal, dans la récapitulation, contenoit des erreurs de calcul : il contenoit d'ailleurs plusieurs impecfections. Les Experts avoient estimé de part & d'autre plusieurs maisons qui ne devoient pas l'être, d'après les arrêtés formés dans le premier Procès-verbal, & ils en avoient omis d'autres qui devoient être estimés ; ils avoient rayé des estimations faites, sans en avoir indiqué les raisons ; ils avoient tiré hors ligne la somme des estimations en chiffre, ce qui pouvoit donner lieu par la suite à des altercations ; enfin dans l'intervalle du 21 Juin 1679, jour auquel avoient commencé les opérations, au ^{29 Avril} ~~2 Mai~~ 1680, que les Experts les avoient rapportées, les sieurs Poncet, Hotman & Berrier étoient décédés.

Ces circonstances ont donné lieu à de nouvelles procédures, qu'il est important de faire connoître.

Un premier Arrêt du Conseil, du 22 Mai 1685, ordonna que le Procès-verbal du 21 Juin 1679, seroit signé & clos par le sieur Puffort seul, avec les autres représentans les Parties.

Un deuxième Arrêt, du 12 Janvier 1686, ordonna que celui du 31 Décembre 1678, seroit exécuté par le sieur Puffort seul, de même qu'il l'auroit pu être par lui,

168
conjointement avec les sieurs Poncet, Hotman & Berrier; ce faisant, que le Procès-verbal commencé le 21 Juin 1679, seroit continué & clos par le sieur Puffort, & signé par les autres Parties, & que par des Experts, dont les Parties conviendroient, ou qui seroient nommés d'office par le sieur Puffort, il seroit incessamment procédé à l'estimation des maisons contenues audit Procès-verbal qui n'avoient point encore été estimées, pour, ledit Procès-verbal lû & rapporté au Conseil, avec l'avis du sieur Puffort, être par Sa Majesté pourvu ainsi qu'il appartiendrait.

En exécution de ces Arrêts, le Procureur du Roi de la Chambre du Trésor, les Contrôleurs du Domaine, & les Députés de l'Archevêque, comparurent devant M. Puffort, le 13 Mars 1686.

Le Procureur du Roi fit un requisitoire, dans lequel il cota toutes les erreurs qui s'étoient glissées dans le Procès-verbal du 29 Avril 1680, & dont il demandoit la réformation.

Il n'est pas indifférent d'observer que le Procureur du Roi motiva cette demande sur ce motif que le Procès-verbal des Experts étoit » *un titre commun au Roi & audit* » *sieur Archevêque*, qui devoit être déposé au Greffe du » Conseil, ou annexé à la minute du Contrat d'échange » qui seroit passé «.

Il est inutile de détailler ici toutes les erreurs qui furent cotées par le Procureur du Roi, sous sept chefs : on les a

indiqué ci-dessus en substance, & l'Ordonnance de réformation qui sera ci-après transcrite, les fera connoître en détail.

Il suffit d'observer, 1°. que dans le calcul de récapitulation de la prise des maisons à céder par le Roi, il s'étoit glissé une erreur de calcul, en ce que le total n'avoit été porté qu'à 7,064,100 liv., au lieu qu'il devoit être de 7,256,500 liv., ce qui faisoit une erreur de 192,400 liv.

2°. Qu'il y avoit à retrancher plusieurs articles sur les objets estimés de la part de l'Archevêque.

3°. Que quelques difficultés nouvelles, qui s'éleverent sur huit maisons situées dans l'Enclos de la Boucherie S. Honoré, & dont les Officiers du Roi refuserent d'accepter la cession, obligèrent l'Archevêque de remplacer ces objets, qui avoient été estimés 100,000 liv.

En conséquence, les Députés de l'Archevêque, en vertu d'une Procuration spéciale, offrirent, 1°. de céder cinq maisons, sises rue de la Harpe, au lieu & place des huit maisons, situées dans le Marché de la Boucherie; 2°. de céder sept maisons, sises rue S. Paul, pour servir de supplément relativement aux différences qui pourroient se rencontrer d'ailleurs entre les valeurs de l'échange, & *pour le rendre égal.*

Le 4 Juin, un nouvel Arrêt du Conseil ordonna que toutes les difficultés ci-dessus, & toutes autres contestations généralement quelconques pour parvenir à l'échange, seroient réglées par le sieur Puffort, & que par

Experts, qui seroient par lui nommés d'office, il seroit procédé à l'estimation des maisons omises, & de celles qu'il convenoit audit sieur Archevêque de donner, pour parvenir à rendre ledit échange égal.

En conséquence, le 4 Juillet suivant, le sieur Puffort rendit sur le Procès-verbal du 13 Mars une Ordonnance qu'il est bon de transcrire en entier.

» Ordonnons que le Procès-verbal commencé par les
» sieurs Poncet, Hotman & Berrier, & par nous le 21
» Juin 1679, sera continué & clos par nous, & signé par
» les Procureur du Roi du Trésor & Contrôleurs généraux des Domaines de Sa Majesté, & par les Officiers
» & Receveurs dudit Archevêché de Paris; & ce faisant,
» que ledit rapport d'Experts, du 29 Avril 1680, sera
» corrigé, en ce que par icelui, la totalité des maisons
» que le Roi prétend donner en échange audit Archevêque, ne monte qu'à 7,064,100 liv., au lieu qu'elle se
» monte à 7,256,500 liv.

» Que l'estimation des neuf maisons sises rue S. Paul,
» comprises dans ledit Procès-verbal d'Experts, dudit
» jour 29 Avril 1680, folio 41, verso 42 & 43, sera rayée,
» & qu'il en sera fait mention sur ledit Procès-verbal,
» en marge des neuf articles contenant lesdites neuf maisons, *comme non-comprises dans l'échange*, & que la
» directe en demeurera au Roi.

» Que la maison du nommé Abel, sise rue Beaurepaire, demeurera estimée à la somme de 10,000 liv.,
» nonobstant la radiation portée par ledit rapport d'Ex-

» perts, folio 37, verso, dont il sera fait mention en marge
» de l'article dudit rapport concernant ladite maison.

» Que les sept maisons sises rue S. Honoré, à com-
» mencer à celle attenant le passage qui conduit à l'Eglise
» des Peres de l'Oratoire, & estimées par ledit Procès-
» verbal desdits Experts, folio 44, recto & verso, seront
» rayées, *comme non-comprises dans l'échange*, dont sera
» fait mention en marge dudit rapport.

» Que la maison du nommé Fleurette, Enseigne Saint-
» Michel, sise rue S. Honoré, portée par le Procès ver-
» bal desdits sieurs Commissaires, du 21 Juin 1679,
» folio 25, & estimées par le rapport desdits Experts,
» folio 45, verso, à la somme de 27,000 livres, *en sera*
» *ôtée*, attendu que l'indemnité en a été payée par Sa Ma-
» jesté audit sieur Archevêque, dont sera fait mention
» sur lesdits Procès-verbaux, en marge dudit article.

» Que l'arrêté de calcul porté par ledit rapport
» d'Experts, du folio 49, verso, sera corrigé, en ce qu'ils
» le font monter à 271,000 liv., au lieu qu'il ne monte
» qu'à 251,000 livres, dont sera fait mention au bas de
» la page dudit folio 49, verso.

» *Que toutes les sommes tirées hors ligne en chiffre audit*
» *Procès-verbal d'Experts, seront écrites tout au long en*
» *marge de chacun article dudit rapport.*

» Que les quatre maisons sises rue S. Denis, vingt-neuf
» autres rue Chanverrerie, deux autres rue des deux
» Portes, deux autres rue Merdercl, & deux autres
» rue des Prêcheurs, mentionnées audit Procès-verbal

167
» du 21 Juin 1679, folios 39, 40 & 41, demeureront
» en la censive du Roi.

» Et en conséquence des offres faites par lesdits sieurs
» Petitpas, d'Appoigny & ~~Valbois~~ pour ledit sieur Ar-
» chevêque, de donner d'autres maisons, au lieu des huit
» qui sont dans la Cour de la Boucherie, Place & Mar-
» ché d'icelle, sises rue S. Honoré, estimées à 100,000 l.
» par ledit Procès-verbal d'Experts, folio 48, verso,
» premier article; savoir, une maison sise à Paris, rue
» de la Harpe, faisant le coin de la rue Mâcon, où est
» pour Enseigne le chef S. Denis, appartenant au sieur
» Marchand; une autre maison, sise en ladite rue de
» la Harpe, où est pour Enseigne la Harpe, appartenant
» à la dame de Montereau; une autre maison en ladite
» rue, où est pour Enseigne l'Adoration des trois Rois,
» appartenant au sieur Quartier & autres; une autre
» maison appartenant à la demoiselle Guerin, & une
» autre appartenant au sieur Dufresne, où est pour En-
» seigne l'Image Notre-Dame, lesquelles cinq maisons
» sises rue de la Harpe, & pareillement celle du sieur
» Gaudron, faisant le coin des rues Saint-Antoine &
» Saint-Paul, du côté de l'Eglise S. Paul, celle du Pres-
» bytere de ladite Eglise, celle du sieur Rollet, étant
» entre les rues Neuve S. Paul & des Lions, & celle du
» sieur Duhaut, pour remplir la somme de 192,400 livres,
» portée par erreur de calcul desdits Experts, & faire celle
» de 7,256,500 livres, au lieu de celle de 7,064,100 liv.,
» & le prix des maisons qui sont ôtées dudit rapport d'Ex-
» perts, & faire l'échange égal; ordonnons qu'elles seront

168
 „ estimées par **Bulet**, Architecte nommé par lesdits sieurs
 „ Pidon, Legrand & Raniere Leduc, Architecte
 „ des Bâtimens du Roi, nommé par lesdits sieurs Petit-
 „ pas, d'Appoigny & Vaboy, esdits noms, pour ledit
 „ sieur Archevêque, & Simon Lambert, aussi Archi-
 „ tecte des Bâtimens & Juré de Sa Majesté & œuvres
 „ de Maçonnerie, par nous nommé d'office pour tiers,
 „ que nous avons commis & commettons à cet effet,
 „ après que nous aurons reçu d'eux le serment en la ma-
 „ niere ordinaire, desquelles estimations ils dresseront
 „ Procès-verbal, qu'ils remettront par après pardevers
 „ nous; de ce faire leur donnons pouvoir «.

Le 19 Août, les Experts ont procédé à l'estimation des cinq Maisons rue de la Harpe, que l'Archevêque avoit offert au lieu & place de celles situées dans l'emplacement de la Boucherie, & des sept Maisons qu'il avoit offert rue Saint-Paul, pour supplément. L'estimation totale ne montoit qu'à 220,000 liv.; il y en avoit 100,000 l. à retrancher pour le remplacement de la valeur des 8 maisons sises à la Boucherie, qui avoient été retranchées du Procès-verbal de 1680, enforte qu'il ne restoit que 120,000 l. pour le supplément à fournir par l'Archevêque, conformément à l'Ordonnance du sieur Puffort, du 4 Juillet.

Par un Procès-verbal du 7 Février 1687, il fut convenu que l'Archevêque fourniroit un nouveau supplément de 98,000 liv.

En conséquence, par un nouveau Procès-verbal du 14 Mars, l'Archevêque offrit encore la cession de 7
maisons

Maisons sises rue Saint-Antoine. L'estimation en fut ordonnée par une Ordonnance du sieur Puffort du même jour ; & elle fut faite à la somme de 98000 liv., par un nouveau rapport du 21 Mars de la même année.

Tout étant ainsi disposé, » il intervint le 6 Mai 1687, » un Arrêt du Conseil qui approuva & confirma les » Procès-verbaux des 21 Juin 1679, Rapports d'Experts » concernant l'estimation des 29 Avril 1680, 19 Août » 1686 & 21 Mars 1687, aux exceptions, modifications » & réserves portées par les Ordonnances du sieur » Puffort des 4 Juillet 1686 & 14 Mars lors dernier. »

Le même Arrêt commit les sieurs Puffort, le Pelletier & d'Argouges pour passer, au nom du Roi, contrat dudit échange avec ledit sieur Archevêque, *des Droits respectifs de Censive & Directe appartenants à Sa Majesté & audit sieur Archevêque, sur les Maisons, Jardins, Places & Héritages compris audit Procès-verbal du 21 Juin 1679, & rapports d'Experts, aux réserves néanmoins portées par les Ordonnances dudit sieur Puffort, & sous telles clauses & conditions qui seront advisées par lesdits Commissaires.*

C'est en conséquence de ces pouvoirs, que les trois Commissaires ont signé avec l'Archevêque de Paris, le 28 Août 1687, le contrat d'échange dont il s'agit.

Cet Acte est divisé en deux parties.

Dans la première, l'Archevêque cède au Roi » tout » droit de Directe & Censive, Lods & Ventes & droits » généralement quelconques, dépendants de ladite Di-

» recte, appartenants audit Archevêché, *sur les Maisons*
» *qui ensuivent, savoir... &c.* »

Dans la seconde, les Commissaires du Roi cèdent en son nom à l'Archevêque « tous droits de Directe & » Censive, Lods & Ventes, & droits généralement quel- » conques dépendants de ladite Directe, appartenants » à Sa Majesté, *sur les Maisons qui ensuivent : sa- voir... &c.*

Dans chacune de ces parties, on suit les Procès-ver- baux de 1679, 1680, 1686 & 1687, rue par rue, & dans chaque rue, maisons par maisons.

Nous avons déjà rapporté ci-dessus la maniere dont sont énoncés dans cet acte tous les objets qui ont été cédés au Roi sur les quatre rues Saint-Honoré, Saint-Thomas-du-Louvre, Saint-Nicaise & des Orties.

Nous ajouterons ici, que l'on a fait entrer dans les objets cédés par l'Archevêque, 1°. Les cinq Maisons rue de la Harpe que l'Archevêque avoit offert de subroger en rem- placement des huit Maisons du Marché de la Boucherie, qui ont été retirées des Procès-verbaux de 1679 & 1680. 2°. Les sept Maisons rue Saint-Paul, qu'il avoit offertes en supplément pour égaler l'échange, & les sept autres qu'il avoit offertes pour compléter cet également.

Enfin nous ne pouvons nous dispenser de répéter que l'acte est terminé par cette clause : « Et ne pourra, le » présent Contrat, être tiré à conséquence ni préjudicier » à Sa Majesté & audit Seigneur Archevêque pour les » autres droits de Directe & Censive qui appartiennent

» à chacun d'eux sur d'autres maisons, terres, héritages
 » & autres biens non compris en icelui contrat.

Tout ayant été ainsi consommé, un dernier Arrêt du Conseil du 20 Janvier 1688, a ordonné » que le sieur
 » Hefnon (Secrétaire du sieur Puffort) remettrait au
 » Greffe du Conseil tous les Arrêts, Procès-verbaux,
 » Ordonnances, Rapports d'Experts, Procuration du
 » sieur Archevêque, généralement tous les titres &
 » pièces étant entre ses mains concernant ledit échange,
 » circonstances & dépendances, dont le Secrétaire du
 » Conseil se chargeroit par un bref inventaire. » Ce qui
 a été exécuté le....

Et c'est à cette précaution, qui a conservé ces *Titres communs*, que nous devons l'avantage d'avoir pu donner l'analyse de toutes les opérations, qui ont servi de base à l'échange & qui en doivent à perpétuité donner la clef & l'intelligence.

Conséquences qui résultent des Actes que l'on vient d'analyser.

Les conséquences qui résultent de ces Actes, ne sont point équivoques.

On y trouve la preuve des deux points de fait, que nous nous sommes engagés d'établir.

1°. L'échange de 1687 est un échange but à but, à livres, sols & deniers, d'objets fixes & déterminés, & cédés *singulatim*, articles par articles.

C'est pour parvenir à ce but, qu'on a commencé par

dresser des états de ce que chaque Partie se proposoit respectivement de céder, qu'on a discuté ces états pour juger ce qui pourroit entrer, ou non, dans l'échange, d'après les prétentions opposées que chaque Partie faisoit connoître.

Ces états arrêtés, on a fait procéder à une estimation par Experts de la valeur de toutes les Maisons comprises aux états, *pour établir avec une plus certaine connaissance de cause la validité de l'échange.*

Ce Procès-verbal fait, le Procureur du Roi en demande le dépôt, comme *d'un titre commun au Roi & à l'Archevêque*; il devoit l'être en effet, puisqu'il devoit servir à constater ce qui avoit été estimé, & conséquemment ce qui étoit entré dans l'échange.

Mais on observe des erreurs & des imperfections dans ce Procès-verbal, & l'on en ordonne la réformation.

Il s'élève une nouvelle difficulté sur la Directe de certaines Maisons comprises dans les états & le Procès-verbal d'estimation, de la part de l'Archevêque; il propose de les retirer, mais c'est en offrant d'y substituer d'autres Maisons de pareille valeur de 100,000 liv.

Les erreurs qui s'étoient glissées, soit dans la récapitulation des calculs, soit dans l'estimation même, faisoient cesser l'égalité; l'Archevêque offre une cession de nouvelles Maisons par supplément.

L'estimation de ces Maisons, nouvellement offertes, laisse encore subsister une inégalité de 98,000 liv. de la part de l'Archevêque, qui offre un nouveau supplément, dont l'estimation monte juste à cette somme.

Ce n'est que quand trois Procès-verbaux ont constaté la valeur de toutes les choses dont l'échange est proposé de part & d'autres, & que les valeurs sont absolument égales, que l'on consomme l'échange, dans lequel on ne comprend que les articles estimés aux trois Procès-verbaux.

Il est donc déjà certain que l'échange n'a pas pu comprendre, & n'a compris de part ni d'autre que ce qui a été estimé.

2°. Mais il n'est pas moins certain que l'Enclos de l'Hôpital & le Terrain de l'Eglise n'ont pas été estimés; c'est ce qui résulte évidemment de l'analyse des trois Procès-verbaux de 1680, 1686 & 1687. Les deux derniers sont absolument étrangers au Terrain de l'Hôpital. Le premier ne contient que l'estimation de toutes les Maisons qui enclavoient l'Hôpital, soit qu'elles fussent possédées par des particuliers, soit qu'elles fussent possédées par les Quinze-Vingts, comme une propriété de leur Enclos: chacune de ces Maisons a été prise séparément: les Experts n'ont fait mention que *de l'entrée de l'Hôpital & de l'Eglise*, mais sans aucune appréciation, & uniquement pour en indiquer la position. Dans les Maisons, qui enclavoient l'Hôpital, on en voit d'estimées 30, 40, 45, 50, 160, 400 mille livres; on peut juger par-là que l'Enclos de l'Hôpital auroit bien été capable de fixer l'attention des Experts, s'il eût été dans le projet de l'échange. *

* Nota. Un calcul fort simple, fera sentir l'importance de cette observation. Le Terrain enclavé entre les rues Saint-Nicaise, Saint-Honoré & Saint-Thomas-du-Louvre, & la ligne qui sépare l'Hôtel de Longueville & l'ancien

S'il est certain que l'Enclos & l'Eglise de l'Hôpital n'ont point été estimés, & que l'échange n'a compris & pû comprendre que ce qui a été estimé, il est désormais démontré jusques à l'évidence, que tout le système des Adjudicataires ne porte que sur une pure subtilité; que la clause, dont ils excipent, ne désigne que le fonds du passage d'entrée à l'Hôpital & à l'Eglise, ce que les Experts dans leur Procès-verbal de 1679, ont désigné par cette expression : *ensuite est l'entrée de l'Hôpital & Eglise des Quinze-Vingts* : enfin qu'il est impossible de suppléer des virgules, qui n'existent pas, pour faire entrer dans un échange, un Terrain qui n'a point été estimé, un Terrain dont la valeur seroit de plusieurs Millions, un Terrain dont l'Archevêque n'a reçu aucun équivalent & dont la cession emporteroit contre lui une lésion énormissime.

Difons-le hardiment, ce n'est pas de bonne foi que les Adjudicataires ont proposé un pareil système. Nous leur avons déjà dit que l'échange de 1687 avoit été fait but à but sur des estimations préalables : la seule lecture de l'acte d'échange & de l'Arrêt du Conseil qui l'autorise,

Hôtel de Bretagne, contient en totalité 7424 toises superficielles ou environ. Les Maisons sur les rues Saint-Nicaise, Saint-Honoré & Saint-Thomas-du-Louvre, qui ont été nommément cédées, ne contiennent que 2704 toises; ainsi il reste pour l'Enclos personnel des Quinze-Vingts, y compris l'Eglise, 4720 toises; les Bâtimens construits sur les 2704 toises ont été estimés seuls 975,000 liv.; ce qui donne 360 liv. 16 sols la toise. L'Enclos dans la même proportion, auroit dû être estimé 1,646,590 liv. Ne seroit-il pas absurde de supposer qu'une valeur aussi considérable eût été cédée sans estimation, & comme un accessoire de moins d'un million?

175

suffisoit pour le leur faire connoître. Ce n'étoit donc point par une subtilité grammaticale sur le texte, & en y suppléant des virgules qui n'existoient point, qu'ils devoient entreprendre d'établir la propriété qu'ils supposent au Roi ; ils devoient articuler, ils devoient prouver que ce Terrain précieux avoit été compris dans les estimations, & étoit nécessaire pour former la balance de 7,256,000 l., valeur des objets que le Roi avoit cédés. C'est ce qu'ils n'ont point fait, & ce qu'ils ne feront jamais.

Voilà des faits que les Adjudicataires ne détruiront jamais par des disputes de mots & des subtilités grammaticales.

Après avoir détruit d'une maniere aussi satisfaisante l'argument principal que l'on avoit cru pouvoir tirer du texte, nous devrions sans doute négliger de répondre à quelques raisonnemens accessoiress, qui n'ont pour objet que de soutenir & de rendre vraisemblable l'induction que l'on avoit prétendu tirer du texte ; mais il s'agit de tenir la balance entre les droits du premier Siège Episcopal du Royaume, & ceux que l'on veut attribuer à la Couronne ; & nous aimons mieux être prolixes, que de laisser rien à désirer.

» Le préambule du contrat annonce, dit-on, que le
» projet de l'échange avoit eu pour principal motif celui
» de la construction du Louvre. Il est absurde de suppo-
» ser que l'on ait laissé dans la directe de l'Archevêché
» un enclos considérable qui devoit entrer dans ce projet.

OBJECTION.

RÉPONSE. Ce motif est en effet l'un de ceux annoncés dans le préambule de l'échange ; mais il n'est pas le seul : un des motifs, ou peut-être des prétextes, étoit encore les inconvéniens des censives mêlées ; c'est même le seul qui soit énoncé dans l'Arrêt du Conseil du 31 Décembre 1678, qui a commencé toute l'opération. Il est en effet évident que le Roi n'avoit pas besoin pour le projet du Louvre d'acquérir toute la directe sur la ligne gauche de la rue S. Honoré, pour consommer le projet du Louvre.

Quoi qu'il en soit, l'on ne détruit point un fait par un raisonnement, par une vraisemblance. Le Roi n'avoit pas besoin de l'Enclos des Quinze-Vingts, puisqu'il n'a pas voulu l'acquérir ; & au surplus, si l'on jette les yeux sur les Plans de Paris, on reconnoîtra facilement que l'on n'avoit pas besoin de passer sur l'Enclos des Quinze-Vingts pour tirer la ligne parallèle à la galerie du Louvre jusques au vieux Louvre.

OBJECTION. » Mais, dit-on encore, quel intérêt l'Archevêque pou-
» voit-il avoir à conserver la directe sur un terrain pos-
» sédé par des gens de main-morte ? On ne pouvoit pas
» prévoir alors l'événement qui, après un siècle, remet-
» troit ce terrain dans le Commerce, & feroit de la
» directe sur ce terrain un objet aussi précieux «.

RÉPONSE. L'Archevêque n'avoit point d'autre intérêt dans cette opération, que de condescendre aux volontés de son
Souverain,

127

Souverain, comme il l'a dit lui-même dans le Procès-verbal du 4 Juillet 1686, où il représente » que Sa Majesté ayant témoigné avoir besoin de quelques maisons » qui étoient en la censive de l'Archevêque, il n'a d'autre » pensée que de satisfaire aux volontés de Sa Majesté.... » & que s'il a retiré de l'échange les maisons sises au » Marché de la Boucherie, c'est parce que Sa Majesté » en a désiré d'autres qui lui seroient plus commodes «.

Si l'Archevêque n'avoit point d'intérêt à conserver cette directe, le Roi en avoit bien moins à l'acquérir : il auroit fallû qu'il eût donné un équivalent considérable, &, pour nous servir des expressions de nos Adversaires, que *le Roi lui en payât l'évaluation par d'autres objets cédés en contre-échange*. Les sieurs Puffort & Colbert entendoient trop bien les intérêts du Roi, pour faire une opération si ruineuse.

Aussi l'Enclos de l'Hôpital des Quinze-Vingts n'est-il pas le seul auquel on ait appliqué ces vues économiques ; il y avoit encore sur la même ligne, jusques à la Porte S. Honoré, les Eglises & Couvents des Feuillans, des Capucins, de l'Assomption. Tous ces objets ne sont point entrés dans l'estimation ; les Experts se sont contentés, comme pour l'Hôpital des Quinze-Vingts, d'en indiquer la place, sans y mettre d'estimation, & l'on n'a point compris ces terrains dans l'échange.

» Mais, dit-on, quel besoin Louis XIV avoit-il du » passage de l'Hôpital, si on ne lui cédoit pas l'Hôpital

OBJECTION.

» même ? On ajoutera peut-être que le fonds du passage
 » de l'Hôpital n'a pas été plus estimé que le fonds même
 » de l'Hôpital «.

RÉPONSE. La réponse à cette objection est simple. Le passage d'entrée de l'Hôpital se trouvoit sous une des maisons estimées, dont les chambres s'étendoient sur ce passage. Dès-lors, suivant la règle *superficies solo cedit*, ce passage faisoit partie de la maison même; on l'a regardé comme estimé avec la maison: l'objet étoit d'ailleurs si peu important, qu'il ne falloit pas couper la ligne de la directe cédée au Roi pour en retirer une si petite partie, ou même laisser subsister une difficulté sur le point de savoir si ce passage faisoit, ou non, partie de la maison cédée.

OBJECTIONS. » On insiste cependant, & l'on prétend prouver que ce
 » terme, *sur le fonds*, se rapporte tant au passage qu'à
 » l'Hôpital & à l'Eglise, parce que, dit-on, l'Eglise
 » n'avoit point d'entrée sur le passage, mais sur la rue «.

RÉPONSE. L'Eglise avoit, sans doute, une entrée sur la rue; mais elle avoit aussi une porte collatérale dans la première cour, très-près du passage, en sorte que le public y entroit également & par le passage & par la rue. Aussi les Experts, qui connoissoient parfaitement l'état des choses, ont-ils désigné le local par l'expression, *ensuite est l'entrée de l'Hôpital & Eglise des Quinze-Vingts*.

Quoi qu'il en soit, toutes ces petites chicanes de mots ne suppléeront jamais le défaut d'estimation, sans lequel il ne peut y avoir d'échange : il est plus difficile de suppléer une estimation de plusieurs millions, que des *virgules*.

Nous avons déjà suffisamment répondu, dans notre OBJECTION. premier Mémoire, aux deux objections que l'on prétend tirer du Contrat de vente de 1779, & des Lettres-Parentes qui l'ont confirmé.

Contentons-nous de dire ici que ces deux actes ne *RÉPONSE.* peuvent faire un titre contre M. l'Archevêque, qui est même opposant à l'Arrêt d'enregistrement des Lettres-Parentes, en ce qu'on en pourroit induire que le Roi auroit entendu s'attribuer la censive sur la totalité de l'Enclos des Quinze-Vingts.

Achevons une discussion, peut-être déjà trop longue, par l'examen d'une dernière objection que l'on a prétendu faire résulter du premier Mémoire de l'Archevêque.

» Vous avez dit, page 39 de votre Mémoire, que l'En- OBJECTION.
 » clos personnel des Quinze-Vingts s'étendoit autrefois,
 » au couchant, sur les fossés de la Ville, à présent la
 » rue S. Nicaise, lesquels se sont trouvés soumis au cens
 » général de 7 liv. 12 sols, auquel étoit sujette la tota-
 » lité de cet Enclos. Cependant ces dix maisons n'ont
 » jamais rien supporté de ce cens. Vous avez dit vous-
 » même (page 26), que Pierre des Essarts ajouta au pre-

» mier Enclos des Quinze-Vingts , un Enclos de qua-
 » rante-deux arpens, qui s'étendoit depuis leur habitation
 » jusques aux Capucins : donc les dix maisons , rue Saint-
 » Nicaise , n'ont point été bâties sur l'Enclos personnel
 » des Quinze-Vingts , mais sur l'Enclos des Effarts , su-
 » jet à une redevance différente , laquelle étoit de 103 f.
 » Quoi qu'il en soit , en supposant , continuent nos
 » Adversaires , ces dix maisons bâties sur l'Enclos parti-
 » culier des Quinze-Vingts , Louis XIV. auroit donc ac-
 » quis la directe sur une portion assez considérable de cet
 » Enclos ; il ne seroit donc pas vrai qu'il fût resté au
 » centre des Quinze-Vingts un terrain particulier , for-
 » mant leur Enclos particulier , cerné & environné par
 » dix maisons , bâties sur d'autres terrains que cet Enclos
 » particulier & originaire de la fondation primitive , char-
 » gé d'uncens de 7 l. 12 f. dont M. l'Archevêque offre la dé-
 » duction proportionnelle au terrain des dix maisons « .

RÉPONSE. Nous avons transcrit mot à mot cette objection , vraie-
 ment inintelligible , qu'on nous auroit peut-être accusé ,
 sans cela , d'avoir altérée. Essayons , s'il est possible , de
 débrouiller ce cahos , où tout est confondu , & dont il
 est impossible d'appercevoir la relation avec la question
 que nous discutons.

Nous croyons appercevoir dans l'objection deux par-
 ties qu'il faut distinguer. Dans la première , on entre-
 prend de prouver que nous nous sommes trompés , lors-
 que nous avons dit (page 39 de notre Mémoire) , que

181

les maisons de la rue S. Nicaise avoient été bâties sur une portion de l'Enclos personnel des Quinze-Vingts, & que nous nous sommes contredits à cet égard, page 26 de notre Mémoire; dans la seconde, on suppose le fait vrai, & l'on en tire contre nous une conséquence quelconque.

Mais, 1°. quand nous nous serions trompés sur le fait dont il s'agit, qu'en résulteroit il pour la décision de la cause actuelle? Que les dix maisons rue S. Nicaise, qui paroissent n'avoir été construites que depuis 1623, aient été construites sur le Clos des Effarts, ou sur ce qui avoit formé, avant 1623, l'Enclos personnel des Quinze-Vingts, en seroit-il moins vrai que le Roi n'a acquis la directe que sur les dix maisons qui ont été estimées, & qu'il n'a point acquis la directe sur ce qui, après la distraction du terrain de ces dix maisons, avoit formé depuis 1623, & formoit en 1687, l'Enclos particulier des Quinze-Vingts, puisque cette portion de terrain n'a point été estimée ni comprise dans les Procès-verbaux? La question ne peut concerner que le point de savoir si le Roi peut réclamer une portion de la censive de 7 liv. 12 sols, ou s'il doit se contenter de la rente & censive de 103 sols, qui étoit particulière au Clos Deseffarts.

2°. Au surplus, nous ne nous sommes point trompés, lorsque nous avons dit que les dix Maisons de la rue Saint-Nicaise avoient été bâties sur une portion de l'Enclos personnel des Quinze Vingts; & ce que nous avons dit du Clos des Effarts, ne contredit en aucune façon ce fait.

Les propriétés des Quinze-Vingts, comme celles de presque toutes les Communautés Ecclésiastiques, se sont formées & étendues successivement.

D'abord, on les trouve établis en 1260, *dans une certaine Place sur la rue Saint-Honoré, où étoit bâtie leur Maison*; & voilà ce qu'on peut appeller leur Enclos d'habitation primitive.

Mais leurs Propriétés & leur Enclos s'accroissent petit à petit.

On les voit, dès 1283, 1°. ayant acquis sur la même rue Saint-Honoré une Maison particulière, & sur d'autres Maisons de simples rentes, qui ont ensuite attiré la propriété des Maisons elles-mêmes.

2°. Ayant accru leur Enclos & Pourpris d'un arpent de terre donnant par-derrière sur la Maison du Comte de Bretagne, & d'une Chapelle & Oratoire sur le chemin Saint-Honoré, & recevant de l'Évêque de Paris en don un terrain de cinq arpens, qui étoit pris sur la couture de l'Évêque & qui tenoit au mur des Aveugles & sur la rue de Bretagne.

C'est cette concession particulière qui les a étendus au ~~Levant~~ ^{Pouchant} jusques à la rue Saint-Nicaise. Il est certain en effet, par les monumens de la Ville de Paris, que les Fossés de l'enceinte de Charles VI. passaient sur le terrain de la rue Saint-Nicaise; & cela est encore prouvé par les Censiers de l'Archevêché, où l'on voit que le terrain de ces cinq arpens fut pris pour les Fossés de la Ville.

3°. Enfin l'on voit, en 1399, les propriétés des Quinze-Vingts considérablement accrues par l'acquisition du Clos des Effarts, qui contenoit quarante-deux arpens.

Lorsque nous avons dit, page 26 de notre Mémoire, que ce Clos s'étendoit *depuis l'habitation des Quinze-Vingts jusques aux Capucins*, nous n'avons point entendu dire que ce Clos faisoit partie de leur habitation, ni même y tenoit. L'on devoit d'autant moins équivoquer sur cette expression, que nous avons dit, page 25 : « Cette Clôture ou Clos des Effarts étoit *une chose différente du Pourpris ou Clos de l'Hôpital*. Elle s'étendoit entre les Thuilleries & la rue Saint-Honoré, & comprenoit jusques & compris les Capucins ». D'ailleurs les faits & les titres, que nous avons cités, prouvoient invinciblement que le Clos des Effarts avoit toujours été séparé de l'Enclos particulier de l'Hôpital, & n'y avoit jamais pu être réuni.

On conçoit que les Quinze-Vingts ont pu étendre leur Enclos sur les cinq arpens que l'Évêque leur avoit donnés, & qui tomboient sur l'Hôtel de Bretagne, le long de l'arpent que les Quinze-Vingts venoient d'acquérir.

Mais les Fossés de Charles VII, qui ont enlevé aux Quinze-Vingts ces cinq arpens, les ont nécessairement renfermés dans l'espace qui renfermoit 1°. la place où ils avoient d'abord fait construire leur Maison ; 2°. l'arpent de terre & l'Oratoire qu'ils y avoient mis ; d'où il résulte que le Clos des Effarts ne pouvoit être qu'au-delà des fossés de la Ville.

Aussi voit-on dans les Censiers de l'Archevêché, l'Enclos personnel des Quinze-Vingts & le Clos des Effarts bien clairement distingués.

En 1372 l'Enclos personnel est indiqué par ces deux articles : 1°. *la Maison des Aveugles* ; 2°. *dix Arpens de terre enclos en leur Maison*. Le Clos des Effarts est désigné par cette expression : *leurs terres qui furent Pierre des Effarts*.

En 1399 l'Enclos personnel est indiqué par cette expression : *la Maison des Quinze-Vingts*. L'article des dix arpens est déclaré *vaquer*, parce que les murs & fossés de la Ville sont dedans en plus grande partie. Et le Clos des Effarts est encore indiqué dans un article particulier qui est même dans ce Censier, comme dans le précédent, séparé des deux premiers par deux autres articles qui concernent les Maisons rue Saint-Honoré.

L'on voit dans un Censier de 1613, qu'il y avoit déjà des Maisons bâties sur le Clos des Effarts; celui de 1623 annonce encore des Maisons bâties sur les fossés d'entre les Portes Saint-Honoré & Porte Neuve, tirant vers la rivière de Seine; c'est-à-dire, le long de ce qui forme aujourd'hui la rue Saint-Nicaise; mais le Censier indique que ces Maisons étoient construites à la droite de la rue du côté des Thuilleries. A la dernière de ces Maisons, il est dit dans ce même Censier, *ici finit le Clos des Quinze-Vingts aveugles, qui fut Pierre des Effarts*. Enfin, ce n'est que dans le Censier de 1663, que l'on trouve pour la première fois la mention de Maisons construites
de

de l'autre côté de la rue Saint-Nicaise, & appartenantes à l'Hôpital; tandis que celles déclarées en 1613 & 1623 construites sur le Clos des Effarts, sont dites appartenantes à des Particuliers.

Il est donc bien démontré que le Clos des Effarts a toujours été distingué de l'Enclos ou Maison des Quinze-Vingts, & que les Maisons, qui ont été construites sur le Clos des Effarts, n'ont jamais eu rien de commun avec celles qui existoient en 1687, de l'autre côté de la rue Saint-Nicaise.

Quant à l'emplacement de ces dernières Maisons, il est évident qu'il ne peut être pris que sur la partie de l'Enclos des Quinze-Vingts qui s'étendoit au Couchant, & qui provenoit ou de l'arpent aboutissant sur l'Hôtel de Bretagne, mentionné dans l'Acte de 1283, ou de ce qui avoit pu rester des cinq arpens que l'Archevêque avoit donnés à l'Hôpital par le même Acte; mais comme les Censiers de 1372 & années postérieures annoncent que la rente étoit entièrement perdue, parce que le terrain avoit été pris pour les murs & fossés de la Ville, il s'ensuit que les Maisons dont il s'agit ont été bâties sur la lisière de l'arpent acquis vers l'an 1283.

Cela posé, 10. nous avons donc eu raison de dire que ces dix Maisons avoient été prises sur ce qui avoit formé depuis 1283 jusques vers 1663, l'Enclos personnel des Quinze-Vingts, puisque l'Acte de 1283 dit que l'arpent étoit uni à l'Enclos & *situm in pourprisio*.

20. Nous avons eu également raison de dire que ces

dix Maisons étoient soumises en partie à la Censive de 7 liv. 12 sols, puisque nous avons prouvé que cette Censive, dont tout ce qui composoit l'Enclos ou Maison des Quinze Vingts étoit chargé, étoit vraiment composée, 1^o. du Cens qui étoit originairement dû sur l'ancienne Place ou Maison des Quinze-Vingts; 2^o. des 6 livres dont l'Évêque avoit chargé en 1283 l'Arpent & l'Oratoire nouvellement réunis à cette Maison; & c'est la raison pour laquelle le Censier de 1663 n'assigne aucun Cens particulier à ces Maisons; leur changement de destination, par la séparation de l'Enclos d'habitation, ne pouvoit rien changer au Cens général, qui affectoit toutes les parties dont on les avoit démembrées.

Si nos Adversaires sont obligés de supposer, ou plutôt d'admettre avec nous, ces faits comme démontrés, nous avouons que nous ne pouvons rien concevoir au surplus de l'objection qui s'applique à cette hypothèse.

Il n'est pas vrai de dire dans cette hypothèse que Louis XIV. ait acquis une partie considérable de ce qui formoit en 1687 l'*Enclos personnel* des Quinze-Vingts, puisque cette portion de terrain en avoit été distraite vers 1663, & avoit été appliquée à une destination différente de l'habitation personnelle des Quinze-Vingts. Il est seulement vrai de dire que Louis XIV. a acquis une portion de ce qui avoit formé l'Enclos personnel des Quinze-Vingts, depuis 1283 jusqu'en 1663; ce qui est fort indifférent à notre question.

Nous concevons encore moins ce que nos Adversaires

veulent dire , lorsqu'ils ajoutent « qu'il ne seroit pas vrai » qu'il fût resté au centre des Quinze-Vingts un terrain » particulier , formant leur Enclos particulier , cerné & » environné par des Maisons bâties sur d'autres terrains » que ce terrain particulier , & originaire de la fondation » primitive ».

N'a-t-on voulu faire qu'un jeu de mots sur ce terme , d'*Enclos originaire* ? La solution s'en fera aisément par la distinction de quatre époques. Avant 1260 , les Quinze-Vingts ne possédoient que la place où étoit construite leur Maison. En 1283 , ils l'ont agrandie d'un arpent , d'un Oratoire , & des cinq arpens donnés par l'Évêque de Paris. En 1367 , l'Enclos a été retréci par les murs & fossés de Charles VII , qui leur ont fait perdre les cinq arpens de l'Évêque. Vers 1663 , les Quinze-Vingts ont encore diminué leur Enclos personnel , en faisant construire le long de la rue Saint-Nicaise des Maisons appliquées à des locations extérieures. Ce qui leur restoit de l'ancien terrain , étoit ce qui formoit leur Enclos personnel depuis 1663 jusqu'en 1687 ; ainsi les Maisons rue Saint-Nicaise seront bâties , ou sur l'Enclos , ou hors l'Enclos , selon que l'on voudra prendre une époque ou l'autre. Si l'on considère l'époque antérieure à 1260 , elles ont été bâties sur un terrain étranger à l'Enclos originaire & de fondation primitive. Si l'on considère l'époque de 1283 , elles ont été bâties sur ce qui formoit en partie cet Enclos.

Mais , quelque choix que l'on fasse entre ces époques ,

& de quelque expressions que l'on se serve, on ne voit pas quelle conséquence on en pourra tirer sur la question de savoir si Louis XIV. a voulu acquérir & a acquis réellement en 1667 ce qui formoit, à cette époque, l'Enclos personnel des Quinze-Vingts.

C'est à ce seul point de fait que se réduit toute la contestation : toutes les discussions dans lesquelles nous venons de suivre nos Adversaires, sont absolument étrangères à cette question, qui se résout en un mot.

Louis XIV. n'a voulu & n'a pu acquérir de l'Archevêché que ce qui a été évalué, & ce dont il a donné l'équivalent. Le Terrain & les Bâtimens, qui formoient l'Enclos personnel des Quinze-Vingts, n'ont point été estimés ; on n'a estimé que les Maisons qui l'encadroient. La directe sur des terrains de 7, 256, 000 liv. que le Roi a cédés à l'Archevêché, a été compensée par une directe sur des terrains de valeur parfaitement égale, que l'Archevêque a cédés au Roi. Donc il est évident que Louis XIV. n'a voulu ni pu acquérir autre chose que la directe sur les Maisons qui encadroient l'Enclos personnel des Quinze-Vingts.

Jamais nos Adversaires ne détruiront ce moyen invincible, qu'en prouvant que l'Enclos des Quinze-Vingts a été spécialement estimé. C'est ce qu'ils n'ont point entrepris de faire & ce qu'ils ne feront jamais ; & tant qu'ils garderont le silence sur ce point, nous nous croirons désormais dispensés de répondre à leurs subtilités grammairiennes & à tous les systèmes que leur imagina-

tion pourra enfanter : à moins qu'en abandonnant celui qui fait la base actuelle de leur défense, ils ne reviennent aux deux moyens qu'ils ont déjà hasardés, qu'ils n'ont encore présentés que d'une manière propre à décélérer le peu de confiance qu'ils y ont mis, & sur lesquels nous n'aurons que des observations très-sommaires à présenter.

R É P O N S E

Aux deux Moyens subsidiaires des Adjudicataires.

Elever quelques doutes sur les droits de l'Archevêché antérieurement à l'échange, prétendre qu'en tout cas le droit du Roi seroit invinciblement établi par le seul fait de la perception que ses Officiers ont eu des Cens; voilà en deux mots à quoi se réduit toute la défense subsidiaire des sieurs Seguin & Bouilleror.

Il n'est pas besoin de faire observer combien cette partie de leur défense est contradictoire avec la première.

Si l'Archevêque n'avoit pas la Censive sur l'Enclos des Quinze-Vingts, le Roi n'a pas été dans le cas de l'acquérir; il est donc absurde de faire tant d'efforts pour établir que l'Archevêque a cédé des droits que l'on suppose qu'il n'avoit pas.

D'un autre côté, si le Roi n'a acquis la mouvance dont il s'agit depuis 1687, que par la seule force de la prescription; (car, quoiqu'on n'ait pas osé prononcer ce terme, c'est à quoi se réduit le second Moyen) il n'est

donc pas vrai que cette mouvance lui ait été cédée en 1687.

Mais laissons aux Ajudicataires le soin de concilier leurs propres idées, & discutons les deux objections que nous venons d'annoncer.

R É P O N S E

A la premiere Objection.

Nous avons développé dans notre premier Mémoire, les titres qui établissent la Censive de l'Archevêché; nous en avons rapporté deux preuves évidentes. 1°. Le droit d'enclave: il est prouvé par deux titres contradictoires avec le Roi: la célèbre Transaction de 1222, l'Arrêt du Conseil du 10 Novembre 1674. Cet enclave a été reconnu en 1687 par le Roi lui-même, puisqu'il a acquis, comme mouvans de l'Archevêché, tous les terrains qui enclavent l'Enclos de l'Hôpital. 2°. Indépendamment du droit d'enclave, M. l'Archevêque a prouvé son droit par des titres & une possession spéciale. Saint-Louis reconnoît en 1260, que la place où est la Maison des Quinze-Vingts est située, *in terrâ & dominio ipsius Episcopi*. En 1283, les Quinze-Vingts augmentent leurs possessions autour de ce premier Enclos; & c'est de l'Evêque de Paris qu'ils obtiennent la permission de posséder les nouvelles acquisitions, à la charge du Cens; c'est de l'Evêque qu'ils reçoivent en pur don cinq arpens sous la même charge. Un Pierre des Effarts leur ajoute

un Clos de quarante-deux arpens, & ils en prennent l'amortissement de l'Evêque de Paris. Les Censiers de *l'archevêché* ~~l'Abbaye~~, depuis 1372 jusqu'en 1663, rappellent toutes ces diverses possessions des Quinze-Vingts, & spécialement leur Enclos, ou Maison. Enfin, un jugement contradictoire du 30 Juin 1617, maintient l'Evêque de Paris spécialement dans la Censive de 7 liv. 12 sols, à cause de l'Hôtel & Pourpris dudit Hôpital.

A des preuves aussi positives, nos Adversaires n'opposent que des doutes. On pourroit se dispenser de répondre à des doutes; mais voyons ce qui les fait naître.

» Rien de plus incertain, dit-on, que les adaptations
» de titres anciens à l'état moderne d'une grande sur-
» face, surtout d'après les révolutions qui s'opèrent
» dans une Capitale. « OBJECTION.

Mais, M. l'Archevêque n'a point d'adaptation à faire. RÉPONSE.
D'un côté il a l'enclave; & de l'autre, tout ce que les
Quinze-Vingts ont possédé dès avant 1260, sur la rue
S. Honoré, a été reconnu dans sa mouvance.

» Il y a eu, dit-on, cinq arpens enlevés par les fossés
» de Charles VII. « OBJECTIONS.

Eh! que nous importe? puisque nous ne demandons RÉPONSE.
que ce qui est resté aux Quinze-Vingts, ce qu'ils ont
possédé jusqu'en 1779?

OBJECTION. On nous demande, » ce que sont devenus les em-
 » placemens de l'Hôtel du Comte de Bretagne, de
 » l'Hôtel de l'Archevêque de Rheims, du Jardin de
 » Jean Martin, & pourquoi ils ne feroient pas aussi
 » bien partie de l'Enclos des Quinze-Vingts, comme
 » des Maisons environnantes? «

RÉPONSE. Lisez le Procès-verbal du 21 Juin 1679, vous verrez
 que l'emplacement de l'Hôtel du Comte de Bretagne
 a été reconnu & fixé, comme aboutissant par derriere
 à l'Enclos des Quinze-Vingts, & distrait de l'échange,
 comme ayant été acquis par le Roi. Si vous prétendez
 qu'une partie a été ajoutée depuis 1687 à l'Enclos des
 Quinze-Vingts, vous en avez tous les titres de propriété,
 rapportez le contrat d'acquisition.

Le Jardin de Jean Martin touchoit *devers Paris*; l'ar-
 pent acquis par les Quinze-Vingts en 1283, & cet ar-
 pent touchoit *par derriere aux murs du Comte de Breta-*
gne : donc ce Jardin touchoit à l'Enclos du côté de la
 rue Saint-Thomas du Louvre. Or tout ce terrain, abou-
 tissant à l'Enclos des Quinze-Vingts en 1687, a été re-
 connu être dans la Censive de l'Archevêché & cédé au
 Roi. Prétendriez-vous qu'une partie ait été annexée
 à l'Enclos depuis cette époque? Prouvez, rapportez le
 contrat d'acquisition.

Quant à l'Hôtel de l'Archevêque de Rheims, nous
 n'en connoissons point la relation avec le terrain dont
 il s'agit, & nous nous croyons dispensés d'en chercher
 la position.

C'est

148

C'est sans raison que nos Adversaires observent » que **OBJECTION.**
 » pour donner quelques couleurs à notre prétention sur
 » l'universalité de l'Enclos , il faudroit connoître le
 » toisé des terrains qui furent dans la Censive du Siège
 » de Paris , & quelle portion en avoit été appliquée à
 » l'Enclos des Quinze-Vingts , & quelle portion aux
 » maisons environnantes. «

On a n'a pas besoin de toisé, quand on a un enclave. **RÉPONSE.**
 Il a été reconnu en 1687, par les Officiers du Roi, que
 l'Archevêque avoit la Censive sur tous les terrains encla-
 vés dans les quatre rues, sauf l'emplacement de l'Hôtel
 de Bretagne. Il est donc impossible que l'Enclos des
 Quinze-Vingts, qui aboutissoit au terrain de l'Hôtel de
 Bretagne, se soit formé sur aucune autre Censive que
 celle de l'Archevêque.

Feroit-on consister la difficulté à reconnoître le ter-
 rein qu'occupoient les maisons qui enclavoient?

Nous répondrons, 1°. il n'y en auroit aucune, si
 vous n'aviez pas changé l'état des choses; & vous ne
 deviez pas le faire sans appeller l'Archevêque.

2°. Toutes les maisons qui appartenoint à des par-
 ticuliers subsistent, puisqu'elles ne vous ont pas été ven-
 dues, & vous avez laissé subsister toutes celles rue S.
 Nicaise: il sera très-facile de reconnoître l'emplace-
 ment des autres.

3°. Il doit y avoir des plans anciens qui ont dû vous
 être remis; il en a été annexé un aux Lettres-patentes pour

fixer l'alignement des rues que vous deviez tracer ; & ce plan doit indiquer l'ancien état des choses ; représentez ces plans , d'après lesquels il sera facile de reconnoître les anciens emplacements.

Quant aux petites chicanes que les Adversaires ont hazardées contre le droit de l'enclave de l'Archevêché, nous n'entreprendrons point d'y répondre sérieusement. Ce droit a été si clairement établi dans notre premier Mémoire , & par ce qui vient d'être dit , au sujet de l'Hôtel de Bretagne & du Jardin à Jean Martin , que ce seroit abuser des momens des Magistrats , que de revenir sur un point aussi incontestable.

Nous ne répondrons point davantage à cette idée singulière , que les Adjudicataires n'ont point acquis le terrain des rues qu'ils ont formées. Quand ils auront été condamnés à payer les lods & ventes , il ne nous sera pas difficile de leur prouver qu'ils n'en peuvent pas distraire les rues qui sont une charge de leur adjudication.

R É P O N S E

A la seconde Objection.

Mais , & c'est ici la dernière ressource des sieurs Seguin & Bouillerot , » Le Roi , disent-ils , depuis 1687 , » a perçu seul les Censives que les Quinze-Vingts de- » voient à l'Archevêché. Par le seul fait de ce paiement , » il auroit acquis la Directe sur le terrain qui n'auroit » point été compris dans l'échange. «

Cette objection peche dans le fait & dans le droit.

Dans le fait, pour prouver que le Roi a perçu la Censive sur la totalité du terrain qui appartenait aux Quinze-Vingts, sur leur Enclos personnel, comme sur les maisons qui l'enclavent, on ne nous rapporte qu'un certificat du Bureau d'Administration des Domaines du 24 Juillet 1782.

Mais que porte ce certificat?

» Je soussigné certifie que, *les maisons situées rue S. Nicaise, rue S. Honoré & S. Thomas du Louvre, appartenantes ci-devant à l'Hôpital des Quinze-Vingts aveugles, & vendues par M. le Cardinal de Rohan, Grand-Aumônier à M. Seguin & Compagnie, sont en la Censive de Sa Majesté, comme faisant partie des maisons & emplacements dont la Censive a été cédée au Roi par l'échange de 1687.* Cette première partie du Certificat seroit parfaitement juste, si celui qui l'a donné n'avoit pas parlé par erreur de maisons rue Saint-Thomas du Louvre, appartenantes aux Quinze-Vingts, qui ne possédoient rien sur cette rue, suivant l'échange de 1687. Il est vrai, sans doute, que *les maisons situées rue S. Nicaise & S. Honoré, qui appartenient aux Quinze-Vingts, sont dans la Censive du Roi, comme faisant partie de l'échange de 1687; mais ces Maisons appartenantes aux Quinze-Vingts, ne sont pas leur Hôtel, leur Hôpital & leur Eglise.*

Le Certificat continue & porte: » Qu'en conséquence, les arrérages des Cens & Rentes dûs au Domaine

496

» sur toutes lefdites maisons & terrains, ont été exac-
 » tement acquittées depuis ledit échange, & que le
 » dernier paiement fait entre nos mains, est du 5 Octo-
 » bre 1779, pour quatre années échues à la S. Remi. «
 Il est certain, sans doute, que les Quinze Vingts ont
 dû payer des Cens au Roi; mais à raison de quoi les
 ont-ils payés? Les ont-ils payés seulement à raison des
 maisons sises rues S. Nicaise & S. Honoré qui enfer-
 moient leur Enclos; ou les ont-ils payés même pour
 l'Enclos de leur Hôpital? Voilà ce que le Certificat ne
 dit pas. Voilà cependant ce qu'il faudroit éclaircir; ce
 que l'on ne pourroit éclaircir qu'en indiquant la quotité
 des Cens payés, qu'en justifiant des termes des quit-
 tances, qu'en rapportant les déclarations que les Quin-
 ze Vingts ont pu fournir aux Terrier du Roi. Il ne
 suffiroit pas même de considérer à cet égard les paie-
 mens faits dans les derniers tems; il faudroit remon-
 ter jusqu'en 1687, suivre sur les Registres du Domaine
 les progrès de la possession, la forme & la quotité des
 paiemens.

Tant qu'on ne rapportera pas des preuves de ce
 genre, nous serons autorisés à dire qu'il n'en existe au-
 cune du fait sur lequel on appuie l'objection.

Mais, supposons pour un instant le fait aussi bien
 prouvé qu'il l'est peu, l'objection n'en seroit pas plus
 solide en point de droit.

Forçons d'abord nos Adversaires à s'expliquer nette-
 ment. Qu'entendent-ils par cette phrase, *que le seul fait*

du paiement du Cens au Roi suffit pour démontrer son droit?

Prétendent-ils seulement que ce fait doit servir à interpréter l'acte? En ce cas notre réponse est simple. Des Procès-verbaux d'estimation déposés au Greffe du Conseil, pour servir de titre commun au Roi & à l'Archevêque, sont des monumens plus sûrs pour l'interprétation de l'Acte, que l'erreur des Officiers du Domaine qui auroient négligé de distinguer ce qui dans les Cens devoit appartenir au Roi, ou rester à l'Archevêque.

Prétendent ils que le Roi, en tout cas, auroit acquis par prescription ce qui ne lui auroit pas été cédé? C'est, sans doute, ce que nos Adversaires voudroient faire entendre, quoiqu'ils n'aient pas osé prononcer le mot; il nous sera facile de justifier la pudeur qui les a retenus.

En Général, une possession, pour opérer la prescription, doit être publique & non clandestine; par cette raison, de simples paiemens de Cens ne suffisent point pour opérer entre particuliers une prescription de Directe, parce que ces sortes d'Actes sont privés & clandestins. Il faut des déclarations à Terrier & plusieurs enfaînemens, donnés sur des mutations, opérées par des Actes authentiques.

Mais, quelles sont ici les Parties entre lesquelles on prétend parler de prescription? C'est le Roi, auquel on veut donner par prescription une Directe, qu'il n'auroit acquise contre l'Archevêché de Paris que par un pareil titre.

Le Roi ne prescrit point contre ses Sujets. C'est une

juste réciprocité du principe , qui ne permet point aux Sujets de prescrire contre leur Souverain. Il est d'ailleurs indigne de la majesté du Trône & de sa suprême Justice , que le Souverain dépouille ses Sujets de leur propriété , par le seul fait de la possession.

Cette maxime , si conforme à l'honnêteté publique , a sur-tout son application relativement aux biens de l'Eglise. Le Roi est le Protecteur particulier des biens que leur piété , ou celle de ses Sujets , a consacrés à Dieu & à ses Ministres. Il est le Défenseur des droits des Bénéfices. Malgré l'inaliénabilité du Domaine , nos Rois ont voulu que les dons par eux faits à l'Eglise fussent irrévocables ; & l'on voudroit que les Officiers du Roi , par le seul fait d'une possession sans titre , d'une possession contraire au titre , pussent dépouiller l'Eglise des bienfaits de nos Monarques & de leurs Sujets !

Loin de nous des principes aussi odieux. Que des Entrepreneurs intéressés les fassent entrer dans les calculs de leur spéculation , & osent les invoquer pour se défendre de payer des droits seigneuriaux & accroître le bénéfice de leur marché , c'est ce que l'on peut concevoir ; mais on ne les verra jamais adopter par les Magistrats , qui tiennent au nom du Souverain la balance de la Justice & qui y pesent ses propres droits. M. l'Archevêque n'a point à craindre de M. le Procureur-Général qu'il adopte un moyen aussi odieux en lui-même , & qui le deviendroit encore plus dans les circonstances.

Il est désormais bien démontré que le Roi n'a ni voulu ni pu acquérir la Directe qui appartenait à l'Archevêché sur un terrain & des bâtimens qu'il n'a point fait estimer, & dont il n'a fourni aucune valeur. La conséquence de ce fait étoit qu'il devoit se faire une ventilation entre le Roi & l'Archevêque, de la Censive que devoient les Quinze-Vingts, pour en appliquer une partie aux terrains dont la Directe avoit été cédée au Roi, & en réserver une partie à l'Archevêché. Si les Officiers du Domaine avoient perçu la totalité de la Censive, ce seroit sans doute une erreur & non un principe d'usurpation qui les y auroit conduits. Si les Préposés de l'Archevêché avoient oublié de réclamer une partie de cette Censive, ce seroit une négligence grave; mais jamais le Roi n'abusera de cette erreur, ou de cette négligence, pour usurper le patrimoine du Siège Archiépiscope de sa Capitale; pour s'attribuer, contre son propre titre, contre les monumens qu'il a fait déposer dans ses Archives, pour servir de titre commun, une mouvance sur un terrain de la valeur de plusieurs millions. Sa justice & sa pitié repousseroient avec indignation une pareille conquête, & puniroient les Officiers qui oseroient lui en présenter l'expectative.

Il est inconcevable que, pour excuser une défense de cette nature, les sieurs Seguin & Bouillerot aient osé parler des avantages que l'Archevêché a retirés de l'échange de 1687.

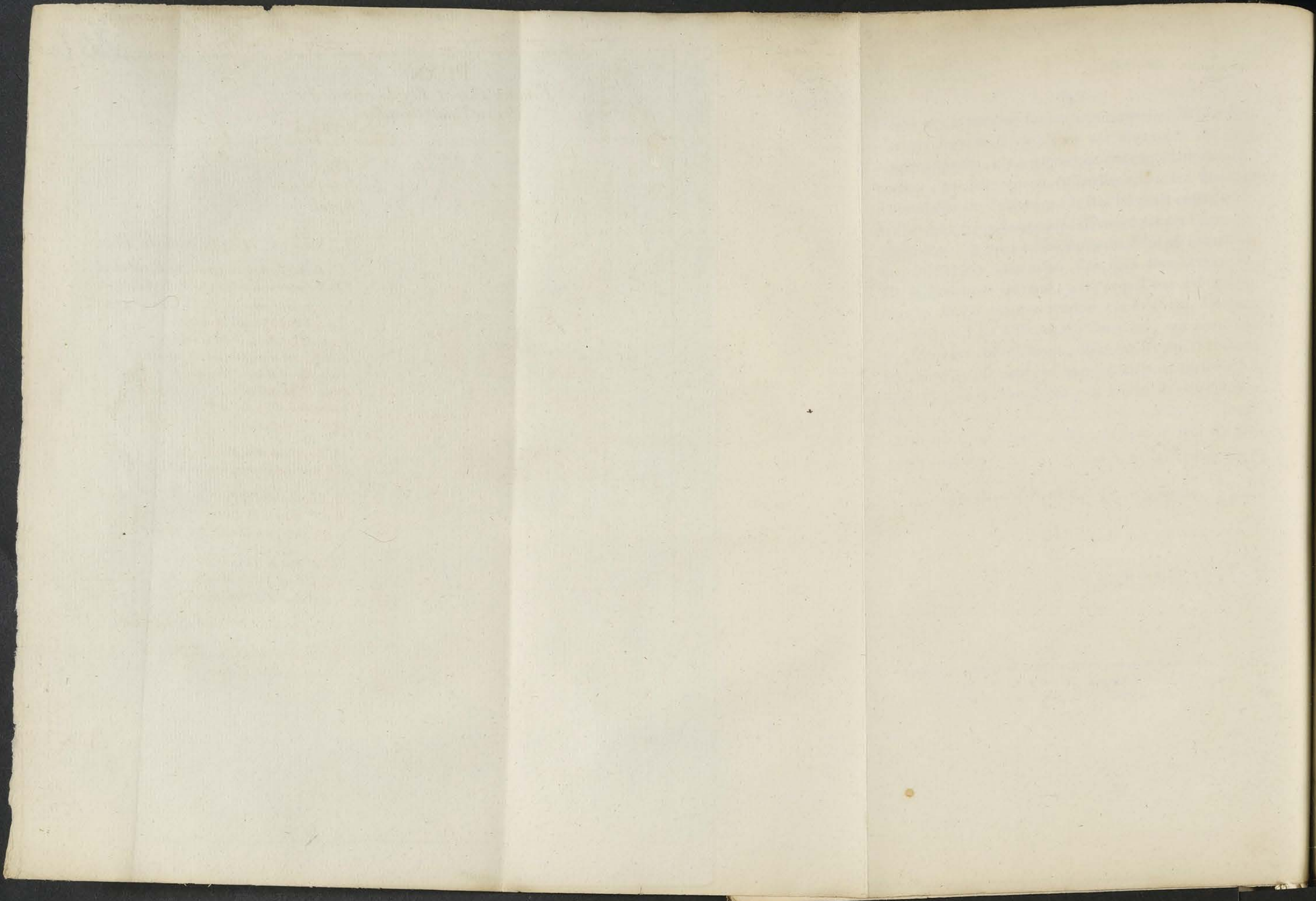
Nous ne craignons point de le dire, l'Archevêché, en

cédant une mouvance sur un terrain contigu, & l'un des plus précieux de Paris, pour une mouvance sur des Maisons éparfes, n'y a gagné que des contestations fans nombre, par l'événement desquelles elle a été évincée d'une multitude d'objets que le Roi lui avoit cédés, dont la Directe a été réclamée avec efficacité par des Seigneurs particuliers, & pour raison desquels il lui est encore dû des indemnités immenses. Ces faits sont connus de M. le Procureur-Général, avec lequel ont été rendus tous les Arrêts qui ont produit ces évictions. De quel œil verroit-il les Officiers du Domaine, qui n'ont pas pu, dans ces contestations, défendre les droits cédés à l'Archevêque, se présenter aujourd'hui pour soutenir les sieurs Seguin & Bouillerot, & abuser de leur propre erreur pour venir arracher à ce même Siège une mouvance qu'il n'a jamais cédée, & que le Roi n'a pas voulu acquérir ?

Monsieur CH O A R T, Rapporteur.

M^c T R O N C H E T, Avocat.

C H A S T E L, Proc.



202

208



OBSERVATIONS

*SUR le MÉMOIRE de l'Administrateur des Domaines,
ET RÉSUMÉ pour M. l'Archevêque de Paris.*

M. l'Archevêque a porté à un tel point de démonstration la justice de la demande qu'il a formée contre les Acquéreurs des Quinze-Vingts, qu'il pourroit désormais s'imposer un silence absolu : aussi ne se propose-t-il ici que de donner une indication sommaire des Moyens qu'il a développés dans ses premiers Mémoires, en les rapprochant de l'ordre dans lequel l'Administrateur a présenté les siens.

M. l'Archevêque, par l'échange de 1687, a-t-il cédé; le Roi a-t-il acquis le terrain qui formoit l'enclos personnel d'habitation des Quinze-Vingts? Telle est la question de fait à juger, soit d'après les conclusions de l'Administrateur lui-même, soit d'après son Mémoire.

A

203

Pour juger cette question de fait, *il faut*, dit-il, *con-*
noître l'échange. Fort bien. Car si l'échange ne contient
point la cession expresse de l'objet dont il s'agit, il n'a
pas été cédé. Disons mieux, s'il n'a pas été expresse-
ment cédé, il a été expressément réservé par la clause
finale. » Le présent Contrat ne pourra être tiré à con-
» séquence, ni préjudicier à Sa Majesté, & *audit Sei-*
» *gneur Archevêque*, pour les autres droits de Directe
» & Censive qui appartiennent à chacun d'eux sur d'au-
» tres maisons, terres & héritages & autres biens *non-*
» *compris en icelui Contrat.* »

Cette réserve étoit même surabondante; car la nature
du Contrat, son caractère, excluait de droit tout ce qui
n'y étoit pas compris.

Il faut connoître l'échange (dit fort bien l'Administra-
teur.) Eh bien! lisez ce Contrat, lisez les Procédures
qui l'ont précédé & suivi, qui y sont annexées comme
un titre commun, comme une preuve perpétuelle de ce
que les Parties ont fait & voulu faire, & son caractère
ne vous paroîtra point équivoque. C'est une cession réci-
proque de la Directe *sur les maisons qui s'ensuivent*,
savoir, &c. C'est une cession qui a eu pour base *des esti-*
mations préalables, articles par articles. Donc il n'y a
de cédé que ce qui a été exprimé; donc il n'y a de cédé
que ce qui a été estimé. Or nous défions l'Administra-
teur 1°. de trouver dans cet échange la cession expresse
de l'enclos des Quinze-Vingts, & encore moins de tous

ces autres terrains immenses qu'il faudroit, dans son système, comprendre encore dans l'échange : nous le démontrons 2°. de prouver que l'enclos des Quinze-Vingts, ni les autres terrains qu'il prétend envahir, ayent été estimés.

Suivons-le dans ces deux parties du défi.

I. L'Administrateur a prétendu pendant quelque tems trouver une cession expresse de l'enclos, de l'hôtel & hôpital des Quinze-Vingts, dans cette clause, *item sur le fond du passage de l'Hôpital & Eglise des Quinze-Vingts*, en y suppléant des virgules, & en y lisant comme s'il y avoit *sur le fond du Passage, sur le fond de l'Hôpital, sur le fond de l'Eglise*.

On lui a démontré qu'il n'étoit pas permis de changer ainsi le texte d'un Acte à titre onéreux.

Que cette clause, qui suit immédiatement la cession d'une maison particulière, laquelle comprenoit *la superficie* du Passage, ne désignoit que *le sol* de ce même passage, ou entrée conduisant à l'Hôpital & à l'Eglise.

Que l'on n'a jamais désigné la vente d'un immeuble composé d'un sol & d'une superficie par cette expression, *le fond d'un tel immeuble*.

Qu'il eût été absurde de désigner par une pareille expression un objet aussi important que l'Hôpital, lorsque l'on avoit désigné de simples maisons par les détails de leur consistance & de leurs tenans & aboutissans.

Que cette expression de l'échange ne pouvoir pas être équivoque lorsqu'on la rapprochoit du Procès-verbal d'estimation où il n'est nullement question de l'Hôpital, mais de l'entrée de l'Hôpital & Eglise des Quinze-Vingts.

Dans l'impossibilité de trouver dans l'acte d'échange la cession expresse qu'il y faudroit montrer, l'Administrateur est réduit à soutenir que le Roi a acquis cet Hôpital, parce qu'il a dû avoir intention de l'acquérir. Voilà sa dernière & unique ressource.

» Le Roi, dit-il, a acquis l'enclos des Quinze-Vingts
 » & tous les autres terrains non-estimés, parce qu'il étoit
 » dans son intention d'acquérir une contiguïté, parce qu'il
 » étoit nécessaire d'acquérir une contiguïté pour remplir
 » le double objet de l'échange, qui étoit 1°. de faire
 » cesser le mélange des Seigneuries, 2°. d'exécuter le
 » projet du Louvre. »

Ainsi c'est aujourd'hui une simple intention prétendue qu'il faudra faire prévaloir sur ce que les Parties ont fait; l'intention prévaudra désormais sur la convention; & l'Archevêché perdra une propriété immense, dont on ne lui a fourni aucune valeur, qu'il n'a pas cédée, & cela par l'induction tirée d'une prétendue intention. Quel système au nom du Roi, contre le premier Siège Episcopal de son Royaume! Faut-il y répondre sérieusement? Nous l'avons fait surabondamment dans notre troisième Mémoire, page 22 & suivantes.

1°. L'Arrêt du Conseil du 31 Décembre 1678, qui est préliminaire de l'échange, ne dit pas un mot du projet

du Louvre, & ce motif n'a été ajouté que très-accessoirement dans le préambule du Contrat.

2°. Le mélange des Directes (disons-le hardiment) n'étoit qu'un prétexte; le détail de l'échange prouve qu'il n'y avoit aucun mélange qui pût donner lieu à des inconvéniens sérieux.

3°. Ce mélange ne pouvoit laisser subsister aucun inconvénient à l'égard des cinq enclos de main-morte, qui n'ont point été compris dans l'échange, & qui auroient coûté trop cher au Roi.

4°. Que la galerie du Louvre dût passer, ou non, sur l'enclos des Quinze-Vingts par un coin, ou par le milieu, ce n'étoit qu'un projet magnifique, mais dont on prévoyoit la difficulté dans l'exécution, qui n'a jamais été exécuté, qui ne pouvoit s'exécuter dans cette partie, qu'en achetant aussi la propriété des Quinze-Vingts. Si le Ministère a cru en seize cent quatre-vingt sept devoir surseoir l'acquisition de la Propriété, il n'est pas étonnant qu'il ait cru devoir surseoir l'acquisition de la Directe, qui, par un calcul proportionnel (que nous avons démontré dans notre second Mémoire, page 37 à la note) auroit coûté alors au Roi 1,646,590 livres, & dans le fait auroit été en pure perte pour Lui, jusqu'à l'époque actuelle.

5°. Il est inutile de disputer si dans les états de ce qui devoit être cédé, l'on avoit compris, ou non, l'enclos des Quinze-Vingts, & les quatre autres enclos de S. Thomas-du-Louvre, des Feuillans, des Capucins & de l'As-

somption. Il est absurde de confondre l'opération préparatoire avec la convention qui en est résulté, le projet avec l'acte. Si l'on a proposé d'un côté, l'on n'a point accepté de l'autre, puisque l'on n'a point compris dans l'estimation certains objets proposés, puisque l'on ne les a point compris dans la cession.

6°. S'il étoit vrai que le Roi entendoit acquérir, que l'Archevêque entendoit céder la totalité d'un gazon contigu, pourquoi donc, de la part de l'Archevêque, n'a-t-on cédé que *les maisons qui ensuivent*? Pourquoi lui a-t-on réservé expressément *les objets non-compris en icelui Contrat*? N'est-il pas évident qu'on auroit alors dit que l'Archevêque cédoit *la totalité des Directes qui lui appartenoient dans telle circonscription*? N'est-il pas évident que la réserve de *ce qui n'est pas compris*, exclut l'idée de la cession de la totalité?

7°. Enfin la preuve la plus invincible que Louis XIV n'a pas eu intention d'acquérir ces objets, c'est qu'il ne les a pas fait comprendre dans l'estimation, ainsi que les quatre enclos de main-morte aussi considérables, qui n'ont pas été non plus estimés.

II. C'est ici le point véritablement critique pour l'Administrateur du Domaine. Comment oser dire au nom du Roi qu'il a voulu acquérir, qu'il a acquis de fait, la mouvance sur l'enclos des Quinze-Vingts, lorsqu'il ne l'a point fait estimer, & qu'il a voulu acquérir également la Directe sur quatre enclos aussi considérables, lors-

qu'il ne les a pas fait estimer, lorsqu'il est démontré que l'enclos des Quinze-Vingts auroit dû être estimé plus de 1, 600, 000 livres, lorsqu'il est évident que chacun des quatre autres auroit dû être évalué à-peu-près autant? (Il ne faut pas perdre de vue en effet que le système de l'Administrateur est indivisible, & qu'il ne peut se tirer du défaut d'estimation relativement à l'enclos des Quinze-Vingts, qu'en soutenant, comme il le fait expressément, que le Roi a acquis également sans estimation ces quatre autres enclos.)

Etoit-il besoin de répondre sérieusement à un pareil système, & de prouver qu'un Contrat où l'on a commencé par estimer tels & tels objets spécialement, où l'on n'a cédé ensuite que les objets estimés, & où l'on a réservé ce qui n'est pas compris, ne peut pas emporter la cession de ce qui n'est pas estimé?

Quoi qu'il en soit, nous avons réfuté ce système étrange dans notre second Mémoire (page 3, jusques & compris 13, 26 & 27; 30, jusques & compris 40) & nous y avons répondu aux deux objections que l'Administrateur ne fait que renouveler, & qui se réduisent à ces deux mots: 1°. Le défaut d'évaluation ne donneroit lieu qu'à un supplément d'échange. 2°. Il n'y avoit pas lieu à évaluer l'enclos des Quinze-Vingts, ni les quatre autres.

Résumons nos répliques.

Première objection. *Le défaut d'estimation ne donne lieu qu'à un supplément d'échange.*

Par sophisme. 1°. Pour qu'il y eût lieu à un supplément, il faudroit qu'il y eût une cession; & il n'y en a point.

2°. Il n'y a lieu à supplément que quand il y a des évaluations inégales; alors l'échange ne se consomme pas. On ordonne qu'il sera procédé à un supplément & à une évaluation de ce supplément. Ici l'échange est consommé; preuve sans réplique que l'on n'a pas voulu y comprendre ce qui n'étoit pas évalué, & qu'il ne s'agissoit pas de supplément.

3°. Quand on a vu, avant de consommer l'échange, que ce qui avoit été estimé de la part de l'Archevêque, n'égalait pas ce qui avoit été estimé de la part du Roi, on a exigé de lui deux supplémens consécutifs pour rendre l'échange égal. L'un de 192,000 l., l'autre de 98,000 l. Il eût été absurde d'exiger de l'Archevêque un supplément de 280,000 l., quand le Roi auroit eu de son côté à lui fournir un supplément de 1,600,000 pour le seul enclos des Quinze-Vingts, & de 5 à 6 millions pour les cinq enclos.

4°. Enfin le jugement du Conseil, qui autorise les Commissaires à consommer l'échange, ne les y autorise qu'à passer contrat » des droits respectifs de censive & » de directe appartenans à S. M. & à l'Archevêque sur » les maisons, jardins, places & héritages *compris audit* » *procès-verbal du 21 juin 1679, & rapports d'experts* ». Donc le Roi n'a acquis que ce qui a été estimé par les experts,

experts. Donc l'idée d'un supplément d'échange est inconciliable avec la teneur même de l'acte.

Seconde objection. *Il n'y avoit pas lieu à évaluer l'enclos des Quinze-Vingts, ni les quatre enclos, (car il ne faut jamais oublier que c'est jusques-là que l'Administration porte & est obligé de porter son système).*

On en donne trois raisons, deux communes à tous les objets, une particuliere à l'enclos des Quinze-Vingts. 1°. L'évaluation de ces enclos se trouve implicitement comprise dans celle des terrains qui les environnent. 2°. La directe sur ces propriétés n'étoit susceptible d'aucune évaluation. 3°. Rien de moins certain que la directe de M. l'Archevêque sur l'enclos des Quinze-Vingts.

Résumons les réponses que nous avons déjà faites dans notre troisieme Mémoire (page 33, jusques & compris 40; & page 3, jusques & compris 13).

1°. Il suffit de lire les procès-verbaux d'estimation pour reconnoître toute l'absurdité de la premiere objection de l'Administrateur. Chacun des terrains, qui enclavent l'enclos des Quinze-Vingts, a été estimé séparément & avec la désignation pour chacun d'eux de leurs quatre tenans, dont l'un est *aboutissant par derriere à l'enclos*. L'estimation d'un terrain *limité à l'aboutissant*, ne peut comprendre celle de l'objet auquel il aboutit. Il y a plus, les aboutissans de l'enclos des Quinze-Vingts n'ont été estimés que sur trois côtés & une partie du quatrieme. Le terrain *D* n'a point été estimé. Comment soutenir

que l'estimation de ce qui n'enclave qu'en partie comprend l'estimation de la partie qui n'est pas totalement enclavée? Il y a encore plus, les enclos des Feuillans, des Capucins & de l'Assomption n'avoient point d'enclave estimée, puisqu'ils touchoient par derriere aux Thuilleries, on n'a estimé que quelques maisons qui tenoient par les côtés; comment soutenir que l'estimation de ces petits-tenans & aboutissans ait compris l'estimation d'un tenant dix fois plus considérable? S'il est impossible de dire raisonnablement que ces enclos ayant été estimés par l'estimation des tenans, il est également impossible de le dire à l'égard des Quinze-Vingts.

2°. Il n'est pas moins étrange de dire que la directe sur des lieux claustraux n'étoit pas susceptible d'évaluation, parce qu'elle n'étoit d'aucune valeur.

Il n'y a point de propriété quelconque qui n'ait une valeur. La directe sur les propriétés des Quinze-Vingts, des Feuillans, des Capucins & de l'Assomption, qui ne formoient point leurs lieux claustraux, a été estimée, quoique ces objets ne fussent pas moins inaliénables que les lieux claustraux, & qu'ils ne produisissent aucun droit de mutation actuelle, parce qu'il suffisoit que la directe pût donner un droit éventuel. Ce droit éventuel n'existoit pas moins sur les lieux claustraux, parce qu'il arrive tous les jours que les Communautés sont transférées, & que les lieux claustraux rentrent ensuite dans le commerce. On avoit en 1687 l'exemple des Filles Pénitentes & des Capucins de la place Vendôme. L'évène-

ment est possible, puisqu'il est déjà arrivé pour les Quinze-Vingts, puisque l'on parloit encore récemment de la translation des Capucins. Il n'y avoit donc aucun prétexte pour ne pas estimer la directe sur ces terrains. Si on ne les a pas estimés, c'est que le Roi n'a pas voulu les acquérir; & si le Roi n'a pas voulu les acquérir, c'est qu'il eût été trop onéreux pour lui d'acheter une directe morte, & qu'il étoit sage de différer l'acquisition particulière des Quinze-Vingts, jusqu'à ce que l'on eût vu si le projet du Louvre pourroit s'exécuter & rendroit nécessaire l'acquisition, tant de la directe de l'Archevêché, que de la propriété même des Quinze-Vingts.

3°. Quant aux doutes que l'Administrateur renouvelle sur la certitude de la directe de l'Archevêque à l'égard de l'enclos des Quinze-Vingts, nous les avons écartés d'une manière si décisive dans notre troisième Mémoire, (page 3, jusques & compris la page 13) que nous croirions abuser des momens de la Cour, de reprendre ici nos réponses, qui exigent quelques détails; nous nous contenterons de rappeler ici trois observations qui anéantissent sans réplique le système de l'Administrateur.

Il se réduit à vouloir insinuer que les Quinze-Vingts avoient perdu par la clôture de Charles VII une partie de leur propriété, & M. l'Archevêque, par suite, une partie de sa directe; c'est ce qu'on ne conteste pas. Mais l'Administrateur prétend qu'il ne restoit plus en 1687, à l'Archevêque, que la directe sur les objets dont il a cédé la mouvance au Roi; & c'est ce que nous contestons.

215
1°. Si cela est, pourquoi l'Administrateur fait-il tant d'efforts pour prouver que l'Archevêque a cédé en 1687 sa directe sur l'enclos des Quinze-Vingts? Pourquoi ne fonde-t-il sa demande que sur ce titre? Qu'il change donc ses conclusions & son système.

2°. L'événement de la clôture de Charles VII est de 1367. Depuis cette époque, les Quinze-Vingts ont conservé la propriété, non-seulement de leur enclos personnel, mais encore des maisons adjacentes le long de la rue Saint-Nicaise. M. l'Archevêque a conservé la directe sur tout ce qui est entre cette rue & celle Saint-Thomas-du Louvre appartenant aux Quinze-Vingts. Les preuves de cette possession sont au procès. Donc il est impossible que la clôture de Charles VII (de la position de laquelle on ne rapporte aucune preuve) soit entrée plus avant que la ligne de la rue Saint-Nicaise. Donc l'emplacement de cette clôture, cette largeur qu'on lui suppose, ne peut se prendre que sur la rue Saint-Nicaise & en s'écartant à droite du côté du Carrousel (1). Donc il est impossible que cette clôture ait fait perdre à M. l'Archevêque la directe sur le terrain en-deçà de la rue. Donc cette clôture n'avoit pas fait perdre la propriété aux Quinze-Vingts.

(1) C'est ce qui est constaté par un ancien Plan de Paris, tel qu'il étoit du tems de Charles VII, qui est à la Bibliothèque S. Victor, & sur lequel a été gravé celui qui est produit. On y voit que les fortifications ne venoient que jusques à la rue Saint-Nicaise, qui servoit de chemin de ronde.

3°. Tous les calculs de l'Administrateur (dans lesquels on pourroit se dispenser d'entrer), portent sur une erreur capitale, en ce qu'ils omettent l'ancien établissement des Quinze-Vingts. On lui avoit fait cette objection, & il nous répond froidement que cet enclos primitif *n'étoit pas un objet important, que c'étoit une simple maison sur le devant de la rue.*

Mais qui a dit à l'Administrateur que cet objet étoit peu important? N'est-il pas au contraire de notoriété que les anciens établissemens des gens de main-morte étoient très-considérables, parce qu'on leur prodiguoit facilement des terrains qui avoient alors peu de valeur? N'est-il pas prouvé par les titres, l'Administrateur ne convient-il pas dans son Mémoire, pag. 15, que les objets acquis par les Quinze-Vingts depuis leur premier établissement, *étoient sur la façade de la rue Saint-Honoré?* (1) l'ancien enclos des Quinze-Vingts ne pouvoit donc être que derrière ces terrains de face? D'où leur est provenu ce terrain contenant 4720 toises, si ce n'est pas de leur ancien établissement? Où est le titre d'acquisition de ce terrain? ce ne peut pas être celui des cinq arpens perdu *en la plus grande partie* dans la clôture, qui n'a jamais pu passer la ligne de la rue Saint-Nicaise (2)? Comment le

(1) Il se trompe quand il ajoute celle de Saint-Thomas-du-Louvre, où les Quinze-Vingts ne possédoient rien, & celle Saint-Nicaise, à laquelle tourchoit leur ancien Enclos.

(2) Il est prouvé par l'acte de 1283, que les cinq arpens étoient hors

217

Roi & le Domaine ont-ils laissé pendant six siècles à l'Archevêque de Paris, la possession de la directe de cet enclos de 4720 toises, si ce n'est pas en vertu du titre de 1260, qui met dans la censive de l'Archevêché (non pas une maison,) mais une place où est construite la maison des Aveugles ? Pourquoi le Roi, qui a acheté la directe sur les maisons qui environnent cette ancienne place, n'a-t-il pas annoncé qu'il n'achetoit pas la directe sur cette place, parce qu'elle lui appartenait ? Pourquoi n'a-t-il pas contredit la possession de l'Archevêque, & n'a-t-il pas invoqué ses droits comme il l'a fait en 1687 sur des objets moins importants ? N'est-il pas absurde de vouloir faire évanouir un objet aussi important, & de vouloir le confondre & le perdre dans une cession qui ne comprend que 807 toises pour ce qui appartenait aux Quinze-Vingts.

Mais ne perdons point de vue que tous ces calculs sont superflus. Si la clôture de 1367 eût fait perdre à l'Archevêché sa directe, elle eût fait perdre aux Quinze-Vingts leur propriété. Les Quinze-Vingts ont conservé leur propriété, comme M. l'Archevêque a conservé sa directe sur les 4720 toises formant l'enclos personnel des Quinze-Vingts ; donc ce terrain ne peut pas être les cinq arpens dont les Quinze-Vingts ont perdu la propriété

l'Enclos des Quinze-Vingts, auprès du mur de leur Maison, tirant vers les Thuilleries. Donc la perte de ces cinq arpens n'a rien fait perdre aux Aveugles sur leur ancien Enclos.

& l'Archevêque la directe par l'effet de la clôture, laquelle se trouve séparée par une ligne insurmontable, celle des dix maisons qui séparoient l'enclos de la rue Saint-Nicaise, & sur lesquelles le Roi a reconnu la directe de l'Archevêché & la propriété des Quinze-Vingts; donc ces 4720 toises ne peuvent être que l'ancien établissement existant dès 1260; donc quel qu'en soit l'origine, elles ne pouvoient être que sous la directe de l'Archevêque, qui les enclavoit, & qui en avoit la possession immémoriale.

Concluons. 1°. L'enclos des Quinze-Vingts n'a point été cédé au Roi en 1687. *Le fond & la superficie du passage* qui y conduit, n'est pas l'enclos. 2°. Il est même impossible que cet enclos ait été cédé, puisqu'il n'a point été compris dans l'estimation des objets sur lesquels seuls pouvoit porter l'échange fait but-à-but & comme égal.

Nous disons l'échange *égal*, & il l'est, puisqu'il a été qualifié tel, puisque pour *le rendre égal*, on a demandé deux supplémens à l'Archevêque; (1) puisqu'après ces deux supplémens, il a été jugé qu'il devoit être consommé comme égal.

Vainement à des jugemens, qui déclarent l'échange égal, oppose-t-on la petite critique que le Roi a cédé un

(1) Voyez Procès-verbal du 13 Mars 1686.

peu moins de directe en main-morte que l'Archevêque ? Les Commissaires ont eu apparemment de bonnes raisons pour accepter ces évaluations, puisqu'ils l'ont fait. On se gardera bien de proposer pour le Roi la résiliation d'un échange qui lui a procuré des avantages immenses, & jamais cette légère différence ne compensera des valeurs de cinq à six millions, que l'Administrateur voudroit conquérir sans bourse déliée.

Que reste-t-il donc à l'Administrateur ? La prétendue possession où il prétend que le Domaine est depuis 1687 de la censive sur les enclos qui n'ont été ni cédés, ni évalués.

Nous y avons déjà répondu (pag. 27, 28, 29 & 30 de notre troisième Mémoire.)

1°. Cette prétendue possession n'est rien moins que prouvée. La seule pièce produite jusqu'ici, & qui n'a aucun caractère légal, ne fait commencer la possession qu'en 1779. On nous annonce aujourd'hui d'autres pièces que nous n'avons point vues, & qui ne paroissent pas même produites, qui ne remonteroient, pour la perception des censives, qu'à 1766. Qu'est-ce qu'une pareille possession ?

2°. Quelle que fût cette possession, elle seroit indifférente : jusqu'ici on ne l'avoit présentée que comme interprétative de l'échange : aujourd'hui on tranche le mot, on ose parler *de fin de non-recevoir, de prescription.*

Il n'y a pas lieu à interpréter un acte à titre onéreux, lorsqu'il n'est ni obscur, ni équivoque. Il n'y a ni obscurité,

rité, ni équivoque, dans l'échange de 1687. Y en eût-il, ce seroit par les procédures, qui en ont été la base, qui ont été déposées comme des *titres communs* (1) que l'on devroit l'interpréter. Elles nous apprennent qu'on n'a voulu faire qu'un échange, but-à but, égal : que pour y parvenir, on a procédé à des estimations réciproques, exigé des supplémens : donc il ne peut y avoir dans l'échange que ce qui a été estimé : voilà un titre interprétatif, qui est supérieur à toutes les conjectures imaginables, & à l'exécution même erronée que l'acte auroit pu recevoir.

Sera-ce donc par la force unique de la prescription, que l'Archevêché perdra des propriétés si importantes ? Loin de nous l'idée que les Magistrats puissent même écouter un pareil moyen ? Le Roi ne prescrit point contre ses sujets : c'est la Jurisprudence invariable de tous les Tribunaux & du Conseil même : l'Administrateur la connoît mieux que tout autre. La simple proposition contraire offenserait la Majesté Royale, & révolterait la suprême équité du Prince bienfaisant qui nous gouverne. Protecteur & pere de tous ses sujets, il l'est plus particulièrement du Siege Archiépiscope de sa capitale, & il s'indigneroit que l'on entreprît, sous son nom, de dépouiller l'Eglise d'une propriété certaine, par un titre aussi

(1) Voyez Procès-verbal du 13 Mars 1686.

odieux que celui qui n'auroit pour base que l'usurpation des Administrateurs de son Domaine, & la négligence des Prélats qui ont occupé le Siege de Paris, négligence d'autant plus excusable, que la mouvance dont il s'agit, ne présentait que peu d'utilité pécuniaire jusqu'à l'événement qui en a fait un objet de propriété si importante.

Monsieur l'Abbé TANDEAU, Rapporteur.

M^e TRONCHET, Avocat.

CHASTEL, Proc.

De l'Imprimerie de CL. SIMON, Imprimeur de Mgr. l'Arch. de Paris,
rue Saint-Jacques, près S. Yves. 1785.

222

227



TROISIEME
M É M O I R E
O U P R É C I S ,

POUR M. L'ARCHEVÊQUE de Paris ;

CONTRE les Sieurs *SEGUIN & BOUILLEROT*,
& *JEAN-VINCENT RENÉ*, Administrateur-
Général des Domaines du Roi.

SERVANT de réponses à l'avertissement dudit
JEAN-VINCENT RENÉ, signifié le 6
Juillet 1784.

QUE des Entrepreneurs ayent recours à de vaines
subtilités , pour soutenir un système dont le résultat
seroit d'augmenter le bénéfice de leur spéculation , c'est

A

ce qui peut se concevoir. Mais que l'Administrateur des Domaines intervienne pour soutenir de pareils efforts ; qu'il ne craigne point d'avouer que l'enclos des Quinze-Vingts n'a reçu aucune estimation lors de l'échange de 1687, & de prétendre cependant que la directe sur ce même enclos a été cédée au Roi ; qu'il entreprenne d'enlever à l'Archevêché une valeur de plusieurs millions, sans qu'il en ait été fourni aucun prix, aucun équivalent, dans un échange où les Parties ne se sont proposées que de mettre des valeurs déterminées & estimées contre de pareilles valeurs ; c'est une démarche qui a droit de surprendre & que ne peut excuser le zèle le plus outré pour les intérêts du Roi.

Il est tems que la Justice fasse cesser un combat si peu digne de fixer ses regards. Nos Adversaires ont épuisé toutes les ressources de leur imagination. Il ne nous faudra point de grands efforts pour ramener cette affaire au point de simplicité qui lui est propre.

M. de Harlay a-t-il cédé, ou non, dans l'échange de 1687, la mouvance, qui lui appartenait incontestablement avant cette époque, sur l'enclos des Quinze - Vingts ? Tel est l'unique point auquel se réduit cette importante contestation.

On avoit élevé jusqu'ici quelques doutes, sur le point de savoir si l'enclos des Quinze-Vingts étoit réellement dans la mouvance de l'Archevêché avant 1687. Nous avons, dans deux premiers Mémoires, porté jusqu'à l'évidence la démonstration de cette vérité. L'Administra-

226

teur du Domaine n'insiste plus sur ces prétendus doutes ; & il semble réduire lui-même, par ses conclusions, la question au seul point de fait que nous venons d'annoncer , puisqu'il conclut uniquement » à être maintenu dans la » directe & censive sur l'emplacement où étoit autrefois » l'Hôpital & l'Eglise des Quinze-Vingts , *tel qu'il a été* » *cédé par M. de Harlai par le contrat d'échange du 28* » *Août 1687. »*

Il faut l'avouer cependant , il n'a pas cru pouvoir donner assez de confiance aux moyens qu'il propose sur le point de fait , pour y réduire toute sa défense , & il a cru devoir s'étayer d'un second moyen qu'il appelle subsidiaire , & qui a pour objet , de prétendre que la mouvance sur l'enclos des Quinze-Vingts n'étoit pas dans le cas d'être cédée au Roi.

Commençons par écarter le moyen subsidiaire , afin de n'avoir plus à nous occuper que du seul point auquel se réduit véritablement la question , sur laquelle nous sollicitons , avec autant de confiance que d'empressement , la décision de la Justice.

AVANT de présenter l'objection de l'Administrateur , il peut être important de rappeler ici deux vérités que nous avons démontrées dans nos premiers Mémoires.

RÉPONSES
au Moyen subsidiaire.

L'Archevêché avoit, avant 1687, un droit d'enclave, qui lui donnoit incontestablement la directe sur tout ce que possédoient les Quinze-Vingts , soit à titre d'enclos personnel, soit à titre de propriétés adjacentes. L'Archevêché avoit de

plus titre & possession particulière de cette directe. On ne rappellera point les preuves que l'on a données de ces deux vérités ; (1) elles ne sont point contestées par l'Administrateur du Domaine, qui se réduit à dire que l'Archevêché *n'avait plus*, en 1687, la directe sur ce qui formoit à lors l'enclos personnel des Quinze-Vingts.

L'Archevêché avoit autrefois la directe sur cet enclos, & sur presque tout ce qui l'enclavoit. L'Archevêché possédoit encore, en 1687, la directe sur ce qui enclavoit cet enclos, puisque le Roi a cru devoir l'acquérir nommément. Par quelle fatalité l'Archevêché avoit-il donc perdu cette même directe sur le centre, sur le noyau de ce même enclave ; quel événement extraordinaire le lui avoit-il enlevée ?

Sans doute, l'Administrateur va nous indiquer une révolution postérieure à 1617. En effet, il est prouvé par les Censiers de l'Archevêché, qu'il a conservé jusqu'à cette époque la possession de Directe, spécialement sur l'Enclos d'habitation des Quinze-Vingts. Un Jugement contradictoire de l'année 1617 a maintenu l'Archevêché dans ce droit spécial ; il faut donc que ce soit un événement postérieur qui le lui ait fait perdre.

Point du tout ; si l'on en croit l'Administrateur du Domaine, c'est la Clôture de Paris sous Charles VII, qui a fait perdre à l'Archevêque, dès 1367, cette Directe précieuse, & c'est ce fait important qui a dispensé le Roi de l'acquérir en 1687.

(1) V. le premier Mémoire, depuis la page 4 jusqu'à la page 41.

Un seul mot répondroit à ce système. Il est prouvé, par les Censiers de l'Archevêché de 1372, 1399, 1480, par les comptes de 1493, 1503 & 1535; par les Censiers de 1530 & 1575, & de 1613, que la Directe de l'Archevêché étoit reconnue à raison de 7 livres 12, notamment pour la *Maison des Aveugles*, pour la *Maison des Quinze-Vingts*, pour leur *Hôtel*, *Pourpris* & *appartenances*; pour leur *Chapelle*, *Hôtel* & *appartenances*; *Pourpris*, & *appartenances*. Enfin, un Jugement contradictoire du 30 Juin 1617, condamne les Quinze-Vingts à payer & continuer par chacun an, à l'Evêque de Paris, les Cens & Rentes qui ensuivent : Savoir, à cause de l'*Hôtel* & *Pourpris* dudit *Hôpital*, 7 liv. 12 sols. Que l'Administrateur commence donc par anéantir une possession de trois cents ans, postérieure à l'époque à laquelle il fait remonter l'anéantissement de la Directe de l'Archevêché; autrement son système ne pourra être regardé que comme un rêve, inconciliable avec les faits les plus constans & avec les titres les plus formels.

Mais ne craignons point d'approcher ce phantôme, & nous le verrons bientôt rentrer dans le néant, dont on n'auroit jamais dû le tirer.

- » Suivant le plan de l'Archevêché, tout le terrain, SYSTÈME de l'Administrateur.
 » dit-on, qui comprend l'Enclos personnel des Quinze-
 » Vingts est de 4720 toises. Cette masse étoit formée,
 » 1°. De maisons qu'ils avoient acquis sur la rue Saint-

229

» Honoré & la rue Saint-Thomas du Louvre. 2°. De la
 » concession que l'Evêque leur avoit faite en 1283, d'un
 » arpent & d'un petit Oratoire. 3°. De cinq arpens que
 » l'Evêque leur avoit également donnés en 1283. L'ar-
 » pent contient 900 toises, ainsi les six arpens formoient
 » 5400 toises. Les titres mêmes de l'Archevêché prouvent,
 » dit-on, que les cinq arpens ont été perdus dans la Clô-
 » ture de Charles VII. On insinue même que cette Clô-
 » ture a pu enlever aux Quinze-Vingts plus que les cinq
 » arpens, parce que cette Clôture, avec son chemin de
 » ronde, occupoit un espace considérable, & l'on cite,
 » pour prouver ce fait, un titre (que l'on ne produit pas)
 » une cession faite à M. Séguier en 1634, de 2400 toi-
 » ses, provenant de cette Clôture, & qui forment au-
 » jourd'hui l'emplacement de l'Hôtel de Toulouse. Enfin
 » l'on observe qu'au moyen de ce que les Quinze-Vingts
 » avoient perdu par cette Clôture au moins cinq arpens,
 » il ne leur restoit plus dans la Directe de l'Archevêché,
 » que l'arpent donné en 1683; l'on ajoute que cet arpent
 » se trouve dans les maisons qui abordent l'enclos. « Et
 » l'on en conclut que l'Archevêché ne pouvoit plus avoir, en
 » 1687, de directe sur l'enclos personnel des Quinze-Vingts.

RÉPONSES.

TEL est l'avantage de M. l'Archevêque sur ses Adver-
 saires, qu'un seul mot suffiroit toujours pour répondre à
 leurs objections les plus compliquées.

Supposons, pour un instant, que les cinq arpens aient
 été absorbés & perdus dans la clôture de Charles VII, &

que l'arpent soit couvert par les bâtimens de la rue Saint-Nicaise ; il n'en est pas moins vrai qu'il restoit encore, en 1687, aux Quinze-Vingts pour leur Hôtel & Pourpris, 4720 toises, dont ils avoient leur propriété.

Si l'on demande maintenant quels sont les titres de directe de l'Archevêché sur les 4720 toises, nous répondrons que nous en avons quatre invincibles, 1°. L'enclave & le titre universel. 2°. La possession de trois cens ans, depuis l'époque où l'on prétend que l'Archevêché a perdu les cinq arpens. 3°. Le jugement contradictoire de 1617. 4°. Enfin, la reconnoissance la plus formelle du Procureur & des Commissaires du Roi dans le procès-verbal de 1679. Lorsqu'on a parcouru les quatre rues, qui enclavent le gazon où se trouvent les Quinze-Vingts, le Procureur du Roi, les Contrôleurs-Généraux & Fermiers des Domaines, ont eu grand soin d'y réclamer quelques objets sur lesquels le Roi avoit la directe. Ils ont réclamé, entr'autres, le terrain de l'ancien Hôtel de la petite-Bretagne, qui s'étend depuis la rue des Orties, le long de celle Saint-Nicaise, & vient aboutir sur une partie du terrain de l'Hôtel des Quinze-Vingts. Ces Officiers auroient-ils négligé de réclamer l'Hôtel même, s'ils avoient eu le moindre prétexte pour le faire?

Mais quelque péremptoire que soit cette réponse, il ne faut pas négliger de relever toutes les erreurs de fait qui régissent dans le système de l'Administrateur. On avoit déjà, dans le précédent mémoire, exposé des faits, & analysé des titres qui auroient dû le garantir de ces er-

reurs. Il est nécessaire d'en rappeler quelques-uns, pour débrouiller le cahos que renferme l'objection.

L'établissement des Quinze-Vingts existoit dès 1260; ils avoient un emplacement désigné dans la charte de St. Louis par ces expressions. » *Quædam platea sita Parisiis, in viâ Santi Honorati, juxta culturam ipsius Episcopi, prout itur de ecclesiâ Santi Honorati apud Rotulum, IN TERRA ET DOMINIO EPISCOPI; in quâ platea nunc constructa est DOMUS CÆCORUM* ».

C'est cette maison des Aveugles existante, dès 1260, qui s'est accrue depuis par cinq acquisitions.

La première étoit d'un sur-cens sur la maison de Guillaume le Cocq, d'une rente sur un terrain contigu, & d'une autre maison contigue.

La seconde étoit d'un arpent de terre qui étoit, en 1283, enclos dans l'ancien Pourpris.

La troisième, d'une Chapelle située sur le grand chemin de Saint Honoré, qui contenoit huit toises cinq pieds de long, & quatre toises un pied de large, total; trente-six toises deux pieds en superficie.

La quatrième de cinq arpens, que l'Evêque donna en 1283 aux Quinze-Vingts, & qu'il avoit pris sur son propre Domaine de la Couture. Le titre prouve que ces cinq arpens tenoient le long du mur de la maison des Aveugles, jusqu'à la terre des Tuilleries.

Enfin ils avoient encore acquis un Clos de quarantedeux arpens, appelé le clos des Effarts, dont la situation étoit le long des Tuilleries, jusqu'aux Capucins; en forte

forte que les cinq arpens donnés par l'Evêque étoient nécessairement entre l'ancien Clos, augmenté d'un arpent, & le clos des Effarts.

On peut d'abord écarter, avec l'Administrateur du Domaine, la première de ces cinq acquisitions ; il est évident qu'elle est couverte par les huit maisons ayant face sur la rue Saint Honoré, mais qui ne faisoient point partie de leur enclos personnel, & qui ont été cédés au Roi.

Il faut également écarter le clos des Effarts, qui étoit séparé de l'enclos de l'Hôpital, par les cinq arpens qui avoient été donnés par l'Evêque.

Cela posé, tout ce qui formoit avant 1367, l'Enclos personnel & Pourpris des Quinze-Vingts, étoit composé de quatre objets : l'ancienne maison des Aveugles construite dès avant 1260, l'arpent acquis vers 1283, l'Oratoire acquis vers le même tems, & les cinq arpens donnés par l'Evêque : les trois derniers objets formoient cinq mille quatre cents rente-deux toises six pieds.

Mais il y faut ajouter le terrain que contenoit l'ancienne maison des Aveugles, qui existoit dès avant 1260, & qui étoit dans la censive de l'Archevêché, ainsi que St. Louis l'a reconnu dans la charte de cette année.

C'est, sans doute, un erreur involontaire de la part de l'Administrateur d'avoir oublié dans ces calculs ce premier objet. Il en valoit bien cependant la peine. Personne n'ignore que les anciens établissemens étoient très-étendus : on leur donnoit avec profusion des terrains, qui

n'avoient alors aucune valeur. Celui dont il s'agit étoit chargé anciennement envers l'Evêque de quatre septiers de bled & deux septiers d'avoine, redevance dont l'importance, eu égard à l'époque, annonce une concession considérable.

Avoir relevé cet oubli, c'est avoir ruiné sans ressource tout le systême de l'Administrateur du Domaine.

Quand on lui passeroit que les cinq arpens donnés par l'Evêque, auroient été absorbés en entier par la clôture de Charles VII, quand on lui passeroit que l'arpent de 1283 est couvert par les maisons de la rue St. Nicaise, qui ont été cédées au Roi, quand on lui pardonneroit encore l'oubli des trente-deux toises six pieds de l'Oratoire, qu'il fait disparaître tout-à-coup, sans indiquer ce qu'il est devenu, il resteroit toujours, en 1687, l'ancienne maison des Aveugles, qui étoit incontestablement dans la censive de l'Evêque de Paris, & qui suffiroit pour fournir les quatre mille neuf cents vingt toises qui formoient encore, au moment de l'échange, l'enclos des Quinze-Vingts.

Vainement l'Administrateur se retrancheroit-il à dire, qu'il faut que M. l'Archevêque prouve qu'elle étoit la contenance de cette ancienne maison. L'enclave suffiroit pour le dispenser à cet égard de toute espece de preuves, & pour rejeter sur le Roi l'obligation de prouver par titre particulier une directe spéciale & la contenance de cette directe. Mais il y a plus; l'Evêque de Paris a conservé, jusqu'à l'échange, la possession spéciale de censive

sur tout l'enclos de l'Hôpital, tel qu'il existoit en 1687, il y a été confirmé en 1617, par un jugement contradictoire. Dès lors, quand il seroit vrai de dire que de toutes les anciennes possessions des Aveugles il n'étoit resté, depuis la clôture de Charles VII, sous la directe de l'Archevêché que leur ancienne maison de 1260, la présomption *Juris & de jure* seroit que cette ancienne maison ne contenoit que leur hôpital, tel qu'il existoit en 1687, dès lors que l'Archevêché a conservé pendant trois cents ans la possession de la censive sur la totalité de cet enclos, dès lors qu'il y a été confirmé par un jugement.

Mais il n'est nullement exact de supposer que l'ancienne maison des Aveugles soit le seul objet qui fût resté aux Quinze-vingts dans le gazon, sur lequel ils ont été resserrés par la clôture de Charles VII.

1°. Ils ont conservé en entier l'arpent & les trente-deux toises de l'Oratoire acquis en 1283.

2°. Ils n'ont point perdu la totalité des cinq arpens qui avoient été donnés par l'Evêque de Paris; le Censier de 1399 dit seulement, que les murs & les fossés de la ville sont dedans *en la plus grande partie*.

Il est impossible que la clôture de Charles VII, ait rentré plus avant du côté des Quinze-Vingts, que l'alignement de la rue St. Nicaise. La preuve en est que les Quinze-Vingts ont conservé leurs propriétés, que l'Archevêque en a conservé la directe jusqu'à cet alignement. Le Roi a reconnu en 1687 la directe de l'Archevêché; il a reconnu la propriété des Quinze-Vingts, puisqu'il les

228
a autorisés à vendre les maisons situées sur la rue St. Nicaïse. Difons donc affirmativement la clôture de Charles VII n'a point passé l'alignement de la rue St. Nicaïse. Ceci nous dispense d'entrer dans l'examen de la question de savoir quelle étoit l'étendue du terrain qu'occupoit cette clôture, & de discuter le titre de 1634, qui n'est point produit, & qui s'appliqueroit à un terrain tout différent. Il nous suffit de dire que, quelqu'ait été cette clôture, elle n'a point outrepassé la ligne de la rue St. Nicaïse, ni même englobé la totalité des cinq arpens.

Cela posé ; quand on ne supposeroit qu'un arpent resté aux Quinze-Vingts, sur les cinq en y joignant l'arpent de 1283 & l'Oratoire, il resteroit mille huit cents trente-deux toises, & en retranchant sur ces mille huit cents trente-deux toises, les quatre cents quatre-vingt-quinze toises que contiennent seulement les dix maisons que les Quinze-Vingts n'ont fait construire que vers 1623 ;

* Voyez le
Plan.

sur la rue St. Nicaïse *, il resteroit encore 1337 toises, à joindre à l'ancienne maison des Aveugles ; & il n'y auroit rien de surprenant ; que ces deux objets eussent formés, en 1687, 4724 toises, puisqu'il ne faudroit alors donner, que trois mille trois cents quatre-vingt-trois toises, au premier établissement.

Mais c'est trop long-tems s'appesantir sur des détails aussi fastidieux qu'inutiles.

M. l'Archevêque, avoit en 1687 un droit d'enclave incontestable sur tout le terrain de l'Hôpital des Quinze-Vingts. Il avoit plus de trois cents ans de possession de

286

la censive sur leur Hôtel & Pourpris, il y avoit été confirmé par un jugement contradictoire antérieur de soixante & dix ans à l'échange. Dès lors il est inutile de se perdre en conjectures, de chercher à percer l'obscurité des tems, pour découvrir comment s'est formée, accrue, ou diminuée, la propriété des Quinze-Vingts. Dans toutes les hypothèses, il demeurera toujours pour certain que l'Archevêché avoit la directe sur tout ce que le Domaine public n'avoit pas ôté aux Quinze-Vingts, & conséquemment sur les quatre mille sept cens vingt toises, qui formoient leur hôpital, comme sur leurs possessions qui enclavoient cet hôpital.

Ecartons donc pour jamais toutes ces ressources subsidiaires de nos adversaires, & en rentrant dans le véritable état de la question, voyons si l'échange de 1687 a fait passer au Roi la directe, qu'il étoit alors impossible de contester à M. de Harlay.

Le Roi n'a point acquis la directe sur l'enclos de l'Hôpital des Quinze-vingts, si cet objet ne lui a point été cédé textuellement. Cela est évident, puisque les parties ne se sont cédées respectivement que *les maisons qui s'ensuivent*, savoir &c. Puisqu'elles ont expressément déclaré après le détail de tous les objets qu'elles entendoient se céder respectivement que » le présent contrat ne pourra » être tiré à conséquence, ni préjudicier à Sa Majesté, » & audit seigneur Archevêque, pour les autres droits » de directe & censive qui appartiennent à chacun d'eux

EXAMEN
de la question
unique du Procès.

» sur d'autres maisons, terres & héritages, & autres biens
 » non compris en icelui contract ».

L'enclos de l'Hôpital des Quinze-Vingts n'a point été cédé au Roi, puisque cette expression, *le fond du passage de l'Hôpital & Eglise des Quinze-Vingts*, n'a jamais pu signifier qu'un fond nud, servant de passage pour entrer à l'Hôpital & à l'Eglise; puisqu'une pareille expression n'a jamais pu désigner un terrain considérable couvert de bâtimens importans, un enclos que tous les titres antérieurs ont désigné par le titre d'*Hôtel, Pourpris & appartenances.*]

Enfin, il est impossible que le Roi ait eu l'intention d'acquérir, & que M. de Harlay ait eu celle de céder la mouvance sur l'Hôtel des Quinze-Vingts, puisqu'il est certain, d'un côté que cet Hôtel n'est point entré dans les estimations qui ont précédé l'échange, & d'un autre côté que les Parties n'ont voulu faire entrer dans l'échange que ce qui a été estimé.

Que l'Hôtel n'ait point été estimé, c'est un fait avoué, & qu'il est impossible de nier d'après la production qui a été faite des procès-verbaux d'estimation.

Que les Parties n'aient entendu faire entrer dans l'échange que ce qui a été estimé, c'est ce qu'il est impossible de méconnoître à la seule lecture de toutes les procédures qui ont précédé l'échange, & qui forment un tout indivisible avec le contrat.

Les estimations ont été faites, *pour établir avec une plus certaine connoissance de cause la validité de l'échange,*

pour connoître la nature & la valeur de chacun des objets (1). Ces prises & ces estimations sont qualifiées, celles des maisons & héritages, dont le Roi ou l'Archevêque céderont la mouvance (2). Ces estimations ont été déposées au Greffe du Conseil, & annexées à la minute du contrat, comme un titre commun au Roi & à l'Archevêque (3). L'Archevêque, après le procès-verbal, a été obligé de donner par deux nouveaux procès-verbaux d'estimations, deux supplémens, pour rendre l'échange égal (4). Il a été ordonné que la première estimation, qui avoit été faite de certaines maisons seroit rayée, parce que ces maisons ne seroient point comprises dans l'échange (5). L'Arrêt du Conseil, du 6 Mai 1687, qui autorise les Commissaires du Roi à consommer l'échange définitif, ne les y autorise » qu'après avoir confirmé les » procès-verbaux des 21 Juin 1679, rapports d'Experts » concernant l'estimation des 29 Avril 1680, 19 Août » 1686 & 21 Mars 1687; & il ne les autorise qu'à passer un contrat des droits respectifs de censive & de » directe, appartenans à Sa Majesté & audit sieur Archevêque, sur les maisons, jardins, places & héritages, compris audit procès-verbal du 21 Juin 1679, & rapports » d'Experts; aux réserves néanmoins portées par les Ordonnances dudit sieur Puffort, des 4 Juillet 1685 &

(1) Voyez Arrêt du Conseil du 31 Décembre 1678, & l'Ordonnance des Commissaires.

(2) Voyez le Procès-Verbal de 1679.

(3) Procès-verbal du 13 Mars 1686.

(4) Procès-Verbal du 13 Mars 1686.

(5) Ordonnance de M. Puffort, du 4 Juillet 1686.

289
 „ 14 Mars 1687 „. Lesquelles contenoient des réformations sur la première estimation, & l'approbation des suppléments offerts par l'Archevêque, & de leurs estimations.

Ainsi le Roi n'a acquis que ce qui lui a été expressément cédé; l'Archevêque ne lui a cédé que *le fond du passage de l'Hôpital & Eglise des Quinze-Vingts*, ou (comme le dit le procès-verbal d'estimation) *l'entrée de l'Hôpital & Eglise des Quinze-Vingts*. Il étoit impossible que l'Hôtel entrât dans un échange égal, & but à but, puisqu'il n'avoit reçu aucune estimation.

Telle est, dans toute sa simplicité, la défense que M. l'Archevêque oppose à l'étonnante prétention de ses Adversaires; & il avouera, qu'après avoir produit toutes les pièces qu'il a eu le bonheur de recouvrer, il ne croyoit pas qu'elles pussent permettre à l'Administrateur des Domaines de hasarder une intervention & une réplique.

SYSTÈME
 de l'Administrateur.

ON peut ranger sous quatre classes principales, toutes les objections de notre Adversaire.

Il soutient en premier lieu, que l'Hôtel des Quinze-Vingts a été textuellement cédé.

Il s'efforce ensuite de prouver, par des présomptions, que c'est au moins ainsi qu'il faut interpréter un texte dont la lettre ne lui est pas favorable.

Il ajoute, que le défaut d'estimation ne donneroit lieu qu'à un supplément d'échange.

Enfin, il soutient qu'il n'y avoit pas même lieu à faire aucune estimation de l'Hôtel des Quinze-Vingts.

Ces

Ces termes, *sur le fond & passage de l'Hôpital & Eglise* I. OBJECTION.
des Quinze-Vingts, comprennent, dit-on, la cession expresse de l'Hôtel des Quinze-Vingts, & l'on en donne deux preuves. » 1°. Pour que la phrase signifiât ce que » les Gens d'affaires de M. l'Archevêque en veulent in- » duire, il faudroit qu'il y eût *des passages*. Alors on » pourroit dire que le Roi n'auroit acquis la mouvance » que sur le *passage de l'Eglise & sur celui de l'Hôpital*; » mais l'échange ne porte que sur *le fond du passage*. Dans » le sens que lui donne M. l'Archevêque, il y auroit une » faute de françois. 2°. Pour entendre la phrase dans ce » même sens, il faudroit qu'il y eût un passage commun » à l'Hôpital & à l'Eglise. Ce qui n'existoit pas. Donc » la phrase ne peut s'entendre que dans ce sens: *le » fond du passage, le fond de l'Hôpital & le fond de » l'Eglise.* «

Tel est, mot pour mot, l'objection de l'Administrateur, en tant qu'il entreprend d'abord de prouver que l'acte contient une cession expresse de l'Hôpital & de l'Eglise.

MAIS, puisqu'il nous parle de règle de la Langue, nous RÉPONSES.
 lui observerons d'abord que jamais on ne s'est servi en François du terme, *le fonds* d'un, immeuble pour désigner la cession d'un terrain contenant un sol & une superficie. Le mot *fonds*, appliqué à un terrain qui a une superficie, soit en bâtimens, soit en plantations, n'est employé que

pour désigner *le sol* distingué de la superficie (1). Quand on parle de l'immeuble entier en fonds & superficie, on le désigne nécessairement par le mot qui indique les deux parties réunies, tel que ceux de *Maison, Hôtel, Jardin, Bois*, &c. Lorsque dans le contrat d'échange on a cédé des Maisons, des Hôtels, on ne s'est point avisé d'employer cette expression ridicule; *le fond d'une telle maison, le fond d'un tel hôtel*, qui n'eût désigné que le sol; on a dit, *une telle maison, l'Hôtel Longueville*, &c. Par la même raison, si l'on eût voulu, dans la phrase en question, désigner l'Hôtel même des Quinze-Vingts, & leur Eglise, on n'eût pas dit: *sur le fond de l'Hôtel & de l'Eglise*; on eût dit, & l'on auroit du dire, *l'Hôpital ou Hôtel des Quinze-Vingts & leur Eglise*.

Autant il auroit été absurde d'employer une pareille expression pour désigner l'Hôpital & l'Eglise, autant il étoit exact de l'employer pour ne désigner que le passage ou entrée de l'Hôpital & de l'Eglise. Ce passage étoit sous les chambres de la seconde des maisons qui étoient sur la rue S.-Honoré, depuis le coin de la rue S.-Thomas du Louvre. La superficie du passage avoit été cédée avec la maison, en ces termes: *ledit corps de logis ayant son étendue sur le passage ci après*. Il ne restoit donc plus que le sol de ce passage, & il devoit être exprimé par le terme propre, *le fond du passage*. Les

(1) « *Le fonds*, en langage ordinaire, signifie proprement le terrain nud, » & l'on nomme superficie, ce qui s'élève au-dessus de ce terrain ». *Dictionnaire de Trévoux*.

242

deux clauses, qui se suivent immédiatement, sont corrélatives. L'une indique la superficie au-dessus, l'autre indique le sol au-dessous.

Est-il besoin d'ajouter à une démonstration aussi complète? La lecture du Procès-verbal d'estimation & du contrat d'échange, nous fournira une nouvelle observation bien importante.

Lorsqu'il a été question d'estimer les objets qui devoient être cédés, lorsqu'il a été question d'en opérer la cession, l'on a eu soin dans le Procès-verbal de les décrire d'une manière propre à en faire connoître la nature & la consistance. Aussi, par exemple, a-t-on parlé de la maison N°. 11. On l'a décrite en ces termes dans le Procès-verbal. » Une autre maison suivante, appartenant audit » Hôpital des Quinze-Vingts, consistant en un corps » de logis de devant, une boutique, salle, trois étages » de chambres au-dessus; *lesquelles s'étendent au-dessus du passage de l'entrée de l'Hôpital.....* cour, lieux » & dépendances, aboutissant par derrière auxdits Quinze-Vingts. « A-t-il été question d'exprimer dans l'acte d'échange la cession de ce même objet, on l'a décrit ainsi: » Celle (la maison) ensuite appartenante audit Hôpital » des Quinze-Vingts, consistant en corps-de-logis, cour » & lieux *aboutissans par derrière audit Hôpital*; ledit » corps-de-logis *ayant son étendue sur le passage ci-après.* « D'après une marche & un procédé pareil, il est évident que si l'on eût eu l'intention de céder l'Hôpital même, cet Hôpital, qui contenoit une vaste enceinte, plusieurs cours

242
& un grand nombre de bâtimens, on en eût donné une description sommaire, & l'on ne se fût pas contenté de le désigner par une expression telle que celle, *le fond du passage de l'Hôpital & Eglise*.

Mais, nous dit-on, pour que cette phrase pût s'entendre dans le sens que vous lui donnez, il faudroit, 1°. Que l'on y eût dit, *des passages*. 2°. Qu'il y eût eu un passage commun à l'Hôpital & à l'Eglise.

Nous avons déjà répondu à la seconde de ces objections. Le passage dont il s'agit, étoit commun à l'Hôpital & à l'Eglise. C'est ce qu'indique le plan joint à ce Mémoire; c'est ce qui a été notoire dans tout Paris. L'Eglise avoit, à la vérité, un portail sur la rue, mais elle avoit une porte collatérale dans la première cour, très-près du passage. Ce passage servoit d'entrée & de sortie, principalement pour le peuple, qui évitoit par ce moyen l'embarras des carrosses, qui, à certaines heures, affluient à l'entrée du portail. Enfin, personne n'est meilleur juge dans ces matieres que les Experts. Ils ont reconnu que ce passage servoit d'entrée à l'Eglise, comme à l'Hôpital, puisqu'ils l'ont désigné dans leur Procès-verbal par ces termes: *Entrée de l'Hôpital & Eglise*.

2°. Pour que l'on eût dû employer cette expression, le fonds *des passages*, il auroit fallu qu'il y eût eu deux passages, l'un pour l'Hôpital, l'autre pour l'Eglise. On n'a dû dire que le fond *du passage*, puisqu'il n'y en avoit qu'un seul commun à l'Hôpital & à l'Eglise. L'Administrateur convient (ce sont ses propres expressions) *que l'on pour-*

roit dire que le Roi n'a la mouvance que sur le passage de l'Eglise & sur celui de l'Hôpital, si l'acte portoit des passages ; mais l'acte n'a dû porter que du passage, puisqu'il n'y en avoit qu'un commun : ce que l'acte signiferoit dans le cas où il y auroit eu deux passages, il le signifie nécessairement pour le passage unique & commun.

Concluons donc, avec cette confiance que donne l'évidence d'une démonstration complète, que le texte de l'échange résiste formellement à l'interprétation que l'on entreprend de lui donner, & qu'il indique très-clairement que le Roi n'a acquis que le sol de ce même passage, dont la superficie lui avoit été cédée par l'article précédent.

CELA posé, nous pourrions nous dispenser de répondre à deux adminicules que notre Adversaire invoque, pour soutenir son interprétation. Le premier est tiré de l'objet que les Parties se sont proposé dans l'échange. Le second est tiré de la possession postérieure à l'acte.

II. OBJECTION.

» L'intention des Parties doit, dit-on, interpréter les
 » clauses obscures ; elle doit même prévaloir sur la lettre
 » de l'acte. L'intention des Parties est écrite dans le préam-
 » bule de l'échange de 1687. Cet acte porte qu'y ayant
 » eu divers procès pour les droits de directe & censive,
 » entre les receveurs du Domaine & ceux de l'Archevêché,
 » cela auroit donné lieu à l'Archevêque de proposer au Roi
 » un échange, & il ajoute que cet échange pourroit entrer
 » dans le dessein de l'enceinte du Louvre & du palais des
 » Tuileries. L'échange a donc eu deux objets, l'un de

» faire cesser la confusion des mouvances , l'autre de faci-
 » liter l'enceinte du Louvre. Les Parties n'auroient point
 » rempli le premier objet , si elles avoient laissé à l'Arche-
 » vêché une censive particulière au centre de celle qui
 » étoit cédée au Roi ; le second objet n'auroit pas été rem-
 » pli , puisque l'enclos des Quinze-Vingts entroit néces-
 » sairement dans le plan de l'enceinte du Louvre. La pos-
 » session doit encore servir à interpréter les actes : or c'est
 » le Domaine qui a possédé la censive sur l'enclos des
 » Quinze-Vingts depuis 1687.

» Enfin , l'on ne pourra plus douter que l'Hôpital ne
 » soit entré dans l'échange , si l'on considère l'intérêt des
 » deux Parties. L'Archevêque n'auroit eu aucun intérêt à
 » conserver sur l'Hôpital une directe morte ; il ne pouvoit
 » pas prévoir qu'un jour cet objet , consacré à Dieu & à
 » un établissement public , rentreroit dans le commerce :
 » le Roi avoit , au contraire , intérêt d'acquérir cette di-
 » recte pour le plan des Tuileries. «

RÉPONSES. UN mot suffiroit pour écarter tous ces raisonnemens. Les actes entre-vifs , & sur-tout les contrats à titre onéreux , ne sont point , en général , susceptibles d'interprétation. On ne peut recourir à l'interprétation que lorsque les clauses sont obscures. Des présomptions ne peuvent prévaloir sur un dispositif clair & sans équivoque. Il n'y a ici aucune obscurité. La clause de 1687 n'est susceptible d'aucune ambiguité ; il est impossible de lui donner deux sens. Il ne peut donc être question de recourir à une interprétation.

Mais ne négligeons rien dans une affaire aussi importante, & apprécions les prétendues conjectures, que l'on entreprend de faire prévaloir sur le texte.

Ecartons d'abord l'observation, que c'est M. de Harlay qui a proposé l'échange, pour faire cesser la confusion des mouvances. On sait quelle est la valeur de ces énonciations dans des actes pareils, qui ne sont souvent que des actes d'obéissance. Si l'on veut juger plus sainement de ce qui a porté M. de Harlay à consentir cet échange, il n'y a qu'à l'entendre parler lui-même dans le procès-verbal du 4 juillet 1686, au sujet des maisons situées dans l'enclos de la Boucherie, on l'entendra dire, » Que Sa Majesté ayant » témoigné avoir besoin de quelques maisons qui étoient » dans la censive de l'Archevêché, *il n'a d'autres pensées que de satisfaire aux volontés de Sa Majesté.* »

On vouloit, dit-on, faire cesser la confusion des mouvances; mais il n'y avoit aucune confusion dans toute la partie que l'Archevêque a cédée au Roi. Il avoit un enclave & un titre universel depuis le cul-de-sac du Coq jusqu'au Roulle. Que l'on parcoure les états présentés pour parvenir à l'échange & les discussions qu'ils ont occasionnés, & l'on verra qu'à l'exception de deux ou trois articles sur lesquels le Roi avoit des titres particuliers d'exception, qui ne pouvoient donner lieu à aucune difficulté, la censive universelle appartenoit à l'Archevêché. Le motif tiré de la confusion des mouvances, n'étoit donc qu'un pur prétexte.

Eût-il été réel, ce n'est pas une raison pour conclure

que le Roi a dû avoir nécessairement l'intention d'acquérir la mouvance sur l'enclos des Quinze-Vingts. L'exception d'un article de cette nature, ne pouvoit donner lieu à aucun inconvénient.

L'Hôpital des Quinze-Vingts n'est pas, au surplus, le seul article qui ait été excepté dans ce gazon considérable, dont le Roi a désiré acquérir la mouvance. La mouvance sur l'Eglise Saint-Thomas-du-Louvre, sur les Eglises & Couvens des Feuillans, des Capucins, de l'Assomption, n'a été ni estimée ni cédée: il n'y avoit pas plus d'inconvénient à excepter l'enclos des Quinze-Vingts.

Mais il y avoit, dit-on, un motif particulier pour que le Roi eût intention d'acquérir l'enclos de l'Hôpital; il entroît dans le dessein de l'enceinte du Louvre.

D'abord nous ne sommes point d'accord sur ce point de fait; nous soutenons, au contraire, qu'à la seule inspection des plans de Paris, on reconnoît que la ligne, qui devoit joindre l'aîle droite des Tuileries au vieux Louvre, n'enfermoit point l'enclos des Quinze-Vingts, ou n'en auroit pris, tout au plus, qu'une très-petite portion du côté de l'hôtel de Longueville.

2°. Ce dessein de l'enceinte des Tuileries n'étoit encore qu'un superbe projet, dont on prévoyoit dès-lors toutes les difficultés. Il falloit, pour l'exécuter, des dépenses immenses. Il ne suffisoit pas au Roi d'acheter la directe sur tous les terrains qui devoient entrer dans ce plan, il falloit encore acheter toutes les propriétés qui les couvroient. Aussi n'est-il nullement question de ce second motif dans l'arrêt
du

du conseil du 31 Décembre 1678, qui a ordonné de procéder à l'échange, & qui est la base de toutes les opérations subséquentes, & il n'est présenté qu'accessoirement dans le préambule de l'échange, où l'on s'est contenté de dire que *les terrains étoient à la bienfaisance du Roi, & pouvoient entrer dans le projet du Louvre.*

En supposant qu'une partie de l'enclos des Quinze-Vingts dût entrer nécessairement dans un plan aussi incertain & aussi éloigné, il étoit sage au Ministre & au grand Prince, qui avoient conçu ce projet, de ne point commencer par surcharger l'Etat & le Domaine de dépenses qui pourroient devenir inutile, si des circonstances, qu'il étoit facile de prévoir, venoient à en suspendre ou à en empêcher l'exécution. Un calcul de comparaison, que nous avons déjà présenté, prouve que la directe sur l'Hôpital auroit dû être évaluée 1,646,590 livres, dont le Roi auroit été obligé de céder l'équivalent en d'autres mouvances. C'eût été une folie de commencer par retrancher du Domaine cette valeur, dans la seule vue d'un projet très-incertain, & pour l'exécution duquel il étoit possible que cette acquisition ne fût pas nécessaire, au moins pour la plus grande partie.

Que l'on cesse donc de nous dire que le Roi avoit intérêt d'acquérir l'enclos des Quinze-Vingts pour le plan du Louvre; il avoit, au contraire, intérêt de suspendre cette acquisition. Si cette mouvance n'étoit pas utile, c'étoit une raison de plus pour ne pas faire un si grand sacrifice. Le Roi avoit ici le même intérêt que pour la mouvance

249
sur l'Eglise de Saint-Thomas-du-Louvre, sur les Couvens des Feuillans, des Capucins, de l'Assomption, qu'il n'a point fait estimer, & qu'il ne s'est point fait céder, parce qu'il en auroit fallu payer l'estimation.

Il n'est pas plus exact de dire, que l'Archevêque n'avoit point d'intérêt à conserver une directe morte; que l'on ne pouvoit pas prévoir l'inconvénient qui est arrivé; & qu'il n'en est pas des Couvens & Eglises comme de leur patrimoine particulier, qui peut quelquefois rentrer dans le commerce, à la différence des lieux Clausaux & des Eglises, qui n'y rentrent jamais.

L'Archevêque avoit droit & intérêt de conserver une propriété quelconque, dès-lors qu'on ne lui en offroit pas l'équivalent. Les patrimoines particuliers des gens de main-morte ne sont pas moins inaliénables que les lieux de leur habitation. On en a néanmoins évalué la directe en 1687 par la seule raison qu'il est dans l'ordre des événemens possibles qu'ils rentrent dans le commerce. La même raison auroit forcé d'évaluer, sur le même pied, la directe sur l'Hôpital, & cette évaluation auroit monté à plus de 1,600,000 liv.

L'expérience n'avoit-elle pas appris, dès avant 1687, qu'une foule de Communautés ont été supprimées, ou transférées, & que par cette opération, leurs lieux clausaux & leurs Eglises sont rentrés dans le commerce? N'avoit-on pas sous les yeux, en 1687, la suppression toute récente qui venoit d'être faite l'année précédente des Filles Pénitentes & des Capucines de la place Vendôme,

& l'aliénation de leurs Eglises & lieux claustraux ? N'avons-nous pas entendu récemment parler d'un projet de translation des Capucins ? Etoit-il bien difficile de prévoir pour les Quinze-Vingts ce qui étoit arrivé tant de fois, ce qui venoit d'arriver tout récemment dans le même quartier ?

Ainsi loin que l'Administrateur des Domaines puisse trouver un moyen d'interprétation dans les conjectures qu'il tire de l'intérêt respectif des Parties ; il est évident que cette considération résiste à son interprétation, & cette même considération détruit en même tems l'induction qu'il tire du but que l'on s'étoit proposé dans l'échange : les vues que s'étoit proposé Louis XIV, ont pu & ont dû être modifiées par l'intérêt pécuniaire de son Domaine.

Il ne reste donc à l'Administrateur, que l'avantage qu'il croit pouvoir tirer de la possession de la censive postérieure à 1687.

Nous avons déjà observé que cette possession n'est rien moins que constante.

Le certificat du Proposé du Domaine ne parle que d'un seul paiement fait le 5 Octobre 1779, c'est-à-dire, à l'époque de l'aliénation des Quinze-vingts, & lorsqu'on avoit intérêt de se former un titre. Il faudroit représenter les registres des Domaines & les quittances qui auroient été données pour y suivre la forme & la quotité des payemens, pour reconnoître sur quels objets le cens a été payé. Nous avons sommé l'Administration de produire ces titres : elle ne l'a point fait : ce qui nous

autorise à conclure qu'ils sont contraires à l'allégation de l'Administrateur. Quant aux deux Déclarations qui ont été fournies au terrier du Roi, en 1689 & 1703, elles ne prouvent qu'une erreur, qui n'auroit point été suivie d'exécution, s'il n'y a pas eu de possession réelle par le fait d'un payement.

* V. pages
61 & suiv.

Au sur-plus, quand cette possession seroit constante, elle seroit forte indifférente. Nous avons prouvé dans notre second Mémoire *, qu'elle ne pouvoit opérer de prescription. L'Administrateur des Domaines, rend hommage à cette vérité, puisqu'il n'invoque sa possession que comme pouvant servir à interpréter l'acte.

Mais, 1°. l'on ne peut recourir à une possession, comme interprétative, que quand le titre est obscur. La possession, contraire à un titre clair & sans équivoque, ne prouve qu'une erreur d'une part, & négligence de l'autre; & elle est inutile quand elle ne peut avoir la force d'opérer une prescription.

2°. Y auroit-il ici lieu à une interprétation? Pourroit-on, contre toute évidence, supposer ici quelque ambiguïté dans la clause de l'échange? Nous opposons à la possession, qui ne seroit qu'une erreur, un titre indivisible de l'acte même; nous opposons les procès-verbaux d'estimation, qui ont servi de base à l'échange, qui ont été annexes, *comme un titre commun*, & par conséquent pour y recourir en cas de difficulté. Voilà une règle d'interprétation bien plus sûre, qu'une possession, clandestine & qui peut n'avoir eu pour principe que l'erreur.

252

Il est de maxime , dans les échanges entre le Roi & ses sujets , que c'est le procès-verbal d'évaluation qui en fait la base & la règle fondamentale. La raison en est , que ces sortes d'échange ne peuvent jamais avoir lieu que but à but. Le contrat d'échange , qui précède l'évaluation , n'est jamais considéré que comme un projet dont l'exécution est déterminée par l'évaluation. Vainement a-t-on inféré dans ce contrat que le Roi cede telle & telle chose ; qu'il reçoit en échange telle ou telle chose. Tout ce qui n'est pas compris dans les évaluations est retranché de plein droit du contrat , parce qu'il est toujours censé fait sous la condition , que l'échange fera égal , & conséquemment que les évaluations en régleront la mesure. Ces maximes sont familières à l'Administrateur des Domaines , qui les emploie tous les jours avec succès. Qu'il soit donc permis de le juger lui-même par ses propres principes.

Dans l'échange de 1687 , on n'a point suivi la marche qui est aujourd'hui en usage. On n'a point commencé par le contrat d'échange , mais on ne s'y est pas moins conformé à la règle fondamentale des échanges avec le Roi. On a commencé par dresser des projets de ce qui pouvoit entrer dans l'échange. Les évaluations respectives s'étant trouvées inégales , on a obligé l'Archevêque de donner des supplémens , dont on a fait l'évaluation. Ce n'est qu'après que ces évaluations ont été faites , que les Commissaires du Roi ont été autorisés à passer le contrat , & ce , conformément au rapport des Experts & aux mo-

difications qui avoient été faites par les Ordonnances de M. de Puffort. Il est donc clair que la volonté des Parties, conforme à la règle, a été de restreindre l'échange aux objets respectivement évalués; les évaluations ont été déposées comme un titre commun, qui devoit à perpétuité conserver la preuve de leurs volontés. Voilà donc le véritable titre qui doit servir d'interprétation à l'Acte. La Loi y renvoie; les Parties l'ont déposé dans cette vue. Il n'est aucune conjecture, aucune présomption, qui puisse prévaloir sur ce type, sur cette règle certaine d'interprétation.

L'Enclos personnel des Quinze-Vingts, leur Hôpital & leur Eglise n'ont point été compris dans aucune des évaluations. Donc il est certain qu'ils n'ont point été compris dans l'échange. Voilà le mot décisif de la cause, celui qui tranche toutes les difficultés, qui répond à toutes les subtilités imaginables. Oublions donc désormais tous les raisonnemens, toutes les équivoques, les présomptions de l'Administrateur des Domaines, & voyons s'il peut opposer quelque chose de raisonnable à ce défaut d'estimation.

III.OBJECTION. » Si le terrain, dit-il, dont il s'agit, n'a pas été évalué, ce n'est pas une raison pour le retrancher de l'échange; cela ne vous donne que le droit de demander un supplément d'échange, ou une indemnité. «

RÉPONSE. MAIS cette objection n'est évidemment qu'une péti-

284
rion de principe. Elle suppose, pour fait certain, que l'Hôpital a été cédé, & c'est précisément ce qui est en question. Il ne peut pas y avoir lieu à un supplément, si l'objet n'a pas été cédé; & dans le doute (s'il en pouvoit exister) le défaut d'évaluation prouveroit que l'intention des Parties n'a point été de faire entrer cet objet dans l'échange.

Il y a plus: il ne peut y avoir jamais lieu à un supplément d'échange, que quand il y a eu des évaluations inégales. Alors, l'évaluation faite prouve que l'intention du Roi, ou de l'Echangiste, a été d'acquérir l'objet évalué; l'échange en ce cas ne se consomme pas définitivement. On ordonne qu'il sera procédé à un supplément & à une évaluation de ce supplément; mais le défaut absolu d'évaluation, joint à la consommation définitive de l'échange, sont une preuve incontestable que l'on n'a point voulu faire entrer dans l'échange l'objet non évalué.

C'est ainsi que l'on a procédé en 1687: après la première évaluation, l'on a obligé l'Archevêque à donner successivement deux supplémens d'échange. L'on n'a clos les opérations, l'on n'a consommé le Contrat, qu'après avoir vérifié que l'échange *étoit égal*. Il eût été absurde de faire donner à l'Archevêque un supplément, lorsqu'il lui en auroit été dû un de seize cent mille francs; il eût été absurde de clore & de consommer l'échange, lorsqu'il lui auroit été dû un pareil supplément, & de le consommer sans réserves; soit pour

l'évaluation de l'objet cédé sans estimation, soit pour l'évaluation du supplément à lui fournir.

Concluons donc que le défaut absolu d'évaluation, & que la consommation du Contrat font une preuve certaine que l'intention du Roi n'a pas été de faire entrer dans l'échange les objets non évalués.

IV. OBJECTION,

Vous vous trompez, nous dit encore l'Administrateur des Domaines. Si l'on n'a pas évalué l'enclos particulier de l'Hôpital, c'est qu'il n'y avoit pas lieu à cette évaluation.

» 1°. L'on n'a évalué que les bornes & les limites, ou si l'on veut, les faces ou isles des maisons, sans évaluer les centres.

» 2°. Il n'y avoit aucune valeur à donner à une Eglise & à des bâtimens, qui n'étoient point destinés à rentrer dans le commerce : aussi n'a-t-on pas évalué les Eglises de Saint Thomas du Louvre, les Eglises, Couvents & lieux claustraux des Feuillans, des Capucins & de l'Assomption. M. l'Archevêque prétendra-t-il qu'il a aussi conservé la mouvance sur tous ces objets ?

» 3°. Une preuve que l'on n'a pas cru devoir évaluer tous ces objets, quoiqu'ils dussent entrer dans l'échange, c'est que ces objets ont été spécialement énoncés dans les états préliminaires, qui ont servi de base à l'échange. L'état fourni par l'Archevêque, est intitulé : *Etat des maisons, Couvens & dependances, dont M. l'Archevêque peut céder la mouvance au Roi.* L'état
» énonce

» énonce expressement les places des Eglises & Couvens
 » des Feuillans , des Capucins & de l'Assomption. L'Hô-
 » pital des Quinze-Vingts y est compris nécessairement
 » sous le mot *les Quinze-Vingts* , ou sous l'une des indi-
 » cations faites par le mot *eux*. La preuve en est , que les
 » Quinze-Vingts sont nommés sept fois sur la face de
 » la rue Saint-Honoré. Ils ne l'auroient dû être que six
 » fois , si l'on n'avoit pas compris leur Hôpital ».

» 4°. Enfin , il n'y avoit pas lieu à évaluer l'Hôpital
 » des Quinze-Vingts , parce que l'Archevêque trouvoit
 » un équivalent dans l'avantage, que lui faisoit le Roi ,
 » de prendre un plus grand nombre de maisons en main
 » morte , que celui des maisons de même nature , que
 » lui cédoit l'Archevêque ».

TELS sont les derniers efforts de l'Administrateur. *RÉPONSES.*
 Achéons de ruiner un système qui blesse aussi évidem-
 ment la raison & l'équité.

1°. L'Administrateur voudroit , sans doute , faire enten-
 dre qu'en évaluant les six maisons qui appartenoient aux
 Quinze-Vingts sur la rue Saint-Honoré , & les dix mai-
 sons qui leur appartenoient sur la rue Saint-Nicaise , les
 Experts ont estimé l'Hôpital même qu'ils appellent le cen-
 tre , & qui n'est point véritablement un centre , puisque
 les maisons appartenantes aux Quinze-Vingts , qui ont
 été estimées , n'enclavent l'Hôpital , ainsi qu'on peut le
 voir sur le plan , que d'un côté sur la rue Saint-Nicaise ,

& pour les deux tiers de l'autre face, sur la rue Saint-Honoré.

Mais, que l'Administrateur prenne donc la peine de jeter les yeux sur le procès-verbal d'estimation, & il verra 1°. Que les Experts y décrivent chaque maison estimée par la consistance qui lui est particulière : *une maison appartenant aux Quinze - Vingt, consistant en un corps de logis de devant, deux boutiques, allée, deux escaliers dans œuvre, deux étages quarrés au-dessus du rez-de-chaussée, une cour ensuite, aux deux côtés de laquelle sont deux cabinets; escaliers, corps de logis de derriere, appliqué à deux salles, deux étages à chambre au-dessus, terres & dépendances.* La même description se trouve à chaque maison, & prouve que l'estimation donnée à chacune d'elles, ne s'applique qu'aux objets d'écrits. 2°. Il y a plus : chaque maison & l'estimation qui en est faite, est limitée par cette expression : *Aboutissant par derriere aux Quinze-Vingt.* Si l'estimation est limitée à l'aboutissant, il est impossible qu'elle comprenne ce à quoi l'objet estimé est déclaré aboutir; c'est-à-dire, l'Hôpital. Que l'on ait recours à des subtilités dans une cause désespérée, passe : mais il faut au moins mettre de la bonne foi sur les faits.

2°. Oui, sans doute, M. l'Archevêque prétend, & prétendra toujours qu'il a conservé la mouvance qui pouvoit lui appartenir avant 1687, sur Saint Thomas du Louvre, les Feuillans, les Capucins & l'Assomption. Il

a sur ces objets le même motif que sur les *Quinze-Vingts*, puisque ces objets n'ont pas été estimés. Il a cela de plus, qu'à l'égard de ces objets, il n'existe pas dans le contrat d'échange une seule phrase, un seul mot, qui puisse autoriser à présenter une équivoque pareille à celle que l'on élève sur les *Quinze-Vingts*.

S'agit-il des Feuillans? on cède expressément au Roi huit maisons qui leur appartiennent par ces termes : » celle » suivante, appartenante aux Feuillans . . . & aboutissant » par derriere auxdits Feuillans ». Après quoi l'on se contente de dire, *ensuite est l'entrée de la cour au-devant de l'Eglise dudit Couvent des Feuillans*. Vient encore après une autre maison appartenante aux Feuillans que l'on cède expressément par ces termes : *item, la maison suivante . . . aboutissant par derriere auxdits Feuillans*.

S'agit-il des Capucins, qui sont immédiatement après cette maison? on se contente encore de dire, *ensuite est le Couvent des Capucins*.

Enfin, l'on trouve encore, immédiatement après ce Couvent, une maison appartenante à l'Assomption, le Couvent, & deux autres maisons appartenantes aux Religieuses. Ces trois maisons sont cédées toujours par cette expression : *Item, la maison suivante, appartenante aux Religieuses de l'Assomption. . . . aboutissant par derriere auxdites Dames*. A l'égard du Couvent, qui est entre la premiere & la seconde de ces trois maisons, on se contente encore de désigner sa situation par cette expression : *Ensuite est le Couvent des Religieuses de l'Assomption*.

Si quelque chose a droit de surprendre , ce n'est pas la prétention de l'Archevêque, qui soutient avoir conservé sa directe sur tous les objets non estimés & non cédés , & d'après la clause de l'acte qui lui réserve ses droits sur les objets non compris en l'échange. Ce qui doit véritablement étonner , c'est le système de l'Administrateur des Domaines, qui croit pouvoir d'un trait de plume enlever au siège de l'Archevêché la mouvance sur des objets qui valoient, en 1687, quatre à cinq millions, & qui en valent aujourd'hui plus de quinze, & qui croit pouvoir acquérir au Roi une directe de cette importance, sans que le Roi en ait jamais donné le moindre prix & le moindre équivalent.

Nous disons, sans que le Roi en ait fourni la moindre valeur, & nous ne croyons pas devoir répondre encore une fois à l'idée absurde, que cette mouvance n'étoit d'aucune importance & conséquemment n'étoit pas dans le cas d'être évaluée. Nous en avons déjà assez dit plus haut pour détruire cette objection, contraire à la raison, à l'expérience, & à l'usage de toutes les évaluations.

3°. A l'égard de l'induction, que l'Administrateur veut tirer des états préliminaires à l'échange, elle ne porte que sur une pure subtilité.

Nous avons déjà démontré que c'étoit par pure erreur, que l'on avoit nommé dans cet état les Quinze-Vingts sept fois au lieu de six.

Mais, que les Quinze-Vingts aient été compris, ou non, quant à leur Hôpital, dans ces états préliminaires, c'est ce qui est fort indifférent.

Ces états n'étoient destinés qu'à indiquer ce que les Parties pouvoient se céder réciproquement ; c'est ce que leur intitulé même indique. *Etat*, est-il dit, *des maisons dont le Roi peut délaisser la censive ; état des maisons & jardins, Couvens & dépendances, desquelles M. l'Archevêque cédera la censive.* Le Procureur du Roi n'annonce lui-même ces états, que comme des Mémoires, des objets dont l'échange se pouvoit commodément faire.

Ces états ont donné lieu à des examens, à des discussions, d'après lesquelles l'on a retranché des objets, & l'on en a ajouté d'autres. Si les Experts, dans leur procès-verbal, n'ont point estimé les Couvens que l'état indiquoit comme pouvant entrer dans la cession, c'est qu'ils avoient reçu des ordres de la part des Commissaires du Roi ; & l'on a déjà vu qu'ils avoient de bonnes raisons pour ne point comprendre ces objets dans l'échange.

Il y a une différence essentielle entre les états préliminaires, & le procès-verbal d'estimation. Les états n'étoient que le projet de ce qui *pouvoit* entrer dans l'échange. L'estimation, au contraire, n'a eu pour objet que ce qui *devoit* définitivement entrer dans l'échange. Aussi la récapitulation du procès-verbal est-il conçu en ces termes : » la totalité des prisées & estimations des maisons » & héritages mentionnés au Mémoire ci-dessus, & dont » *M. l'Archevêque cédera la censive au Roi, monte à . . .* Ces états ne contenoient qu'une proposition d'échanges. Le procès-verbal d'estimation fixe ce qui a été accepté dans la proposition. Peu importe que M. de Harlay ait

proposé, ou non, la cession de sa directe sur les Quinze-Vingts, & sur les Couvens des Capucins, des Feuillans & de l'Assomption; ce qui s'agit d'examiner, c'est ce qui a été accepté & convenu d'après la proposition; & c'est ce que l'on ne peut juger que par les procès-verbaux d'estimation, qui ont été restraints à ce qui devoit entrer dans l'échange, & qui ont fixé la convention des Parties.

C'est donc un raisonnement absolument vicieux, de conclure que les objets qui n'ont point été estimés ne devoient pas l'être, de ce que la cession en avoit été proposée. La proposition supposoit l'estimation subséquente, & la non-estimation prouve que le projet a été modifié.

4°. Enfin, l'Administrateur des Domaines n'est ni plus équitable, ni plus conséquent dans ses raisonnemens, lorsqu'il prétend que le motif, qui a porté à ne point estimer tant d'objets importans, a été la considération que l'Archevêché en retrouvoit la compensation dans le nombre des héritages en main morte qu'il cédoit au Roi, au-delà de ceux qu'il en recevoit.

1°. Si telle eût été l'intention & la convention des Parties, on n'auroit pas manqué de l'exprimer; l'objet en valloit bien la peine.

2°. Comment l'Administrateur des Domaines peut-il proposer de sang-froid une pareille compensation? Le Roi a pris pour un million d'héritages en main morte, & il n'en a donné que pour 500,000 livres.

Mais cette différence pouvoit-elle compenser celle du défaut de prix & d'équivalent relativement au seul Hô-

pital des Quinze-Vingts, qui, dans les proportions des estimations données par le procès-verbal aux autres propriétés des Quinze-Vingts, auroit dû être évalué plus de 160,000. Que sera-ce donc, si, à la prétendue cession gratuite des Quinze-Vingts, l'on ajoute encore (ainsi que le prétend l'adversaire), la cession également gratuite de Saint Thomas du Louvre, des Feuillans, des Capucins, & de l'Assomption ?

Si le Roi a cédé à l'Archevêché pour 500,000 livres, en main-vive, contre 50,000 livres en main-morte, la différence de valeur ne peut gueres être portée qu'à moitié. L'Archevêché auroit donc cédé au Roi pour 250,000 liv., une valeur de plus de cinq millions, à l'époque du contrat.

En supposant que l'Archevêché eût retiré de l'échange le petit avantage qu'on lui reproche, tout ce que l'on en pourroit conclure, seroit que le Roi auroit voulu faire ce léger bienfait au premier siège épiscopal de son Royaume, à un siège dont il est le fondateur & le protecteur. Ce seroit plutôt, que l'on auroit rendu hommage au principe qui veut que les biens de l'Eglise ne puissent être aliénés que pour une nécessité indispensable, ou un avantage réel ; & ce ne seroit jamais une raison d'enlever à ce même siège des propriétés, vingt fois plus précieuses, qui n'ont été ni estimées, ni cédées.

Mais il s'en faut de beaucoup que ce soit ici un acte de munificence, ce n'étoit qu'un foible acte de justice. Si l'on excepte les mouvances que le Roi a cédées dans la rue St. Honoré pour les deux tiers qui lui appartenoient seulement, & dans les rues voisines, tous les autres hé-

ritages que le Roi a cédés, dans les rues St. Denis, Perrin Gasselin, aux Pilliers de la Tonnellerie, Place aux Vaux, rue St. Jacques de la Boucherie, Planche Mibraye & autres étoient des mouvances éparfes & situées dans des quartiers qui ne pouvoient pas permettre d'espérer une augmentation de valeur proportionnée à celle que l'on pouvoit spéculer dès 1687, par la faveur du quartier où l'Archevêque cédoit un gazon précieux contre les censives éparfes dans tout Paris. C'est cette différence de valeur future que l'on a voulu évidemment compenser avec le léger avantage que présente le fait aujourd'hui reproché si injustement.

Quoi qu'en puisse dire l'Administrateur des Domaines, il s'en faut de beaucoup que l'Archevêché ait gagné au marché de 1687. L'Administration ne consentiroit pas certainement à remettre les choses dans leur ancien état. Que l'on cesse donc de nous vanter un avantage idéal, & de se faire d'un prétexte aussi frivole un titre pour dépouiller un siège important, & dont les charges sont énormes, d'une directe qui s'applique sur des fonds, dont la valeur excède peut-être aujourd'hui 15 millions.

R É S U M É.

Nous avons parcouru la pénible carrière que l'Administrateur du Domaine nous avoit ouverte; nous avons élagué toutes les épines qu'il avoit semées sous nos pas; il est tems de ramener cette affaire à la simplicité qui lui est propre.

Le Roi a-t-il acquis, M. de Harlay a-t-il cédé la mouvance sur l'Hôpital des Quinze-Vingts, en même tems qu'il

qu'il lui a cédé les maisons adjacentes , & y aboutissantes qui appartenoint à cet Hôpital ? Telle est l'unique question à juger.

Le titre qui a formé l'engagement synallagmatique des parties, décide cette question. Le Roi & l'Archevêque se sont respectivement réservé tous leurs droits *sur les maisons, terres & héritages, & autres biens non compris en échange*, & l'Hôpital des Quinze-Vingts n'y est point compris.

Ce n'est que par une pure subtilité, que l'on entreprend de trouver la cession de l'Hôpital dans une clause qui ne concerne que le fond, ou le sol du passage qui conduit à cet Hôpital, & dont la superficie venoit d'être cédée par une clause précédente.

Seroit-il possible qu'il existât un doute sur le véritable sens de la clause ? C'est dans les procès-verbaux d'estimation, dans ce titre commun & indivisible de l'échange, que l'on en doit chercher l'interprétation, & ce titre écarte jusqu'à l'apparence du doute, puisque l'Hôpital n'a point été évalué, puisqu'il est impossible que, dans un échange fait but à but, valeur pour valeur, articles par articles, *singulatim* & non en masse, l'une des parties ait entendu céder, & que l'autre ait entendu acquérir une valeur considérable dont on ne trouve aucune évaluation, & par conséquent aucun équivalent.

Plus l'Administrateur du Domaine outre son système, plus il en dévoile l'injustice. Vouloir non seulement que l'Hôpital des Quinze-Vingts, mais encore quatre autres

265
propriétés également importantes aient été cédées au Roi, & aient pu l'être sans aucune estimation & sans aucun prix, c'est présenter un système de spoliation qui révolte la raison, qui offense la Majesté royale, & qui blesse la suprême équité du Roi, au nom duquel on ne craint point de le former & de le soutenir.

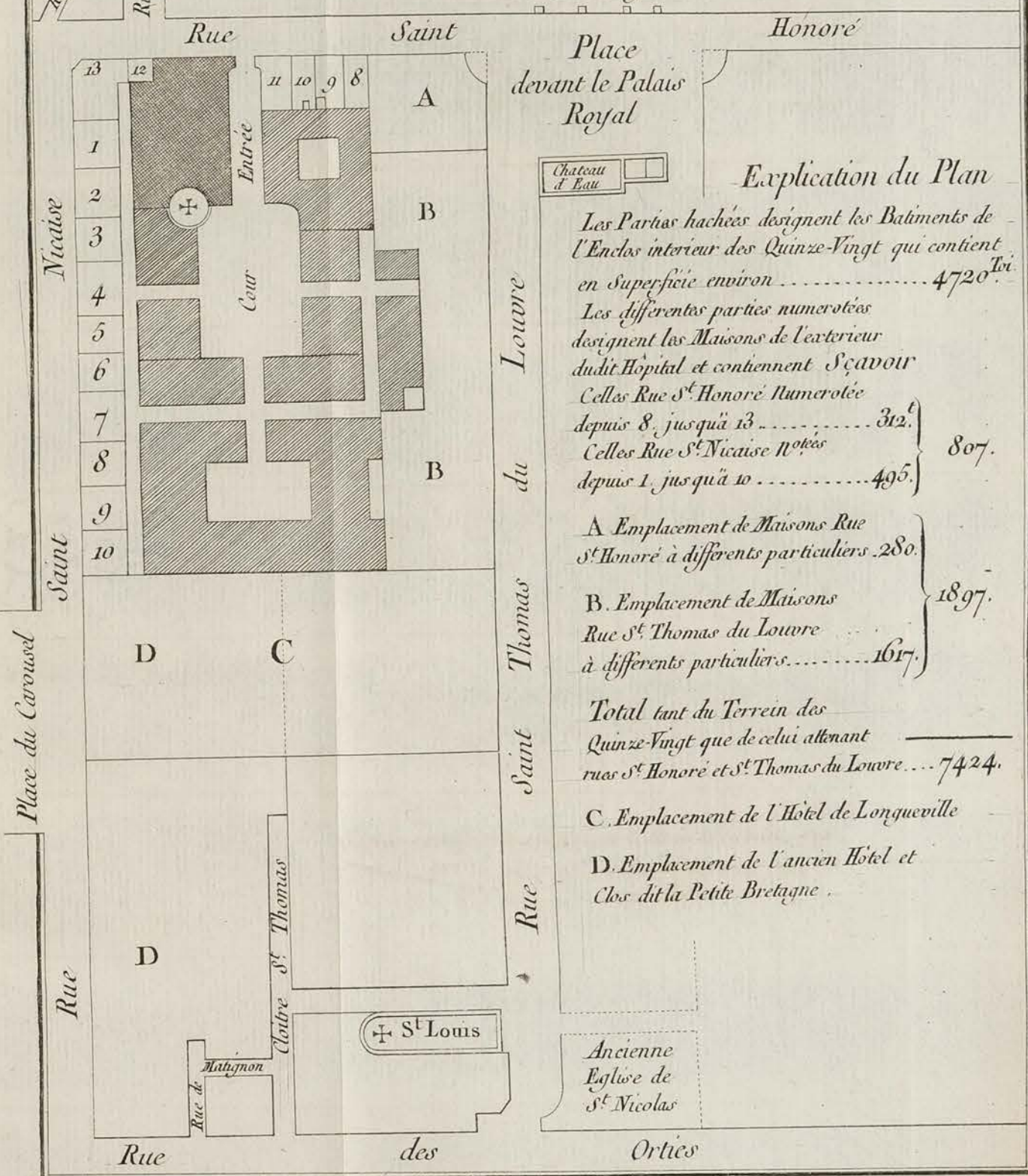
Monsieur CHOART, Rapporteur.

M^e. TRONCHET, Avocat.

CHASTEL, Proc.

De l'Impr. de CL. SIMON, Imprimeur de Mgr. l'ARCHEVÊQUE,
rue Saint-Jacques, près Saint-Yves. 1785. N^o. 27.

PLAN
de l'Ancien Clos et Emplacement des
Quinze Vingt-Aveugles.
Palais Royal.



267

268

269

